CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Département de la Corrèze

SÉANCE DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 6 DÉCEMBRE 2024

SOMMAIRE

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

CP.2024.12.06/101 OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LE REMPLACEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2020) SUR DE MULTIPLES SITES DU TERRITOIRE CORREZIEN p.6

CP.2024.12.06/102 OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LA REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS SITUES 7 RUE TOUR DE MAÏSSE A TULLE p.44

CP.2024.12.06/103 CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT : ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU, PAPIER, ENVELOPPES ET PRODUITS D'ENTRETIEN p.82

CP.2024.12.06/104 CONVENTION CADRE 2025-2027 RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE ET L'ASSOCIATION ALOES 19 p.87

CP.2024.12.06/105 CONVENTION CADRE RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE ET ALOES 19 : ANNEXE 4 - 2025 p.112

CP.2024.12.06/106 QUALYSE : CONVENTION 2025 AVEC LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE - PARTICIPATION A ALOES 19 p.120

CP.2024.12.06/107 PARTENARIAT QUALYSE : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS 2022 - 2024 ET CONVENTION POUR LA PARTICIPATION FINANCIERE RELATIVE AUX TRAVAUX DU BATIMENT DU LABORATOIRE QUALYSE p.128

CP.2024.12.06/108 VENTE DE VÉHICULES LÉGERS APPARTENANT A LA COLLECTIVITÉ p.134

CP.2024.12.06/109 MODIFICATION DES LIMITES D'ARRONDISSEMENTS - RATTACHEMENT DE LA COMMUNE NOUVELLE LES TROIS SAINTS A L'ARRONDISSEMENT DE TULLE p.140

CP.2024.12.06/110 REPRÉSENTATION AU SEIN DES ORGANISMES DIVERS : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS p.146

CP.2024.12.06/111 PARTICIPATION DES ÉLUS AU 93EME CONGRES DE L'ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE p.155

CP.2024.12.06/112 MANDATS SPÉCIAUX p.160

CP.2024.12.06/113 TRANSITION ECOLOGIQUE - SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES AUX ASSOCIATIONS - ANNEE 2024 p.165

CP.2024.12.06/114 POLITIQUE AGRICOLE / PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS - TRANSFORMATION A LA FERME / CAS PARTICULIERS PCAE PME / PROGRAMME ASAFAC ABREUVEMENT 2024 p.170

CP.2024.12.06/115 FONDS FORESTIER LIMOUSIN p.178

CP.2024.12.06/116 SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE "UZERCHE, TERRITOIRE D'ENERGIES POSITIVES" p.188

CP.2024.12.06/117 LABEL DÉPARTEMENTAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS - ÉDITION 2024 p.194

Commission de la Cohésion Sociale

CP.2024.12.06/201 PLAN AMBITION SANTÉ CORRÈZE : AIDES FINANCIÈRES AUX ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCÉE p.202

CP.2024.12.06/202 REVALORISATION DES INDEMNITES AUX TIERS DIGNES DE CONFIANCE ET AUX TIERS DURABLES ET BENEVOLES p.207

CP.2024.12.06/203 FONDS DE SECOURS DEPARTEMENTAL p.215

CP.2024.12.06/204 COLLEGES PUBLICS - DOTATIONS COMPLEMENTAIRES A LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT p.220

CP.2024.12.06/205 COLLEGES PUBLICS - AIDE A L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DU BATI p.229

CP.2024.12.06/206 FONDATION DU PATRIMOINE : CONVENTION 2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS p.235

CP.2024.12.06/207 RESTAURATION DES ARCHIVES COMMUNALES : DEMANDE DE SUBVENTION p.242

CP.2024.12.06/208 POLITIQUE CULTURELLE 2024 p.249

CP.2024.12.06/209 POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : ECHANGES INTERNATIONAUX 2024 p.254

CP.2024.12.06/210 POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE 2024 ET 2025 p.260

Commission de la Cohésion Territoriale

CP.2024.12.06/301 SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DE NOUVELLE-AQUITAINE - CONSULTATION OBLIGATOIRE p.295

CP.2024.12.06/302 TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°74 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE p.332

CP.2024.12.06/303 TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°1089E2 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE p.340

CP.2024.12.06/304 TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DES ROUTES DÉPARTEMENTALES N°59, N°69 ET N°154 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE p.350

CP.2024.12.06/305 DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 991 - COMMUNE DE MOUSTIER-VENTADOUR p.372

CP.2024.12.06/306 DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 9 - COMMUNE DE CHAMEYRAT p.380

CP.2024.12.06/307 SERVICE APPUI LOGISTIQUE - PROGRAMME DE CESSION DU MATERIEL ANNEE 2024 p.389

CP.2024.12.06/308 SERVICE APPUI LOGISTIQUE - REGULARISATION DES SORTIES D'ACTIF - ANNEE 2024 p.395

CP.2024.12.06/309 CONTRAT DE PARTENARIAT - SOCIETE OBJECTIF ECOENERGIE - EFFICACITE ENERGETIQUE ET MODERNISATION DU COLLEGE LAKANAL DE TREIGNAC p.401

CP.2024.12.06/310 CONVENTION CADRE SAFER NOUVELLE AQUITAINE / CONSEIL DÉPARTEMENTAL RELATIVE À LA SURVEILLANCE ET À LA MAÎTRISE FONCIÈRE - AVENANT DE PROLONGATION p.415

CP.2024.12.06/311 ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 38 - COMMUNES DE BRIVE-LA-GAILLARDE ET DE COSNAC p.422

CP.2024.12.06/312 ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 133 - COMMUNE DE VARETZ p.428

CP.2024.12.06/313 ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 150 - COMMUNE DE LANTEUIL p.435

CP.2024.12.06/314 FONDS SOCIAL EUROPÉEN PLUS - COMITE DE PROGRAMMATION DES OPERATIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE N° 2022054 p.441

CP.2024.12.06/315 CONTRAT DE COHÉSION DES TERRITOIRES 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS p.464

CP.2024.12.06/316 CONTRATS DE SOLIDARITÉ COMMUNALE 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS p.498

CP.2024.12.06/317 POLITIQUE HABITAT p.641

CP.2024.12.06/318 POLITIQUE DE L'EAU 2022-2024 p.648

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/101

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LE REMPLACEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2020) SUR DE MULTIPLES SITES DU TERRITOIRE CORREZIEN

RAPPORT

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Office Public de l'Habitat Corrèze sollicite la garantie du Département pour la réalisation d'un emprunt d'un montant total de 894 388 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour des opérations réalisées pour 884 logements avec le remplacement de composants (au titre de l'année 2020) dans ses sites du territoire corrézien.

Le Contrat de Prêt N° 162567, joint en annexe à la décision, détaille les caractéristiques financières de la ligne de prêt suivante :

- Prêt Amélioration/Réhabilitation (PAM) de 894 388,00 €.

Ces travaux ont fait l'objet d'une subvention du Conseil Départemental d'un montant de 157 122,18 €, accordée par décision de la Commission Permanente réunie le 23 juillet 2021.

Conformément à la réglementation en vigueur (cf. délibération du Conseil Départemental du 7 avril 2023 approuvant l'actualisation du règlement d'octroi des garanties d'emprunt), je vous propose d'accorder une garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat Corrèze à hauteur de 100 % pour cette opération, étant précisé que :

- l'Office Public de l'Habitat Corrèze doit passer avec le Département une convention précisant les modalités de remboursement ainsi que les sûretés constituées à cet effet ;

- il sera demandé la subrogation du Département à l'organisme dans le bénéfice des hypothèques prises sur les immeubles.

Je demande à la Commission Permanente de bien vouloir délibérer sur cette demande de garantie et de m'autoriser à revêtir de ma signature la convention prévoyant ses conditions d'exercice.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/101

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LE REMPLACEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2020) SUR DE MULTIPLES SITES DU TERRITOIRE CORREZIEN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1,

VU l'article 2305 du Code Civil,

VU le Contrat de Prêt n° 162567 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat Corrèze et la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : le Conseil Départemental de la Corrèze accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 894 388 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat Corrèze auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 162567, constitué d'une ligne de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 894 388 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du Contrat

de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Office Public de l'Habitat Corrèze, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Office Public de l'Habitat Corrèze pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de la Corrèze s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : la Commission Permanente autorise le Président du Conseil Départemental à signer la convention prévoyant les conditions d'exercice de la présente garantie.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14068-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 162567

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - n° 000278841

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, SIREN n°: 271927212, sis(e) 9 AVENUE ALSACE LORRAINE BP 504 19015 TULLE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.55 page 3/25
Contrat de prêt n° 162567 Emprunteur n° 000278841

Paraphes

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Remplacement de Composants 2020, Parc social public, Réhabilitation de 884 logements situés sur plusieurs adresses dans le département : Corrèze.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-quatre-vingt-quatorze mille trois-cent-quatre-vingt-huit euros (894 388,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de huit-cent-quatre-vingt-quatorze mille trois-cent-quatre-vingt-huit euros (894 388,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/10/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5606821			
Montant de la Ligne du Prêt	894 388 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	3,6 %			
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	3,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 ~~Le(s) taux indiqué(s)~~ ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA CORREZE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 19/09/2024
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : Jean-Christophe ATTARD
Qualité : Directeur Général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORRÈZE

Le, 31 juillet 2024
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom :
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Nicolas JOYEUX
Directeur territorial Corrèze, Creuse
& Haute-Vienne

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

afaq ISO 9001 2015

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

Emprunteur : 0278841 - CORREZE HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 162567 / N° de la Ligne du Prêt : 5606821
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 894 388 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/07/2025	3,60	54 856,72	22 658,75	32 197,97	0,00	871 729,25	0,00
2	22/07/2026	3,60	54 856,72	23 474,47	31 382,25	0,00	848 254,78	0,00
3	22/07/2027	3,60	54 856,72	24 319,55	30 537,17	0,00	823 935,23	0,00
4	22/07/2028	3,60	54 856,72	25 195,05	29 661,67	0,00	798 740,18	0,00
5	22/07/2029	3,60	54 856,72	26 102,07	28 754,65	0,00	772 638,11	0,00
6	22/07/2030	3,60	54 856,72	27 041,75	27 814,97	0,00	745 596,36	0,00
7	22/07/2031	3,60	54 856,72	28 015,25	26 841,47	0,00	717 581,11	0,00
8	22/07/2032	3,60	54 856,72	29 023,80	25 832,92	0,00	688 557,31	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/07/2033	3,60	54 856,72	30 068,66	24 788,06	0,00	658 488,65	0,00
10	22/07/2034	3,60	54 856,72	31 151,13	23 705,59	0,00	627 337,52	0,00
11	22/07/2035	3,60	54 856,72	32 272,57	22 584,15	0,00	595 064,95	0,00
12	22/07/2036	3,60	54 856,72	33 434,38	21 422,34	0,00	561 630,57	0,00
13	22/07/2037	3,60	54 856,72	34 638,02	20 218,70	0,00	526 992,55	0,00
14	22/07/2038	3,60	54 856,72	35 884,99	18 971,73	0,00	491 107,56	0,00
15	22/07/2039	3,60	54 856,72	37 176,85	17 679,87	0,00	453 930,71	0,00
16	22/07/2040	3,60	54 856,72	38 515,21	16 341,51	0,00	415 415,50	0,00
17	22/07/2041	3,60	54 856,72	39 901,76	14 954,96	0,00	375 513,74	0,00
18	22/07/2042	3,60	54 856,72	41 338,23	13 518,49	0,00	334 175,51	0,00
19	22/07/2043	3,60	54 856,72	42 826,40	12 030,32	0,00	291 349,11	0,00
20	22/07/2044	3,60	54 856,72	44 368,15	10 488,57	0,00	246 980,96	0,00
21	22/07/2045	3,60	54 856,72	45 965,41	8 891,31	0,00	201 015,55	0,00
22	22/07/2046	3,60	54 856,72	47 620,16	7 236,56	0,00	153 395,39	0,00
23	22/07/2047	3,60	54 856,72	49 334,49	5 522,23	0,00	104 060,90	0,00
24	22/07/2048	3,60	54 856,72	51 110,53	3 746,19	0,00	52 950,37	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/07/2049	3,60	54 856,58	52 950,37	1 906,21	0,00	0,00	0,00
Total			**1 371 417,86**	**894 388,00**	**477 029,86**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162567 Emprunteur n° 000278841

CONVENTION DE GARANTIE

Vu le règlement d'octroi des garanties d'emprunts approuvé par la délibération du Conseil Départemental de la Corrèze en date du 7 avril 2023,
Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 6 décembre 2024,

Entre les soussignés :

- Le Département de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental de la Corrèze
ci-après dénommé le Département de la Corrèze

ET

- l'Office Corrèze Habitat, représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean-Christophe ATTARD
ci-après dénommé l'Organisme bénéficiaire

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Conseil Départemental de la Corrèze accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 894 388 €, que l'organisme bénéficiaire a décidé de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de financer le remplacement de composants (au titre de l'année 2020) sur de multiples sites du territoire corrézien.

Le contrat de prêt N° 162567, joint en annexe de la délibération citée ci-dessus, détaille les caractéristiques financières de la ligne de prêt suivante :

- PAM de 894 388 €.

Article 2 : Mise en jeu de la garantie

Au cas où l'organisme bénéficiaire se trouverait dans l'impossibilité de faire face à tout ou partie des échéances dues au titre de cet emprunt, il s'engage à en informer le Département de la Corrèze par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date contractuelle de règlement de l'échéance au prêteur.

Le Conseil Départemental se réserve à cette occasion le droit d'exercer un contrôle sur pièces de la situation financière de l'emprunteur.

Le Département de la Corrèze règlera le montant des annuités impayées dans la limite et au prorata de ses engagements prévus à l'article 1er, conjointement avec les autres garants, s'il y a lieu, et à hauteur maximum de la quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant garantie du prêt.

Le Département de la Corrèze est autorisé à prendre hypothèque de 1er rang sur tout ou partie des biens immeubles appartenant à l'organisme bénéficiaire qui s'engage à ne vendre ni hypothéquer aucun de ses immeubles sans l'accord préalable du Président du Conseil Départemental de la Corrèze, pendant la durée de remboursement de l'emprunt garanti.

Article 3 : Remboursement des avances

Les sommes qui auront éventuellement été réglées par le Département en sa qualité de garant, en lieu et place de l'organisme bénéficiaire dans le cadre de la présente garantie, auront un caractère d'avance remboursable avec intérêts, indexé sur le taux d'intérêt légal.

Si la garantie du Département est mise en jeu, l'emprunteur devra ouvrir dans ses écritures un compte d'avances départementales jusqu'au remboursement du montant dû.

L'organisme bénéficiaire devra procéder au remboursement des avances faites dès que sa situation financière le permettra et dans un délai maximum de deux ans. Ce délai ne pourra être renouvelé que sur décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental après examen de la situation financière de l'emprunteur.

Tout excédent de recettes ressortant au bilan annuel sera consacré à ce remboursement, sauf autorisation du Département.

Article 4 : Modification de la garantie

La collectivité garante devra avoir donné son accord écrit préalable en cas de :

- dissolution de l'organisme emprunteur,
- changement de raison sociale,
- remboursement anticipé ou modification des conditions de remboursement du prêt,
- aliénation ou hypothèque de l'immeuble ou des biens faisant l'objet du prêt,
- tout autre évènement susceptible d'avoir un impact sur la garantie accordée par le Département.

Article 5 : Contrôles

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir chaque année au Département de la Corrèze, un mois maximum après leur approbation, une copie certifiée conforme de ses comptes de résultats et bilans par un commissaire aux comptes.

Le Conseil Départemental sur simple demande, pourra exercer son contrôle sur les opérations de l'organisme bénéficiaire par la vérification au moins une fois l'an de toutes les pièces de comptabilité et autres documents financiers qui devront être communiqués à ses représentants à la première demande.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature.
Son application se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement de l'emprunt contracté avec la garantie du Département.

À l'expiration de ladite convention et si le compte d'avances départementales n'est pas soldé, ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance du Département.

Article 7 : Contentieux

Toute contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Limoges, après tentatives d'arrangement à l'amiable restées infructueuses dans le délai de deux mois à compter de la première notification du grief.

A , le

Le Directeur Général de l'Organisme bénéficiaire de la garantie,

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/102

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LA REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS SITUES 7 RUE TOUR DE MAÏSSE A TULLE

RAPPORT

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Office Public de l'Habitat Corrèze sollicite la garantie du Département pour la réalisation d'un emprunt d'un montant total de 394 000 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération de réhabilitation de 10 logements situés 7 rue Tour de Maïsse à TULLE.

Le Contrat de Prêt N° 162573, joint en annexe à la décision, détaille les caractéristiques financières de la ligne de prêt suivante :

- Prêt Amélioration/Réhabilitation (PAM) de 394 000,00 €.

Ces travaux ont fait l'objet d'une subvention du Conseil Départemental d'un montant de 31 500 €, accordée par décision de la Commission Permanente réunie le 29 octobre 2021.

Conformément à la réglementation en vigueur (cf. délibération du Conseil Départemental du 7 avril 2023 approuvant l'actualisation du règlement d'octroi des garanties d'emprunt), je vous propose d'accorder une garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat Corrèze à hauteur de 50 % pour cette opération (soit 197 000 €), étant précisé que :

- la Communauté d'Agglomération de Tulle accorde également sa garantie à hauteur de 50 % (soit 197 000 €) sur cet emprunt ;

- l'Office Public de l'Habitat Corrèze doit passer avec le Département une convention précisant les modalités de remboursement ainsi que les sûretés constituées à cet effet ;

- il sera demandé la subrogation du Département à l'organisme dans le bénéfice des hypothèques prises sur les immeubles.

Je demande à la Commission Permanente de bien vouloir délibérer sur cette demande de garantie et de m'autoriser à revêtir de ma signature la convention prévoyant ses conditions d'exercice.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/102

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE - GARANTIE D'EMPRUNT POUR LA REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS SITUES 7 RUE TOUR DE MAÏSSE A TULLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1,

VU l'article 2305 du Code Civil,

VU le Contrat de Prêt n° 162573 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat Corrèze et la Caisse des Dépôts et Consignations,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : le Conseil Départemental de la Corrèze accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 394 000 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat Corrèze auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 162573, constitué d'une ligne de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 197 000 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du Contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Office Public de l'Habitat Corrèze, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Office Public de l'Habitat Corrèze pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de la Corrèze s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : la Commission Permanente autorise le Président du Conseil Départemental à signer la convention prévoyant les conditions d'exercice de la présente garantie.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14071-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 162573

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - n° 000278841

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, SIREN n°: 271927212, sis(e) 9 AVENUE ALSACE LORRAINE BP 504 19015 TULLE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.55 page 3/25
Contrat de prêt n° 162573 Emprunteur n° 000278841

Paraphes

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Réhabilitation de 10 logements "Tulle Tour de MAISSE", Parc social public, Réhabilitation de 10 logements situés 7 RUE TOUR DE MAISSE 19000 TULLE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-quatre-vingt-quatorze mille euros (394 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-quatorze mille euros (394 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/10/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5606424			
Montant de la Ligne du Prêt	394 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	3,6 %			
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	3,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant; le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA CORREZE	50,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 19/09/2024
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : Jean-Christophe ATTARD
Qualité : Directeur Général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORRÈZE

Le, 31 juillet 2024
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom :
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Nicolas JOYEUX
Directeur territorial Corrèze, Creuse
& Haute-Vienne

PR0090-PR0068 V3.55 page 25/25
Contrat de prêt n° 162573 Emprunteur n° 0002788841

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

afaq ISO 9001

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

Emprunteur : 0278841 - CORREZE HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 162573 / N° de la Ligne du Prêt : 5606424
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 394 000 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	22/07/2025	3,60	24 165,74	9 981,74	14 184,00	0,00	384 018,26	0,00
2	22/07/2026	3,60	24 165,74	10 341,08	13 824,66	0,00	373 677,18	0,00
3	22/07/2027	3,60	24 165,74	10 713,36	13 452,38	0,00	362 963,82	0,00
4	22/07/2028	3,60	24 165,74	11 099,04	13 066,70	0,00	351 864,78	0,00
5	22/07/2029	3,60	24 165,74	11 498,61	12 667,13	0,00	340 366,17	0,00
6	22/07/2030	3,60	24 165,74	11 912,56	12 253,18	0,00	328 453,61	0,00
7	22/07/2031	3,60	24 165,74	12 341,41	11 824,33	0,00	316 112,20	0,00
8	22/07/2032	3,60	24 165,74	12 785,70	11 380,04	0,00	303 326,50	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162573 Emprunteur n° 000278841

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	22/07/2033	3,60	24 165,74	13 245,99	10 919,75	0,00	290 080,51	0,00
10	22/07/2034	3,60	24 165,74	13 722,84	10 442,90	0,00	276 357,67	0,00
11	22/07/2035	3,60	24 165,74	14 216,86	9 948,88	0,00	262 140,81	0,00
12	22/07/2036	3,60	24 165,74	14 728,67	9 437,07	0,00	247 412,14	0,00
13	22/07/2037	3,60	24 165,74	15 258,90	8 906,84	0,00	232 153,24	0,00
14	22/07/2038	3,60	24 165,74	15 808,22	8 357,52	0,00	216 345,02	0,00
15	22/07/2039	3,60	24 165,74	16 377,32	7 788,42	0,00	199 967,70	0,00
16	22/07/2040	3,60	24 165,74	16 966,90	7 198,84	0,00	183 000,80	0,00
17	22/07/2041	3,60	24 165,74	17 577,71	6 588,03	0,00	165 423,09	0,00
18	22/07/2042	3,60	24 165,74	18 210,51	5 955,23	0,00	147 212,58	0,00
19	22/07/2043	3,60	24 165,74	18 866,09	5 299,65	0,00	128 346,49	0,00
20	22/07/2044	3,60	24 165,74	19 545,27	4 620,47	0,00	108 801,22	0,00
21	22/07/2045	3,60	24 165,74	20 248,90	3 916,84	0,00	88 552,32	0,00
22	22/07/2046	3,60	24 165,74	20 977,86	3 187,88	0,00	67 574,46	0,00
23	22/07/2047	3,60	24 165,74	21 733,06	2 432,68	0,00	45 841,40	0,00
24	22/07/2048	3,60	24 165,74	22 515,45	1 650,29	0,00	23 325,95	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 162573 Emprunteur n° 000278841

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de LIMOGES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 22/07/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	22/07/2049	3,60	24 165,68	23 325,95	839,73	0,00	0,00	0,00
Total			**604 143,44**	**394 000,00**	**210 143,44**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
26 rue Atlantis - CS 16983 - Immeuble Cassiopee - 87068 Limoges cedex 3 - Tél : 05 55 10 06 00
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CONVENTION DE GARANTIE

Vu le règlement d'octroi des garanties d'emprunts approuvé par la délibération du Conseil Départemental de la Corrèze en date du 7 avril 2023,
Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 6 décembre 2024,

Entre les soussignés :

- Le Département de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental de la Corrèze
ci-après dénommé le Département de la Corrèze

ET

- l'Office Corrèze Habitat, représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean-Christophe ATTARD
ci-après dénommé l'Organisme bénéficiaire

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Conseil Départemental de la Corrèze accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 394 000 €, que l'organisme bénéficiaire a décidé de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de financer la réhabilitation de 10 logements situés 7 rue Tour de Maïsse à TULLE.

Le contrat de prêt N° 162573, joint en annexe de la délibération citée ci-dessus, détaille les caractéristiques financières de la ligne de prêt suivante :

- PAM de 394 000 €.

Article 2 : Mise en jeu de la garantie

Au cas où l'organisme bénéficiaire se trouverait dans l'impossibilité de faire face à tout ou partie des échéances dues au titre de cet emprunt, il s'engage à en informer le Département de la Corrèze par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date contractuelle de règlement de l'échéance au prêteur.

Le Conseil Départemental se réserve à cette occasion le droit d'exercer un contrôle sur pièces de la situation financière de l'emprunteur.

Le Département de la Corrèze règlera le montant des annuités impayées dans la limite et au prorata de ses engagements prévus à l'article 1er, conjointement avec les autres garants, s'il y a lieu, et à hauteur maximum de la quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant garantie du prêt.

Le Département de la Corrèze est autorisé à prendre hypothèque de 1er rang sur tout ou partie des biens immeubles appartenant à l'organisme bénéficiaire qui s'engage à ne vendre ni hypothéquer aucun de ses immeubles sans l'accord préalable du Président du Conseil Départemental de la Corrèze, pendant la durée de remboursement de l'emprunt garanti.

Article 3 : Remboursement des avances

Les sommes qui auront éventuellement été réglées par le Département en sa qualité de garant, en lieu et place de l'organisme bénéficiaire dans le cadre de la présente garantie, auront un caractère d'avance remboursable avec intérêts, indexé sur le taux d'intérêt légal.

Si la garantie du Département est mise en jeu, l'emprunteur devra ouvrir dans ses écritures un compte d'avances départementales jusqu'au remboursement du montant dû.

L'organisme bénéficiaire devra procéder au remboursement des avances faites dès que sa situation financière le permettra et dans un délai maximum de deux ans. Ce délai ne pourra être renouvelé que sur décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental après examen de la situation financière de l'emprunteur.

Tout excédent de recettes ressortant au bilan annuel sera consacré à ce remboursement, sauf autorisation du Département.

Article 4 : Modification de la garantie

La collectivité garante devra avoir donné son accord écrit préalable en cas de :

- dissolution de l'organisme emprunteur,
- changement de raison sociale,
- remboursement anticipé ou modification des conditions de remboursement du prêt,
- aliénation ou hypothèque de l'immeuble ou des biens faisant l'objet du prêt,
- tout autre évènement susceptible d'avoir un impact sur la garantie accordée par le Département.

Article 5 : Contrôles

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir chaque année au Département de la Corrèze, un mois maximum après leur approbation, une copie certifiée conforme de ses comptes de résultats et bilans par un commissaire aux comptes.

Le Conseil Départemental sur simple demande, pourra exercer son contrôle sur les opérations de l'organisme bénéficiaire par la vérification au moins une fois l'an de toutes les pièces de comptabilité et autres documents financiers qui devront être communiqués à ses représentants à la première demande.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature.
Son application se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement de l'emprunt contracté avec la garantie du Département.

À l'expiration de ladite convention et si le compte d'avances départementales n'est pas soldé, ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance du Département.

Article 7 : Contentieux

Toute contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Limoges, après tentatives d'arrangement à l'amiable restées infructueuses dans le délai de deux mois à compter de la première notification du grief.

A , le

Le Directeur Général de l'Organisme bénéficiaire de la garantie,

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/103

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT : ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU, PAPIER, ENVELOPPES ET PRODUITS D'ENTRETIEN

RAPPORT

Afin de mieux acheter et répondre aux besoins des services du Département et des collèges, il est proposé de constituer un groupement de commandes en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique pour couvrir les besoins de fournitures de bureau, papier, enveloppes et produits d'entretien. Ce groupement sera constitué de personnes morales de droit public. Le Conseil Départemental assurera le rôle de coordonnateur du groupement. Le mandat du coordonnateur est prévu pour la durée totale de la convention.
S'agissant d'un achat récurrent, le groupement revêtira un caractère permanent.

Ainsi, le groupement sera constitué à compter de la signature des parties pour la convention constitutive et sera conclu pour une durée indéterminée.
Dans ce cadre, les adhésions des membres fondateurs pourront se réaliser avant le lancement de la première consultation c'est-à-dire avant l'envoi du premier avis d'appel public à la concurrence ayant pour objet la passation de marchés et/ou accords-cadres.
Des adhésions ex-post seront possibles en vue des remises en concurrence périodique des marchés et/ou accords-cadres.

Les membres du groupement assureront, chacun en ce qui les concerne, l'exécution, notamment opérationnelle et financière, des prestations conclues avec le prestataire.
Je vous demande donc de bien vouloir approuver les termes et la passation de la convention constitutive du groupement de commandes (convention jointe en annexe au présent rapport) pour les besoins de fourniture de bureau, papier, enveloppes et produits d'entretien.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/103

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT : ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU, PAPIER, ENVELOPPES ET PRODUITS D'ENTRETIEN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont approuvés les termes et la passation de la convention constitutive du groupement de commandes permanent (convention jointe en annexe) pour l'achat de fournitures de bureau, papier, enveloppes et l'achat de produits d'entretien.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention visée à l'article 1er.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14241-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/104

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONVENTION CADRE 2025-2027 RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE ET L'ASSOCIATION ALOES 19

RAPPORT

L'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 (ALOES 19) a pour vocation, d'une part à améliorer les conditions morales et matérielles des agents du Conseil Départemental et d'autre part, d'organiser des activités socio culturelles, de loisirs et sportives en faveur de ses membres.

Les objectifs de l'association et du Département sont communs, en ce sens qu'ils tendent à favoriser l'harmonie entre vie professionnelle et vie personnelle ou familiale, par la mise en œuvre de divers services et prestations d'action sociale.

Le cadre règlementaire de la politique d'action sociale du Département est défini :

- D'une part par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 qui prévoit dans son article 9 que les fonctionnaires territoriaux qui participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive ou de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent,

- D'autre part, par les dispositions de l'article 25 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 qui reconnait l'existence des prestations d'action sociale et offre aux collectivités locales la possibilité de confier la gestion de ces prestations à des associations ou organismes à but non lucratif,

- Enfin, par la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique qui en précise les contours dans son article 26.

Le Département et ALOES 19 souhaitent, en tenant compte du contexte économique difficile et de leur souci commun d'équité sociale, poursuivre le partenariat constant depuis la création de l'association, pour améliorer les conditions de vie des agents ainsi que celles de leurs ayants droits et personnels retraités. De ce fait, la présente convention avec ses annexes, vient définir le partenariat et détermine les moyens dont l'association pourra disposer pour mener à bien ses missions.

Je précise que l'engagement financier du Département (budget principal et budgets annexes) tel que prévu dans la présente convention est fixé pour 2025 à 520 000 € (mise à disposition incluse) selon la répartition suivante :

- 491 150 € (subvention annuelle)
- 20 950 € (mise à disposition d'un agent)
- 7 900 € (participation financière Syndicat Mixte QUALYSE)

En conséquence, je prie la Commission Permanente de bien vouloir :

- approuver la convention cadre entre ALOES 19 et le Département jointe en annexe au présent rapport ;
- m'autoriser à la signer.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/104

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONVENTION CADRE 2025-2027 RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE ET L'ASSOCIATION ALOES 19

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : Sont approuvés les termes de la convention cadre telle qu'annexée à la présente décision, entre l'Association Loisirs œuvres Sociales (ALOES19) et le département de la Corrèze, destinée à définir les objectifs de partenariat et à déterminer les moyens dont l'association disposera pour mener à bien ses missions

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention cadre mentionnée à l'article 1er.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20.

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14093-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Convention Cadre du 01 Janvier 2025
Relative au partenariat
Entre le Conseil Départemental de la Corrèze
Et l'Association ALOES 19

Entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze représenté par son Président en exercice, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 06 Décembre 2024.

Ci-après dénommé le Département,

D'une part,

Et :

L'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 (ALOES 19), loi 1901 représentée par sa Présidente, Madame Martine DELPECH, élue en date du 25 Juin 2024 et dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration, du 30 Juillet 2024.

Ci-après dénommée ALOES19,

D'autre part.

Préambule :

Le cadre réglementaire de la politique d'Action sociale du Département est défini :
- d'une part, par la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique qui en précise les contours dans son article 26 et
- d'autre part, par les dispositions de l'article 25 de la loi n° 2001-2 du 3 Janvier 2001 qui reconnaît l'existence des prestations d'action sociale et offre aux collectivités locales la possibilité de confier la gestion de ces prestations à des associations ou organismes à but non lucratif,
- enfin, par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 qui prévoit dans son article 9, que les fonctionnaires territoriaux participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive ou de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent.

Considérant que le Département et ALOES19 souhaitent, en tenant compte du contexte économique difficile et de leur souci commun d'équité sociale, poursuivre le partenariat reconduit à maintes reprises depuis la création de l'Association pour améliorer les conditions de vie des agents ; ainsi que celles de leurs ayant-droits et des personnels retraités,

Il a été, d'un commun accord, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les missions confiées à ALOES19 en matière d'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs individuelle ou collective et de préciser les moyens financiers, matériels et humains qui lui seront mis à disposition par le département pour mener à bien les actions confiées.

ARTICLE 2 : CHAMP D'INTERVENTION ET ENGAGEMENTS D'ALOES19

ALOES19 s'engage à se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'objet défini dans ses statuts.

2-1 : Les actions :

Parce qu'elle souhaite améliorer sensiblement les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de l'enfance et des loisirs ; ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles, ALOES19 s'engage à veiller :

* A la mise en place effective du droit à l'action sociale pour tous les agents de la collectivité et leur famille, ainsi que les retraités du Conseil Départemental.

* A proposer des prestations sociales non conditionnées par l'adhésion à ALOES19, listées ci-dessous :

✓Les aides aux séjours d'enfants *(ALSH, Centre de vacances hors périodes scolaires, Séjour scolaire ou linguistique, Classe de neige, mer ou nature, Séjour en centre familial de vacances),*

✓ Les aides aux enfants handicapés *(allocation handicap versée aux parents, prestations vacances),*

✓ L'aide à la famille *(allocation enfant hospitalisé),*

✓ Les prêts et les dons accordés en secours d'urgence, par une commission restreinte qui se réunit à la demande de l'Assistante Sociale du personnel. Cette commission sociale d'aide financière est composée de la Présidente, de la Vice-présidente, de la Coordinatrice de l'Association et de l'Assistante Sociale du personnel. Ces prestations sont accordées conformément à un cahier des charges dont le règlement de fonctionnement constitue l'annexe n° 1.

* A proposer d'autres prestations conditionnées par l'adhésion à ALOES19, listées ci-dessous :

✓ L'aide à la scolarité et la rentrée étudiant/contrat d'apprentissage

✓L'aide culturelle et sportive pour l'enfant *(activité annuelle extrascolaire sportive ou culturelle)*

✓ Les évènements familiaux *(naissance, mariage, retraite et décès)*

✓ L'arbre de Noël

✓ L'aide au Chèque Emploi Service Universel *(CESU et eCESU)*

✓ L'aide aux voyages, week-ends et linéaires *(proposés par ALOES 19)*

✓ L'aide aux Chèques Vacances

- ✓ L'aide au sport *(pour l'adhérent uniquement)*
- ✓ L'aide au chèque culture
- ✓ L'aide à l'achat de billetterie courante *(cinéma, piscine, …)* et parcs d'attractions
- ✓ L'aide aux concerts, festivals et spectacles *(proposés par ALOES 19)*
- ✓ Propositions d'achats groupés et des Bons plans.

ALOES 19 se réserve le droit de modifier, durant la durée de la convention, les prestations listées ci-dessus et d'en informer l'ensemble du personnel de la collectivité.

2-2 : les obligations comptables d'ALOES 19 :

ALOES19 s'engage :

- à se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de son objet et à n'utiliser les fonds octroyés par le Département que pour la réalisation exclusive des missions définies dans l'objet de ses statuts et précisées dans la présente convention. De plus, elle devra produire un bilan détaillé des activités en décrivant ainsi la répartition de la subvention départementale,

- à se conformer aux prescriptions comptables concernant les associations recevant des aides publiques telles que définies par la loi du12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et telles que précisées dans son décret d'application du 6 juin 2001,

- à utiliser la subvention octroyée par le Département à la seule exécution des actions listées à l'article 2-1 de la présente convention,

- à s'acquitter de toutes les taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telles sortes que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet,

- à fournir les comptes certifiés par le commissaire aux comptes ainsi que son rapport.

2-3 : les engagements d'ALOES 19

ALOES19 s'engage :

- à faciliter le contrôle, par le Département, directement par ses agents concernés ou toute personne mandatée par lui, de la réalisation de l'objectif ou des actions auxquelles il a apporté son concours et l'emploi de l'aide départementale octroyée, notamment par l'accès à tout document administratif et comptable utile à cette fin. Le bilan de ce contrôle, qui peut porter également sur les conditions juridiques et financières de la gestion d'ALOES19 lui est obligatoirement communiqué.

- à présenter le budget prévisionnel et les projets au Président du Conseil Départemental lors de la préparation budgétaire de la collectivité.

- à transmettre au département les comptes-rendus des réunions de ses Assemblées Générales, Conseils d'Administration ; ainsi que toute modification statutaire, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Pour lui permettre d'exercer ses missions au mieux et dans les meilleures conditions, le Département met à disposition d'ALOES19, des moyens humains, matériels et financiers.

3-1 : Les moyens humains :

Ils sont mis à disposition d'ALOES19 par le Département, à titre onéreux et par le moyen de conventions spécifiques.

Ainsi, en application du décret n° 2008-580 du18 juin 2008 modifié, le personnel mis à disposition continue à bénéficier de sa rémunération et des droits et avantages des agents titulaires de la collectivité territoriale en demeurant dans son cadre d'emplois d'origine.

En conséquence, cette mise à disposition fera l'objet d'une part, d'une convention qui fixera les taux d'emplois ainsi que les modalités de reversements des rémunérations.

3-1-1 Autorisation spéciale d'absence :

Des autorisations spéciales d'absence sont accordées aux 15 membres du Conseil d'Administration qui doivent :

- Siéger aux différentes instances de l'Association. Ces autorisations sont accordées pour les instances suivantes :
  - Bureau,
  - Conseil d'administration,
  - Assemblée générale,
  - Commissions internes à l'Association, à savoir : so*ciale, loisirs et sports, arbre de Noël, achats groupés).*

- Participer à la mise en place de l'arbre de Noël et la distribution du cadeau de fin d'année offert aux adhérents (soit le vendredi avant l'arbre de Noël et le lundi, mardi et mercredi après l'arbre de Noël).

3-1-2 Contingent d'heures :

Le Département accorde un contingent de 20 heures par mois, aux responsables de commissions internes à ALOES19, au Trésorier et à la Secrétaire élus, ventilé comme suit :

Commission/Bureau	Nombres d'heures mensuelles
Responsable de la commission voyages	5 heures
Responsable des achats groupés	5 heures
Trésorier(e)	5 heures
Secrétaire	5 heures

3-1-3 Autorisation mensuelle :

Le Conseil Départemental accorde une autorisation mensuelle à 2 membres élus du Conseil d'Administration, pour exercer des fonctions de gestion administratives et comptables, ventilé comme suit :

Membre élu(e)	Nombres d'heures mensuelles
Vice - Président(e)	80 heures soit 2.5 jours/semaine
Secrétaire	16 heures soit 0,5 jour/semaine

La Présidente d'ALOES19 s'engage à communiquer à la Direction des Ressources Humaines du Département, la répartition des heures visées ci-dessus.

3-2 : Les moyens matériels :

Le Département met à disposition d'ALOES19 :

- 3-2-1 des locaux : destinés à assurer le bon fonctionnement et l'accueil des bénéficiaires mais également le stockage, en toute liberté et sécurité, pour lui permettre d'entreposer toutes les commandes d'achats groupés ; ainsi que les jouets de l'arbre de Noël.

Des expositions ventes s'effectuent uniquement dans les locaux du site de MARBOT aux heures d'ouverture correspondant à la plage horaire du déjeuner (11H30-14H00).

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit et pour la durée de la présente convention telle que fixée à l'article 9.

- 3-2-2 des mobiliers et matériels : mentionnés dans la liste jointe en annexe n°2, ils ont pour objectifs de permettre l'exécution des tâches administratives, (secrétariat, la comptabilité). Cette annexe peut faire l'objet de modification, sans que ces dernières n'imposent la passation d'un avenant à la présente convention.

Le Département prend en charge les dépenses afférentes à l'entretien et au renouvellement de ces mobiliers et aux fournitures de bureau. Toutefois, le remplacement du matériel mis à disposition et les nouveaux besoins devront faire l'objet d'une demande écrite d'ALOES19, suivie d'une validation par l'autorité départementale.

- 3-2-3 du matériel informatique : objet de l'annexe n°3, celui-ci demeure la propriété du Département qui en garantit le bon fonctionnement en assurant son entretien et les mises à niveau nécessaires.

- 3-2-4 des fluides et prestations diverses : (eau, électricité, téléphone, chauffage, nettoyage des locaux, reprographie et fournitures de bureau) sont pris en charge par le Département pour l'exercice des tâches de service et l'ensemble des missions d'ALOES 19.

- 3-2-5 véhicules de services : Le Département met à disposition des véhicules de service pour effectuer les déplacements d'ALOES19 (réunions, permanences mensuelles, distribution des chèques vacances, organisation de l'arbre de Noël et distribution du cadeau de fin d'année).

Depuis 2017, le coût du courrier est à la charge d'ALOES19, qui rembourse annuellement au Département le montant réel des affranchissements effectués. Pour les exercices à venir, la facturation de la mise à disposition des autres moyens matériels sera débattue lors du dialogue budgétaire.

3-3 : Les moyens financiers :

- 3-3-1 Le Département

Le Département verse :

- Une subvention annuelle à ALOES19 d'un montant de 491 150 €,
- La somme de 20 950 € au titre de la Mise à disposition d'un agent,
- la participation financière du Syndicat Mixte QUALYSE pour un montant de 7 900 €,

Soit un montant total de 520 000 € pour 2025.

Ce montant est fixé par la Commission Permanente et notifié à ALOES19 chaque année.

Afin d'assurer le fonctionnement d'ALOES19, le Département verse un acompte de 60 % de la subvention perçue en année N-1 dans le courant du premier trimestre de l'année N.

Un ou plusieurs acomptes pourront être versés sur demande de l'Association au vu de ses besoins.

Le solde interviendra au plus tard à la clôture de l'exercice de la collectivité départementale de ladite année, et le montant correspondant à la mise à disposition, sera ajusté au vu des salaires et des charges effectivement versés.

Le montant de la participation Financière du Syndicat Mixte QUALYSE est fixé annuellement par avenant en fonction du nombre d'agents placés sous son autorité.

Le versement s'effectue au15 mai de l'année N.

Le champ d'application et les missions d'ALOES sont identiques à celles susvisées dans l'article 2-1.

A cette dotation départementale, il convient de rajouter les subventions provenant d'organismes satellites, qui ont signé une convention avec ALOES19.

- 3-3-2 Organismes satellites

Les organismes satellites sont des structures en lien direct avec le Conseil Départemental, qui sont listés ci-dessous :

- L'Agence CORREZE INGENIERIE
- L'Agence CORREZE TOURISME
- Le GIP MDPH (Maison de l'Autonomie)
- Le Centre de Supervision Départemental - SMO (Syndicat Mixte)

Ces organismes versent une dotation de 1% de la masse salariale, au 31 décembre de l'année N-1, en fonction du nombre d'agents placés sous son autorité.

Le versement s'effectue au15 mai de l'année N.

ALOES 19 s'engage à octroyer l'ensemble des prestations sociales, culturelles et de loisirs, à tous les agents de ces organismes, qui adhérent à l'association, sauf la prestation "Prêt et don".

ALOES 19 s'engage à se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'objet défini dans ses statuts.

ARTICLE 4 : AUTRES FACILITES

Soucieux de garantir la meilleure action sociale, culturelle, sportive et de loisirs à ses agents et personnels retraités, le Département s'engage à :

✓ Assurer la diffusion des informations d'ALOES19 au personnel bénéficiaire. A cet effet, le service du courrier transmettra tous les documents dans les mêmes conditions que ceux émanant des services du département,

✓ Aider le travail informatique en fournissant les prestations nécessaires, (cf annexe 3),

✓ Financer les logiciels et leur maintenance nécessaires à optimiser la dynamique d'ALOES19,

✓ Réserver des panneaux d'affichage à ALOES19,

✓ Bénéficier du journal interne du Département (Tarentin, Co-réseau) pour la diffusion d'informations.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

ALOES19 est responsable personnellement de l'ensemble des actes pris dans le cadre des missions qui lui sont confiées et définies dans la présente convention.

De ce fait, le Département ne pourra en aucun cas être mis en cause.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

6-1 : Le Département déclare que les locaux mis à disposition d'ALOES19 et tous les biens meubles qui s'y trouvent sont couverts par une assurance de dommage aux biens en cours de validité, souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable.

6-2 : L'Association ALOES 19 s'engage d'une part, à prévenir le Département de tout accident, sinistre ou dégradation qui surviendrait dans ces locaux et, d'autre part, à souscrire une assurance responsabilité civile couvrant l'ensemble de ses activités et des manifestations qu'elle organise.
Elle acquitte les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département ne puisse être mise en cause et en produira une copie au Département, au mois de novembre de chaque année.

ARTICLE 7 : LITIGE, CONDITION DE RESILIATION ET CADUCITE

Il est expressément convenu entre les parties, que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant les juridictions compétentes, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties dans un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera rendue caduque dans l'un des cas suivants :

- dissolution d'ALOES19,
- faillite, liquidation judiciaire ou insolvabilité notoire d'ALOES19,
- défaut d'approbation des comptes par l'Assemblée Générale d'ALOES19.

En cas de résiliation, ALOES19 devra restituer le matériel mis à sa disposition et quitter les locaux dans les meilleurs délais.

Toute résiliation, y compris dissolution d'ALOES19 en cours d'exercice, donnera lieu à arrêt des comptes et solde des comptes de l'année, mais ALOES19 ne pourra en aucun cas prétendre à indemnisation autre que celle liée aux frais de licenciement du personnel d'ALOES19.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de la convention entreront en vigueur à la date de sa notification.
Elle est établie pour une période de trois années, soit jusqu'au 31/12/2027.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention sera actée par voie d'avenant et par décision de la Commission Permanente.

Fait à Tulle, en 2 exemplaires originaux, le .....

Pour ALOES19,
La Présidente de l'Association

Martine DELPECH

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental

Pascal COSTE

Annexe n°1

Règlement de fonctionnement
de la Commission restreinte sociale d'aide financière
- Octroi des prêts et dons -

CAHIER DES CHARGES

1 - Contexte

Dans le cadre de l'accompagnement des agents du Conseil Départemental pour résoudre leurs éventuelles difficultés financières, une dotation annuelle a été instaurée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général en date du 28 février 2008.

Une commission sociale d'aide financière, appelée aussi commission restreinte, a vocation à gérer cette dotation en attribuant les aides de premières urgences (dons) et les prêts sociaux sans intérêts.

Ces prestations ne sont nullement conditionnées à l'adhésion annuelle de l'association ALOES19.

Elles ont pour finalité de permettre aux agents exposés à des difficultés passagères (momentanées/ponctuelles) liées à un événement particulier :

- d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles (conjoint et enfants)

- de faire face à des dépenses liées à un évènement de la vie exceptionnel et imprévisible susceptible de déséquilibrer momentanément, dans des proportions importantes, le budget du foyer.

Dans le cadre de cette action, un cahier des charges doit être rédigé.

Il doit entre autres préciser les conditions de l'octroi de ces aides, et modalités de l'intervention.

2 - Les Aides

✓ L'aide de première urgence (don) :

Il s'agit d'un secours non remboursable. Cette aide qui doit rester exceptionnelle n'est octroyée qu'une seule fois par an et par foyer. Le montant accordé est fonction de la situation individuelle et de la gravité de l'évènement et ne pourra en aucun cas dépasser 1 000 €.
De plus, afin de prioriser les agents qui effectuent une première demande, il est à noter qu'une deuxième demande dans le courant de l'année ne pourra être recevable, sauf cas de grande gravité.

Les agents ayant déjà bénéficié d'un don devront justifier de l'existence d'un nouvel événement indépendant du précédent pour motiver toute nouvelle demande d'aide.

✓ **Le prêt :** aucune nouvelle aide ne sera accordée avant la fin du remboursement de la précédente

Il s'agit d'un secours remboursable sans intérêt sur 24 mois maximum (durée du remboursement modulable). Le montant alloué est variable et ne pourra en aucun cas dépasser 2 000 €.

Le bénéficiaire du prêt sera dans l'obligation de :

- signer un contrat l'engageant à rembourser la somme octroyée lors de la commission restreinte. Ce dernier mentionnera le montant alloué, la durée du prêt et le montant des échéances prélevées au 27 de chaque mois. Ce contrat sera signé par les deux parties (l'agent et l'association). A ce dernier, sera annexé l'échéancier pour le suivi des prélèvements mensuels.
- fournir une autorisation de prélèvement sur son compte bancaire.

Ces secours sont accordés lors de situations matérielles cruciales. L'association verse la somme allouée directement au créancier (EDF, Trésor Public, entreprises de combustibles, …).

Pour tout bénéficiaire ne respectant pas le remboursement du prêt, ALOES19 se réserve le droit d'interrompre l'accès aux prestations d'ALOES tant que les prélèvements mensuels sont rejetés ou non honorés.

Tout bénéficiaire quittant le Département avant la fin du remboursement total du prêt s'engage à rembourser, avant son départ, le restant dû.

IMPORTANT : Tout motif de demande est recevable (sauf exception *) dès lors qu'il est rattaché à une situation sociale déstabilisée, ne pouvant être solutionnée par d'autres instances. Les aides sont étudiées au cas par cas sur présentation du dossier détaillé exposant la nécessité de la demande.

* EXCEPTIONS =>

- Les découverts bancaires
- Les dettes de jeux et les amendes pour infraction au code de la route.
- Un complément à un prêt bancaire,
- Un apport financier de complaisance,
- Le paiement d'un prêt à la consommation,
- Le financement de biens ou produits qui ne sont pas considérés comme de première nécessité.

RAPPEL :

- Ces aides sont financées par les fonds publics. Les justificatifs de dépenses seront systématiquement demandés par l'association. De plus, il est interdit d'octroyer un prêt à un agent qui fait déjà l'objet d'une procédure auprès de la banque de France (plan de surendettement).

3- Procédure de la demande

L'assistante sociale du personnel est la personne ressource pour le retrait et l'établissement du dossier. Celui-ci est constitué sur la base d'un imprimé type (cf annexe A) et doit être assorti des pièces justificatives jugées utiles par l'assistante sociale.

4- Composition de la commission restreinte

- La Présidente de l'Association ALOES19,
- La Vice-présidente de l'Association ALOES19,
- La Coordinatrice de l'Association ALOES19,
- L'Assistante Sociale du personnel.

IMPORTANT : Les demandes relatives à la prestation "Dons et Prêts" soumise à condition de ressources sont examinées dans la plus grande confidentialité par les membres de cette commission.

5- Organisation et fonctionnement de la commission restreinte

- Une rencontre préalable entre l'agent et l'assistante sociale est nécessaire, afin que cette dernière analyse les besoins réels et l'urgence de la demande.

Quorum : Toute réunion de la commission nécessite obligatoirement la présence de trois membres, dont l'assistante sociale du personnel. Le secrétariat de la commission est assuré par un membre d'ALOES 19 faisant partie de la commission restreinte.

- L'assistante sociale saisit autant que de besoins le secrétariat de la commission dès lors que le dossier est réputé complet. Il est rappelé que celui-ci est anonyme afin de préserver la neutralité de l'instruction des demandes.

- L'assistante sociale présente tour à tour les dossiers (état financier, souhait et/ou besoin de l'agent).
- Ensemble, les membres de la commission restreinte décident de la suite à donner aux demandes. Chaque décision (accord ou refus) fera l'objet d'un vote. Chaque dossier est signé par la Présidente de la commission sociale et l'assistante sociale. L'ensemble des décisions est consigné dans un procès-verbal, signé par l'ensemble des membres présents.

- A la fin de chaque commission, l'identité du bénéficiaire sera communiquée par l'assistante sociale à la Présidente et à la comptable de l'association leur permettant ainsi de verser respectivement les aides conformément au vote préalablement effectué.

6- Renouvellement de la commission

Après chaque élection d'ALOES19, les membres de la commission sont désignés par le Conseil d'Administration.

7- Révision du règlement

Ce cahier des charges pourra être révisé en fonction des besoins et de l'évolution des statuts de l'association et de la convention cadre sans qu'il ne soit fait un avenant à la convention.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

DEMANDE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
d'un prêt social
d'une aide non remboursable

A.L.O.E.S. 19

Document à transmettre à :
Mme TOUZAC Marie-Hélène
Assistante Sociale D.R.H.
05 55 93 76 49

N° de dossier
(Ne pas renseigné)

Commission sociale :
Mme DELPECH Martine
Mme LAVILLE Delphine
Mme BARBE Alix

Intitulé du Service :

Situation familiale :
Célibataire : ☐ Marié : ☐ Union libre - PACS : ☐
Séparé : ☐ Divorcé : ☐ Veuf : ☐

Composition de la famille	Date de naissance	Date de décès	Situation professionnelle ou scolaire
Agent			
Conjoint/concubin			
Enfants à charge au foyer			
Enfants à charge hors foyer			
Autres personnes à charge :			
(préciser le lien de parenté)			
Nombre total de personne au foyer :			

Aides ou prêt sociaux obtenus depuis trois ans :

Type d'aide	Date d'accord	Montant

RESSOURCES - CHARGES

RESSOURCES MENSUELLES				CHARGES MENSUELLES	
Nature	Madame	Monsieur	Enfant/Autre personne salaire ou participation	Nature	Montant
Revenu professionnel Indemnité journalière ASSEDIC Stage date de fin : R.S.A. Pension - Rente - Bourse* Pension alimentaire Pension d'invalidité Allocation aux adultes handicapés Allocation d'éducation pour enfant handicapé…… allocation compensatrice PRESTATIONS FAMILIALES : Allocations familiales Allocation pour jeunes enfants Allocation parentale d'éducation Allocation de parent isolé Complément familial Allocation soutien familial Aide au logement : AL ou APL * Autres				Loyer ou crédit immobilier Charges locatives Électricité Chauffage Eau Ordures Ménagères Téléphone Assurance locative Taxe d'habitation Taxe foncière Assurance voiture Transports Mutuelle Impôt sur le revenu Frais de garde Pension alimentaire Cantine ½ pension Autres	
TOTAL RESSOURCES du foyer :				TOTAL GENERAL	

* Rayer les mentions inutiles

CREDITS A LA CONSOMMATION

REMBOURSEMENT DE DETTE PAR MENSUALISATION
EPARGNE MENSUELLE

Nature	Reste à rembourser	Date d'arrêt	Montant
TOTAL			

DETTE Y COMPRIS DECOUVERT BANCAIRE

Nature	Date d'arrêt	Montant
TOTAL		

TOTAL CHARGES + CREDITS
MOYENNE ECONOMIQUE MENSUELLE =
(Ressources) - (Total charges + crédits)
(Nbre de personnes au foyer)

MOYENNE ECONOMIQUE JOURNALIERE =
Moyenne économique mensuelle /30

REMARQUES :

Évaluation de la situation par l'Assistante sociale :

Proposition de l'Assistante sociale :
* Prêt pour un montant de : remboursable en mensualités
* Aide non remboursable d'un montant de :
* Autre

Nom de l'Assistante Sociale :

Date et Signature :

Date de la commission :

AVIS DE LA COMMISSION :
Avis pour un prêt d'un montant de €
Avis pour une aide non remboursable d'un montant de €

Modalités de versement de l'aide ou du prêt :
……
……

Visa de la Présidente d'ALOES19,

Visa de la Vice-présidente d'ALOES19,

Visa de la Coordinatrice d'ALOES19

Annexe n°2

Mobilier et matériel mis à disposition de l'Association ALOES 19

Le Conseil Départemental met à disposition de l'association ALOES 19, 2 bureaux avec le matériel référencé ci-dessous, susceptibles de faire l'objet de modifications :

Porte 1.25

- 3 armoires
- 2 meubles bas
- 2 meubles bas à tiroirs
- 1 table support d'imprimante
- 1 meuble à fixer au mur
- 2 bureaux avec retour + 1 bureau simple
- 3 fauteuils de bureau
- 2 fauteuils visiteurs
- 1 porte-manteau
- Matériels informatiques (3 micros + 1 imprimante)
- 2 téléphones
- 1 fax

Porte 1.26

- 3 armoires
- 3 meubles bas
- 2 meubles bas à tiroirs
- 2 meubles à fixer au mur
- 1 table (servant de support imprimante)
- 2 bureaux dont un avec retour
- 2 fauteuils de bureau
- 2 fauteuils visiteurs
- 1 porte-manteau
- Matériels informatiques (2 micros) + (1 imprimante achetée par ALOES 19)
- 2 téléphones

Annexe n°3

Moyens informatiques mis à disposition de l'Association ALOES 19

Contexte

	OUI	NON
Existence d'une convention	◉	○
Budget informatique CI	◉	○
Budget téléphonie CI	◉	○
Connecté au SIT du CI	◉	○
Site distant	○	◉

Activités du Centre Informatique

Conseil	☒
Réalisation de devis	☒
Installation matériels Inf. et Tél.	☒
Maintenance matériels Inf. et Tél.	☒
Hébergement d'applications sur serveurs CI	☒
Mise en place applications	☒
Maintenance applications	☒
Support technique et fonctionnel	☒

Composants informatiques téléphoniques et logiciels

Matériels informatiques

5 micro-ordinateurs : 466,06 € HT *(coût moyen)*
5 écrans TFT 24" : 117,28 € HT (coût moyen)
1 imprimante monochrome : 1 204,50 € HT
Coût des cartouches d'une imprimante couleur jet d'encre : 292,00 € HT

Matériels téléphoniques

4 téléphones fixes : 62,00 € HT *(coût moyen)*

Logiciels

Office + Internet + Intranet + Messagerie
PROWEB

Maintenance logiciels

Assistance à l'utilisation et maintenance PROWEB : ..... } 3 567,92 HT en 2021
Le prix est ferme
jusqu'au 14/05/25

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/105

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONVENTION CADRE RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE ET ALOES 19 : ANNEXE 4 - 2025

RAPPORT

Afin de conforter les missions confiées à ALOES 19 (action sociale, culturelle, sportive et de loisirs) et contribuer à poursuivre l'accompagnement et l'amélioration des conditions de vie des agents de la collectivité ainsi que celles de leurs familles, un agent du Conseil Départemental, membre du Conseil d'Administration de l'Association ALOES 19 (vice-président), exerce depuis le 1er janvier 2024 les fonctions de gestionnaire administratif, à hauteur de 50% de son temps de travail au titre d'une mise à disposition de l'association et à raison de 2,5 jours/semaine au titre d'autorisation mensuelle.

Dans la continuité du partenariat entre le Conseil Départemental et l'Association ALOES 19 la mise à disposition d'un agent du Conseil Départemental est reconduite à compter du 1er janvier 2025 pour une durée de 3 ans.

La convention passée avec l'association ALOES 19 prévoit le remboursement au Département des salaires et charges liés à cette mise à disposition.

En application des dispositions combinées des articles L.512-6 à L.512-17 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié, l'Assemblée délibérante est informée de ces modalités.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/105

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONVENTION CADRE RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE ET ALOES 19 : ANNEXE 4 - 2025

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : est approuvée la mise à disposition d'un agent du Département auprès de l'Association ALOES19 selon les modalités décrites dans la convention ci-annexée à la présente décision.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020.

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14169-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Annexe n°4

Convention relative à la mise à disposition d'agent(s) du Conseil Départemental de la Corrèze auprès de l'Association ALOES 19

Préambule : Les termes de la présente convention sont régis par :

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L 512-6 et suivants,
Vu le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux,
Vu la convention cadre du 1er janvier 2025 relative au partenariat entre le Conseil Départemental de la Corrèze et l'Association ALOES 19,

Entre : Le Département de la Corrèze, collectivité publique régie par le Code Général des Collectivités Territoriales représentée par son Président, Monsieur Pascal COSTE,

Et :

L'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 (ALOES 19), loi 1901 représentée par sa Présidente, Martine DELPECH, et dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition par le Conseil Départemental de la Corrèze auprès d'ALOES 19 d'1 agent au taux de 50% du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 inclus.

Cette mise à disposition fera l'objet d'un arrêté nominatif.

ARTICLE 2 : Nature des activités

L'intéressée exercera les activités conformément à la fiche de poste jointe en annexe.

HÔTEL DU DÉPARTEMENT "MARBOT"

9 RUE RENÉ & ÉMILE FAGE - B.P. 199 - 19005 TULLE CEDEX
TÉL. : 05 55 93 70 00 - FAX : 05 55 93 70 82 - www.correze19.fr

ARTICLE 3 : Conditions d'emploi

L'intéressée exerce ses fonctions à hauteur du temps de travail défini dans l'arrêté individuel de mise à disposition.

La situation administrative de l'agent mis à disposition est gérée par le Conseil Départemental de la Corrèze, concernant :

- les décisions liées au déroulement de carrière
- les droits et décisions liés aux congés et autorisations d'absence
- les droits et décisions liés aux congés maladie, congés pour accident de service et congés pour maladie professionnelle
- les formations CNFPT et formations liées au Compte Personnel de Formation
- les décisions liées au pouvoir disciplinaire.

L'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 applique les décisions relatives à l'organisation et aux conditions de travail de la collectivité d'origine, et traite de l'organisation et de la gestion quotidienne du travail de l'agent mis à disposition (horaires, modalités de pointage, gestion des congés, RTT ...).

Le Conseil Départemental accorde une autorisation mensuelle au Vice-Président d'ALOES 19, pour exercer les fonctions de gestionnaire administratif, correspondant à 0.5 ETP, soit 2,5 jours par semaine (80 heures par mois).

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation des activités

L'agent mis à disposition au sein de d'ALOES 19, bénéficie des conditions d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de leur grade d'appartenance.

Il bénéficie d'un entretien professionnel individuel par Monsieur le Directeur Général des Services, ou son représentant, en application des règles en vigueur dans la collectivité.
A l'issue un rapport sera établi sur leur manière de servir et adressé à Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze.

ARTICLE 5 : Rémunération et remboursement

Le montant de la rémunération versée par le Département de la Corrèze à l'agent mis à disposition est celle afférente à son grade d'origine et ses fonctions (traitement indiciaire, primes et indemnités) avec prélèvement des cotisations salariales et patronales légales et éventuellement d'autres retenues ou cotisations habituelles (mutuelle...).
Les frais de déplacements éventuels seront remboursés à l'agent par le Département de la Corrèze sur présentation des états de frais établis par l'agent et certifiés par le Directeur Général des Services ou son représentant.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les congés de maladie ordinaire, la rémunération est à la charge de l'organisme d'accueil.

Le montant de la rémunération (traitement, primes et indemnités) des charges sociales et éventuellement des frais de déplacements, versés par le Département de la Corrèze à l'agent mis à disposition est remboursé par l'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 au terme de chaque trimestre conformément aux conditions d'emploi fixées à l'article 3.

À cet effet, le Département de la Corrèze adresse à l'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 un état des sommes dues au titre du trimestre écoulé.

ARTICLE 6 : Durée de la mise à disposition

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 inclus.

ARTICLE 7 : Fin de la mise à disposition - Conditions de réintégration - Règles de préavis

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 6 de la présente convention à la demande soit d'ALOES 19, soit du Département de la Corrèze, soit de l'agent.
La demande motivée doit être notifiée aux autres parties dans un délai de 3 mois précédant la fin de la mise à disposition envisagée, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition de l'agent concerné, par accord entre Monsieur le Directeur Général des Services ou son représentant et Monsieur le Président du Conseil Départemental ou son représentant.

Lorsque cesse la mise à disposition, le fonctionnaire qui ne peut être affecté aux fonctions qu'il exerçait précédemment dans son service d'origine reçoit une affectation dans l'un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles fixées à L.512-28 du code général de la fonction publique.

ARTICLE 8 : Dispositions diverses

Une copie de la présente convention sera notifiée à l'agent concerné. Elle sera transmise au contrôle de légalité.

Fait à Tulle, le

Le Président du Conseil Départemental	La Présidente de l'Association Loisirs Œuvres Sociales 19
Pascal COSTE	Martine DELPECH

CP.2024.12.06/106

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

QUALYSE : CONVENTION 2025 AVEC LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE - PARTICIPATION A ALOES 19

RAPPORT

La Commission Permanente, lors de sa réunion du 06 décembre 2024, a approuvé la convention cadre 2025-2027 relative au partenariat entre le Conseil Départemental de la Corrèze et l'Association Loisirs Œuvres Sociales 19 (ALOES 19).

Cette convention qui a pour objet de définir les missions confiées à ALOES 19 en matière d'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs, individuelle ou collective et de préciser les moyens financiers, matériels et humains mis à disposition par le Conseil Départemental pour mener à bien ces actions, est établie pour une période de 3 années.

Pour rappel, suite à l'adhésion du Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) au Syndicat Mixte Qualyse au 1er janvier 2018, une convention de mise à disposition du personnel du Département de la Corrèze a été établie. Elle précise à l'article 4 que l'agent mis à disposition du Syndicat Mixte Qualyse peut rester bénéficiaire de l'ensemble de l'action sociale du Département, sachant que dans ce cadre précis la participation financière à l'action sociale à verser à ALOES restera à charge de Qualyse.

Toutefois, comme Qualyse ne peut conventionner directement avec une association, il est proposé de poursuivre un partenariat (annexe 1) entre le Département de la Corrèze et Qualyse afin que les agents de ce syndicat conservent l'accès aux actions sociales offertes par ALOES 19. Au regard de l'augmentation du nombre d'agents (23 agents contre 22 en 2024) mis à disposition auprès de Qualyse, le montant de la participation financière à verser sera de 7 900 € au titre de 2025.

Le Syndicat Mixte QUALYSE versera au vu du titre émis par le Département de la Corrèze sa participation financière à l'action sociale à hauteur de ce montant de 7 900 € et le Département reversera cette somme à ALOES19 au titre de la participation financière à l'action sociale de QUALYSE.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 7 900 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 7 900 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/106

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

QUALYSE : CONVENTION 2025 AVEC LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE - PARTICIPATION A ALOES 19

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvée la convention entre le Département de la Corrèze et le Syndicat Mixte Qualyse telle que jointe en annexe 1 à la présente décision.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention visée dans l'article 1er.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20.

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 34 voix pour, 4 ne prennent pas part au vote (Madame Hélène ROME, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Rosine ROBINET).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14108A-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE 1

CONVENTION 2025
ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA CORRÈZE ET LE SYNDICAT MIXTE QUALYSE - PARTICIPATION A ALOES 19

Entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze représenté par son Président en exercice, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 06 décembre 2024
d'une part,

Et :

Le Syndicat Mixte QUALYSE représenté par sa Présidente, Hélène ROME,
d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la convention de mise à disposition du personnel du Département de la Corrèze à QUALYSE, l'agent mis à disposition du syndicat Mixte QUALYSE peut rester bénéficiaire de l'ensemble de l'action sociale du Département.
La mise en œuvre de ces actions est dévolue à l'association ALOES 19 et la participation financière à l'action sociale à verser à ALOES reste à la charge de QUALYSE.
Considérant que le Comité Syndical de QUALYSE ne peut pas règlementairement conventionner avec ALOES mais souhaite que les agents conservent l'accès aux actions sociales offertes par ALOES 19, il est proposé de mettre en place le partenariat ci-après :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de permettre aux agents mis à disposition auprès du Syndicat Mixte QUALYSE de bénéficier de l'ensemble des prestations offertes par l'association ALOES 19.

Article 2 : Engagements du Syndicat Mixte QUALYSE

Le Syndicat Mixte QUALYSE versera au vu du titre émis par le Département de la Corrèze sa participation financière à l'action sociale d'un montant annuel de 7 900 €.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département reversera à ALOES19 au titre de la participation financière à l'action sociale de QUALYSE un montant de 7 900 €.

Article 4 : Condition de résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties dans un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 5 : Durée et Modification de la Convention

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

La modification de clauses contenues dans cette convention pourra s'opérer par voie d'avenant.

Article 6 : Règlement des litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

En cas d'échec les litiges relèveront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Limoges.

Fait à Tulle, en 2 exemplaires originaux,

La Présidente du Syndicat Mixte QUALYSE — Le Président du Conseil Départemental

Hélène ROME — Pascal COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/107

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

PARTENARIAT QUALYSE : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS 2022 - 2024 ET CONVENTION POUR LA PARTICIPATION FINANCIERE RELATIVE AUX TRAVAUX DU BATIMENT DU LABORATOIRE QUALYSE

RAPPORT

Le 10 novembre 2017, le Laboratoire Départemental d'Analyses de la Corrèze a décidé d'adhérer au Syndicat Mixte Laboratoire d'Analyses Sèvres Atlantiques (LASAT) pour une mise en synergie des compétences et des moyens dans le cadre d'un regroupement porteur d'un projet commun réaliste et ambitieux.

Les nouveaux statuts, approuvés lors de la Commission Permanente du 8 décembre 2017, ont acté l'adhésion du Département de la Corrèze et la modification des statuts du syndicat mixte désormais dénommé QUALYSE.

Afin de mettre en œuvre ce partenariat consécutif à l'adhésion du Département de la Corrèze au Syndicat Mixte Ouvert EPIC QUALYSE, le Département a conclu plusieurs conventions et avenants avec ledit Syndicat Mixte.

I/ Avenant n°2 à la convention triennale d'objectifs 2022 – 2024 :

Dans le cadre de la dernière convention triennale d'objectifs 2022 – 2024, validée à la Commission Permanente du Conseil Départemental du 4 mars 2022, le Département s'est engagé à soutenir financièrement le Syndicat Mixte Ouvert EPIC QUALYSE à travers la validation de sa participation à la mission de service public d'épidémio – surveillance pour la période 2022-2024.

Le 19 juillet 2024, la Commission Permanente du Conseil Départemental a validé un avenant n° 1 à cette convention triennale augmentant la participation des membres au regard de l'inflation constatée dans le secteur d'activité des laboratoires.
De ce fait, la participation pour le Département de la Corrèze a été validée par la Commission Permanente pour un montant de 249 435 €.

En parallèle, QUALYSE a informé le Département de la mise en œuvre du mandat de Service d'Intérêt Economique Générale (SIEG) national pour les laboratoires d'analyses agréés accordé par l'Etat.

Or, le Département de la Vienne, également membre de QUALYSE, a fait connaitre son souhait que soit étudiée la mise en place d'un SIEG local qui aurait vocation à se substituer à la convention triennale actuelle.

L'étude de la mise en place éventuelle d'un SIEG local ne pouvant intervenir qu'en 2025 concernant tout ou partie des Départements membres, il est proposé de prolonger d'un an la convention triennale, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

C'est dans ce cadre que je vous propose d'approuver l'avenant n°2 à la convention triennale 2022-2024.

2/Convention de partenariat pour la participation financière relative aux travaux de QUALYSE :

Dans le cadre de la convention biennale d'objectifs 2018 – 2019, approuvée par le Conseil Départemental du 13 avril 2018, le Département s'est notamment engagé, conformément à l'article 4 de ladite convention, à participer aux coûts des travaux du bâtiment du laboratoire QUALYSE situé le Treuil – 19012 TULLE à hauteur de 500 000 € maximum sur 5 ans (de 2018 à 2022) ; à savoir 100 000 €/an.

Ces travaux concernent l'étanchéité des toitures ainsi que la rénovation et mise aux normes des systèmes de ventilation / climatisation.

Pour des raisons techniques et financières, les travaux n'ont pu être réalisés qu'à hauteur de 60 % sur la période considérée. Aussi le Département n'a-t-il procédé qu'à 3 versements de 100 000 € au titre de sa participation initiale de 500 000 €, conformément aux justificatifs produits par QUALYSE.

Depuis, les travaux de réfection de la toiture ont pu reprendre et être finalisés. C'est à ce titre qu'il est proposé d'honorer l'engagement pris par le Département dans la précédente convention 2018-2022 concernant sa participation financière à la réalisation des travaux concernés et ce, dans le cadre d'une nouvelle convention dédiée. L'objectif étant de verser les 40 % d'aides restant à octroyer ; à savoir une participation pour un montant de 200 000 €.

Je propose donc à la Commission Permanente de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n°2 à la convention triennale tel que figurant en annexe 1,
- Approuver la convention de partenariat telle que figurant en annexe 2,
- M'autoriser à signer ces 2 documents.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/107

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

PARTENARIAT QUALYSE : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS 2022 - 2024 ET CONVENTION POUR LA PARTICIPATION FINANCIERE RELATIVE AUX TRAVAUX DU BATIMENT DU LABORATOIRE QUALYSE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé l'avenant n°2 à la convention triennale d'objectifs 2022 -2024 relative aux programmes d'actions du Syndicat Mixte Ouvert EPIC QUALYSE, tel qu'annexé à la présente délibération en annexe 1.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant n°2 visé à 'article 1er.

Article 3 : est approuvée la convention de partenariat entre le Conseil Départemental et le Laboratoire QUALYSE, telle qu'annexée à la présente délibération en annexe 2.

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention de partenariat visée à l'article 3.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.311
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.20.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 34 voix pour, 4 ne prennent pas part au vote (Madame Hélène ROME, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Rosine ROBINET).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14342A-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/108

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

VENTE DE VÉHICULES LÉGERS APPARTENANT A LA COLLECTIVITÉ

RAPPORT

Le Conseil Départemental de la Corrèze s'est engagé dans un programme de renouvellement de sa flotte de véhicules légers en achetant des véhicules RENAULT du type CLIO V dans le cadre d'un marché dénommé "Acquisition des véhicules thermiques".

Dans le cadre de la gestion de la flotte automobile, il convient donc de procéder à la vente de deux véhicules, les plus anciens, ou ayant un kilométrage important, voire présentant un défaut qui ne permet plus leur utilisation.

Pour ce faire, il est envisagé la mise en vente de ces 2 véhicules sur un site spécifique de vente aux enchères administré par un commissaire-priseur, dénommé AGORASTORE. Ce site est accessible aux professionnels mais aussi aux particuliers.

Le montant prévisionnel des cessions devrait représenter une recette prévisionnelle de 5 000 €, toutefois celle-ci dépend du nombre d'enchérisseurs et des enchères faites.

Je vous demande de bien vouloir délibérer d'une part, sur la cession de ces véhicules figurant dans le tableau joint au présent rapport et, d'autre part, sur la procédure de la vente des véhicules ciblés.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/108

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

VENTE DE VÉHICULES LÉGERS APPARTENANT A LA COLLECTIVITÉ

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est acté le principe d'une vente de véhicules légers appartenant au Conseil Départemental dont la liste est annexée à la présente décision.

Article 2 : la mise en vente de ces véhicules se fera sur un site spécifique de vente aux enchères, dénommé AGORASTORE.

Imputation budgétaire :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14234-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE

LISTE DES VÉHICULES PROPOSÉS À LA VENTE

DESIGNATION	Carburation	Immatriculation	Date de mise en circulation	Ancienneté
RENAULT TWINGO	Essence	DA-032-NX	19/11/2013	10 ans 11 mois
RENAULT MASTER (Dernière utilisation Vaccibus)	Diesel	GA-855-LV	08/06/2005	19 ans 4 mois

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/109

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

MODIFICATION DES LIMITES D'ARRONDISSEMENTS - RATTACHEMENT DE LA COMMUNE NOUVELLE LES TROIS SAINTS A L'ARRONDISSEMENT DE TULLE

RAPPORT

Les trois communes contiguës de Saint-Martin-Sepert, Saint-Pardoux-Corbier et Saint-Ybard, ont, par délibération concordantes du 10 juillet 2024, demandé la création d'une commune nouvelle dénommée « Les Trois-Saints » et sollicité en suivant le rattachement de cette dernière à la communauté de commune du Pays d'Uzerche.

Par arrêté du 25 septembre 2024, le Préfet de la Corrèze a acté la création de la commune nouvelle des "Trois-Saints", en lieu et place des trois anciennes communes et ce, à effet du 1er janvier 2025.

Le rattachement de la commune nouvelle à la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, s'accompagne également d'un changement de l'arrondissement de rattachement, de l'arrondissement de Brive pour les Communes de Saint-Martin-Sepert et Saint-Pardoux-Corbier à l'arrondissement de Tulle, et entraine de fait la modification des limites territoriales des arrondissements concernés.

A cet égard, l'article L. 3113-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pose le principe selon lequel «[…] Les modification des limites territoriales des arrondissements sont décidées par le représentant de l'Etat dans la région, après consultation du conseil départemental ».

Monsieur le Préfet de la Corrèze m'a, par conséquent, saisi de la modification des limites territoriales des arrondissements de Brive et de Tulle consécutive à la création de la nouvelle commune Les Trois-Saints et à son rattachement à la communauté de communes du Pays d'Uzerche de l'arrondissement de Tulle (canton d'Uzerche).
Il m'a invité à solliciter, à ce titre, l'avis de l'assemblée départementale, conformément aux dispositions précitées.

Tel est l'objet du présent rapport.

Je précise que le rattachement de la commune nouvelle "Les Trois-Saints" à la communauté de communes du Pays d'Uzerche emporte extension du périmètre de cette dernière et transfert des compétences dévolues à cet établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de ses statuts.
Corrélativement, ce rattachement emporte réduction du périmètre de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour ainsi que du périmètre des syndicats auxquels elle adhère, s'agissant du territoire des anciennes communes de Saint-Martin-Sepert et de Saint-Pardoux Corbier.

La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et tous les actes pris par les communes dont elle est issue, ainsi que dans tous leurs droits et obligations.

Jusqu'au prochain renouvellement général des conseillers municipaux, le conseil municipal de la nouvelle commune est composé de l'ensemble des membres en exercice des conseillers municipaux des anciennes communes.

Par ailleurs, au sein de la nouvelle commune, trois communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes sont instituées.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/109

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

MODIFICATION DES LIMITES D'ARRONDISSEMENTS - RATTACHEMENT DE LA COMMUNE NOUVELLE LES TROIS SAINTS A L'ARRONDISSEMENT DE TULLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral, en date du 25 septembre 2024, portant création de la commune nouvelle « Les Trois-Saints »,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : émet un avis favorable aux modifications des limites territoriales des arrondissement de Brive et de Tulle et au rattachement de la commune nouvelle dénommée "Les Trois-Saints" à l'arrondissement de Tulle consécutifs au choix de cette dernière d'être rattachée à la communauté de communes du Pays d'Uzerche.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14559-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/110

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

REPRÉSENTATION AU SEIN DES ORGANISMES DIVERS : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS

RAPPORT

1_/ Par délibération du 23 juillet 2021 (n° 2021.07.23/306), le Conseil Départemental a désigné Monsieur Pascal COSTE en qualité de membre titulaire pour siéger au conseil d'administration du Centre Hospitalier Gériatrique de Cornil. Or, il convient de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, je vous propose la désignation suivante :

- Madame Sandrine MAURIN
  Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton de Brive-la-Gaillarde 3

2_/ Monsieur le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine me fait savoir que, conformément au décret n° 2024-560 du 18 juin 2024 relatif aux Comités Territoriaux Pour l'Emploi et en application de l'article R. 5311-23 du Code du Travail, il convient de désigner 2 représentants (1 membre titulaire et 1 membre suppléant) pour siéger au Comité Régional Pour l'Emploi (CRPE).

En conséquence, je vous propose la désignation des 2 Conseillers Départementaux suivants :

➢ Membre titulaire

- Monsieur Gérard SOLER
  Conseiller Départemental du canton de Brive-la-Gaillarde 3, délégué à l'Emploi et à l'Insertion

➢ Membre suppléant

- Monsieur Franck PEYRET
  Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton de Brive-la-Gaillarde 4

3 / Monsieur le Préfet de la CORRÈZE me fait connaître que les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) doivent être installés avant la fin de l'année et que le périmètre retenu en CORRÈZE est celui de l'arrondissement.

En conséquence, je vous propose la désignation des Conseillers Départementaux suivants :

- Arrondissement de BRIVE
  - Membre titulaire
    - Monsieur Gérard SOLER
      Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 3, délégué à l'Emploi et à l'Insertion
  - Membre suppléant
    - Madame Patricia BUISSON
      Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton d'ALLASSAC

- Arrondissement de TULLE
  - Membre titulaire
    - Monsieur Franck PEYRET
      Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 4
  - Membre suppléant
    - Madame Hélène ROME
      Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton de SEILHAC-MONÉDIÈRES

- Arrondissement d'USSEL
  - Membre titulaire
    - Monsieur Christophe ARFEUILLERE
      Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton d'USSEL
  - Membre suppléant
    - Madame Jacqueline CORNELISSEN
      Conseillère Départementale du canton du PLATEAU DE MILLEVACHES

4 / Monsieur le Préfet de la Corrèze me fait savoir que le mandat des membres représentant le Département à la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale arrive à terme et doit être renouvelé.

Par délibération du 23 juillet 2021 (n° 2021.07.23/306), le Conseil Départemental a procédé à la désignation des Conseillers Départementaux suivants pour siéger dans cette instance :

- Membres titulaires

  - Madame Jacqueline CORNELISSEN
    Conseillère Départementale du canton du Plateau de Millevaches
  - Monsieur Eric ZIOLO
    Conseiller Départemental du canton de Haute-Dordogne

- Membres suppléants

  - Madame Marie-Laure VIDAL
    Conseillère Départementale du canton de Haute-Dordogne
  - Monsieur Christophe PETIT
    Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton du Plateau de Millevaches

Je vous propose de maintenir ces désignations.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/110

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

REPRÉSENTATION AU SEIN DES ORGANISMES DIVERS : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est désignée comme représentant du Département pour siéger au conseil d'administration du Centre Hospitalier Gériatrique de Cornil, en qualité de membre titulaire, en remplacement de Monsieur Pascal COSTE, la Conseillère Départementale suivante :

- Madame Sandrine MAURIN
  Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton de Brive-la-Gaillarde 3

Article 2 : sont désignés pour siéger au Comité Régional Pour l'Emploi (CRPE) NOUVELLE-AQUITAINE, les Conseillers Départementaux suivants :

- Membre titulaire
  - Monsieur Gérard SOLER
    Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 3, délégué à l'Emploi et à l'Insertion
- Membre suppléant
  - Monsieur Franck PEYRET
    Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 4

Article 3 : sont désignés pour siéger au Comité Locaux Pour l'Emploi (CLPE), les Conseillers Départementaux suivants :

- Arrondissement de BRIVE
  - Membre titulaire
    - Monsieur Gérard SOLER
      Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 3, délégué à l'Emploi et à l'Insertion
  - Membre suppléant
    - Madame Patricia BUISSON
      Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton d'ALLASSAC
- Arrondissement de TULLE
  - Membre titulaire
    - Monsieur Franck PEYRET
      Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton de BRIVE-LA-GAILLARDE 4
  - Membre suppléant
    - Madame Hélène ROME
      Vice-Présidente du Conseil Départemental et Conseillère Départementale du canton de SEILHAC-MONÉDIÈRES
- Arrondissement d'USSEL
  - Membre titulaire
    - Monsieur Christophe ARFEUILLERE
      Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton d'USSEL
  - Membre suppléant

– Madame Jacqueline CORNELISSEN
  Conseillère Départementale du canton du PLATEAU DE MILLEVACHES

Article 4 : sont désignés pour siéger à la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale, les Conseillers Départementaux suivants :

- Membres titulaires
  - Madame Jacqueline CORNELISSEN
    Conseillère Départementale du canton du Plateau de Millevaches
  - Monsieur Eric ZIOLO
    Conseiller Départemental du canton de Haute-Dordogne
- Membres suppléants
  - Madame Marie-Laure VIDAL
    Conseillère Départementale du canton de Haute-Dordogne
  - Monsieur Christophe PETIT
    Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton du Plateau de Millevaches

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14227-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/111

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

PARTICIPATION DES ÉLUS AU 93EME CONGRES DE L'ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE

RAPPORT

Pour sa 93ème édition, le congrès de l'Assemblée des Départements de France se tiendra à Angers les 13, 14 et 15 novembre 2024. Afin de permettre à l'ensemble des élus départementaux qui le souhaitent d'y participer, je propose d'ajouter cette dépense supplémentaire au budget sous réserve de l'évolution sanitaire qui pourrait modifier cette participation.

Libellés	Nombre de participants	TOTAL TTC
Inscription au congrès	12	2 400,00 €
Hébergement	12	4 094,00 €
Transport	12	1 850,00 €
TOTAL		**8 344,00 €**

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 8 344,00 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/111

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

PARTICIPATION DES ÉLUS AU 93EME CONGRES DE L'ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : est prise en charge la participation au 93ème congrès de l'Assemblée des Départements de France du 13 au 15 novembre 2024 de l'ensemble des élus qui le souhaitent.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.031.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14095-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/112

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

MANDATS SPÉCIAUX

RAPPORT

La Loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux complétée par le décret n°92-910 du 3 septembre 1992 prévoit les mandats spéciaux confiés aux membres du Conseil Départemental par le Président. Ces mandats spéciaux ouvrent droit au remboursement d'indemnités forfaitaires de déplacement et de frais supplémentaires éventuels.

Je demande à la Commission Permanente de bien vouloir retenir la participation des élus aux manifestations ou réunions reprises dans le tableau ci-dessous et de leur donner un mandat spécial :

DATE	NATURE DE LA MANIFESTATION	LIEU	PARTICIPANT
02/11/2024	25ème Festival d'Art Photographique et 20ème Salon International Tulle 2024	TULLE	ROME Hélène
11/11/2024	Cérémonie à l'occasion de l'Armistice de 1918	TULLE	ROME Hélène

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/112

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

MANDATS SPÉCIAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : il est donné mandat spécial aux élus du Conseil Départemental pour les manifestations ou réunions figurant dans le tableau ci-dessous :

DATE	NATURE DE LA MANIFESTATION	LIEU	PARTICIPANT
02/11/2024	25ème Festival d'Art Photographique et 20ème Salon International Tulle 2024	TULLE	ROME Hélène
11/11/2024	Cérémonie à l'occasion de l'Armistice de 1918	TULLE	ROME Hélène

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14586-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/113

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

TRANSITION ECOLOGIQUE - SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES AUX ASSOCIATIONS - ANNEE 2024

RAPPORT

Chaque année, dans le cadre de la politique de la transition écologique, les associations sollicitent la participation financière du Conseil Départemental pour la réalisation de leurs projets d'investissement, d'animation territoriale ou simplement pour l'accompagnement au fonctionnement de leur structure.

Dans le cadre de ces dispositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir examiner les dossiers présentés ci-dessous :

Bénéficiaire	Subvention Départementale 2024
FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	1 000 €
MODEF (Mouvement de Défense des Exploitations familiaux)	1 845 €
ROM SELECTION	1 500 €
Montant total	**4 345 €**

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 4 345 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/113

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

TRANSITION ECOLOGIQUE - SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES AUX ASSOCIATIONS - ANNEE 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : sont décidées, sur l'enveloppe "soutien et amélioration production agricole" les subventions suivantes attribuées sur la section de fonctionnement :

Bénéficiaire	Subvention Départementale 2024
FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	1 000 €
MODEF (Mouvement de Défense des Exploitations familiaux)	1 845 €
ROM SELECTION	1 500 €
Montant total	**4 345 €**

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.8.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14254-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/114

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE AGRICOLE / PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS
TRANSFORMATION A LA FERME / CAS PARTICULIERS PCAE PME / PROGRAMME ASAFAC ABREUVEMENT 2024

RAPPORT

Lors de sa réunion du 8 décembre 2023, la Commission Permanente du Conseil Départemental a approuvé le renouvellement d'une nouvelle convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Corrèze, "en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture - années 2023 - 2028".

Dans ce cadre, le Département poursuit les investissements des exploitations dans le cadre de l'appel à projet régional : PCAE "transformation à la ferme", notamment.

1. PCAE "TRANSFORMATION A LA FERME" - dossiers 2024

De nombreux producteurs corréziens semblent intéressés pour transformer leurs produits et les commercialiser en direct. La Région intervient sur des taux de 30 % ce qui permet au Département d'intervenir à hauteur de 5 % (montant plafonné à 5 000 €) pour une aide maximale de 35 % par bénéficiaire.

Pour cet appel à projet "Transformation et commercialisation à la ferme" 2024, le Comité de Sélection Régional, en date du 2 septembre dernier, ont sélectionné 20 projets corréziens. Notre collectivité cofinance ces 20 projets listés en annexe 1 au présent rapport.

Le montant de ces subventions s'élève à 35 769,55 €.

2. CAS PARTICULIERS PCAE - PME

Dans le cadre de ce conventionnement, le Conseil Départemental a cofinancé des demandes de subventions sur les appels à projets PCAE-PME "Plan de Modernisation des Élevages" sur la période précédente (2017 - 2023).
A ce jour, toutes les subventions attribuées durant cette période n'ont pas encore été versées aux bénéficiaires pour des raisons de délais d'exécution ou autres.

a) DEMANDE DE CHANGEMENT DE DENOMINATION ET MODIFICATION DU MONTANT D'AIDE

Par délibération de sa Commission Permanente du 23 octobre 2020, le Département a accordé, au titre des investissements au sein des PCAE - PME (mesure 411) la subvention suivante :

Nom du bénéficiaire :	GAEC PETINIOT
Libellé de l'Opération :	PCAE-PME 2020 "Construction de 2 hangars de stockage pour fourrage et aménagement d'une stabulation avec panneaux photovoltaïques".
Montant Dépense Subventionnable H.T. :	185 507,55 €
Taux de subvention :	5 %
Montant de la subvention attribuée :	9 275,37 €
MODIFICATION du nom du bénéficiaire et du montant des dépenses éligibles	
NOM DU BENEFICIAIRE :	GAEC DES PALADES
Montant Dépense Subventionnable H.T. :	161 121,40 €
Taux de subvention :	5 %
Montant de la subvention attribuée :	8 056,07 €

Or, le Service Compétitivité de la Région Nouvelle-Aquitaine a informé le Département du changement de dénomination du bénéficiaire et du nouveau montant des dépenses éligibles. Il faut donc retenir comme bénéficiaire GAEC DES PALADES en lieu et place du GAEC PETINIOT.

Aussi, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de prendre en compte cette modification et donc de retenir le montant de 8 056,07 € pour le GAEC DES PALADES.

b) DEMANDE DE PROROGATION

Par délibération de sa Commission Permanente du 13 décembre 2019, le Département a accordé, au titre des investissements au sein des PCAE - PME (mesure 411) la subvention suivante :

NOM DU BÉNÉFICIAIRE :	PONTY Sylvain
LIBELLÉ DE L'OPÉRATION :	Construction d'une stabulation en bois et d'une salle de tétée
MONTANT DÉPENSE SUBVENTIONNABLE H.T. :	80 000 €
TAUX DE SUBVENTION :	5 %
MONTANT DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE :	4 000 €

Or, ce bénéficiaire a effectué une demande de prorogation de la subvention attribuée auprès du Département en raison d'une problématique de délai d'exécution des travaux.
Ce bénéficiaire n'a pu fournir les justificatifs de fin de travaux dans les délais impartis indiqué dans l'article 3 de l'arrêté de subvention du 13 décembre 2019.

En effet il est mentionné "que le bénéficiaire a un délai de 4 ans maximum pour solliciter le versement de l'aide attribuée".

Ainsi la subvention allouée au titre de l'année 2019 n'a pu faire l'objet de demande de versement de solde avant le 13 décembre 2023 et est donc devenue caduque de plein droit.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose de bien vouloir approuver à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution suscité jusqu'au 13 décembre 2025.

3. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ASAFAC

Lors de la réunion du Conseil Départemental du 8 avril 2022, a été approuvée une autorisation de programme pluriannuelle 2019-2024 destinée à l'attribution des subventions au titre du dispositif "Autonomie et gestion en eau dans les exploitations agricoles".

Aussi, la délibération, lors du Conseil Départemental du 12 avril 2024 a permis d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat avec l'ASAFAC pour un programme IRRIGATION (100 000 €) et ABREUVEMENT 2024 (150 000 €) afin d'accompagner des actions dans le cadre de l'autonomie en eau des exploitations agricoles pour des projets d'abreuvement et d'irrigation.

Cette convention permet au Conseil Départemental de verser directement une aide au bénéficiaire ayant eu recours à l'ASAFAC pour l'étude, la réalisation des travaux et l'équipement de parcelles permettant la mise en place de l'irrigation sur des cultures végétales, ainsi que pour la mise en place de système d'abreuvement aux champs et aux bâtiments en productions animales.

- PROGRAMME ABREUVEMENT 2024

Sur l'enveloppe de 150 000 € dédiée au programme abreuvement 2024, 6 dossiers ont été déposés et instruits, pour un montant de subvention de 23 023 €
Les bénéficiaires sont présentés sur l'annexe 2 du présent rapport.

4. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN PLACE DE PRODUCTION DE DIVERSIFICATION ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Lors de la réunion du 24 septembre 2021, le Conseil Départemental a approuvé, la mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement à la mise en place de production de diversification et d'adaptation au changement climatique sur les exploitations agricoles, dispositif modifié lors de la Commission Permanente du 8 décembre 2023, permettant ainsi d'élargir l'éligibilité pour le matériel agricole d'occasion dans le cadre des CUMA.

Ce dispositif permet d'apporter une aide financière aux exploitations agricoles dans le cadre de projets de diversification, à haute valeur ajoutée ou valeur ajoutée finie, qui ne sont pas aidés à travers les PCAE régional (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles).

Il s'agit d'une diversification stratégique avec des débouchés contractualisés, ou d'autonomie sur les exploitations notamment par la mise en place de cultures pérennes tels que le switchgrass ou le miscanthus en alternative à la production de paille.

Sur l'enveloppe de 180 000 € dédiée à ce dispositif, après instruction, 1 dossier supplémentaire est éligible au dispositif pour un montant de 2 648,70 €.
Le bénéficiaire est présenté sur l'annexe 3 du présent rapport.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 69 497,32 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/114

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE AGRICOLE / PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS
TRANSFORMATION A LA FERME / CAS PARTICULIERS PCAE PME / PROGRAMME ASAFAC ABREUVEMENT 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont décidées sur l'enveloppe "Agriculture - Programmation - 2021-2027", les affectations correspondant aux 20 subventions attribuées (telles que figurant en annexe 1 de la présente délibération) pour un montant de 35 769,55 €.

Article 2 : sont approuvées les modifications de la délibération de la Commission Permanente du 23 octobre 2020 pour la GAEC PETINIOT.
Libellé opération : PCAE - PME 2020 "Construction de 2 hangars de stockage pour fourrage et aménagement d'une stabulation avec panneaux photovoltaïques".

- Modification d'un changement de dénomination Il faut donc retenir comme bénéficiaire GAEC DES PALADES en lieu et place du GAEC PETINIOT.
- Modification du montant des dépenses éligibles. Il faut donc retenir le montant de 8 056,07 € pour le GAEC DES PALADES.

Article 3 : est prorogée jusqu'au 13 décembre 2025 la subvention attribuée à Monsieur Sylvain PONTY par délibération du 13 décembre 2019 pour :
Libellé opération : "Construction d'une stabulation en bois et d'une salle de tétée"
Subvention attribuée : 4 000 €

Article 4 : sont décidées sur l'enveloppe "IRRIGATION ASAFAC / 2019 - 2024" les affectations correspondantes aux subventions attribuées (telles que figurant en annexe 2) de la présente délibération) pour un montant de 23 023 €, ce qui représente 6 dossiers.

Article 5 : est décidée sur l'enveloppe "Agriculture - Programmation - 2021-2027) l'affectation correspondante à la subvention attribuée (telle que figurant en annexe 3 de la présente décision), pour un montant de 2 648,70 €.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 906.312
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 907.8.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14264-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/115

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

FONDS FORESTIER LIMOUSIN

RAPPORT

Le Fonds Forestier en Limousin a été créé en 2017 par l'ensemble des acteurs de la filière forêt-bois sous forme d'association dans un but de défense de l'environnement naturel forestier Limousin au travers du soutien au reboisement dans le cadre d'une gestion durable.

Le Fonds Forestier en Limousin permet de proposer aux propriétaires forestiers un dispositif d'aide ayant pour objectif :

- la pérennisation de la forêt Limousine,
- le maintien d'une ressource durable,
- l'amélioration de la captation de carbone en forêt.

Le Fonds Forestier Limousin est destiné à la reconstitution des massifs forestiers Limousin à la suite de coupes d'exploitation courantes, de destruction ou d'endommagement d'un peuplement, notamment les aléas climatiques ou pour tout autre motif conduisant un propriétaire forestier à boiser, reboiser, mettre en valeur des peuplement forestiers en vue de la production de bois d'œuvre.

A ce titre, une convention de partenariat avec le Fonds Forestier Limousin est proposée à la Commission Permanente, pour une durée d'1 an, afin d'inciter et favoriser la plantation et la replantation sur le territoire du département de la Corrèze.

Pour ce faire, le Conseil Départemental participera au Fonds Forestier Limousin à hauteur de 30 000 € permettant ainsi aux propriétaires de solliciter une aide dans les conditions prévues au règlement du Fonds Forestier Limousin.

Je propose donc à la Commission Permanente :

- d'examiner la proposition d'accompagnement financier du Fonds Forestier Limousin par la signature d'une convention de partenariat sur l'année 2024,
- de m'autoriser à signer la convention de partenariat jointe en annexe.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 30 000 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/115

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

FONDS FORESTIER LIMOUSIN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvée la convention de partenariat (jointe en annexe) entre le Conseil Départemental de la Corrèze et le Fonds Forestier Limousin pour un montant de 30 000 €.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature la convention susvisée à l'article 1er.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 906.312.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14182-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, **et désigné ci-après par le terme "le Département de la Corrèze".**

d'une part,

Le **Fonds Forestier Limousin**, représenté par son Président, M. Frédéric BORDES, dûment habilité à cet effet.

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Fonds Forestier Limousin est une initiative privée, initiée par Fransylva en Limousin et portée par les acteurs de la filière forêt-bois : Fibois Nouvelle-Aquitaine, le SEFSIL, les Experts Forestiers, les Pépiniéristes et le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF).

Le Fonds Forestier Limousin a été créé suite à ce constat : depuis les années 1950, la forêt limousine a pu se développer grâce aux efforts de propriétaires soutenus par le Fonds Forestier National. Ainsi dans les années 1980, les surfaces de plantation ont atteint jusqu'à 11 000 ha/an.
En 1999, la forêt a subi le traumatisme des deux tempêtes et d'importants moyens ont alors été mis en œuvre par en réparer les conséquences.
Aujourd'hui cette dynamique n'existe plus et seul un hectare sur deux est reboisé après une coupe. Les acteurs de la filière ont donc décidé de se mobiliser afin d'agir pour assurer la pérennité des peuplements et garantir l'approvisionnement des entreprises de la filière bois du Limousin.

Le Fonds Forestier Limousin, soutenu par des entreprises de la filière et hors filière, permet de proposer aux propriétaires forestiers un dispositif d'aide ayant pour objectif :

- La pérennisation de la forêt Limousine
- Le maintien d'une ressource durable
- L'amélioration de la captation de carbone en forêt

Le Fonds Forestier Limousin agit dans le cadre de l'objet statutaire suivant :

Le présent fonds est constitué sous forme d'association dans un but de défense de l'environnement naturel forestier Limousin au travers du soutien au reboisement dans le cadre d'une gestion durable. Il est destiné à la reconstitution des massifs forestiers Limousin à la suite de coupes d'exploitation courante, de destruction ou d'endommagement d'un peuplement, notamment les aléas climatiques ou pour tout autre motif conduisant un propriétaire forestier à boiser, reboiser, mettre en valeur des peuplements forestiers en vue de la production de bois d'œuvre.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat et de financement entre le Département de la Corrèze et le Fonds Forestier Limousin, pour 2024.

1.1. Finalité du projet

Dans l'esprit du préambule, les deux partenaires s'allient pour inciter et favoriser la plantation ou replantation des parcelles sur le territoire du département de la Corrèze.

Pour ce faire, le Département de la Corrèze abondera le Fonds Forestier Limousin pour permettre aux propriétaires forestiers de bénéficier d'une aide pour replanter et maintenir le cycle du massif exploitable.

1.2. Moyens financiers mis en œuvre par le CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil Départemental participera au Fonds Forestier Limousin à hauteur de 30 000 € en 2024.
Cet abondement permettra aux propriétaires de solliciter une aide dans les conditions prévues au règlement du Fonds Forestier Limousin.

Article 2 : DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil Départemental s'engage à valoriser et faire connaître l'action du Fonds Forestier Limousin par tous moyens.

Il dispose d'un droit d'usage du nom et des éléments de communication du Fonds Forestier Limousin.

Il s'agit à titre d'exemple non exhaustif : du logo, de la charte graphique, des rédactionnels, visuels, présentations du Fonds Forestier Limousin, du droit d'être cité sur le site internet du Fonds Forestier Limousin ainsi que sur tous les supports de communication prévus à cet effet.

Les attributs de communication du Fonds Forestier Limousin ne peuvent être modifiés et doivent être utilisés en respectant la charte graphique dans son ensemble.

Le Fonds Forestier Limousin dispose d'un droit de regard et d'information sur l'usage de son image.

Article 3 : OBLIGATIONS DU FONDS FORESTIER LIMOUSIN

Le Fonds Forestier Limousin s'engage à :

- Etablir un bilan annuel des aides versées aux propriétaires par le FFL,
- Communiquer sur le présent partenariat.

Article 4 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT ET CONDITIONS DE VERSEMENT

Le montant de la dotation départementale pour 2024 est fixé à 30 000 €. Cette subvention sera versée en une seule fois à la signature de la convention après passage en commission permanente.

Article 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique pour une durée de 1 an.

Article 5 : LITIGES

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient des tribunaux compétents après épuisement des voies de règlement amiables.

Fait en trois exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président du Conseil Départemental de la Corrèze,	Le Président Fonds Forestier Limousin,
Pascal COSTE	Frédéric BORDES

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/116

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE "UZERCHE, TERRITOIRE D'ENERGIES POSITIVES"

RAPPORT

La Société d'Economie Mixte (SEM) "Uzerche Territoire d'Energies Positives" a été créée en 2013.

La ville d'Uzerche souhaitait réaliser la mise en place de 2 microcentrales hydroélectriques sur les sites de la Papèterie et de la Minoterie, en utilisant la Vézère comme source d'énergie et ce dans le cadre d'une action retenue dans le contrat de pays Vézère Auvézère.

Cette action n'entrant pas directement dans les compétences communales, la commune d'Uzerche souhaitant disposer d'une gestion uniforme sur toutes ces installations, cette collectivité a voulu créer dans le cadre d'un partenariat public / privé avec GDF / SUEF, une Société d'Economie Mixte (SEM) dénommée "Uzerche Territoire d'Energies Positives".

Le capital social de la SEM d'un montant de 100 000 € est divisé en 1 000 actions d'un nominal de 100 € chacune, étant précisé que la commune d'Uzerche est l'actionnaire majoritaire avec 51 000 € (51 %) suivie de la Société Hydro-Electrique du Midi (SHEM - filiale énergie renouvelable de GDF - SUEZ) avec 46 000 € (46 %).

Le 12 juillet 2013, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze a validé l'intégration du Département au capital social de la SEM "Uzerche Territoire d'Energies Positives" à hauteur de 0,6 % de son capital, soit 600 €.

Aujourd'hui la commune d'Uzerche sollicite le Département suite à la tenue d'un Conseil d'Administration le 27 novembre 2024.
Lors de ce Conseil d'Administration, il sera proposé :

- de transformer en capital deux avances en compte courant d'associés de 60 000 € octroyées par la commune d'Uzerche (actionnaire à hauteur de 51 %) et la SHEM (actionnaire à hauteur de 46 %).

Ensuite, le Conseil d'Administration convoquera une Assemblée Générale Extraordinaire pour décider de cette augmentation de capital.

Chaque collectivité territoire actionnaire doit approuver la modification du capital pour permettre à son représentant d'exprimer son accord au cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Il est proposé à la Commission Permanente :

- d'approuver la modification en capital des deux avances en compte courant d'associés,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les nouveaux statuts actualisés à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui précisera la nouvelle répartition du capital entre les actionnaires.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/116

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE "UZERCHE, TERRITOIRE D'ENERGIES POSITIVES"

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvée la transformation en capital de deux avances en compte courant d'associé de 60 000 € versés par la commune d'Uzerche et la Société Hydro-Electrique du Midi (SHEM) à la Société d'Economie Mixte "Uzerche Territoire d'Energies Positives".

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze est autorisé à signer les nouveaux statuts de la SEM "Uzerche Territoire d'Energies Positives". qui préciseront la nouvelle répartition du capital entre les actionnaires.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14533-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/117

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

LABEL DÉPARTEMENTAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS - ÉDITION 2024

RAPPORT

Dans le cadre du label national des Villes et Villages Fleuris (VVF), le Conseil Départemental est chargé de l'animation du dispositif en Corrèze. Cette animation débute dès le mois d'avril avec le démarchage et la sensibilisation auprès des communes, se poursuit avec leur inscription et l'organisation de plusieurs phases de visites en juin, pour s'achever par une clôture du label généralement planifiée à l'automne.

Dès la phase d'inscription, chaque commune intéressée peut participer à l'édition départementale du label avant de prétendre potentiellement à intégrer le niveau supérieur qui permet l'attribution du panneau "ville ou village fleuri" et ainsi la première fleur. Ce label est gratuit et ouvert à toutes les communes Corréziennes qui souhaitent y participer.

Il constitue une opportunité pour les collectivités participantes dans la mesure où il permet de valoriser l'ensemble des projets menés sur leur territoire. Les critères d'évaluation ont largement évolué et intègrent désormais des thématiques en lien avec le cadre de vie et les notions de développement durable dans leur globalité : protection de l'environnement, préservation des différents patrimoines, gestion des ressources naturelles, animation du territoire communal… De ce fait, les communes peuvent valoriser les politiques spécifiques qu'elles mettent en œuvre dans ces domaines.

En effet, pour les communes impliquées dans le réseau, le label peut constituer de réels atouts : promotion du territoire, développement touristique, économique, plus-value pour la population locale, voire l'accueil de nouveaux habitants… Progressivement, les communes prennent conscience de ces intérêts.

En 2024, 27 communes sont désormais labellisées. Au cours des trois dernières années, ce ne sont pas moins de six communes qui ont décroché le label. On peut relever une progression significative.

Quatorze communes ont participé à l'édition départementale 2024 du label VVF.
Le service transition écologique a proposé un accompagnement spécifique aux communes qui le souhaitaient, cela afin de les suivre au plus prêt dans la découverte du label, des modes d'évaluation et des atouts qu'il peut représenter pour la valorisation de leur territoire.
Plusieurs temps d'échange sur l'organisation du label, sa déclinaison et son fonctionnement à l'échelle de la Corrèze se sont tenues avec les équipes municipales consécutivement à l'inscription de certaines d'entre elles.

Durant la période estivale, plusieurs jurys (constitués d'élus, de techniciens des communes et de professionnels du secteur du paysage et des espaces verts), se sont succédés afin de visiter et d'évaluer ces seize communes. A l'issu des visites, un palmarès a été établi en fonction de leurs catégories respectives.

Afin de récompenser les communes pour les efforts entrepris en termes de valorisation du cadre de vie, pour le soin particulier apporté à l'aménagement de leur territoire, je propose à la Commission Permanente de leur allouer une aide financière d'un montant global de 4 300 € (dont le détail des communes bénéficiaires est joint en annexe au présent rapport).

Afin de mettre pleinement en avant le travail accompli par les communes, la manifestation de clôture du label départemental s'est déroulée le 25 novembre 2024 à Perpezac-le-Blanc (l'une des communes participantes).

En complément des prix, des végétaux ont été attribués à l'ensemble des communes.
Le surcoût généré par l'achat de ces arbres représente un montant de 623,70 €.

Concernant les prix spéciaux et coups de cœur du jury, un coffret Origine Corrèze a été remis à l'ensemble de cette catégorie.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/117

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

LABEL DÉPARTEMENTAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS - ÉDITION 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est attribuée aux communes lauréates du label départemental 2024 des Villes et Villages Fleuris une aide financière d'un montant global de 4 300 € (dont le détail des communes bénéficiaires est joint en annexe au présent rapport).

Article 2 : sont également attribués aux communes lauréates du label départemental 2024 des Villes et Villages Fleuris, des végétaux dont le montant global n'excédera pas 623,70 €.

Article 3 : est attribué pour l'ensemble de la catégorie prix spéciaux et coups de cœur du jury un coffret Origine Corrèze.

Article 4 : sont décidées, sur l'enveloppe "Fleurissement", les affectations correspondant aux aides départementales visées aux articles 1er et 2, attribuées aux communes lauréates du label départemental 2024 des Villes et Villages Fleuris.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14177-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

LABEL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS / DEPARTEMENT DE LA CORREZE

PALMARES DE L'EDITION 2024



Première catégorie / moins de 400 habitants

Podium		Récompense
1er	Chirac Bellevue	600 €
2ème	Montgibaud	500 €
3ème	Saint Bonnet les Tours de Merle	400 €
Hors podium		
4ème	Lascaux	300 €
5ème	Saint Robert	200 €

Deuxième catégorie / de 400 à 800 habitants

Podium		Récompense
1er	Chabrignac	600 €
2ème	Vars sur Roseix	500 €

Troisième catégorie / plus de 800 habitants

Podium		Récompense
1er	Saint Clément	600 €

Prix spéciaux et coups de cœur du jury

Prix du jardinier décerné à Mme Elodie Zizert Agent communal	Chabrignac
Prix du jardinier décerné à M Eric Lascaud Agent communal	Montgibaud
Prix spécial de la participation citoyenne	Saint Bonnet les Tours de Merle
Prix spécial du verger conservatoire communal	Saint Clément

* Coffret Origine Corrèze pour cette catégorie

Hors classement / encouragements du jury

1ère catégorie / moins de 400 habitants		
	Latronche	150 €
2ème catégorie / de 400 à 800 habitants		
	Saint Bonnet l'Enfantier	150 €
3ème catégorie / plus de 800 habitants		
	Turenne	150 €
	Juillac	150 €

Hors classement / communes visitées par le jury régional

Candidate pour l'obtention du label / niveau une fleur	Goulles
Candidate pour l'obtention du label / niveau une fleur	Perpezac le Blanc

Montant total des chèques attribués : 4 300.00 €
Montant total des lots attribués (végétaux) : 623.70 €

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/201

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

PLAN AMBITION SANTÉ CORRÈZE : AIDES FINANCIÈRES AUX ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCÉE

RAPPORT

Dans le cadre du Plan Ambition Santé, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les étudiants en médecine de 2ème et 3ème cycle en leur octroyant une bourse de 800 € par mois contre cinq ans d'engagement de pratique en Corrèze en hôpitaux, libéral, Centre Départemental de Santé ou Maison de Santé Pluridisciplinaire.

Une aide forfaitaire aux déplacements de 300 € par mois, lorsqu'ils effectuent leurs stages en Corrèze sur une durée maximale de six mois, est également proposée ; ainsi 27 nouveaux étudiants de la faculté de Médecine de Limoges souhaitent bénéficier de ce dispositif.

Le Conseil Départemental de la Corrèze soutient également les étudiants infirmiers en pratique avancée (IPA) avec une bourse 500 € par mois contre cinq ans d'engagement de pratique en Corrèze.

Les engagements des parties sont détaillés dans le dispositif d'indemnisation de frais de déplacements liés à des stages en Corrèze pour les étudiants en médecine de 2ème et 3ème cycle et dans la convention de bourse d'études et de projet professionnel des étudiants en médecine qui sont joints en annexes au présent rapport.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 45 825 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/201

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

PLAN AMBITION SANTÉ CORRÈZE : AIDES FINANCIÈRES AUX ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ET INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCÉE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : sont approuvés tels qu'annexés à la présente décision, les dispositifs d'indemnisation de frais de déplacement à 27 étudiants en médecine de 2ème et 3ème cycle.
Le montant total des aides attribuées est de 45 825 €.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Annexe de Corrèze Santé :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.18.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14361-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/202

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

REVALORISATION DES INDEMNITES AUX TIERS DIGNES DE CONFIANCE ET AUX TIERS DURABLES ET BENEVOLES

RAPPORT

Les lois du 16 mars 2016 et du 7 février 2022, prévoient de privilégier l'accueil d'un enfant par un membre de sa famille ou par un Tiers Digne de Confiance (TDC) plutôt qu'en institution ou chez un assistant familial.

Dans les deux cas de figure, les services de l'aide sociale à l'enfance s'assurent régulièrement des bonnes conditions d'accueil, des liens d'attachement et de respect des besoins fondamentaux de l'enfant.

1- Les tiers dignes de confiance (TDC)

Ils sont désignés par le juge des enfants qui leur confie l'éducation et l'entretien d'un enfant en risque de danger ou en danger (article 373-3 du Code Civil).

Seule l'indemnité d'entretien est versée aux tiers dignes de confiance (L228-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles). Celle-ci a été fixée par arrêté datant de 2017 et n'a pas été révisée depuis.

Aussi, au regard de l'augmentation du coût de la vie, il apparait nécessaire de procéder à sa revalorisation. Il est proposé de valider les montants ci-après, montants équivalents aux indemnités d'entretien versées aujourd'hui aux assistants familiaux :

- L'Indemnité d'entretien pourvoit aux besoins quotidiens de l'enfant :

Indemnités d'entretien	Par jour de présence de 0 à 9 ans	Par jour de présence de 10 ans à 18 ans
Aujourd'hui	14 €	16 €
Propositions	14,70 €	16,70 €

Les tiers durables et bénévoles

Le président du Conseil départemental peut décider, si tel est l'intérêt de l'enfant et après évaluation de la situation, de le confier à un tiers dans le cadre d'un accueil durable et bénévole (article L221-2-1 du CASF). L'enfant est ainsi accueilli dans un cadre contractuel formalisé.

Concernant les indemnités versées aux tiers durables et bénévoles pour couvrir les dépenses d'entretien et de la vie quotidienne de l'enfant, celles-ci sont fixées par l'organe délibérant.

La précédente délibération de la commission permanente date du 13 juillet 2018 a fixé le montant de l'indemnité d'entretien et des diverses allocations couvrant les besoins de l'enfant.

Il apparait aujourd'hui nécessaire de procéder à la revalorisation de ces prestations.

Ainsi, Il est proposé, de valider les montants ci-dessous, montants équivalents aux indemnités d'entretien des assistants familiaux et autres allocations :

INDEMNITES TIERS DURABLES ET BENEVOLES				
		Aujourd'hui		Propositions
Indemnités de présence par jour	Enfant de 0 à 9 ans	14 €	Enfant de 0 à 9 ans	14,70 €
	Enfant de 10 à 18 ans	16 €	Enfant de 10 à 18 ans	16,70 €
Indemnités d'habillement (versées mensuellement)	Enfant de 0 à 11 ans	59 €	Enfant de 0 à 5 ans	40 €
			Enfant de 6 à 10 ans	55 €
	Enfant de plus de 11 ans	77 €	Enfant de 11 à 14 ans	75 €
			Enfant de plus de 15 ans	90 €
Allocations fournitures scolaires	Ecole maternelle	22 €	Ecole maternelle	30 €
	Ecole Primaire	61 €	Ecole primaire	65 €
	Etablissement spécialisé	63 €	Etablissement spécialisé	40 €
	Collège	135 €	Collège	120 €
	Lycée	162 €	Lycée	140 €
	Apprentissage	79 €	Apprentissage	79 €
Argent de poche (versé mensuellement)	De 8 à 10 ans	15 €	De 8 à 10 ans	10 €
	De 11 à 15 ans	35 €	De 11 à 13 ans	20 €
			De 14 à 15 ans	30 €
	Plus de 16 ans	45 €	Plus de 16 ans	50 €
Allocations de fin d'année (Noël)				40 €
Allocation anniversaire	Non prévu à ce jour		De 0 à 3 ans	15 €
			De 4 à 7 ans	20 €
			De 8 à 14 ans	25 €
			Plus de 15 ans	35 €

De plus et dans le cadre du projet éducatif, des dépenses particulières pourront faire l'objet, à titre exceptionnel, d'une prise en charge financière totale ou partielle. Une demande écrite préalable sera transmise au service de l'ASE pour étude et décision.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/202

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

REVALORISATION DES INDEMNITES AUX TIERS DIGNES DE CONFIANCE ET AUX TIERS DURABLES ET BENEVOLES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : les dispositions relatives à la revalorisation des indemnités attribuées aux Tiers Dignes de Confiance et Tiers Durables et Bénévoles, telles qu'elles sont énoncées au présent rapport, sont adoptées.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14167-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/203

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

FONDS DE SECOURS DEPARTEMENTAL

RAPPORT

Le Fonds de Secours Départemental est un fonds d'aide facultatif ayant pour objet l'attribution individuelle d'un secours versé aux Corréziens en difficulté dans le but de répondre dans les meilleurs délais aux besoins élémentaires de la vie courante.

Dans le cadre du Fonds de Secours Départemental, j'ai l'honneur de vous soumettre 20 dossiers. Le détail des attributions est précisé dans l'annexe jointe au présent rapport.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 7 246 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/203

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

FONDS DE SECOURS DEPARTEMENTAL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : 20 aides sont attribuées au titre du Fonds de Secours Départemental, pour un montant de 7 246 €. Le détail des 20 attributions est précisé dans l'annexe jointe à la présente décision.

Article 2 : une aide d'un montant de 300 €, une aide de 180 € ainsi qu'une aide de 120 €, octroyées lors de la Commission Permanente du 3 mai 2024, ont été annulées.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.24.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14257-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/204

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

COLLEGES PUBLICS - DOTATIONS COMPLEMENTAIRES A LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT

RAPPORT

Depuis 2019, une aide complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement peut être sollicitée par les collèges afin de faire face à des difficultés budgétaires ou bien à des dépenses imprévues relevant strictement des compétences de la collectivité, notamment celles relatives à la viabilisation ou au crédit nourriture.

Cette enveloppe complémentaire permet de tenir compte de la conjoncture actuelle qui impacte fortement les budgets des collèges en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Cette situation fait l'objet d'une vigilance accrue du Département qui a renforcé ses indicateurs de suivi de chaque collège et échange régulièrement ses informations avec le service du contrôle de gestion du rectorat.

Dans ce contexte, 10 collèges (MARMONTEL à BORT-LES-ORGUES, Jean LURCAT à BRIVE, Albert THOMAS à EGLETONS, René PERROT à MERLINES, Léon DAUTREMENT à MEYSSAC, Armande BAUDRY à SEILHAC, LAKANAL à TREIGNAC, CLEMENCEAU à TULLE, VOLTAIRE à USSEL et Gaucelm FAIDIT à UZERCHE) ont saisi la collectivité en raison de difficultés financières liées à cette conjoncture. Le Département préconise pour les collèges un nombre de jours de fonds de roulement (JFR) compris entre 60 et 90 jours et, au regard de la conjoncture, examine avec attention le crédit nourriture des établissements.

Le collège MARMONTEL à BORT-LES-ORGUES a interpellé le Département le 2 octobre 2024. Cet établissement est chauffé au gaz naturel dont les coûts ont été multipliés par 3,5 depuis 2022. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Après décision budgétaire modificatrice, son nombre de jours de fonds de roulement mobilisable est actuellement de 32 jours. Ses lignes budgétaires concernant la viabilisation sont estimées à la fin décembre 2024 avec un déficit de 10 000 €. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation. Par conséquent, le Département préconise une dotation à la viabilisation de 10 000 €.

Le collège Jean LURCAT à BRIVE a interpellé le Département le 15 octobre 2024. Cet établissement vient d'être raccordé au réseau de chaleur de la Ville de Brive et le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. De plus, le collège présente un crédit nourriture déficitaire. Le collège a un nombre de jours de fonds de roulement mobilisable au compte financier 2023 de 33 jours. Cet établissement ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation et de restauration. Par conséquent, le Département préconise une dotation de 9 500 € afin de permettre à l'établissement de rééquilibrer son crédit nourriture et d'honorer ses factures de chauffage.

Le collège Albert THOMAS à EGLETONS a interpellé le Département le 30 septembre 2024. Cet établissement avec internat est chauffé grâce à un réseau de chaleur bois dont les coûts ont augmenté de 30 % depuis 2022. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Le collège présente un nombre de jours de fonds de roulement mobilisable au compte financier 2023 de 36 jours. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation. Or, le collège a dépensé tous les crédits ouverts en viabilisation au budget primitif. Par conséquent, le Département préconise une dotation de 20 000 € pour couvrir les coûts de l'énergie jusqu'à la fin de l'année.

Le collège René Perrot à MERLINES a interpellé le Département le 30 septembre 2024. Après décision budgétaire modificative, cet établissement a un nombre de jours de fonds de roulement mobilisable de 62 jours. En parallèle, le collège présente un déficit de son crédit nourriture. Je vous propose d'attribuer une dotation complémentaire à la restauration de 2 000 €, ce qui permettrait à l'établissement de rééquilibrer son crédit nourriture jusqu'à la fin de l'année.

Le collège Léon DAUTREMENT à MEYSSAC a interpellé le Département le 15 octobre 2024. Après décision budgétaire modificatrice, cet établissement présente actuellement un nombre de jours de fonds de roulement mobilisable de 25 jours. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de restauration alors que son crédit nourriture est déficitaire. Par conséquent, le Département propose une dotation complémentaire à la restauration de 8 000 €.

Le collège Armande Baudry à SEILHAC a interpellé le Département le 8 octobre 2024. Son nombre de jours de fonds de roulement mobilisable au compte financier 2023 est de 27 jours. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de restauration alors que son crédit nourriture est déficitaire. Par conséquent, le Département propose une dotation complémentaire à la restauration de 20 000 €.

Le collège LAKANAL à TREIGNAC a interpellé le Département le 14 octobre 2024. Cet établissement avec internat est chauffé au gaz propane. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Son nombre de jours de fonds de roulement mobilisable après décision budgétaire modificative est actuellement de 40 jours. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation de fin d'année. Par conséquent, le Département propose une dotation complémentaire à la viabilisation de 5 000 €.

Le collège CLEMENCEAU à TULLE a demandé une dotation complémentaire par courrier du 1er octobre 2024. Cet établissement avec internat est chauffé au gaz naturel dont les coûts ont été multipliés par 3,5 depuis 2022. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Après décision budgétaire modificative, l'établissement a un nombre de jours de fonds de roulement de 30 jours. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation. Par conséquent, le Département préconise une dotation complémentaire à la viabilisation de 10 000 € pour couvrir les coûts de l'énergie jusqu'à la fin de l'année.

Le collège VOLTAIRE à USSEL a interpellé le Département le 17 octobre 2024. Cet établissement avec internat est chauffé grâce à un réseau de chaleur bois dont les coûts ont été augmentés de 30 % depuis 2022. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Après décision budgétaire modificatrice, le collège présente un nombre de jours de fonds de roulement de 55 jours. Les lignes budgétaires concernant la viabilisation et le crédit nourriture sont déficitaires. Le collège ne peut donc pas prélever sur son fonds de roulement pour faire face à ses dépenses de viabilisation et de restauration. Par conséquent, le Département préconise une dotation de 30 000 € pour couvrir les coûts de l'énergie et les achats de denrées jusqu'à la fin de l'année.

Enfin, le collège Gaucelm FAIDIT à UZERCHE a interpellé le Département le 30 septembre 2024. Cet établissement est chauffé au fioul dont les coûts ont augmenté de 58 % par rapport à 2022. Le coût de l'électricité a été multiplié par deux par rapport à 2023. Le Département préconise une dotation de 10 000 €, ce qui permettrait à l'établissement d'honorer ses factures de chauffage et de rééquilibrer son crédit nourriture.

Afin de soutenir les établissements dans cette période difficile et après avoir étudié leurs situations, je vous propose d'adopter dans le cadre des dotations complémentaires à la Dotation Principale de Fonctionnement, les dotations suivantes :

COLLEGE	DOTATION COMPLEMENTAIRE PROPOSEE
MARMONTEL - BORT-LES-ORGUES	10 000 €
JEAN LURCAT - BRIVE	9 500 €
Albert THOMAS - EGLETONS	20 000 €
René PERROT - MERLINES	2 000 €
Léon DAUTREMENT - MEYSSAC	8 000 €
Armande BAUDRY - SEILHAC	20 000 €
LAKANAL - TREIGNAC	5 000 €
CLEMENCEAU - TULLE	10 000 €
VOLTAIRE - USSEL	30 000 €
Gaucelm FAIDIT - UZERCHE	10 000 €
TOTAL	124 500 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 124 500 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/204

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

COLLEGES PUBLICS - DOTATIONS COMPLEMENTAIRES A LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : dans le cadre des dotations complémentaires à la Dotation Principale de Fonctionnement, sont allouées les dotations suivantes :

COLLEGE	DOTATION COMPLEMENTAIRE
MARMONTEL - BORT-LESRGUES	10 000 €
JEAN LURCAT - BRIVE	9 500 €
Albert THOMAS - EGLETONS	20 000 €
René PERROT - MERLINES	2 000 €
Léon DAUTREMENT - MEYSSAC	8 000 €
Armande BAUDRY - SEILHAC	20 000 €
LAKANAL - TREIGNAC	5 000 €
CLEMENCEAU - TULLE	10 000 €

VOLTAIRE - USSEL	30 000 €
Gaucelm FAIDIT - UZERCHE	10 000 €
TOTAL	124 500 €

Article 2 : le versement interviendra en une seule fois, après notification de la dotation.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14209-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/205

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

COLLEGES PUBLICS - AIDE A L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DU BATI

RAPPORT

Notre collectivité, en charge de 25 collèges publics, s'engage fortement en faveur des collégiens pour leur assurer les meilleures conditions d'accueil et d'hébergement dans le cadre de ses compétences.

De ce fait, la collectivité a voté, lors de sa session du 12 avril 2024, une enveloppe dédiée aux travaux d'entretien des espaces, des équipements et du bâti, pour un montant de 30 000 €. Il s'agit là d'un engagement du Département qui va au-delà de ses missions obligatoires.

Aussi, en complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, le Département permet aux établissements d'assumer également des dépenses courantes de fonctionnement. Il leur donne ainsi les moyens d'améliorer encore le niveau de service rendu grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation et/ou l'acquisition de matériels nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien courant des bâtiments. Ces travaux seront effectués par l'agent de maintenance.

L'aide versée sous forme de dotation complémentaire est calculée selon un taux de 40% appliqué au montant total des dépenses éligibles (dépenses de fonctionnement). Elle est plafonnée annuellement et par établissement à 1 250 €.

Dans le cadre de ces dispositions et dans la limite du montant de l'enveloppe, je vous propose d'examiner les demandes suivantes présentées par les collèges mentionnés ci-après :

COLLEGE	NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSE RETENUE	TAUX	MONTANT DOTATION PROPOSE
Mathilde Marthe FAUCHER ALLASSAC	Petits matériels de plomberie, peinture, quincaillerie	2 663,52 €	40 %	1 065,41 € Dotation arrondie à 1 066 €
Amédée BISCH - BEYNAT	Peinture, petites fournitures pour l'entretien du bâtiment	3 208,65 €	40 %	1 283,46 € Dotation plafonnée à 1 250 €
Maurice ROLLINAT BRIVE	Remplacement compresseur frigo, quincaillerie	2 866,30 €	40 %	1 146,52 € Dotation arrondie à 1 147 €
Anna de NOAILLES LARCHE	Quincaillerie, peinture, petits matériels de plomberie	3 252,53 €	40 %	1 301,01 € Dotation plafonnée à 1 250 €
Jacques CHIRAC MEYMAC	Petits matériels de plomberie, peinture, quincaillerie	2 129,19 €	40 %	851,68 € Dotation arrondie à 852 €
Eugène FREYSSINET - OBJAT	Peinture, petites fournitures pour l'entretien du bâtiment	4 332,14 €	40 %	1 732,85 € Dotation plafonnée à 1 250 €
Armande BAUDRY SEILHAC	Diverses réparations : four, cellule de refroidissement, quincaillerie	3 186,33 €	40 %	1 274,53 € Dotation plafonnée à 1 250 €
VOLTAIRE USSEL	Quincaillerie, petits matériels de plomberie, peinture	3 219,79 €	40 %	1 287,91€ Dotation plafonnée à 1 250 €
TOTAL				9 315 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 9 315 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/205

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

COLLEGES PUBLICS - AIDE A L'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DU BATI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont allouées les aides suivantes dans le cadre des dotations pour l'entretien des espaces, des équipements et du bâti :

COLLEGE	MONTANT DOTATION
Mathilde Marthe FAUCHER - ALLASSAC	1 066 €
Amédée BISCH - BEYNAT	1 250 €
Maurice ROLLINAT - BRIVE	1 147 €
Anna de NOAILLES - LARCHE	1 250 €
Jacques CHIRAC -MEYMAC	852 €
Eugène FREYSSINET - OBJAT	1 250 €
Armande BAUDRY - SEILHAC	1 250 €
VOLTAIRE - USSEL	1 250 €
TOTAL	**9 315 €**

Article 2 : le versement interviendra en une seule fois, après notification de la dotation.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14224-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/206

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

FONDATION DU PATRIMOINE : CONVENTION 2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

RAPPORT

L'aide du Département en direction des propriétaires privés pour la restauration de leur patrimoine s'inscrit dans une histoire longue de soutien exemplaire à la restauration du patrimoine instauré par le président Jacques Chirac dans les années 1970.
Cette politique volontariste est possible grâce au partenariat entre le Conseil départemental et la Fondation du Patrimoine (FdP), personne morale de droit privé, reconnue d'utilité publique depuis 1997 qui œuvre à la sauvegarde du patrimoine immobilier.

Lors du Conseil Départemental du 23 février 2024, l'Assemblée Départementale a délibéré en faveur de la signature d'une nouvelle convention entre le Conseil Départemental de la Corrèze et la Fondation du Patrimoine.
Cette convention permet au Département de soutenir les projets de restauration du patrimoine des propriétaires privés, garantissant ainsi la conservation d'une qualité architecturale, historique et touristique du territoire corrézien.

Le présent rapport vise à attribuer des subventions aux dernières demandes de la convention en cours.

J'ai donc l'honneur de soumettre à votre décision les propositions d'aides suivantes :

– PPRNP (Petit Patrimoine Rural Non-Protégé)

ARGENTAT-SUR-DORDOGNE, Commune de Saint-Bonnet-Elvert

Réfection de la couverture en lauzes d'un four à pain et d'une tour. Réfection des joints au mortier de chaux naturelle.

- Proposition d'aide : 4 000 € (plafond de l'aide, environ 11% des travaux TTC)

– Patrimoine bâti habitable

BRIVE, Commune de Brive-la-Gaillarde

Reprise de charpente et couverture en ardoises de Corrèze posées aux clous.

· Proposition d'aide : 4 000 € (plafond de l'aide, environ 3% des travaux TTC)

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 8 000 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/206

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

FONDATION DU PATRIMOINE : CONVENTION 2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est décidée, dans le cadre de la convention 2024 avec la Fondation du Patrimoine, l'attribution des aides suivantes, pour un montant global de dépenses de 8 000 € :

– ARGENTAT-SUR-DORDOGNE _ Saint-Bonnet-Elvert

Réfection de la couverture en lauzes d'un four à pain et d'une tour. Réfection des joints au mortier de chaux naturelle.

- Proposition d'aide : 4 000 € (plafond de l'aide, environ 11% des travaux TTC)

– BRIVE _ Brive-la-Gaillarde

Reprise de charpente et couverture en ardoises de Corrèze posées aux clous.

- Proposition d'aide : 4 000 € (plafond de l'aide, environ 3% des travaux TTC)

Article 2 : les aides octroyées à l'article 1 seront versées conformément à l'article 3.3 de la convention, jointe en annexe à la présente décision, à savoir :

- En un versement par virement sur le compte de la Fondation du Patrimoine.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les lettres d'attribution de subvention, cosignées par le délégué départemental de la Fondation du Patrimoine à destination des particuliers concernés par la présente décision.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.12.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14346-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/207

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

RESTAURATION DES ARCHIVES COMMUNALES : DEMANDE DE SUBVENTION

RAPPORT

Les Archives de la Corrèze jouent un rôle important auprès des collectivités en accompagnant les communes du département. Outre le contrôle de la bonne gestion de leurs archives, ces missions prennent la forme de sessions de formations organisées régulièrement, mais aussi de soutien à leur politique patrimoniale.

A ce titre, les communes peuvent solliciter l'octroi de subventions pour la restauration de leurs archives, conformément aux dispositions adoptées par le Conseil Départemental lors de sa réunion du 12 avril 2024. Une autorisation de programme d'un montant de 75 000 € sur cinq ans, soit 15 000 € pour l'exercice 2024, leur est spécifiquement dédiée.

Le conseil municipal de Brive a délibéré favorablement sur les devis de la Reliure du Limousin (19360 Malemort), l'Atelier du Patrimoine (33072 Bordeaux) et A livre ouvert (19160 Neuvic) relatifs à la restauration de ses archives, et autorisé le maire à solliciter une participation départementale.

Les montants des subventions sont accordés en tenant compte des ordres de priorité suivants :

1) Les urgences sanitaires ou risque de détérioration rapide à faire restaurer rapidement

Le montant des subventions accordées est calculé comme suit :

- 60% de la dépense totale pour les communes de moins de 2 000 habitants,
- 25% de la dépense totale pour les communes de plus de 2 000 habitants.

2) Les communes n'ayant pas fait de demande au cours de la périodicité 2015-2020

Le montant des subventions accordées est calculé comme suit :

- 60% de la dépense totale pour les communes de moins de 2 000 habitants,
- 25% de la dépense totale pour les communes de plus de 2 000 habitants.

3) Enfin, dans la limite des crédits alloués et par ordre d'arrivée, les communes qui ne répondent pas au dispositif décrit ci-dessus pourront néanmoins bénéficier d'une subvention au taux habituel :

- 50% pour les communes de moins de 2 000 habitants,
- 25% pour les communes de plus de 2 000 habitants.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 926,17 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/207

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

RESTAURATION DES ARCHIVES COMMUNALES : DEMANDE DE SUBVENTION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est attribuée telle que figurant au tableau annexé à la présente décision, la subvention pour la restauration d'archives communales conservées dans la commune de Brive.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'arrêté fixant les modalités de la subvention.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 903/15.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14187-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ARCHIVES DEPARTEMENTALES – DEMANDE DE PARTICIPATION POUR LA RESTAURATION
D'ARCHIVES COMMUNALES
CP DU 6 DECEMBRE 2024

Bénéficiaires	Délibérations des Conseils Municipaux	documents à restaurer	Prestataires : Ateliers de restauration	Coût total de la restauration (HT.)	Subvention Département attribuable (HT)	
					Taux	Montant
BRIVE	25/06/2024	1 registre de naissances (1940), 3 volumes de matrices cadastrales des propriétés bâties (1911-1970), 2 plans de la salle d'asile place Thiers (1848), 8 plans du collège des doctrinaires (1886), 1 plan du lotissement du pré de Coste-Nègre (s. d.), 1 plan de la rue et de la place des Frères (s. d.), 1 plan du projet d'aménagement de la place de l'Hôtel de ville (1910), 5 photographies anciennes de la collégiale Saint-Martin (1877-1889)	La Reliure du Limousin 19360 Malemort Atelier du Patrimoine 33072 Bordeaux A livre ouvert (Mme Beauvallet) 19160 Neuvic	3704,67 €	25 %	926,17 €
TOTAL	926,17 €					

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/208

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE 2024

RAPPORT

Le présent rapport vise à attribuer des aides aux acteurs culturels 2024 en complément de la précédente délibération examinée lors du Conseil Départemental du 1er décembre 2023.

J'ai donc l'honneur de soumettre à votre décision une proposition :

Soutien dans le cadre du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques :

- École de Musique du Pays d'Allassac (EMPA)

    => Proposition d'aide exceptionnelle : 2 000 €

- Banda d'Objat pour l'École de Musique Associative d'Objat (EMAO)

    => Proposition d'aide exceptionnelle : 2 000 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 4 000 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/208

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est décidée, dans le cadre de la politique culturelle départementale 2024, l'attribution d'aides supplémentaires exceptionnelles de :

- 2 000 € à l'École de Musique du Pays d'Allassac au titre du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques

- 2 000 € à la Banda d'Objat pour l'École de Musique Associative d'Objat au titre du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques

Le montant total des aides attribuées est de 4 000 €.

Article 2 : IL'aide financière sera versée à raison de 80% dès légalisation de la présente délibération et 20% sur remise de justificatifs de dépenses à hauteur du montant de la subvention et ce, à la fin de l'action ou de l'évènement.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les notifications à intervenir avec les partenaires concernés par la présente décision.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14263-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/209

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : ECHANGES INTERNATIONAUX 2024

RAPPORT

Lors de sa séance budgétaire du 12 avril 2024, l'Assemblée Départementale a adopté les crédits destinés au financement de la Politique Culturelle et aux échanges internationaux.

En effet, dans le cadre de sa politique culturelle, le Conseil Départemental soutient les échanges internationaux à travers, d'une part, des aides au parcours culturel des collégiens et écoliers et, d'autre part, des aides aux comités de jumelage, véritables ambassadeurs de la Corrèze en Europe.

A ce titre et afin de soutenir les différentes initiatives liées au développement des échanges culturels entre la Corrèze et les Pays Européens, la Commission Permanente du Conseil Départemental du 8 septembre 2000 a arrêté une grille d'intervention permettant d'aider les établissements scolaires et les comités de jumelage dans leurs actions en ce domaine.

Celle-ci favorise notamment les échanges avec la Moyenne-Franconie, Région d'Allemagne avec laquelle le Conseil Départemental est jumelé.

En complément des précédentes délibérations de la Commission Permanente des 3 mai 2024, 19 juillet 2024 et 18 octobre 2024, j'ai l'honneur de soumettre à votre décision deux propositions d'aides aux échanges internationaux dans un collège corrézien.

Ces aides contribuent à l'ouverture européenne des établissements scolaires et facilitent la réalisation de projets scolaires à l'étranger dont la finalité est l'apprentissage de la langue, la découverte de la culture et du patrimoine.

2 nouvelles demandes de soutien aux échanges internationaux, émanant d'un même collège, sont soumises à votre approbation :

- Collège Anna de Noailles de Larche :

  ° Déplacement de 26 élèves à Scheinfeld (Moyenne-Franconie)
  du 5 au 13 décembre 2024
  Proposition d'aide (selon la grille d'intervention) = 738 €

  ° Accueil de 26 élèves de Scheinfeld (Moyenne-Franconie)
  du 3 au 11 octobre 2024
  Proposition d'aide (selon la grille d'intervention) = 350 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 088 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/209

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : ECHANGES INTERNATIONAUX 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont décidées, dans le cadre du soutien aux échanges internationaux et de l'enveloppe financière correspondante, les aides financières 2024 pour le collège suivant :

- Collège Anna de Noailles de Larche :

  ° Déplacement de 26 élèves à Scheinfeld (Moyenne-Franconie)
  du 5 au 13 décembre 2024
  pour une aide de 738 €

  ° Accueil de 26 élèves de Scheinfeld (Moyenne-Franconie)
  du 3 au 11 octobre 2024
  pour une aide de 350 €

Au total deux demandes pour un montant total d'aide de 1088 €.

Article 2 : les aides octroyées à l'article 1er seront versées en totalité aux bénéficiaires concernés dès légalisation de la présente décision et sous réserve de la mise en œuvre effective des projets présentés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les notifications à intervenir avec les partenaires concernés par la présente décision.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 11.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14180-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/210

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE 2024 ET 2025

RAPPORT

Dans le cadre de notre politique sportive départementale, je vous propose de statuer sur les demandes d'aide concernant les enveloppes suivantes :

I. Soutien au mouvement sportif corrézien :

❶ UTILISATION DE L'ESPACE 1000 SOURCES CORRÈZE PAR LES ASSOCIATIONS CORRÉZIENNES
❷ SUBVENTIONS DIVERSES

Afin de donner une visibilité anticipée aux clubs sportifs concernant le soutien qui sera apporté par le Département dans le cadre de leurs projets 2025, je soumets à votre approbation les propositions concernant les sous-enveloppes suivantes :

❸ CLUBS "ÉLITE" Amateurs - Saison 2024/2025

❹CLUBS "CORRÈZE" - Saison 2024/2025

Vous noterez que les aides proposées en faveur des clubs "Elite" et "Corrèze" seront imputées sur le budget 2025.

II. Politique départementale des sports nature :

❶ FAVORISER L'ACCÈS DES JEUNES AUX SPORTS NATURE

❷ ENTRETIEN ET BALISAGE DES ITINÉRAIRES DE RANDONNÉE PÉDESTRE

I. Soutien au mouvement sportif corrézien

❶ Utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze par les associations corréziennes

Avec l'objectif d'accroître le nombre de journées vendues par l'Espace 1000 Sources Corrèze et de faire de cet outil le lieu privilégié des associations corréziennes pour l'organisation de leurs stages, le Conseil départemental a décidé, depuis de nombreuses années, d'apporter un soutien financier sous la forme d'une subvention à toute association fréquentant le centre sportif.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental d'allouer en faveur des bénéficiaires répertoriés ci-après, les subventions départementales suivantes :

bénéficiaire	*date de stage*	*taux*	*frais éligibles engagés par l'association*	*subvention proposée*
Association Harmonie Sainte-Cécile de Brive	12 et 13 octobre 2024	40%	3 340 €	1 336 €
Brive Hockey Club	14 et 15 septembre 2024	40%	1 030 €	412 €
CA Brive Athlétisme	26 au 28 octobre 2024	40%	3 066 €	1 226 €
Elan Sportif Ussellois	1er au 3 novembre 2024	40%	2 904 €	1 162 €
Jeux de lames	21 au 23 octobre 2024	40%	3 622 €	1 449 €
Œuvre départementale des centres de vacances de la Corrèze (ODCV 19)	19 et 20 septembre 2024	40%	2 038 €	815 €
UNSS Corrèze	15 et 16 octobre 2024	40%	924 €	370 €
Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine	24 au 27 septembre 2024	40%	1557 € pour 13 Corréziens	623 €
			TOTAL :	**7 393€**

❷ Subventions diverses

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental d'allouer en faveur de l'association œuvrant dans le domaine sportif répertoriée dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Commune de Treignac	Aide forfaitaire pour la création d'un parcours PAPSE (parcours d'activités physiques et sportives étalonné) conformément à la décision de la Commission permanente du 6 mai 2022 - rapport 225	500 €
Comité départemental de pétanque et jeu provençal de la Corrèze	Subvention exceptionnelle pour la participation du CD de pétanque Corrèze aux championnats de France	1 000 €
Comité départemental d'haltérophilie-musculation de la Corrèze	Subvention exceptionnelle pour l'organisation d'une action "haltéro tour" au sein du comité	300 €
	TOTAL :	1 800 €

❸ Clubs "Élite" amateurs

Vecteur de l'image de marque quand il est exercé à haut niveau, le sport d'élite en Corrèze s'impose comme un élément de promotion et de valorisation du département.
En effet, de tels clubs sont à la fois des phares indispensables pour nos jeunes sportifs locaux, des centres de regroupement naturels pour les meilleurs, des lieux de formation pour les jeunes espoirs et des centres d'intérêt pour les villes et le Département à travers l'image de marque exportée et l'animation locale développée.

La reconnaissance du label de haut niveau et le choix des disciplines à soutenir ont été définis après l'avis du Conseil Départemental des Sports. Les critères de calcul des subventions tiennent notamment compte :

- du niveau d'évolution et de la difficulté pour accéder à ce niveau *(nombre de divisions à passer, nombre de clubs concernés…),*
- de l'impact médiatique de la discipline sur notre territoire,
- de la poule géographique,
- du nombre de joueurs à déplacer lors de chacune des rencontres à l'extérieur pour les sports collectifs.

J'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Commission Permanente du Conseil Départemental les demandes de soutien aux clubs "Élite" amateurs répertoriés dans le tableau ci-après, au titre de la saison sportive 2024/2025.
Pour information, 24 clubs sont présentés ci-après, 16 concernant des sports collectifs et 8 des disciplines individuelles.

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*niveau de l'équipe 1ère en 2024/2025*	*montant proposé 2024/2025*
SPORTS COLLECTIFS				
CA BRIVE CORRÈZE - BASKET	*basket*	*16 424 €*	nationale 3 féminine	16 617 €
AS JUGEALS NOAILLES	*football*	*3 559 €*	montée en régionale 2	8 457 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT PANTALÉON - FOOTBALL	*football*	*12 923 €*	régionale 2 masculine	12 990 €
ÉTOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	*football*	*14 571 €*	régionale 1 masculine	15 641 €
TULLE FOOTBALL CORRÈZE	*football*	*11 587 €*	régionale 2 masculine	12 045 €
HANDBALL CLUB OBJAT CORRÈZE	*handball*	*16 742 €*	nationale 3 masculine + féminines pré-nationale	17 576 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*niveau de l'équipe 1ère en 2024/2025*	*montant proposé 2024/2025*
BRIVE HOCKEY CLUB	*hockey sur glace*	*5 000 €*	3ème division masculine	5 000 €
CA BRIVE CORRÈZE LIMOUSIN - Amateurs	*rugby*	*31 276 €*	Espoir + Elite 2 féminines + fédérale 2	34 239 €
EV MALEMORT BRIVE OLYMPIQUE	*rugby*	*21 332 €*	fédérale 2 masculine	21 484 €
NSL RUGBY *(Naves et Lagraulière)*	*rugby*	*15 947 €*	fédérale 3 masculine	16 237 €
RUGBY CAUSSE VÉZÈRE *(Nespouls)*	*rugby*	*20 123 €*	fédérale 2 masculine	20 721 €
SPORTING CLUB TULLE CORRÈZE	*rugby*	*26 278 €*	fédérale 1 masculine	26 524 €
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	*rugby*	*16 096 €*	fédérale 3 masculine	16 259 €
UNION SPORTIVE USSELLOISE	*rugby*	*17 507 €*	fédérale 3 masculine régional 10 féminine	17 789 €
CA POMPADOUR	*rugby*	*3 292 €*	montée en fédérale 3	15 696 €
CA BRIVE CORRÈZE VOLLEY	*volley*	*17 216 €*	Pré nationale féminin	17 217 €
SPORTS INDIVIDUELS				
CA BRIVE CORRÈZE ATHLÉTISME	*athlétisme*	*8 757 €*	nationale 2	8 749 €
SSN HAUTE CORRÈZE KAYAK CLUB DE HAUTE CORRÈZE	*canoë-kayak*	*5 852 €*	montée en nationale 1 *(descente)*	9 452 €
VEZERE CANOE	*canoë-kayak*	*500 €*	montée en nationale 2	4 810 €
UNION JUDO BRIVE CORRÈZE LIMOUSIN	*judo*	*12 579 €*	2ème division masculine	9 951 €
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	*natation*	*8 700 €*	nationale 2	8 177 €
CA BRIVE TENNIS	*tennis*	*6 816 €*	nationale 2	6 875 €
COMPAGNIE DES ARCHERS DE BRIVE	*tir à l'arc*	*2 073 €*	D2 féminine	5 845 €
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	*triathlon*	*10 252 €*	2ème division par équipe	7 133 €
			TOTAL :	**335 484 €**

❹ Clubs "Corrèze"

Dans le cadre des critères de calcul des subventions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental d'allouer, en faveur des "CLUBS CORRÈZE" répertoriés dans le tableau ci-après, les subventions suivantes, au titre de la saison sportive 2024/2025.

Pour information, 263 complets, instruits et présentés aujourd'hui :

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
AÉROMODÉLISME CLUB DE VOUTEZAC	*aéromodélisme*	*174 €*	188 €
AÉRO-CLUB DE BRIVE SECTION AÉROMODÉLISME	*aéromodélisme*	*177 €*	188 €
ASSOCIATION KARATE CLUB ST CHAMANTOIS	*arts martiaux*	*513 €*	496 €
CERCLE SHITO RYU KARATÉ USSELLOIS	*arts martiaux*	*1 466 €*	1 481 €
ÉCOLE TULLISTE DE KARATÉ SHOTOKAN	*arts martiaux*	*555 €*	557 €
KRAV MAGA REVOLUTION 19	*arts martiaux*	*/*	1 354 €
SHOTOKAN KARATÉ CLUB TULLE LAGRAULIÈRE	*arts martiaux*	*285 €*	282 €
USSEL KARATÉ	*arts martiaux*	*1 379 €*	1 369 €
ATHLÉTIC CLUB DE LA JEUNESSE CHANTEIXOISE	*athlétisme*	*1 156 €*	948 €
ATHLÉTISME SAINT PANTALÉON	*athlétisme*	*763 €*	870 €
CLUB SPORTS ET CULTURE DE CORRÈZE - SECTION ATHLÉTISME	*athlétisme*	*636 €*	587 €
ÉLAN SPORTIF USSELLOIS	*athlétisme*	*1 155 €*	1 116 €
PAYS DE BRIVE ATHLETIQUE CLUB	*athlétisme*	*/*	446 €
TULLE ATHLETIC CLUB	*athlétisme*	*2 786 €*	2 714 €
USSEL ATHLETIC CLUB	*athlétisme*	*1 060 €*	1 066 €
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	*aviron*	*3 192 €*	3 051 €
BADMINTON BRIVISTE	*badminton*	*1 516 €*	1 429 €
BADMINTON CLUB OBJATOIS	*badminton*	*511 €*	514 €
L'AS DU VOLANT MEYSSACOIS	*badminton*	*172 €*	178 €
LES FOUS DU VOLANT *(Tulle)*	*badminton*	*741 €*	681 €
RAQUETTEURS VOLANTS ÉGLETONS	*badminton*	*459 €*	432 €
USSEL BADMINTON CLUB	*badminton*	*172 €*	490 €
SPORT TAMBOURIN CLUB ARGENTACOIS	*balle au tambourin*	*941 €*	979 €
TAMBOURIN CLUB DE MONCEAUX SUR DORDOGNE	*balle au tambourin*	*1 765 €*	1 781 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALÉON BASKET	*basket-ball*	*1 756 €*	1 467 €
BASKET BALL AUVÉZÈRE *(Pompadour / Lubersac)*	*basket-ball*	*756 €*	700 €
BASKET CLUB ARGENTACOIS	*basket-ball*	*461 €*	391 €
BASKET CLUB UZERCHOIS	*basket-ball*	*1 132 €*	936 €
DYNAMIC BASKET LOT CORRÈZE	*basket-ball*	*1 379 €*	1 112 €
SEILHAC ATHLETIC CLUB	*basket-ball*	*970 €*	1 009 €
UNION SPORTIVE BELLOCOISE - BASKET	*basket-ball*	*562 €*	569 €
UNION SPORTIVE TULLE CORRÈZE	*basket-ball*	*3 453 €*	3 453 €
USSEL BASKET CLUB	*basket-ball*	*/*	1 255 €
ACADÉMIE DE BILLARD OBJAT CORRÈZE	*billard*	*670 €*	643 €
ECOLE DE BILLARD PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	*billard*	*/*	500 €
BOULE SPORTIVE OBJATOISE LYONNAISE	*boule lyonnaise*	*181 €*	349 €
LA BOULE ALLASSACOISE	*boule lyonnaise*	*673 €*	492 €
BOXE ACADÉMIE BRIVE	*boxe*	*2 127 €*	1 921 €
CANICROSS 19	*canicross*	*968 €*	548 €
ARGENTAT DORDOGNE CANOË KAYAK	*4 sections :* *- canoë-kayak* *- canoë-kayak adapté* *- course d'orientation* *- surf*	*2 729 €*	2 926 €
FOYER UZERCHE CK - SSN	*canoë-kayak*	*7 678 €*	1 261 €
KAYAK CLUB TULLISTE	*canoë-kayak*	*518 €*	515 €
SSN VEZERE MONEDIERES - CLUB MULTISPORTS DE PLEINE NATURE	*canoë-kayak*	*522 €*	587 €
FANATIC CHEER 19 *(Brive)*	*cheerleading*	*561 €*	642 €
CLUB ALPIN FRANÇAIS DE BRIVE	*club alpin*	*442 €*	485 €
USSEL SPORTS MONTAGNE	*club alpin*	*1 014 €*	1 047 €
BRIVE CORRÈZE CO	*course d'orientation*	*1 207 €*	1 661 €
ASSOCIATION CYCLYSTE COSNACOISE	*cyclisme*	*/*	500 €
TULLE CYCLISME COMPÉTITION	*cyclisme*	*1 255 €*	782 €
UNION CYCLISTE BRIVISTE	*cyclisme*	*1 027 €*	1 078 €
VÉLO CLUB D'AURIAC EN XAINTRIE	*cyclisme*	*160 €*	162 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
CLUB VÉLOCIO GAILLARD *(Brive)*	*cyclotourisme*	*190 €*	188 €
CYCLO CLUB DE SAINT CLÉMENT	*cyclotourisme*	*549 €*	571 €
CYCLO RANDONNEUR BRIVISTE	*cyclotourisme*	*200 €*	200 €
CYCLO RANDONNEUR MALEMORTOIS	*cyclotourisme et randonnée*	*476 €*	516 €
CYCLOTOURISME OBJATOIS	*cyclotourisme*	*970 €*	740 €
CYCLOTOURISTES DES MONÉDIÈRES - USSEL	*cyclotourisme*	*176 €*	170 €
HAUTE CORRÈZE SPORT NATURE - SECTION VTT *Station Sport Nature "Haute-Corrèze"*	*cyclotourisme*	*8 75 €*	811 €
TULLE CYCLO NATURE	*cyclotourisme*	*197 €*	192 €
VÉLO CLUB LARCHOIS	*cyclotourisme*	*174 €*	212 €
VTT ARGENTAT	*cyclotourisme*	*/*	435 €
VTT AVENTURE CAUSSE VÉZÈRE *(St Pantaléon de Larche)*	*cyclotourisme*	*1 086 €*	1 029 €
VTT CLUB DU DOUSTRE *(Clergoux)*	*cyclotourisme*	*883 €*	674 €
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	*échecs*	*1 029 €*	1 135 €
ASSOCIATION HIPPIQUE DE NOVERT	*équitation*	*2 300 €*	2 248 €
LA CRINIERE MEYMACOISE	*équitation*	*/*	541 €
TULLE GRIMPE	*escalade*	*949 €*	882 €
BRIVE ESCALADE CLUB	*escalade*	*2 115 €*	2 112 €
CERCLE D'ESCRIME DE BRIVE	*escrime*	*1 374 €*	1 355 €
CERCLE D'ESCRIME DE TULLE	*escrime*	*456 €*	474 €
CLUB D'ESCRIME DE HAUTE CORRÈZE *(Égletons)*	*escrime*	*1 736 €*	1 543 €
ENTENTE DES VERGERS *(Troche - Vigeois - Chamberet - Lubersac - Uzerche - Treignac)*	*école de football*	*1 942 €*	1 891 €
GROUPEMENT DE JEUNES ENTENTE DU BARREAU	*football*	*/*	1 610 €
ALLIANCE ESTIVAUX SAINT-PARDOUX	*football*	*166 €*	163 €
AMICALE SAINT-HILAIRE VENARSAL	*football*	*934 €*	936 €
APCS MAHORAIS DE BRIVE	*football*	*519 €*	519 €
ASPO BRIVE FOOTBALL	*football*	*2 286 €*	1 836 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE CHAMBERET	*football*	*592 €*	534 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE MARCILLAC CLERGOUX	*football*	*1 213 €*	1 207 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL BRIVE CHAPELIES	*football*	*397 €*	397 €
ASSOCIATION SPORTIVE MEYSSACOISE DE FOOTBALL	*football*	*562 €*	634 €
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - FOOTBALL	*football*	*915 €*	914 €
ASSOCIATION SPORTIVE TREIGNACOISE	*football*	*/*	165 €
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - FOOTBALL	*football*	*1 707 €*	1 715 €
ASSOCIATION SPORTIVE VITRAC-CORRÈZE	*football*	*400 €*	884 €
AUVÉZÈRE MAYNE FOOTBALL CLUB *(Lubersac)*	*football*	*1 963 €*	1 902 €
BEYNAT LANTEUIL FOOTBALL CLUB	*football*	*/*	2 526 €
CERCLE ATHLÉTIQUE ÉGLETONS	*football*	*626 €*	659 €
CLUB ATHLÉTIQUE BRIGNACOIS	*football*	*521 €*	589 €
CLUB ATHLÉTIQUE MEYMACOIS	*football*	*4 467 €*	1 867 €
COSNAC FOOTBALL CLUB	*football*	*1 072 €*	1 053 €
CLUB SPORTIF ALLASSACOIS	*football*	*905 €*	797 €
ENTENTE PERPEZAC SADROC	*football*	*815 €*	854 €
ENTENTE SR3V *(St Robert, Vars et Vignols-Voutezac)*	*football*	*1 607 €*	3 434 €
ENTENTE SPORTIVE NONARDS ALTILLAC	*football*	*1 963 €*	1 717 €
ENTENTE SPORTIVE USSELLOISE	*football*	*4 639 €*	4 863 €
ENTENTE TROCHE VIGEOIS	*football*	*450 €*	418 €
ESPERANCE SPORTIVE DE SOURSAC	*football*	*360 €*	372 €
ÉTOILE SPORTIVE LIGINIACOISE	*football*	*331 €*	376 €
ÉTOILE SPORTIVE USSACOISE	*football*	*866 €*	965 €
FAVARS SAINT-MEXANT FOOTBALL CLUB	*football*	*746 €*	443 €
FOOTBALL CLUB ARGENTACOIS	*football*	*3 288 €*	3 363 €
FOOTBALL CLUB CORNILLOIS FORTUNADAIS	*football*	*2 362 €*	3 151 €
FOOTBALL CLUB DE SAINT-ANGEL	*football*	*176 €*	529 €
FOOTBALL CLUB DE SAINT JAL	*football*	*353 €*	353 €
FOOTBALL CLUB OBJATOIS	*football*	*657 €*	717 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
FRJEP SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES - FOOTBALL	*football*	*765 €*	792 €
OLYMPIQUE LARCHE-LA FEUILLADE	*football*	*1 664 €*	1 589 €
SOCIETE SPORTIVE DE SAINTE FEREOLE	*football*	*/*	1 332 €
UNION SPORTIVE BUGEACOISE	*football*	*165 €*	189 €
UNION SPORTIVE DE SAINT-CLÉMENT	*football*	*1 160 €*	1 141 €
UNION SPORTIVE DONZENAC	*football*	*8 251 €*	3 988 €
UNION SPORTIVE LONZACOISE 96	*football*	*740 €*	695 €
VARETZ ATHLETIC CLUB	*football*	*1 345 €*	1 245 €
ASSOCIATION DES JOUEURS DE GOLF DE NEUVIC D'USSEL	*golf*	*533 €*	567 €
CAB GOLF	*golf*	*1 234 €*	1 437 €
GOLF CLUB D'AUBAZINE CORRÈZE	*golf*	*811 €*	871 €
ASSOCIATION BON PIED, BON ŒIL *(Mansac)*	*gym. volontaire*	*164 €*	164 €
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DE CHENAILLERS MASCHEIX	*gym. volontaire*	*158 €*	158 €
ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE RAOUL DAUTRY *(Brive)*	*gym. volontaire*	*219 €*	222 €
ASSOCIATION LOISIRS ET GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BRIVEZACOISE	*gym. volontaire*	*156 €*	156 €
CLUB DE GYM DE SAINT-ANGEL	*gym. volontaire*	*174 €*	159 €
CLUB DE GYM DES ROSIERS *(Brive)*	*gym. volontaire*	*156€*	160 €
CLUB DE GYMNASTIQUE DE SAINT-YBARD	*gym. volontaire*	*156 €*	156 €
DÉTENTE ET SOUPLESSE *(Allassac)*	*gym. volontaire*	*173 €*	184 €
FORME ET SANTÉ *(Ussac)*	*gym. volontaire*	*228 €*	228 €
GYM FÉMININE INTERCOMMUNALE SEILHAC	*gym. volontaire*	*230 €*	237 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LOUIS PONS *(Brive)*	*gym. volontaire*	*169 €*	169 €
LANTEUIL GYM ET LOISIRS	*gym. volontaire*	*158 €*	158 €
L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE *(Peyrelevade)*	*gym. volontaire et randonnée*	*270 €*	265 €
NONARDS ACTIVITÉ DÉTENTE	*gym. volontaire*	*158 €*	160 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
RONDISPORT 19 *(Brive)*	*gym. volontaire*	*200 €*	205 €
TURENNE GYM VITALITÉ	*gym. volontaire*	*164 €*	164 €
VICTONIC *(Saint Victour)*	*gym. volontaire*	*256 €*	156 €
LA TULLISTE	*gymnastique*	*3 800 €*	3 939 €
ASSOCIATION SPORTIVE HALTÉROPHILIE TULLE	*haltérophilie*	*503 €*	541 €
CLUB HANDBALL AMICAL DE LA RÉGION DE MEYSSAC	*handball*	*480 €*	614 €
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE HANDBALL	*handball*	*644 €*	616 €
HANBALL BRIVE CORREZE	*handball*	*17 555 €*	3 343 €
HANDBALL CLUB PAYS DE LARCHE	*handball*	*525 €*	669 €
HANDBALL CLUB TULLE CORRÈZE	*handball*	*760 €*	827 €
HANDBALL ÉGLETONS CORRÈZE	*handball*	*897 €*	881 €
LUBERSAC HANDBALL CLUB	*handball*	*156 €*	158 €
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	*jeu d'échecs*	*1 029 €*	1 135 €
ASPO BRIVE JUDO	*judo*	*1 044 €*	1 131 €
CCS ÉGLETONS JUDO	*judo*	*425 €*	425 €
ÉCOLE TULLISTE DE JUDO	*judo*	*1 305 €*	1 377 €
JECLAT *(Cosnac)*	*judo + GV*	*783 €*	814 €
JUDO CLUB D'ARGENTAT	*judo*	*1 075 €*	1 054 €
JUDO CLUB DE MEYSSAC	*judo*	*619 €*	624 €
JUDO CLUB DU PLATEAU BORTOIS	*judo*	*1 391 €*	1 268 €
JUDO CLUB OBJATOIS	*judo*	*750 €*	770 €
JUDO CLUB USSELLOIS	*judo*	*2 627 €*	2 822 €
JUDO JUJITSU SAINT-VIANCE - SAKURA CLUB	*judo*	*979 €*	506 €
SAMOURAÏ MARCILLACOIS	*judo*	*397 €*	365 €
VIGILANTE MALEMORT JUDO	*judo*	*1 765 €*	1 579 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
UNIVERSAL SYSTEM KRAV MAGA *(Brive)*	*krav maga*	*281 €*	291 €
MARCHE NORDIQUE EN CORRÈZE *(Donzenac)*	*marche nordique*	*211 €*	214 €
FOYER CULTUREL DE VARETZ	*multi-activités*	*172 €*	172 €
SSN VÉZÈRE MONÉDIÈRES *club multi-sports de pleine nature*	*multi-activités*	*522 €*	587 €
CLUB DES DAUPHINS USSELLOIS	*natation*	*1 344 €*	1 260 €
LES RASCASSES DE VENTADOUR *(Egletons)*	*natation*	*2 124 €*	1 925 €
PÊCHE CORRÈZE COMPÉTITION	*pêche sportive*	*460 €*	345 €
PILOTARI CLUB BRIVISTE	*pelote basque*	*2 775 €*	2 366 €
ÉCOLE DE PÉTANQUE DU BASSIN DE BRIVE	*école de pétanque*	*485 €*	1 076 €
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE SECTION PETANQUE	*pétanque*	*/*	173 €
LA BOULE CORRÉZIENNE ÉGLETONS	*pétanque*	*175 €*	175 €
PÉTANQUE DU PAYS DE BRIVE	*pétanque*	*176 €*	176 €
PÉTANQUE HAUTE CORREZE	*pétanque*	*/*	213 €
PÉTANQUE JUILLACOISE	*pétanque*	*178 €*	178 €
PÉTANQUE SAINT-VIANÇOISE	*pétanque*	*181 €*	181 €
PÉTANQUE UZERCHOISE	*pétanque*	*/*	176 €
PÉTANQUE XAINTRICOISE *(St Privat)*	*pétanque*	*184 €*	188 €
PROVENCALE CAUSSE CORREZIEN	*pétanque*	*/*	161 €
CLUB DE PLONGÉE DU PAYS D'ÉGLETONS	*plongée*	*387 €*	387 €
CLUB DE PLONGÉE USSELLOIS	*plongée*	*752 €*	772 €
CLUB SUBAQUATIQUE BRIVISTE	*plongée*	*1 152 €*	1 154 €
CLUB SUBAQUATIQUE TULLISTE	*plongée*	*680 €*	680 €
AMICALE DES SENTIERS PÉDESTRES DE VIGNOLS ET DES ENVIRONS	*randonnée*	*180 €*	179 €
CLUB DE RANDONNÉE DES 3 AMIS *(Ussel)*	*randonnée*	*162 €*	164 €
CLUB RANDO CYCLO CHAMBOULIVE	*randonnée et cyclotourisme*	*270 €*	279 €
LES CHEMINS DE MANSAC	*randonnée*	*161 €*	167 €
RANDO DES CAUSSES *(Chartrier Ferrière)*	*randonnée*	*192 €*	192 €
RANDO DOUSTRE *(La Roche Canillac)*	*randonnée*	*490 €*	480 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
RANDO GAILLARDES *(Brive)*	*randonnée*	*215 €*	230 €
RANDO SAINT VIANCE	*randonnée*	*180 €*	189 €
TULLE SENTIERS	*randonnée*	*195 €*	203 €
RETRAITE SPORTIVE DU PAYS DE BRIVE	*retraite sportive*	*200 €*	201 €
TULLE ROLLER SKATING	*roller skating*	*211 €*	214 €
ÉCOLE DE RUGBY DU SCTC ET SON BASSIN *(Tulle - Chameyrat)*	*école de rugby*	*1 362 €*	1 471 €
ÉCOLE DE RUGBY SAVJOO *(Saint Aulaire - Varetz - Juillac - Objat - Orgnac)*	*école de rugby*	*1 034 €*	1 004 €
ÉCOLE DE RUGBY SPAUR *(Saint Privat - Argentat)*	*école de rugby*	*1 468 €*	1 504 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHASTEAUX-LISSAC	*rugby*	*517 €*	512 €
ASSOCIATION SPORTIVE DES JEUNES DE DAMPNIAT RUGBY	*rugby*	*401 €*	420 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE SEILHAC - RUGBY	*rugby*	*507 €*	587 €
ASPO BRIVE RUGBY	*rugby*	*570 €*	704 €
CLUB ATHLÉTIQUE DE SALON-LA-TOUR	*rugby*	*416 €*	418 €
CLUB ATHLÉTIQUE MEYMACOIS - RUGBY	*rugby*	*390 €*	441 €
CLUB ATHLÉTIQUE ORGNACOIS	*rugby*	*404 €*	423 €
CLUB ATHLÉTIQUE SAINT-AULAIRE	*rugby*	/	419 €
RUGBY CLUB DE CHAMEYRAT	*rugby*	*422 €*	457 €
RUGBY CLUB DE TREIGNAC	*rugby*	*618 €*	640 €
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	*rugby*	*3 085 €*	3 085 €
RUGBY CLUB UZERCHOIS	*rugby*	*627 €*	3 173 €
SAINT-PRIVAT PLEAUX RUGBY XAINTRIE	*rugby*	*1 198 €*	1 235 €
SAINT-PRIEST ATHLETIQUE CLUB	*rugby*	/	409 €
UNION SPORTIVE EGLETONNAISE	*rugby*	/	3 372 €
UNION SPORTIVE NEUVICOISE	*rugby*	*650 €*	649 €
UNION SPORTIVE JUILLAC OBJATOISE	*rugby*	*3 210 €*	3 498 €
UNION SPORTIVE VARETZIENNE	*rugby*	*522 €*	493 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
LES ABEILLES DE MIEL *(Beynat)*	*rugby féminin*	*961 €*	1 066 €
MYOSOTIS BASSIN TULLISTE	*rugby féminin*	*984 €*	1 070 €
BRIVE RUGBY FÉMININ	*rugby féminin*	*975 €*	1 131 €
SKI CLUB BRIVISTE	*ski*	*735 €*	907 €
SKI CLUB NAUTIQUE MARCILLACOIS	*ski nautique*	*901 €*	710 €
SPÉLÉO CLUB DE TULLE	*spéléologie*	*162 €*	164 €
HESTIA SPORT ADAPTÉ *(Saint-Setiers)*	*sport adapté*	*500 €*	500 € *(aide forfaitaire)*
LA BELLE ÉCHAPPÉE *(Saint-Clément)*	*sport adapté*	*500 €*	500 € *(aide forfaitaire)*
CANISPORTS 19 *(Cublac)*	*sports et loisirs canins*	*968 €*	548 €
BRIVE PATINAGE CLUB	*sports de glace*	*4 058 €*	3 342 €
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	*sports de glace*	*3 077€*	3 339 €
SQUASH CLUB DES ESCURES *(Malemort)*	*squash*	*1 248 €*	1 523 €
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE - TENNIS	*tennis*	*1 113 €*	1 039 €
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - TENNIS	*tennis*	*1 620 €*	1 583 €
CLUB ATHLÉTIQUE DE MEYMAC - TENNIS	*tennis*	*405 €*	422 €
MEYSSAC COLLONGES TENNIS	*tennis*	*1 170 €*	1 146 €
TENNIS CLUB ALLASSACOIS	*tennis*	*406 €*	405 €
TENNIS CLUB ARGENTACOIS	*tennis*	*438 €*	432 €
TENNIS CLUB BEYNAT COIROUX	*tennis*	/	482 €
TENNIS CLUB DE COSNAC	*tennis*	*425 €*	723 €
TENNIS CLUB DE DONZENAC	*tennis*	*571 €*	533 €
TENNIS CLUB EGLETONNAIS	*tennis*	/	707 €
TENNIS CLUB MARCILLACOIS	*tennis*	/	306 €
TENNIS CLUB DU PAYS DE POMPADOUR	*tennis*	*1 366 €*	1 708 €
TENNIS CLUB DE SADROC	*tennis*	*180 €*	167 €
TENNIS CLUB DE SAINT-PANTALÉON	*tennis*	*874 €*	737 €
TENNIS CLUB DU PLATEAU *(Saint-Mexant)*	*tennis*	*500 €*	386 €
TENNIS CLUB TREIGNACOIS	*tennis*	*763 €*	763 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
TENNIS CLUB USSACOIS	*tennis*	*536 €*	581 €
TENNIS CLUB USSELLOIS	*tennis*	*1 193 €*	1 111 €
TULLE CORREZE TENNIS	*tennis*	*836 €*	720 €
ASPO BRIVE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*308 €*	310 €
ASPTT TULLE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*371 €*	378 €
HAUTE-CORRÈZE TENNIS DE TABLE *(Ussel)*	*tennis de table*	*1 872 €*	2 054 €
LA.MI.CO.TT *(Lagarde - Albussac - Midi Corrézien)*	*tennis de table*	*870 €*	832 €
LA RAQUETTE ARDOISIÈRE *(Allassac)*	*tennis de table*	*401 €*	394 €
MEYMAC ATHLETIC CLUB - TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*632 €*	638 €
PING SARROUX SAINT JULIEN	*tennis de table*	*341 €*	345 €
SAINTE-FORTUNADE CORNIL TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*329 €*	284 €
SAINT-VIANCE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*181 €*	178 €
TENNIS DE TABLE BRIVISTE	*tennis de table*	*584 €*	564 €
LA CIBLE CHAMBERTOISE	*tir*	*156 €*	164 €
MOUVEMENT ASSOCIATIF DE TIR TULLISTE	*tir*	*158 €*	158 €
SOCIÉTÉ DE TIR BRIVISTE	*tir*	*1 851 €*	1 873 €
SPORTIR CLUB MARCILLACOIS	*tir*	*200 €*	206 €
MARCILLAC SPORT NATURE (section tir à l'arc)	*tir à l'arc*	*835 € avec la section kayaka*	360 €
CORRÈZE TEAM TRIATHLON *(Naves)*	*triathlon*	*157 €*	156 €
HAUTE-CORRÈZE TRIATHLON	*triathlon*	*164 €*	172 €
TULLE TRIATHLON NATATION	*triathlon*	*662 €*	568 €
BRIVE BATON TWIRLING CLUB	*twirling baton*	*376 €*	376 €
ASSOCIATION VOLLEY BRIVE	*volley ball (UFOLEP)*	*176€*	168 €
VOLLEY BALL TULLE NAVES	*volley ball*	*762 €*	498 €
CORREZE VOL LIBRE	*vol libre*	*/*	494 €
		TOTAL :	**233 157 €**

II. Politique départementale des sports nature

❶ Entretien et balisage des itinéraires de randonnée du PDIPR

Dans le cadre de la politique départementale de développement des sports de nature et pour les travaux d'entretien et balisage des sentiers inscrits au PDIPR, le Conseil départemental peut intervenir :

- sur les travaux à hauteur de 30% de la dépense HT, réalisés par le prestataire concernant les sentiers inscrits au PDIPR ;
- sur une intervention en régie, forfaitairement à hauteur de 18 € par kilomètre de sentiers inscrit au Plan.

Dans les deux cas, la subvention annuelle allouée à chaque collectivité demandeuse ne pourra excéder un plafond de 7 500 € TTC par an et par collectivité.

bénéficiaire	*prestation*	*montant proposé*
Comité Départemental de Tourisme Equestre - CDTE 19	Entretien et balisage de l'itinéraire équestre "Xaintrie et Haute Vallée de la Dordogne" pour une longueur totale de 250 kilomètres. Travaux effectués en régie.	4 500 €
Commune d'Ayen	Entretien et balisage des 3 circuits de randonnée inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 27,8 kilomètres Entretien réalisé en régie.	500 €
Commune de Ménoire	Entretien et balisage de 2 circuits inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 20,5 km Entretien réalisé en régie.	369 €
Commune de Corrèze	Entretien et balisage des 3 circuits de randonnée inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 34 kilomètres. Entretien réalisé en régie.	612 €
Commune de Favars	Entretien et balisage du circuit inscrit au PDIPR pour une longueur totale de 7km. Entretien réalisé en régie.	126 €
Communauté d'Agglomération Tulle Agglo	Entretien et balisage des 41 circuits inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 540 km.	7 500 €
Communauté de communes de Vézère-Monédieres Millesources	Entretien et balisage des 14 circuits de randonnée inscrits au P.D.I.P.R, pour une longueur totale de 140,30 km	5 248 €
Commune du Pescher	Entretien et balisage d'un circuit de randonnée inscrit au P.D.I.P.R, pour une longueur totale de 8,1 km. Entretien réalisé en régie.	146 €
		TOTAL : 19 001 €

❷ Favoriser l'accès des jeunes aux sports nature

La mise en place d'un dispositif d'aide aux établissements scolaires et accueils de loisirs pour le règlement de prestations sports nature répond à un double objectif :

- sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge à la pratique des sports de nature et à la richesse de leur environnement ;
- renforcer l'activité économique des Stations et Sites Sports Nature auxquels le Département demande de proposer des activités tout au long de l'année.

Aussi, le Conseil Départemental apporte-t-il un soutien financier sous la forme d'une prise en charge à hauteur de 30 % des frais liés à la fréquentation des Stations Sports Nature ainsi que les Sites Sports Nature au bénéfice des établissements scolaires, des communes, des groupements de communes, des associations de parents d'élèves, des associations de sport scolaire et des accueils de loisirs.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental d'allouer en faveur des bénéficiaires répertoriés dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

bénéficiaire	*prestation*	*montant proposé*
Collège Amédée Bisch - Beynat	SSN Ventadour - Lac de la Valette ➔ séjour des élèves de 6ème, du 2 au 4 octobre 2024 *base de remboursement* : 2 640 €	792 €
Association USEP des écoles publiques d'Ussel	SSN Haute-Corrèze ➔ organisation d'une journée Olympiades, le 23 septembre 2024 *base de remboursement* : 700 €	210 €
Accueil de Loisirs Mairie de Seilhac	SSN Esprit-Nature Tulle ➔ activités pour l'accueil de loisirs au sein de la SSN Esprit Nature, juillet et août 2024 *base de remboursement* : 810 €	243 €
	TOTAL :	**1 245 €**

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 598 080 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/210

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE 2024 ET 2025

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe « utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze" les subventions suivantes :

bénéficiaire	*date de stage*	*taux*	*frais éligibles engagés par l'association*	*subvention proposée*
Association Harmonie Sainte-Cécile de Brive	12 et 13 octobre 2024	40%	3 340 €	1 336 €
Brive Hockey Club	14 et 15 septembre 2024	40%	1 030 €	412 €
CA Brive Athlétisme	26 au 28 octobre 2024	40%	3 066 €	1 226 €
Elan Sportif Ussellois	1er au 3 novembre 2024	40%	2 904 €	1 162 €
Jeux de lames	21 au 23 octobre 2024	40%	3 622 €	1 449 €
Œuvre départementale des centres de vacances de la Corrèze (ODCV 19)	19 et 20 septembre 2024	40%	2 038 €	815 €

UNSS Corrèze	15 et 16 octobre 2024	40%	924 €	370 €
Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine	24 au 27 septembre 2024	40%	1557 € pour 13 Corréziens	623 €
			TOTAL :	**7 393 €**

Article 2 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe "subventions diverses", les subventions suivantes :

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Commune de Treignac	Aide forfaitaire pour la création d'un parcours PAPSE (parcours d'activités physiques et sportives étalonné) conformément à la décision de la Commission permanente du 6 mai 2022 - rapport 225	500 €
Comité départemental de pétanque et jeu provençal de la Corrèze	Subvention exceptionnelle pour la participation du CD de pétanque Corrèze aux championnats de France	1 000 €
Comité départemental d'haltérophilie-musculation de la Corrèze	Subvention exceptionnelle pour l'organisation d'une action "haltéro tour" au sein du comité	300 €
	TOTAL :	**1 800 €**

Article 3 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe 2025 « *clubs "Elite"* », les actions de partenariat suivantes, au titre de la saison sportive 2024/2025 :

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*niveau de l'équipe 1ère en 2024/2025*	*montant proposé 2024/2025*
SPORTS COLLECTIFS				
CA BRIVE CORRÈZE - BASKET	*basket*	*16 424 €*	nationale 3 féminine	16 617 €
AS JUGEALS NOAILLES	*football*	*3 559 €*	Montée en régionale 2	8 457 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT PANTALÉON - FOOTBALL	*football*	*12 923 €*	régionale 2 masculine	12 990 €
ÉTOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	*football*	*14 571 €*	régionale 1 masculine	15 641 €
TULLE FOOTBALL CORRÈZE	*football*	*11 587 €*	régionale 2 masculine	12 045 €
HANDBALL CLUB OBJAT CORRÈZE	*handball*	*16 742 €*	nationale 3 masculine + féminines pré-nationale	17 576 €
BRIVE HOCKEY CLUB	*hockey sur glace*	*5 000 €*	3ème division masculine	5 000 €
CA BRIVE CORRÈZE LIMOUSIN - Amateurs	*rugby*	*31 276 €*	Espoir + Elite 2 féminines + fédérale 2	34 239 €
EV MALEMORT BRIVE OLYMPIQUE	*rugby*	*21 332 €*	fédérale 2 masculine	21 484 €
NSL RUGBY *(Naves et Lagraulière)*	*rugby*	*15 947 € (*	fédérale 3 masculine	16 237 €
RUGBY CAUSSE VÉZÈRE *(Nespouls)*	*rugby*	*20 123 €*	fédérale 2 masculine	20 721 €

suite

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*niveau de l'équipe 1ère en 2024/2025*	*montant proposé 2024/2025*
SPORTS COLLECTIFS				
SPORTING CLUB TULLE CORRÈZE	*rugby*	*26 278 €*	fédérale 1 masculine	26 524 €
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	*rugby*	*16 096 €*	fédérale 3 masculine	16 259 €
UNION SPORTIVE USSELLOISE	*rugby*	*17 507 €*	fédérale 3 masculine régional 10 féminine	17 789 €
CA POMPADOUR	*rugby*	*3 292 €*	Montée en fédérale 3	15 696 €
CA BRIVE CORRÈZE VOLLEY	*volley*	*17 216 €*	Pré nationale féminin	17 217 €
SPORTS INDIVIDUELS				
CA BRIVE CORRÈZE ATHLÉTISME	*athlétisme*	*8 757 €*	nationale 2	8 749 €
VEZERE CANOE	*canoë-kayak*	*500 €*	Montée en nationale 2	4 810 €
SSN HAUTE CORRÈZE KAYAK CLUB DE HAUTE CORRÈZE	*canoë-kayak*	*5 852 €*	Montée en nationale 1 *(descente)*	9 452 €
UNION JUDO BRIVE CORRÈZE LIMOUSIN	*judo*	*12 579 €*	2ème division masculine	9 951 €
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	*natation*	*8 700 €*	nationale 2	8 177 €
CA BRIVE TENNIS	*tennis*	*6 816 €*	nationale 2	6 875 €
COMPAGNIE DES ARCHERS DE BRIVE	*tir à l'arc*	*2 073 €*	D2 féminine	5 845 €
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	*triathlon*	*10 252 €*	2ème division par équipe	7 133 €
			TOTAL :	**335 484 €**

Article 4 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe 2025 « *Clubs "Corrèze"* », les subventions suivantes, au titre de la saison sportive 2024/2025 :

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
AÉROMODÉLISME CLUB DE VOUTEZAC	*aéromodélisme*	*174 €*	188 €
AÉRO-CLUB DE BRIVE SECTION AÉROMODÉLISME	*aéromodélisme*	*177 €*	188 €
ASSOCIATION KARATE CLUB ST CHAMANTOIS	*arts martiaux*	*513 €*	496 €
CERCLE SHITO RYU KARATÉ USSELLOIS	*arts martiaux*	*1 466 €*	1 481 €
ÉCOLE TULLISTE DE KARATÉ SHOTOKAN	*arts martiaux*	*555 €*	557 €
KRAV MAGA REVOLUTION 19	*arts martiaux*	/	1 354
SHOTOKAN KARATÉ CLUB TULLE LAGRAULIÈRE	*arts martiaux*	*285 €*	282 €
USSEL KARATÉ	*arts martiaux*	*1 379 €*	1 369 €
ATHLÉTIC CLUB DE LA JEUNESSE CHANTEIXOISE	*athlétisme*	*1 156 €*	948 €
ATHLÉTISME SAINT PANTALÉON	*athlétisme*	*763 €*	870 €
CLUB SPORTS ET CULTURE DE CORRÈZE - SECTION ATHLÉTISME	*athlétisme*	*636 €*	587 €
ÉLAN SPORTIF USSELLOIS	*athlétisme*	*1 155 €*	1 116 €
PAYS DE BRIVE ATHLETIQUE CLUB	*athlétisme*	/	446
TULLE ATHLETIC CLUB	*athlétisme*	*2 786 €*	2 714 €
USSEL ATHLETIC CLUB	*athlétisme*	*1 060 €*	1 066 €
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	*aviron*	*3 192 €*	3 051 €
BADMINTON BRIVISTE	*badminton*	*1 516 €*	1 429 €
BADMINTON CLUB OBJATOIS	*badminton*	*511 €*	514 €
L'AS DU VOLANT MEYSSACOIS	*badminton*	*172 €*	178 €
LES FOUS DU VOLANT *(Tulle)*	*badminton*	*741 €*	681 €
RAQUETTEURS VOLANTS ÉGLETONS	*badminton*	*459 €*	432 €
USSEL BADMINTON CLUB	*badminton*	*172 €*	490 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
SPORT TAMBOURIN CLUB ARGENTACOIS	*balle au tambourin*	*941 €*	979 €
TAMBOURIN CLUB DE MONCEAUX SUR DORDOGNE	*balle au tambourin*	*1 765 €*	1 781 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALÉON BASKET	*basket-ball*	*1 756 €*	1 467 €
BASKET BALL AUVÉZÈRE *(Pompadour / Lubersac)*	*basket-ball*	*756 €*	700 €
BASKET CLUB ARGENTACOIS	*basket-ball*	*461 €*	391 €
BASKET CLUB UZERCHOIS	*basket-ball*	*1 132 €*	936 €
DYNAMIC BASKET LOT CORRÈZE	*basket-ball*	*1 379 €*	1 112 €
SEILHAC ATHLETIC CLUB	*basket-ball*	*970 €*	1 009 €
UNION SPORTIVE BELLOCOISE - BASKET	*basket-ball*	*562 €*	569 €
UNION SPORTIVE TULLE CORRÈZE	*basket-ball*	*3 453 €*	3 453 €
USSEL BASKET CLUB	*basket-ball*	*/*	1 255
ACADÉMIE DE BILLARD OBJAT CORRÈZE	*billard*	*670 €*	643 €
ECOLE DE BILLARD PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	*billard*	*/*	500 €
BOULE SPORTIVE OBJATOISE LYONNAISE	*boule lyonnaise*	*181 €*	349 €
LA BOULE ALLASSACOISE	*boule lyonnaise*	*673 €*	492 €
BOXE ACADÉMIE BRIVE	*boxe*	*2 127 €*	1 921 €
CANICROSS 19	*canicross*	*968 €*	548 €
ARGENTAT DORDOGNE CANOË KAYAK	*4 sections :* *- canoë-kayak* *- canoë-kayak adapté* *- course d'orientation* *- surf*	*2 729 €*	2 926 €
FOYER UZERCHE CK - SSN	*canoë-kayak*	*7 678 €*	1 261 €
KAYAK CLUB TULLISTE	*canoë-kayak*	*518 €*	515 €
SSN VEZERE MONEDIERES - CLUB MULTISPORTS DE PLEINE NATURE	*canoë-kayak*	*522 €*	587 €
FANATIC CHEER 19 *(Brive)*	*cheerleading*	*561 €*	642 €
CLUB ALPIN FRANÇAIS DE BRIVE	*club alpin*	*442 €*	485 €
USSEL SPORTS MONTAGNE	*club alpin*	*1 014 €*	1 047 €
BRIVE CORRÈZE CO	*course d'orientation*	*1 207 €*	1 661 €
ASSOCIATION CYCLYSTE COSNACOISE	*cyclisme*	*/*	500 €
TULLE CYCLISME COMPÉTITION	*cyclisme*	*1 255 €*	782 €
UNION CYCLISTE BRIVISTE	*cyclisme*	*1 027 €*	1 078 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
VÉLO CLUB D'AURIAC EN XAINTRIE	*cyclisme*	*160 €*	162 €
CLUB VÉLOCIO GAILLARD *(Brive)*	*cyclotourisme*	*190 €*	188 €
CYCLO CLUB DE SAINT CLÉMENT	*cyclotourisme*	*549 €*	571 €
CYCLO RANDONNEUR BRIVISTE	*cyclotourisme*	*200 €*	200 €
CYCLO RANDONNEUR MALEMORTOIS	*cyclotourisme et randonnée*	*476 €*	516 €
CYCLOTOURISME OBJATOIS	*cyclotourisme*	*970 €*	740 €
CYCLOTOURISTES DES MONÉDIÈRES - USSEL	*cyclotourisme*	*176 €*	170 €
HAUTE CORRÈZE SPORT NATURE - SECTION VTT *Station Sport Nature "Haute-Corrèze"*	*cyclotourisme*	*8 75 €*	811 €
TULLE CYCLO NATURE	*cyclotourisme*	*197 €*	192 €
VÉLO CLUB LARCHOIS	*cyclotourisme*	*174 €*	212 €
VTT ARGENTAT	*cyclotourisme*	*/*	435 €
VTT AVENTURE CAUSSE VÉZÈRE *(St Pantaléon de Larche)*	*cyclotourisme*	*1 086 €*	1 029 €
VTT CLUB DU DOUSTRE *(Clergoux)*	*cyclotourisme*	*883 €*	674 €
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	*échecs*	*1 029 €*	1 135 €
ASSOCIATION HIPPIQUE DE NOVERT	*équitation*	*2 300 €*	2 248 €
LA CRINIERE MEYMACOISE	*équitation*	*/*	541 €
TULLE GRIMPE	*escalade*	*949 €*	882 €
BRIVE ESCALADE CLUB	*escalade*	*2 115 €*	2 112 €
CERCLE D'ESCRIME DE BRIVE	*escrime*	*1 374 €*	1 355 €
CERCLE D'ESCRIME DE TULLE	*escrime*	*456 €*	474 €
CLUB D'ESCRIME DE HAUTE CORRÈZE *(Égletons)*	*escrime*	*1 736 €*	1 543 €
ENTENTE DES VERGERS *(Troche - Vigeois - Chamberet - Lubersac - Uzerche - Treignac)*	*école de football*	*1 942 €*	1 891 €
GROUPEMENT DE JEUNES ENTENTE DU BARREAU	*football*	*/*	1 610 €
ALLIANCE ESTIVAUX SAINT-PARDOUX	*football*	*166 €*	163 €
AMICALE SAINT-HILAIRE VENARSAL	*football*	*934 €*	936 €
APCS MAHORAIS DE BRIVE	*football*	*519 €*	519 €
ASPO BRIVE FOOTBALL	*football*	*2 286 €*	1 836 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE CHAMBERET	*football*	*592 €*	534 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE MARCILLAC CLERGOUX	*football*	*1 213 €*	1 207 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL BRIVE CHAPELIES	*football*	*397 €*	397 €
ASSOCIATION SPORTIVE MEYSSACOISE DE FOOTBALL	*football*	*562 €*	634 €
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - FOOTBALL	*football*	*915 €*	914 €
ASSOCIATION SPORTIVE TREIGNACOISE	*football*	*/*	165 €
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - FOOTBALL	*football*	*1 707 €*	1 715 €
ASSOCIATION SPORTIVE VITRAC-CORRÈZE	*football*	*400 €*	884 €
AUVÉZÈRE MAYNE FOOTBALL CLUB *(Lubersac)*	*football*	*1 963 €*	1 902 €
BEYNAT LANTEUIL FOOTBALL CLUB	*football*	*/*	2 526 €
CERCLE ATHLÉTIQUE ÉGLETONS	*football*	*626 €*	659 €
CLUB ATHLÉTIQUE BRIGNACOIS	*football*	*521 €*	589 €
CLUB ATHLÉTIQUE MEYMACOIS	*football*	*4 467 €*	1 867 €
COSNAC FOOTBALL CLUB	*football*	*1 072 €*	1 053 €
CLUB SPORTIF ALLASSACOIS	*football*	*905 €*	797 €
ENTENTE PERPEZAC SADROC	*football*	*815 €*	854 €
ENTENTE SR3V *(St Robert, Vars et Vignols-Voutezac)*	*football*	*1 607 €*	3 434 €
ENTENTE SPORTIVE NONARDS ALTILLAC	*football*	*1 963 €*	1 717 €
ENTENTE SPORTIVE USSELLOISE	*football*	*4 639 €*	4 863 €
ENTENTE TROCHE VIGEOIS	*football*	*450 €*	418 €
ESPERANCE SPORTIVE DE SOURSAC	*football*	*360 €*	372 €
ÉTOILE SPORTIVE LIGINIACOISE	*football*	*331 €*	376 €
ÉTOILE SPORTIVE USSACOISE	*football*	*866 €*	965 €
FAVARS SAINT-MEXANT FOOTBALL CLUB	*football*	*746 €*	443 €
FOOTBALL CLUB ARGENTACOIS	*football*	*3 288 €*	3 363 €
FOOTBALL CLUB CORNILLOIS FORTUNADAIS	*football*	*2 362 €*	3 151 €
FOOTBALL CLUB DE SAINT-ANGEL	*football*	*176 €*	529 €
FOOTBALL CLUB DE SAINT JAL	*football*	*353 €*	353 €
FOOTBALL CLUB OBJATOIS	*football*	*657 €*	717 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
FRJEP SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES - FOOTBALL	*football*	*765 €*	792 €
OLYMPIQUE LARCHE-LA FEUILLADE	*football*	*1 664 €*	1 589 €
SOCIETE SPORTIVE DE SAINTE FEREOLE	*football*	*/*	1 332 €
UNION SPORTIVE BUGEACOISE	*football*	*165 €*	189 €
UNION SPORTIVE DE SAINT-CLÉMENT	*football*	*1 160 €*	1 141 €
UNION SPORTIVE DONZENAC	*football*	*8 251 €*	3 988 €
UNION SPORTIVE LONZACOISE 96	*football*	*740 €*	695 €
VARETZ ATHLETIC CLUB	*football*	*1 345 €*	1 245 €
ASSOCIATION DES JOUEURS DE GOLF DE NEUVIC D'USSEL	*golf*	*533 €*	567 €
CAB GOLF	*golf*	*1 234 €*	1 437 €
GOLF CLUB D'AUBAZINE CORRÈZE	*golf*	*811 €*	871 €
ASSOCIATION BON PIED, BON ŒIL *(Mansac)*	*gym. volontaire*	*164 €*	164 €
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DE CHENAILLERS MASCHEIX	*gym. volontaire*	*158 €*	158 €
ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE RAOUL DAUTRY *(Brive)*	*gym. volontaire*	*219 €*	222 €
ASSOCIATION LOISIRS ET GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BRIVEZACOISE	*gym. volontaire*	*156 €*	156 €
CLUB DE GYM DE SAINT-ANGEL	*gym. volontaire*	*174 €*	159 €
CLUB DE GYM DES ROSIERS *(Brive)*	*gym. volontaire*	*156€*	160 €
CLUB DE GYMNASTIQUE DE SAINT-YBARD	*gym. volontaire*	*156 €*	156 €
DÉTENTE ET SOUPLESSE *(Allassac)*	*gym. volontaire*	*173 €*	184 €
FORME ET SANTÉ *(Ussac)*	*gym. volontaire*	*228 €*	228 €
GYM FÉMININE INTERCOMMUNALE SEILHAC	*gym. volontaire*	*230 €*	237 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LOUIS PONS *(Brive)*	*gym. volontaire*	*169 €*	169 €
LANTEUIL GYM ET LOISIRS	*gym. volontaire*	*158 €*	158 €
L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE *(Peyrelevade)*	*gym. volontaire et randonnée*	*270 €*	265 €
NONARDS ACTIVITÉ DÉTENTE	*gym. volontaire*	*158 €*	160 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
RONDISPORT 19 *(Brive)*	*gym. volontaire*	*200 €*	205 €
TURENNE GYM VITALITÉ	*gym. volontaire*	*164 €*	164 €
VICTONIC *(Saint Victour)*	*gym. volontaire*	*256 €*	156 €
LA TULLISTE	*gymnastique*	*3 800 €*	3 939 €
ASSOCIATION SPORTIVE HALTÉROPHILIE TULLE	*haltérophilie*	*503 €*	541 €
CLUB HANDBALL AMICAL DE LA RÉGION DE MEYSSAC	*handball*	*480 €*	614 €
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE HANDBALL	*handball*	*644 €*	616 €
HANBALL BRIVE CORREZE	*handball*	*17 555 €*	3 343 €
HANDBALL CLUB PAYS DE LARCHE	*handball*	*525 €*	669 €
HANDBALL CLUB TULLE CORRÈZE	*handball*	*760 €*	827 €
HANDBALL ÉGLETONS CORRÈZE	*handball*	*897 €*	881 €
LUBERSAC HANDBALL CLUB	*handball*	*156 €*	158 €
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	*jeu d'échecs*	*1 029 €*	1 135 €
ASPO BRIVE JUDO	*judo*	*1 044 €*	1 131 €
CCS ÉGLETONS JUDO	*judo*	*425 €*	425 €
ÉCOLE TULLISTE DE JUDO	*judo*	*1 305 €*	1 377 €
JECLAT *(Cosnac)*	*judo + GV*	*783 €*	814 €
JUDO CLUB D'ARGENTAT	*judo*	*1 075 €*	1 054 €
JUDO CLUB DE MEYSSAC	*judo*	*619 €*	624 €
JUDO CLUB DU PLATEAU BORTOIS	*judo*	*1 391 €*	1 268 €
JUDO CLUB OBJATOIS	*judo*	*750 €*	770 €
JUDO CLUB USSELLOIS	*judo*	*2 627 €*	2 822 €
JUDO JUJITSU SAINT-VIANCE - SAKURA CLUB	*judo*	*979 €*	506 €
SAMOURAÏ MARCILLACOIS	*judo*	*397 €*	365 €
VIGILANTE MALEMORT JUDO	*judo*	*1 765 €*	1 579 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
UNIVERSAL SYSTEM KRAV MAGA *(Brive)*	*krav maga*	*281 €*	291 €
MARCHE NORDIQUE EN CORRÈZE *(Donzenac)*	*marche nordique*	*211 €*	214 €
FOYER CULTUREL DE VARETZ	*multi-activités*	*172 €*	172 €
SSN VÉZÈRE MONÉDIÈRES *club multi-sports de pleine nature*	*multi-activités*	*522 €*	587 €
CLUB DES DAUPHINS USSELLOIS	*natation*	*1 344 €*	1 260 €
LES RASCASSES DE VENTADOUR *(Egletons)*	*natation*	*2 124 €*	1 925 €
PÊCHE CORRÈZE COMPÉTITION	*pêche sportive*	*460 €*	345 €
PILOTARI CLUB BRIVISTE	*pelote basque*	*2 775 €*	2 366 €
ÉCOLE DE PÉTANQUE DU BASSIN DE BRIVE	*école de pétanque*	*485 €*	1 076 €
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE SECTION PETANQUE	*pétanque*	*/*	173 €
LA BOULE CORRÉZIENNE ÉGLETONS	*pétanque*	*175 €*	175 €
PÉTANQUE DU PAYS DE BRIVE	*pétanque*	*176 €*	176 €
PÉTANQUE HAUTE CORREZE	*pétanque*	*/*	213 €
PÉTANQUE JUILLACOISE	*pétanque*	*178 €*	178 €
PÉTANQUE SAINT-VIANÇOISE	*pétanque*	*181 €*	181 €
PÉTANQUE UZERCHOISE	*pétanque*	*/*	176 €
PÉTANQUE XAINTRICOISE *(St Privat)*	*pétanque*	*184 €*	188 €
PROVENCALE CAUSSE CORREZIEN	*pétanque*	*/*	161 €
CLUB DE PLONGÉE DU PAYS D'ÉGLETONS	*plongée*	*387 €*	387 €
CLUB DE PLONGÉE USSELLOIS	*plongée*	*752 €*	772 €
CLUB SUBAQUATIQUE BRIVISTE	*plongée*	*1 152 €*	1 154 €
CLUB SUBAQUATIQUE TULLISTE	*plongée*	*680 €*	680 €
AMICALE DES SENTIERS PÉDESTRES DE VIGNOLS ET DES ENVIRONS	*randonnée*	*180 €*	179 €
CLUB DE RANDONNÉE DES 3 AMIS *(Ussel)*	*randonnée*	*162 €*	164 €
CLUB RANDO CYCLO CHAMBOULIVE	*randonnée et cyclotourisme*	*270 €*	279 €
LES CHEMINS DE MANSAC	*randonnée*	*161 €*	167 €
RANDO DES CAUSSES *(Chartrier Ferrière)*	*randonnée*	*192 €*	192 €
RANDO DOUSTRE *(La Roche Canillac)*	*randonnée*	*490 €*	480 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
RANDO GAILLARDES *(Brive)*	*randonnée*	*215 €*	230 €
RANDO SAINT VIANCE	*randonnée*	*180 €*	189 €
TULLE SENTIERS	*randonnée*	*195 €*	203 €
RETRAITE SPORTIVE DU PAYS DE BRIVE	*retraite sportive*	*200 €*	201 €
TULLE ROLLER SKATING	*roller skating*	*211 €*	214 €
ÉCOLE DE RUGBY DU SCTC ET SON BASSIN *(Tulle - Chameyrat)*	*école de rugby*	*1 362 €*	1 471 €
ÉCOLE DE RUGBY SAVJOO *(Saint Aulaire - Varetz - Juillac - Objat - Orgnac)*	*école de rugby*	*1 034 €*	1 004 €
ÉCOLE DE RUGBY SPAUR *(Saint Privat - Argentat)*	*école de rugby*	*1 468 €*	1 504 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHASTEAUX-LISSAC	*rugby*	*517 €*	512 €
ASSOCIATION SPORTIVE DES JEUNES DE DAMPNIAT RUGBY	*rugby*	*401 €*	420 €
ASSOCIATION SPORTIVE DE SEILHAC - RUGBY	*rugby*	*507 €*	587 €
ASPO BRIVE RUGBY	*rugby*	*570 €*	704 €
CLUB ATHLÉTIQUE DE SALON-LA-TOUR	*rugby*	*416 €*	418 €
CLUB ATHLÉTIQUE MEYMACOIS - RUGBY	*rugby*	*390 €*	441 €
CLUB ATHLÉTIQUE ORGNACOIS	*rugby*	*404 €*	423 €
CLUB ATHLÉTIQUE SAINT-AULAIRE	*rugby*	*/ €*	419 €
RUGBY CLUB DE CHAMEYRAT	*rugby*	*422 €*	457 €
RUGBY CLUB DE TREIGNAC	*rugby*	*618 €*	640 €
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	*rugby*	*3 085 €*	3 085 €
RUGBY CLUB UZERCHOIS	*rugby*	*627 €*	3 173 €
SAINT-PRIVAT PLEAUX RUGBY XAINTRIE	*rugby*	*1 198 €*	1 235 €
SAINT-PRIEST ATHLETIQUE CLUB	*rugby*	*/*	409 €
UNION SPORTIVE EGLETONNAISE	*rugby*	*/*	3 372 €
UNION SPORTIVE NEUVICOISE	*rugby*	*650 €*	649 €
UNION SPORTIVE JUILLAC OBJATOISE	*rugby*	*3 210 €*	3 498 €
UNION SPORTIVE VARETZIENNE	*rugby*	*522 €*	493 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
LES ABEILLES DE MIEL *(Beynat)*	*rugby féminin*	*961 €*	1 066 €
MYOSOTIS BASSIN TULLISTE	*rugby féminin*	*984 €*	1 070 €
BRIVE RUGBY FÉMININ	*rugby féminin*	*975 €*	1 131 €
SKI CLUB BRIVISTE	*ski*	*735 €*	907 €
SKI CLUB NAUTIQUE MARCILLACOIS	*ski nautique*	*901 €*	710 €
SPÉLÉO CLUB DE TULLE	*spéléologie*	*162 €*	164 €
HESTIA SPORT ADAPTÉ *(Saint-Setiers)*	*sport adapté*	*500 €*	500 € *(aide forfaitaire)*
LA BELLE ÉCHAPPÉE *(Saint-Clément)*	*sport adapté*	*500 €*	500 € *(aide forfaitaire)*
CANISPORTS 19 *(Cublac)*	*sports et loisirs canins*	*968 €*	548 €
BRIVE PATINAGE CLUB	*sports de glace*	*4 058 €*	3 342 €
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	*sports de glace*	*3 077 €*	3 339 €
SQUASH CLUB DES ESCURES *(Malemort)*	*squash*	*1 248 €*	1 523 €
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE - TENNIS	*tennis*	*1 113 €*	1 039 €
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - TENNIS	*tennis*	*1 620 €*	1 583 €
CLUB ATHLÉTIQUE DE MEYMAC - TENNIS	*tennis*	*405 €*	422 €
MEYSSAC COLLONGES TENNIS	*tennis*	*1 170 €*	1 146 €
TENNIS CLUB ALLASSACOIS	*tennis*	*406 €*	405 €
TENNIS CLUB ARGENTACOIS	*tennis*	*438 €*	432 €
TENNIS CLUB BEYNAT COIROUX	*tennis*	*/*	482 €
TENNIS CLUB DE COSNAC	*tennis*	*425 €*	723 €
TENNIS CLUB DE DONZENAC	*tennis*	*571 €*	533 €
TENNIS CLUB EGLETONNAIS	*tennis*	*/*	707 €
TENNIS CLUB MARCILLACOIS	*tennis*	*/*	306 €
TENNIS CLUB DU PAYS DE POMPADOUR	*tennis*	*1 366 €*	1 708 €
TENNIS CLUB DE SADROC	*tennis*	*180 €*	167 €
TENNIS CLUB DE SAINT-PANTALÉON	*tennis*	*874€*	737 €
TENNIS CLUB DU PLATEAU *(Saint-Mexant)*	*tennis*	*500 €*	386 €
TENNIS CLUB TREIGNACOIS	*tennis*	*763 €*	763 €

club bénéficiaire	*discipline*	*aide 2023/2024*	*montant proposé 2024/2025*
TENNIS CLUB USSACOIS	*tennis*	*536 €*	581 €
TENNIS CLUB USSELLOIS	*tennis*	*1 193 €*	1 111 €
TULLE CORREZE TENNIS	*tennis*	*836 €*	720 €
ASPO BRIVE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*308 €*	310 €
ASPTT TULLE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*371 €*	378 €
HAUTE-CORRÈZE TENNIS DE TABLE *(Ussel)*	*tennis de table*	*1 872 €*	2 054 €
LA.MI.CO.TT *(Lagarde - Albussac - Midi Corrézien)*	*tennis de table*	*870 €*	832 €
LA RAQUETTE ARDOISIÈRE *(Allassac)*	*tennis de table*	*401 €*	394 €
MEYMAC ATHLETIC CLUB - TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*632 €*	638 €
PING SARROUX SAINT JULIEN	*tennis de table*	*341 €*	345 €
SAINTE-FORTUNADE CORNIL TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*329 €*	284 €
SAINT-VIANCE TENNIS DE TABLE	*tennis de table*	*181 €*	178 €
TENNIS DE TABLE BRIVISTE	*tennis de table*	*584 €*	564 €
LA CIBLE CHAMBERTOISE	*tir*	*156 €*	164 €
MOUVEMENT ASSOCIATIF DE TIR TULLISTE	*tir*	*158 €*	158 €
SOCIÉTÉ DE TIR BRIVISTE	*tir*	*1 851 €*	1 873 €
SPORTIR CLUB MARCILLACOIS	*tir*	*200 €*	206 €
MARCILLAC SPORT NATURE (section tir à l'arc)	*tir à l'arc*	*835 € avec la section kayaka*	360 €
CORRÈZE TEAM TRIATHLON *(Naves)*	*triathlon*	*157 €*	156 €
HAUTE-CORRÈZE TRIATHLON	*triathlon*	*164 €*	172 €
TULLE TRIATHLON NATATION	*triathlon*	*662 €*	568 €
BRIVE BATON TWIRLING CLUB	*twirling baton*	*376 €*	376 €
ASSOCIATION VOLLEY BRIVE	*volley ball (UFOLEP)*	*176 €*	168 €
VOLLEY BALL TULLE NAVES	*volley ball*	*762 €*	498 €
CORREZE VOL LIBRE	*vol libre*	*/*	494 €
		TOTAL :	**233 157 €**

Article 5 : sont décidées dans le cadre de l'enveloppe " Entretien et balisage des itinéraires du PDIPR ", les subventions suivantes :

bénéficiaire	*prestation*	*montant proposé*
Comité Départemental de Tourisme Equestre - CDTE 19	Entretien et balisage de l'itinéraire équestre "Xaintrie et Haute Vallée de la Dordogne" pour une longueur totale de 250 kilomètres. Travaux effectués en régie.	4 500 €
Commune d'Ayen	Entretien et balisage des 3 circuits de randonnée inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 27,8 kilomètres Entretien réalisé en régie.	500 €
Commune de Ménoire	Entretien et balisage de 2 circuits inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 20,5 km Entretien réalisé en régie.	369 €
Commune de Corrèze	Entretien et balisage des 3 circuits de randonnée inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 34 kilomètres. Entretien réalisé en régie.	612 €
Commune de Favars	Entretien et balisage du circuit inscrit au PDIPR pour une longueur totale de 7km. Entretien réalisé en régie.	126 €
Communauté d'Agglomération Tulle Agglo	Entretien et balisage des 41 circuits inscrits au PDIPR pour une longueur totale de 540 km.	7 500 €
Communauté de communes de Vézère-Monédieres Millesources	Entretien et balisage des 14 circuits de randonnée inscrits au P.D.I.P.R, pour une longueur totale de 140,30 km	5 248 €
Commune du Pescher	Entretien et balisage d'un circuit de randonnée inscrit au P.D.I.P.R, pour une longueur totale de 8,1 km. Entretien réalisé en régie.	146 €
		TOTAL : 19 001 €

Article 6 : sont décidées dans le cadre de l'enveloppe « favoriser l'accès des jeunes aux sports nature », les subventions suivantes :

bénéficiaire	*prestation*	*montant proposé*
Collège Amédée Bisch - Beynat	SSN Ventadour - Lac de la Valette ➔ séjour des élèves de 6ème, du 2 au 4 octobre 2024 *base de remboursement* : 2 640 €	792 €
Association USEP des écoles publiques d'Ussel	SSN Haute-Corrèze ➔ organisation d'une journée Olympiades, le 23 septembre 2024 *base de remboursement* : 700 €	210 €
Accueil de Loisirs Mairie de Seilhac	SSN Esprit-Nature Tulle ➔ activités pour l'accueil de loisirs au sein de la SSN Esprit Nature, juillet et août 2024 *base de remboursement* : 810 €	243 €
	TOTAL :	**1 245 €**

Article 7 : les aides octroyées aux articles 1er et 2 susvisés seront versées directement aux bénéficiaires concernés, en totalité, après la légalisation de la présente décision.

Article 8 : les aides octroyées aux articles 3 et 4 susvisés seront versées selon les modalités définies dans le règlement financier adopté par la collectivité et après l'ouverture du budget 2025.

Article 9 : les aides octroyées aux articles 5 et 6 susvisés seront versées directement aux bénéficiaires concernés, en une seule fois, sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées. L'aide versée étant déterminée au prorata des dépenses justifiées, pour l'exécution du projet subventionné. Elle ne pourra excéder le montant de la subvention attribuée.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14354-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/301

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DE NOUVELLE-AQUITAINE - CONSULTATION OBLIGATOIRE

RAPPORT

Le Schéma Régional des Carrières (SRC), élaboré par le Préfet de Région, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. La portée juridique du SRC s'applique en tant que document de planification conformément à l'article L515-3 du code de l'environnement.

Le SRC est un document de planification qui doit être compatible ou rendu compatible avec les :

- Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE),
- Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE),
- Autorisations et enregistrements d'exploitation de carrières,
- Documents d'urbanisme.

Il prend en compte le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Le SRC s'adresse aux collectivités, aux exploitants de carrières, aux services instructeurs de l'Etat et plus largement aux consommateurs de matériaux. Il a pour objectif d'assurer durablement la région en ressources minérales sur une période de 12 ans (mise à jour ou révision possible au bout de 6 ans).

Le SRC contient donc des mesures pour lesquelles les Collectivités ayant une compétence en matière d'urbanisme sont actrices.

Toutefois, l'approbation du Schéma Directeur est soumise pour avis à de nombreux acteurs dont les Conseils Départementaux des Départements de la Région Nouvelle-Aquitaine et ceux avant le 25 décembre 2024 *(cf. courrier du 25 octobre 2024 - annexe 1).*

Débutée en 2017, l'élaboration du SRC de Nouvelle-Aquitaine a donc demandé 7 ans de travail. Pour l'élaborer le Préfet de Région s'est appuyé sur un comité de pilotage comprenant des représentants des services de l'État, des représentants élus du Conseil Régional, des Collectivités territoriales, des représentants de professionnels (filières d'extraction et de première transformation des granulats, filière de recyclage des déchets du BTP), des représentants d'associations de protection de l'environnement, etc.

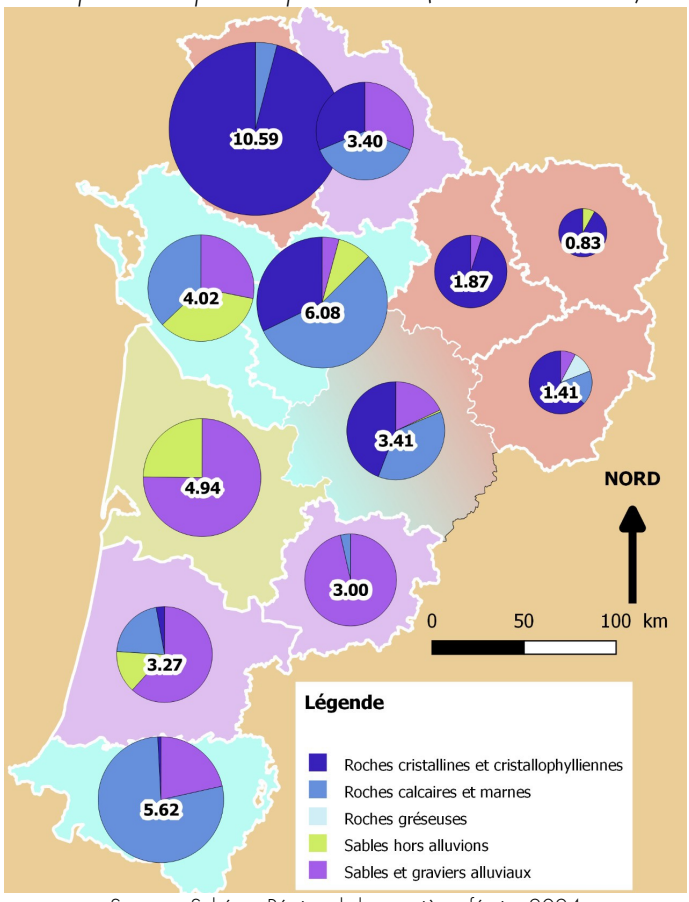
Le Schéma Régional des carrières comprend :

- Un diagnostic initial qui comporte un bilan des Schémas Départementaux des Carrières de Nouvelle-Aquitaine et un état des lieux, qui permet de connaître les ressources minérales et leurs usages dans la région.
- Une analyse prospective des besoins en ressources minérales à l'horizon 2035 qui se compose de deux parties : l'une porte sur les besoins en granulats tandis que l'autre porte sur les besoins en minéraux industriels et roches ornementales et de construction.
- L'analyse des enjeux socio-économiques, techniques et environnementaux.
- Des scénarii d'approvisionnement des territoires en matériaux de carrières.
- Un volet opérationnel pour la gestion durable des ressources naturelles.

Vous trouverez en annexe un rapport de synthèse de l'ensemble de ces documents.

Pour le Département de la Corrèze, 31 carrières sont en activité pour 1,41 millions de tonnes extraits.

Répartition par Département (données 2015)



Source : Schéma Régional des carrières février 2024

Afin d'assurer une gestion durable des ressources minérales, le projet de SRC de Nouvelle-Aquitaine a pour objectif :

- De connaître les ressources minérales non énergétiques et leurs usages en Nouvelle-Aquitaine.
- L'analyse prospective des besoins en matériaux à horizon 2035 en granulats et en minéraux industriels et roches ornementales et de construction.

Pour ce faire, 20 bassins de consommation ont été définis dont 2 concernent le périmètre du département de la Corrèze. Il s'agit du :

✓ Bassin de consommation Sud Corrèze - Sarlat ;
✓ Bassin de consommation Tulle - Uzerche - Ventadour - Argentat.

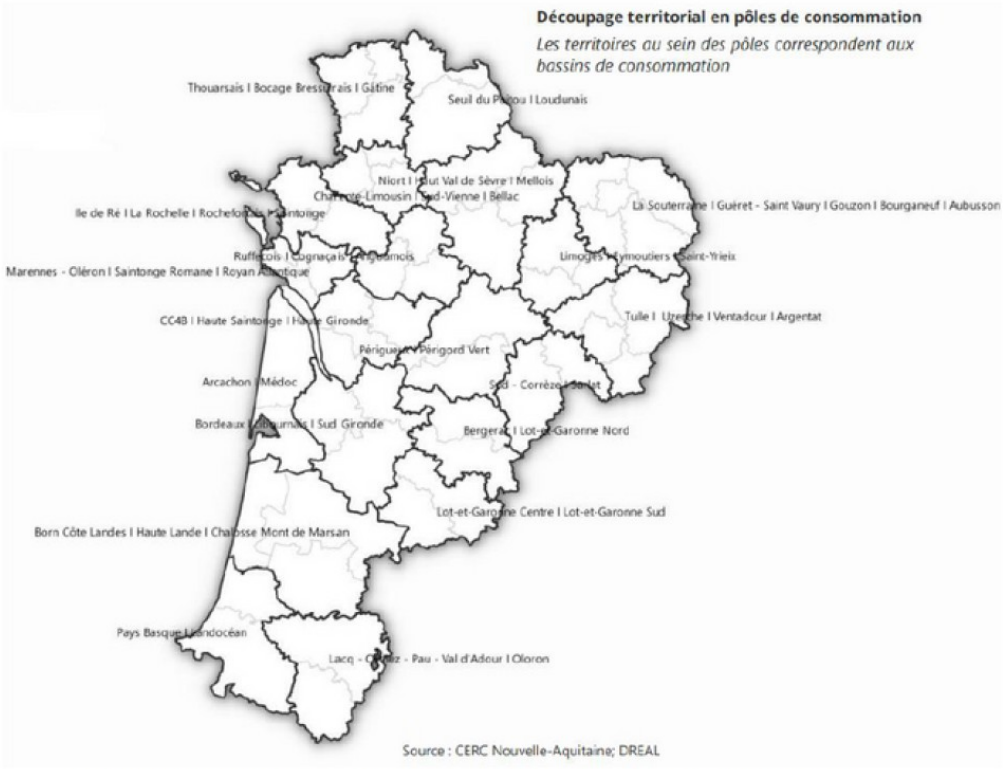


Figure 4 : Cartographie des 20 bassins consommation de la Nouvelle-Aquitaine

➢ <u>Le bassin de consommation Sud-Corrèze - Sarlat</u> est un bassin consommant principalement des granulats calcaires (à hauteur de 53 % des granulats consommés par bassin), puis des granulats éruptifs (à hauteur près de 31 % des granulats consommés) et enfin des granulats alluvionnaires (à hauteur de 15 % environ). Sa consommation en granulats issus du recyclage est assez faible, n'atteignant que 1 % des granulats consommés.

Le besoin en granulats du bassin Sud-Corrèze - Sarlat était de 1 085 Ktonnes en 2015 ; il est estimé à 1 111 Ktonnes, sous l'hypothèse haute et 1 000 Kt sous l'hypothèse basse à horizon 2035.

L'approvisionnement en granulats calcaires du bassin de Sud-Corrèze - Sarlat provient de bassins de production situés à moins de 75 Km de ce bassin. L'approvisionnement en granulats éruptifs de ce bassin provient de bassins de consommation situés à environ 50 Km de ce dernier. L'approvisionnement en granulats alluvionnaires est assuré par des bassins de production situés à plus de 50 Km, voire plus de 75 Km du bassin de consommation.

Selon les flux de 2015 :

- L'approvisionnement en granulats éruptifs du bassin Sud-Corrèze - Sarlat est principalement assuré par le bassin de production de la Corrèze.
- L'approvisionnement en granulats alluvionnaires du bassin Sud-Corrèze - Sarlat est assuré par de nombreux bassins de production, soit 7 au total.

Enfin, il est à souligner que le bassin Sud-Corrèze - Sarlat consomme en 2015 des granulats provenant du département du Lot (50 Kt de granulats calcaires et 10 Kt de granulats alluvionnaires).

➢ Le bassin de consommation Tulle - Uzerche - Ventadour - Argentat est un bassin consommant très majoritairement des granulats éruptifs et alluvionnaires (à hauteur de près de 85 % des granulats consommés par le bassin).

L'approvisionnement en granulats éruptifs du bassin Tulle - Uzerche - Ventadour - Argentat provient majoritairement de bassins de productions situés dans un rayon de 25 Km environ du bassin. L'approvisionnement en granulats alluvionnaires du bassin Tulle - Uzerche Ventadour - Argentat provient de bassins de production situés à plus 75 Km du bassin.

Selon les flux de 2015 :

- L'approvisionnement en granulats éruptifs est principalement assuré par le bassin de production de la Corrèze.
- L'approvisionnement en granulats alluvionnaires est assuré par trois bassins de production : « Lit majeur Dordogne 19 », « Sables siliceux 33 » et « Terrasses 87 » ; mais principalement par le bassin de production « Lit majeur Dordogne 19 ».

Il est à noter que le bassin Tulle - Uzerche - Ventadour - Argentat consommait en 2015, 100 Kt de granulats éruptifs et 40 Kt de granulats alluvionnaires provenant du Cantal.

Le besoin en granulats de ce bassin était de 650 Kt en 2015 ; il est estimé à 651 Kt sous l'hypothèse haute et à 576 Kt sous l'hypothèse basse en 2035.

Le Schéma Régional des Carrières prévoit un scénario avec un approvisionnement en granulats qui est retenu à l'échelle régionale. Ce scénario repose sur les hypothèses suivantes pour :

- Le besoin : une croissance basse des besoins (avec hypothèse de développement du recyclage) ;

- La logistique : pas d'évolution des flux d'approvisionnement ;
- L'accès à la ressource : les renouvellements, approfondissements, extensions et créations de carrières sont possibles selon le niveau d'enjeu.

L'objectif retenu à l'échelle régionale attendu est de garantir un approvisionnement durable des territoires en évitant une érosion des capacités de production (si les échéances d'autorisation des carrières exploitées ainsi que la durée d'instruction des dossiers, qui est d'environ 5 ans, sont bien anticipées) et en s'inscrivant dans une logique d'approvisionnement durable tant sur le plan de l'économie du recours aux ressources minérales primaires, que de la prise en compte des enjeux environnementaux, patrimoniaux, paysagers et agricoles.

Bien que ce scénario repose sur les flux de 2015, et non sur un rapprochement des flux, il n'exonère pas la nécessité de prévoir dans le Schéma Régional des Carrières de Nouvelle-Aquitaine des mesures dans le sens préconisé par la réglementation afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux transports des matériaux (diminution des distances d'approvisionnement, transition vers des motorisations alternatives, augmentation du recours à des modes de transport alternatifs, etc.).

Après consultation des partenaires locaux et des informations recueillies dans le délai imparti des 2 mois, il en ressort :

- Avis réservé sur le Schéma directeur commun produit par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Sud Corrèze, la Communauté de Communes Midi Corrézien et les communes concernées.
- Pas d'avis du SCOT Xaintrie - Vallée de la Dordogne.

Dans le cadre de la consultation en cours, le Conseil Départemental de la Corrèze s'interroge sur la méthode pour la réalisation d'un document dont les conséquences sont lourdes de conséquence pour les territoires et les acteurs économiques de la profession.

Tout d'abord, la durée de production de ce Schéma démarré en 2017, pour une application en 2025, avec une durée de 12 ans pour des données de 2015. Pour autant, un premier travail avait été abouti en 2 ans sur le périmètre de l'ex-Région Limousin mais non pris en compte au regard de la fusion.

Par ailleurs, le Conseil Départemental s'interroge sur la compatibilité entre les différents documents d'urbanisme même s'il ne dispose pas de cette compétence. En effet, la mesure n°14 du volet opérationnel pour la gestion durable des ressources minérales consiste à intégrer dans les documents d'urbanisme les besoins et la production du territoire des SCOT ou des PLUi en ressources minérales, en tenant compte de l'interdépendance avec les territoires voisins. Toutefois, le périmètre de ces documents est fortement variable d'un cas à l'autre, parait en effet peu pertinent pour analyser les besoins et les capacités de production en granulats communs et autres.

Ensuite, la mesure 17 doit permettre l'accès aux gisements en limitant l'emprise foncière des exploitations de carrières. Or, il est à noter et selon les observations des professionnels du secteur de perspectives de production très limitées si les autorisations ne sont pas renouvelées. En effet, il convient de prendre en compte l'alerte de l'UNICEM, le 31 décembre 2023 dans son avis établi, lors de l'élaboration du SCOT Xaintrie - Vallée de la Dordogne sur le dossier d'enquête publique. Cet avis précise :"... *Il est à noter qu'à l'échelle du Département de la Corrèze, étant donné la durée des autorisations des carrières existantes, les perspectives de production montrent une baisse d'environ 62 % à l'horizon 2030 et 74 % à l'horizon 2038".* Il existe donc un enjeu très important à l'échelle départemental de maintien des capacités de production par l'extension ou le renouvellement des sites existants et l'ouverture de nouveaux sites pour garantir de manière pérenne la satisfaction des besoins en granulats.
En outre l'UNICEM précise que le territoire Xaintrie - Vallée de La Dordogne est dépendant des territoires voisins pour son approvisionnement puisqu'il consomme des granulats sans en produire sur son territoire.

En revanche, le Conseil Départemental soutient l'orientation figurant dans les mesures 09 et 10 *(cf. le document joint en annexe 2 - d'avril 2024 - page 23)* qui consistent à donner "priorité au réemploi des matériaux". Ces mesures s'inscrivent totalement dans la démarche de la transition écologique engagée activement par le Département.

Au regard de ces éléments et des risques pour la profession et les territoires, le Conseil Départemental de la Corrèze émet donc un avis défavorable sur le Schéma Régional des Carrières de Nouvelle-Aquitaine.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/301

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DE NOUVELLE-AQUITAINE - CONSULTATION OBLIGATOIRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi ALUR du 24 mars 2014 qui initie la réalisation dans chaque région d'un Schéma Régional des Carrières,

VU l'article L 513-3 du Code de l'Environnement portant sur les consultations obligatoires du Schéma Régional des Carrières,

VU le courrier de Monsieur le Préfet de Région de Nouvelle-Aquitaine du 25 octobre 2024 concernant la consultation obligatoire du projet de Schéma Régional des Carrières de Nouvelle-Aquitaine,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : le Conseil Départemental émet un avis défavorable sur le Schéma Régional des Carrières de Nouvelle-Aquitaine.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14531-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Le Préfet

à

Destinataires *in fine*

Bordeaux, le 25 OCT. 2024

Claire Castagnède-Iraola
06 99 06 98 57
claire.castagnede-iraola@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Projet de Schéma Régional des Carrières – Consultations obligatoires au titre de l'article L.515-3 du Code de l'environnement

La loi ALUR de 2014 a initié la réalisation, dans chaque région, d'un schéma régional des carrières (SRC), qui se substituera dès son approbation aux schémas départementaux existants.

L'objectif de ce SRC est de définir les conditions générales d'implantation, d'exploitation et de remise en état des carrières à l'échelle régionale, ainsi que les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des ressources minérales. Le SRC a ainsi vocation à satisfaire les besoins de la région en matériaux de carrières dans un souci d'économie des ressources non renouvelables, de développement de l'économie circulaire et de réduction des impacts environnementaux de l'activité extractive.

Afin d'élaborer le SRC, un comité de pilotage (COPIL) a été constitué, conformément à la réglementation, composé d'une centaine de membres issus des quatre collèges suivants : Services et établissements publics de l'État ; Collectivités territoriales et leurs groupements ; Professionnels de la filière d'extraction de matériaux de carrières, première transformation et recyclage et de la logistique associée ; et personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, des représentants d'associations de protection de l'environnement mentionnés au deuxième alinéa de l'article R.141-1 et des représentants des organisations agricoles ou sylvicoles.

Depuis le début des travaux d'élaboration du SRC de Nouvelle-Aquitaine en 2017, ce comité de pilotage s'est réuni à dix reprises, de 2017 à 2024, et a pu discuter, durant ses réunions, des conclusions et avancées de différents groupes de travail, auxquels participaient également des collectivités.

Entre avril et juillet 2024 ont été menées les premières consultations sur l'avant-projet du SRC de Nouvelle-Aquitaine : consultations des établissements publics de coopération intercommunale et des entités porteuses de SCoT et consultations dites facultatives (conseil régional, cellule économique régionale de la construction, comité régional biodiversité, centre régional de la propriété forestière, agences de l'eau et commissions locales de l'eau des SAGE). En parallèle a été terminé le rapport d'évaluation environnementale.

Ces consultations et ce rapport d'évaluation environnementale ont permis de consolider le projet du SRC de Nouvelle-Aquitaine pour le soumettre aux consultations obligatoires prévues par l'article L.515-3 du Code de l'environnement.

Par le présent courrier, je sollicite votre avis sur le projet de SRC de Nouvelle-Aquitaine, dont les documents et cartographies sont mis à votre disposition sur le site internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine à l'adresse suivante :

https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/documents-constitutifs-du-src-na-documents-avant-r5527.html

Vous disposez d'un délai réglementaire de deux mois pour transmettre vos observations et vos propositions.

Le projet de SRC étant un document de planification conséquent et volumineux, vous pourrez utilement prendre connaissance du résumé non-technique, document réglementaire faisant partie du SRC qui sera approuvé, et de la 5ème partie constitutive du SRC relative aux objectifs, orientations et mesures.

Afin de faciliter la prise en compte de votre avis, je vous remercie de le faire parvenir en complétant le robot-enquêteur à l'adresse suivante :

https://enqueteur.dreal-nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/index.php?r=survey/index&sid=151646&lang=fr:

Les avis recueillis permettront si nécessaire de faire évoluer le projet de SRC et de poursuivre le processus des consultations prévu par l'article R.515-5 du Code de l'Environnement dans l'objectif d'un schéma régional approuvé au premier trimestre 2025.

Le Préfet,

Etienne GUYOT

Liste des destinataires

Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine
Centre National de la Propriété Forestière
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Charente
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Charente-Maritime
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Corrèze
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Creuse
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites des Deux-Sèvres
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Dordogne
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Gironde
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Haute-Vienne
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites des Landes
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Lot-et-Garonne
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites des Pyrénées-Atlantiques
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Vienne
Conseil Départemental de la Charente
Conseil Départemental de la Charente-Maritime
Conseil Départemental de la Corrèze
Conseil Départemental de la Creuse
Conseil Départemental des Deux-Sèvres
Conseil Départemental de la Dordogne
Conseil Départemental de la Gironde
Conseil Départemental de la Haute-Vienne
Conseil Départemental des Landes
Conseil Départemental du Lot-et-Garonne
Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques
Conseil Départemental de la Vienne
Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne
Parc Naturel Régional Marais Poitevin
Parc Naturel Régional du Périgord Limousin
Parc Naturel Régional Millevaches en Limousin
Parc Naturel Régional du Médoc
Parc National des Pyrénées

Préfecture d'Auvergne-Rhône-Alpes
Préfecture de Bretagne
Préfecture de Centre Val de Loire
Préfecture d'Ile-de-France
Préfecture des Pays de la Loire
Préfecture d'Occitanie
Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes
Conseil Régional de Bretagne
Conseil Régional de Centre Val de Loire
Conseil Régional d'Ile-de-France
Conseil Régional des Pays de la Loire
Conseil Régional d'Occitanie
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de l'Ain
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de l'Allier
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Cantal
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Cher
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites des Hautes-Pyrénées
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Gard
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Gers

Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites d'Ile-de-France
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de l'Indre
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites d'Indre et Loire
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de l'Isère
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Loiret
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Loir-et-Cher
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Lot
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de Maine-et-Loire
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Puy-de-Dôme
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Savoie
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Vendée
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Tarn
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Tarn-et-Garonne

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
Liberté
Égalité
Fraternité



SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES DE NOUVELLE-AQUITAINE

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

AVRIL 2024

AUTEURS:
Louise DUPIN - DREAL Nouvelle-Aquitaine

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : CONTEXTE ET PORTÉE DU SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES 3

1 . LE DIAGNOSTIC INITIAL : ETAT DES LIEUX DE LA FILIÈRE EXTRACTIVE EN NOUVELLE-AQUITAINE 7

2. L'ANALYSE PROSPECTIVE : ESTIMER L'ÉVOLUTION POSSIBLE DES BESOINS EN RESSOURCES MINÉRALES 11

3. L'ANALYSE DES ENJEUX : LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE 14

4. LES SCÉNARIOS D'APPROVISIONNEMENT : CROISER LES RESSOURCES, LES BESOINS ET LES ENJEUX IDENTIFIÉS 19

5. LES OBJECTIFS, ORIENTATIONS ET MESURES : VOLET OPÉRATIONNEL POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINÉRALES 21

INTRODUCTION

CONTEXTE ET PORTÉE DU SRC NA

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) est un document de planification qui a vocation à remplacer les Schémas Départementaux des Carrières (SDC) et **à définir les conditions générales d'implantation, d'exploitation et de remise en état des carrières à l'échelle régionale**, ainsi que les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des ressources minérales. Il a ainsi vocation à satisfaire les besoins de la région en matériaux de carrières dans un souci d'économie des ressources non renouvelables, de développement de l'économie circulaire et de réduction des impacts environnementaux.

Contexte réglementaire

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) est un document de planification instauré par la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014, loi qui a réformé les Schémas Départementaux des Carrières (SDC), institués par la loi du 4 janvier 1993, afin de leur donner une portée régionale, et qui confie l'élaboration des SRC au Préfet de région.

Les SRC sont définis par l'article L.515-3 du Code de l'Environnement qui précise notamment qu'il est attendu des SRC de définir « les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. ».

Extrait de l'article L.515-3 du code de l'environnement :

« Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites. »

Objet du SRC

Les SRC sont différents des SDC, de par leur échelle, mais aussi de par leur objet qui porte davantage sur la **gestion durable des matériaux.**

En effet, les SRC articulent l'estimation du besoin en ressources minérales avec la disponibilité de ces ressources dans un souci d'**économie des ressources non renouvelables**, intègrent les **ressources secondaires** dans la planification, prennent en compte les notions d'approvisionnement et de logistique (dans une optique de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, par la proximité entre carrières et bassin de consommation ou usine de transformation, et/ou par le report modal), tiennent compte des modifications intervenues en matière de **renforcement de la protection de l'environnement**, et veillent à une **gestion équilibrée de l'espace**.

Le SRC de Nouvelle-Aquitaine est un document de planification à l'échelle régionale, qui a pour objectif d'assurer durablement la production et l'approvisionnement de la région en ressources minérales sur une période de **douze ans** (mise à jour ou révision possible au bout de 6 ans).

INTRODUCTION

CONTEXTE ET PORTÉE DU SRC NA

Le SRC de Nouvelle-Aquitaine s'adresse **aux collectivités, aux exploitants de carrières, aux services instructeurs de l'Etat et plus largement aux consommateurs de matériaux**, afin de les **guider et de donner un cadre de référence** quant à l'**implantation, l'exploitation et la remise en état des carrières** en Nouvelle-Aquitaine, mais aussi, de manière plus secondaire, afin de les **guider dans leurs choix en termes de construction et d'aménagement.**

Portée juridique du SRC

En tant que document de planification, l'article L.515-3 du code de l'environnement précise la hiérarchie des normes, concernant le SRC et les autres plans, schémas et programmes :

- le SRC doit être compatible ou rendu compatible avec les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) (en l'occurrence pour la Nouvelle-Aquitaine : le SDAGE Adour-Garonne et le SDAGE Loire-Bretagne) et avec les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE);
- le SRC doit prendre en compte le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;
- les autorisations et enregistrements d'exploitation de carrières délivrés en application du Titre Ier du Livre V du code de l'environnement doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SRC ;
- les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SRC.

Articulation avec l'étude d'impact ICPE

L'échelle régionale du SRC implique que l'identification des enjeux à l'échelle d'un projet relève de l'étude d'impact de ce dernier. Ainsi, dans le cas d'un projet compatible avec le SRC, l'**étude de toutes les thématiques** environnementales et économiques **à l'échelle du projet, dans le cadre de l'étude d'impact, reste indispensable.**

En tant qu'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les exploitations de carrières sont soumises à autorisation environnementale, à partir des seuils fixés par la réglementation. Dans le cadre des demandes d'autorisation, le pétitionnaire doit produire **une étude d'impact**, qui décrit notamment l'état initial de l'environnement, les impacts potentiels du projet, et les mesures prévues pour les éviter, les réduire, et si besoin les compenser.

Les enjeux (agricoles, climatiques, économiques, environnementaux, paysagers, patrimoniaux) **identifiés par le SRC doivent orienter la conception des projets de carrière**. Il appartient aux concepteurs des études d'impact de vérifier la compatibilité du projet de carrières avec le cadre des objectifs et orientations du SRC et avec les dispositions réglementaires applicables au secteur considéré.

Les analyses des enjeux produites dans le cadre du SRC ne sont pertinentes qu'à l'échelle régionale, et ne sont pas directement utilisables dans le cadre des études d'impact. En particulier, les données cartographiques du SRC ne doivent pas être utilisées à une échelle inférieure au 1/100 000e.

Enfin, **le schéma ne présage pas de l'instruction d'un dossier de carrière et ne génère donc pas d'autorisation « automatique » d'ouverture de carrières, même dans le cas des gisements identifiés d'intérêt national ou régional.**

Processus d'élaboration du SRC

Débutée en 2017, l'élaboration du SRC de Nouvelle-Aquitaine a demandé plus de 7 ans de travail.

Pour élaborer le SRC de Nouvelle-Aquitaine, le Préfet de région s'est appuyé, conformément à l'article R.515-4 du code de l'environnement, sur un **comité de pilotage (COPIL)**, composé d'une centaine de membres issus de quatre collèges :

- Collectivités territoriales et leurs groupements ;
- Services et établissements publics de l'État ;
- Professionnels de la filière extractive de matériaux de carrières, première transformation et recyclage et de la logistique ;
- Personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, des représentants d'associations de protection de l'environnement mentionnés au deuxième alinéa de l'article R.141-1 et des représentants des organisations agricoles ou sylvicoles.

Cette instance de travail, qui a pour mission d'organiser et de coordonner les réflexions et travaux d'élaboration du projet de SRC, s'est réunie à 10 reprises de 2017 à début 2024. Elle s'est appuyée sur une quarantaine de réunions de groupes de travail techniques, composés de représentants des quatre collèges du COPIL, qui ont permis de mener un travail de collecte et de consolidation des données, et des rédactions des différents documents constitutifs du schéma, permettant d'aboutir au SRC de Nouvelle-Aquitaine.

Après 7 années de travaux d'élaboration, le projet de SRC peut être soumis aux procédures réglementaires de consultation et de participation, en vue d'être ensuite arrêté par le Préfet de région, autorité décisionnaire, pour une durée de douze ans (Figure 1).



Figure 1 : Séquencement des étapes réglementaires d'élaboration du SRC de Nouvelle-Aquitaine (calendrier indicatif)

Contenu du SRC

Afin de couvrir les différents champs qui lui incombe, et conformément à l'article R.515-2 du code de l'environnement, le SRC de Nouvelle-Aquitaine est constitué de :

- un **résumé non technique** (objet du présent document) ;
- un **rapport et ses annexes** ;
- un **rapport d'évaluation environnementale** ;
- un **atlas cartographique** (format pdf) et cartographie dynamique en ligne (format SIG : https://carto.sigena.fr/1/src_na.map).

CONTEXTE ET PORTÉE DU SRC NA

Le rapport du SRC en lui-même est constitué de **cinq documents** :

- un diagnostic initial ;
- une analyse prospective des besoins en ressources minérales à horizon 2035 ;
- une analyse des enjeux socio-économiques, techniques et environnementaux ;
- un rapport présentant les potentiels scénarios d'approvisionnement des territoires en matériaux de carrières et le scénario retenu à l'échelle régionale ;
- et un rapport des objectifs, orientations et mesures ;

et est accompagné d'un atlas cartographique.

Afin d'assurer une gestion durable des ressources minérales, le projet de SRC de Nouvelle-Aquitaine permet donc de :

- Connaître les ressources minérales non énergétiques et leurs usages en Nouvelle-Aquitaine,
- Estimer l'évolution possible des besoins en ressources minérales,
- Analyser les différents enjeux liés à la filière extractive,
- Croiser la ressource, les besoins et les enjeux identifiés pour appréhender les potentiels scénarios d'approvisionnement,
- Fixer des mesures opérationnelles concernant les différents volets de la gestion durable des ressources minérales.

Le diagnostic initial constitue le premier document du SRC de Nouvelle-Aquitaine. Celui-ci comporte notamment **un bilan des SDC de Nouvelle-Aquitaine** et **un état des lieux**, qui permet de connaître les ressources minérales et leurs usages dans la région.

1.1 Evolution de la filière extractive en Nouvelle-Aquitaine

Le bilan des SDC de Nouvelle-Aquitaine précise l'évolution de la filière extractive des années 1990 à 2017, environ, tant concernant la quantité des matériaux extraits que leur nature.

Ce bilan fait le constat d'une diminution du nombre de carrières, qui étaient au nombre de 900 environ fin des années 1990 - début des années 2000, contre environ 500 carrières en activité en 2017.

Pour autant, la production de substances et matériaux de carrières s'est globalement maintenue entre fin 1999 et 2014 avec des productions respectives en Nouvelle-Aquitaine de 58 et 57 millions de tonnes.

Concernant l'évolution des matériaux exploités en Nouvelle-Aquitaine, et plus particulièrement les granulats, il est constaté une diminution de la production de roches meubles (de l'ordre de 2 millions de tonnes entre la fin des années 1990 et 2014), alors que la production de roches massives concassées et de sables hors alluvions s'est maintenue et que la production de granulats recyclés a augmenté à partir de 2000 (atteignant 3% de la production totale de granulats de la région en 2015 et 5% en 2019). Concernant d'autres matériaux, à titre d'exemple, des baisses de production de grès colorant et kaolin ont été observées ; la production d'argile pour terres cuites s'est quant à elle concentrée pour une production industrielle avec l'abandon d'une production artisanale.

1.2 Les ressources minérales et la production de matériaux de carrières en Nouvelle-Aquitaine

En termes de **production de ressources minérales**, la **région Nouvelle-Aquitaine se classe en deuxième place au niveau national** et représente 12% de la production nationale, avec une production annuelle par habitant de l'ordre de 6,6 tonnes/habitant/an, ce qui est supérieur à la moyenne nationale (5,1 tonnes/habitant/an en 2016).

En termes de nature de matériaux, **507 carrières sont autorisées en 2016** en Nouvelle-Aquitaine :

- 339 carrières ont produit des **granulats** (**39 Mt** de granulats produits en 2016)
- 99 carrières ont produit des **minéraux industriels** (MIN) (**7 Mt** de MIN produits en 2016)
- 69 carrières ont produit des **roches ornementales et de construction** (ROC) (**120 kt** de ROC produits en 2016)

En région Nouvelle-Aquitaine des ressources minérales marines sont également exploitées, avec une production de **granulats marins** de l'ordre de **1,5 Mt** en 2016.

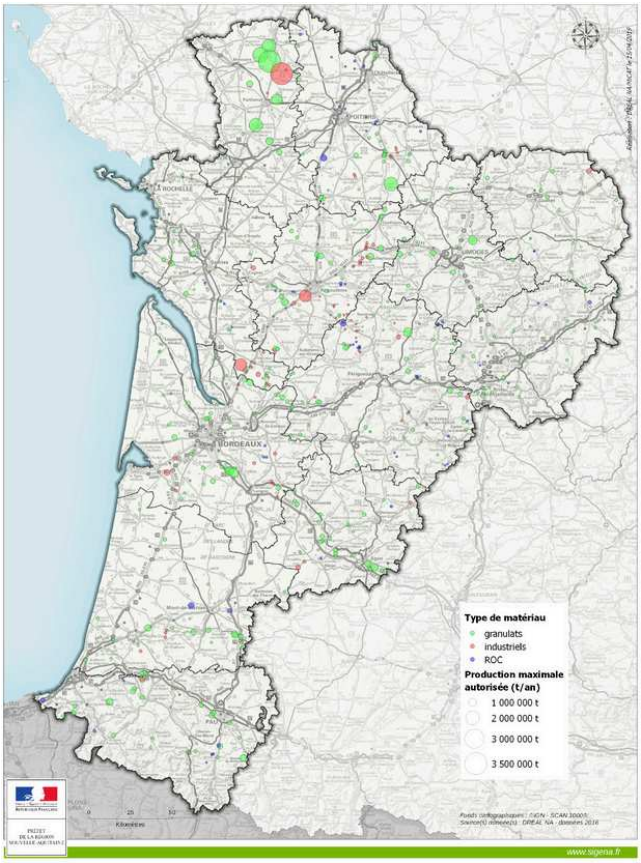


Figure 2 : Carte de la Nouvelle-Aquitaine des carrières en autorisées en 2016
Extrait du diagnostic initial, p93/161

Les carrières de la région produisent très majoritairement des granulats pour le secteur du Bâtiment Travaux Publics (BTP), avec une production de granulats qui représente environ 85% des tonnages commercialisés en 2015 et 2016. Toutefois, la région Nouvelle-Aquitaine étant la plus grande région de métropole, le bilan des SDC met en lumière les disparités et les spécificités des douze départements qui la composent (Figure 2). Les productions départementales sont effectivement disparates, avec le département des Deux-Sèvres qui figure en 2014 parmi les premiers producteurs de matériaux de carrières au niveau national, avec plus de 11 millions de tonnes produites. Le département de la Charente, avec 8 millions de tonnes produites, est le second département producteur de la région, puis viennent les départements des Pyrénées-Atlantiques, de la Gironde et de Charente-Maritime, départements les plus peuplés de la région, dont les productions annuelles sont de 5 à 6 millions de tonnes. A l'autre bout de ce classement, viennent les trois départements de l'ex-Limousin avec moins de 2 millions de tonnes produites par an.

Compte tenu des **contextes géologiques très divers**, la nature des **matériaux produits diffère** également **selon les départements** (Figure 3). Concernant les granulats, chaque département en produit mais de natures et quantités différentes. Ainsi, à titre d'exemple les Landes, le Lot-et-Garonne et la Gironde produisent principalement des granulats meubles, tandis que les départements de la Corrèze, de la Creuse, des Deux-Sèvres et de la Haute-Vienne produisent principalement des granulats concassés issus de roches dures siliceuses. Concernant les roches ornementales et de construction (ROC), la Dordogne se distingue par sa production de pierres de tailles, ainsi que la Charente et la Vienne.

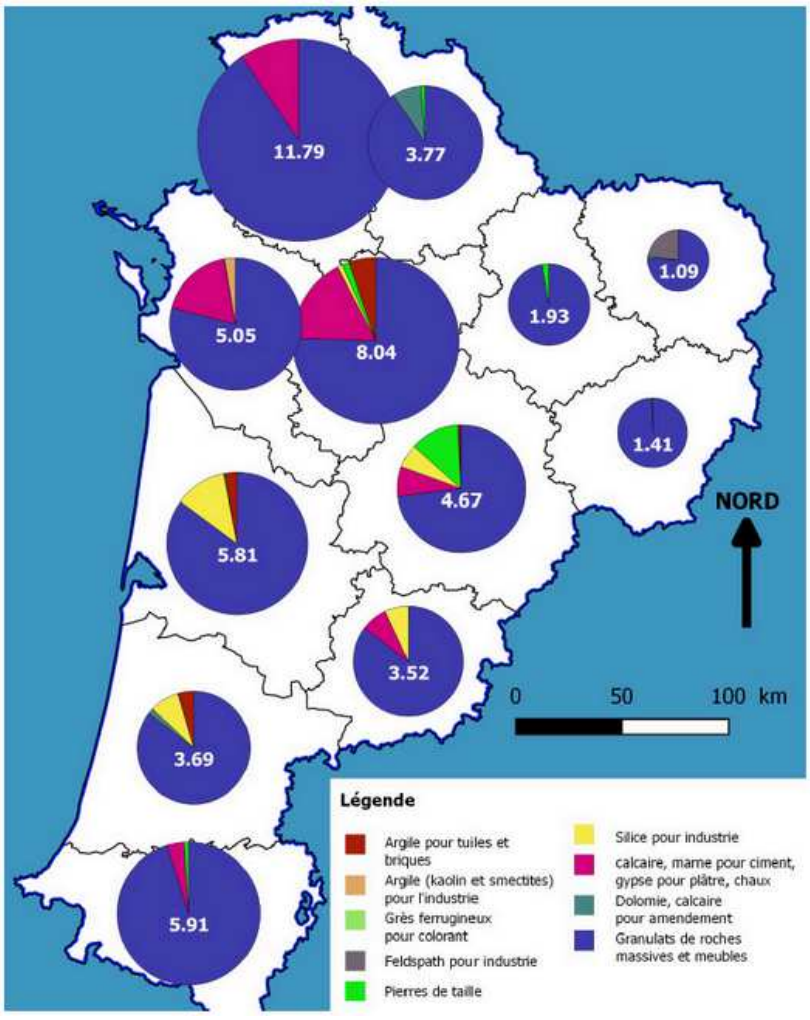


Figure 3 : Cartographie de la production annuelle 2014 (2013 pour 19 et 87) par département et en fonction des usages (y compris granulats marins pour 17 et 33), taille du diagramme fonction de la production totale et chiffres en M de tonnes/an
Extrait du Diagnostic initial, p22/161

Concernant les minéraux industriels (MIN), par exemple, la Gironde, les Landes, le Lot-et-Garonne et la Dordogne sont producteurs de silice pour l'industrie (permettant à la Nouvelle-Aquitaine d'être la deuxième région productrice de silice, après le bassin parisien), tandis que la Creuse se caractérise par un des deux seuls gisements de feldspaths français, et la Vienne par sa production de dolomie et de carbonates de calcium.

Les productions sont complétées par un **inventaire des carrières en activité** et de leur production associée.

L'état des lieux du diagnostic initial, comprend l'**inventaire des ressources minérales primaires terrestres**, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), avec notamment une carte géologique harmonisée de la région Nouvelle-Aquitaine avec 11 grands types de ressources (Figure 4) définis dans l'instruction ministérielle du gouvernement du 4 août 2017. Cet inventaire permet de mettre en lumière **la grande variété des ressources minérales terrestres présentes en Nouvelle-Aquitaine** mais également **leur distribution territoriale contrastée**. Il permet également de décrire les usages des différentes ressources disponibles.

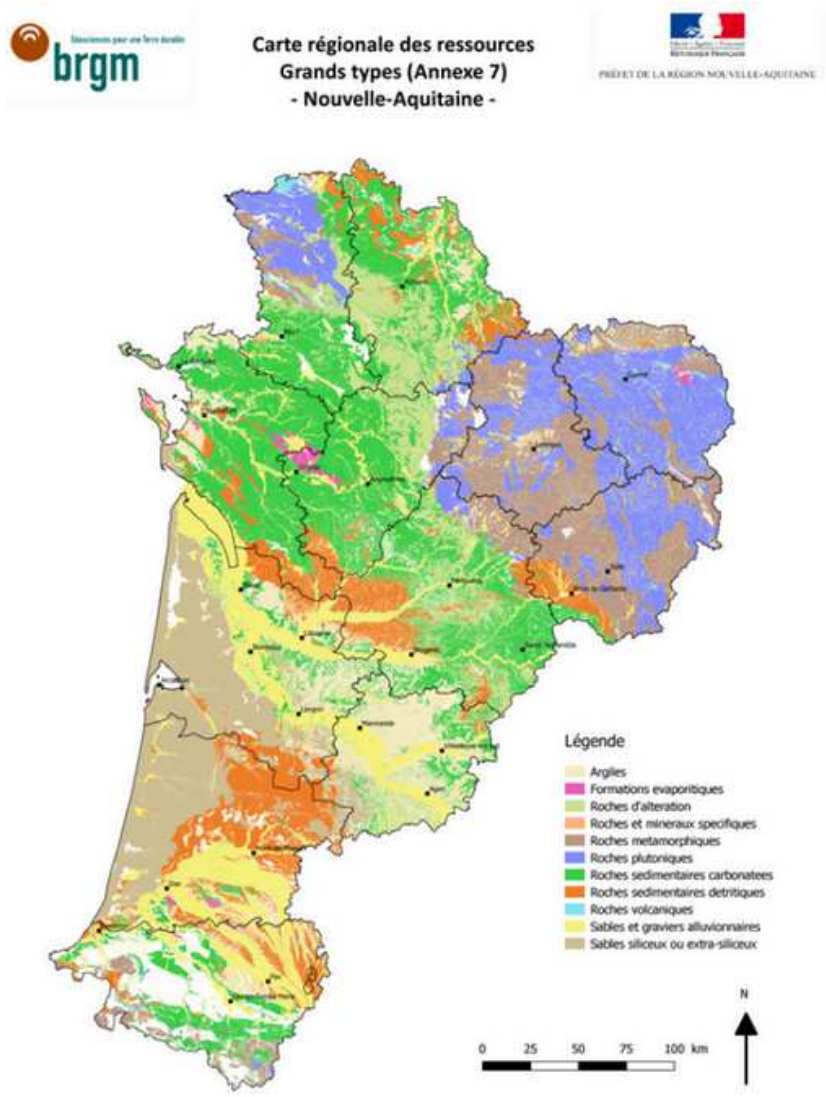


Figure 4 : Carte des 11 grands types de ressources de la Nouvelle-Aquitaine
Extrait du diagnostic initial, p48/160

Cet inventaire est complété par une identification des **Gisements Techniquement Exploitables (GTE)** et des **Gisements Potentiellement Exploitables (GPE)**, au sein d'atlas. Un gisement correspondant à la partie d'une ressource minérale qui, au regard des techniques disponibles (pour les GTE) et des zones inaccessibles dues à l'occupation du sol (pour les GPE) est raisonnablement exploitable. Toutefois, le travail d'identification des gisements ne pouvant être exhaustif, certains gisements sont sans doute encore inconnus ou non exploitables au moment de l'élaboration du schéma.

L'inventaire des ressources comprend également un **inventaire des ressources minérales secondaires** (matériaux et substances issus de l'économie circulaire : réutilisation, réemploi et recyclage de matériaux provenant de chantiers de construction ou de déconstruction, par exemple).

Cet inventaire précise les 10 grands types de ressources issues du recyclage et leur poids en Nouvelle-Aquitaine : matériaux issus des déchets du BTP, ballast de voies ferrées, sables de fonderies, verres industriels, terres excavées, sulfogypses, laitiers de sidérurgie, mâchefers d'incinération maturés ou non, sédiments dragués (en milieu marin) et curés (en cours d'eau) pour l'entretien des voies d'eau, cendres volantes. Ainsi, en tonnage, les **déchets du BTP** représentent la **plus grande part du gisement de déchets inertes recyclables en 2015 en Nouvelle-Aquitaine, à hauteur de près de 90%**, suivis par les mâchefers d'incinération, pour environ 6% du tonnage total estimé et des laitiers de sidérurgie, pour près de 4%.

Tout comme pour les ressources minérales primaires, les productions de ressources minérales secondaires ne sont pas réparties de manière homogène sur l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine.

Cette **hétérogénéité des productions de ressources minérales secondaires** s'explique par la répartition des plateformes dédiées et par la densité de l'activité BTP et de la déconstruction qui diffère selon les départements. Le département de Gironde (2,8 Mt) et dans une moindre mesure ceux des Pyrénées-Atlantiques et de Charente-Maritime (1,2 Mt chacun) sont les plus importants producteurs de déchets inertes de BTP.

1.3 La logistique des ressources minérales et leurs flux

Le bilan production/consommation en granulats depuis les années 2010, montre que la **région est globalement excédentaire en granulats et exporte une partie de sa production** (production d'environ 39 Mt en 2015 pour une consommation de 38 Mt), bien qu'elle importe également des matériaux d'autres régions. Toutefois, de par les productions contrastées en quantité et en substances, des dépendances entre départements existent au regard notamment de la répartition géographique hétérogène des ressources.

Ainsi, l'état des lieux de la logistique et des flux, en 2015, identifie que :

- **66% des flux de granulats sont internes aux départements** (27,2 millions de tonnes),
- 21% concernent des échanges entre départements de la région (8,8 millions de tonnes),
- 4% correspondent à de l'importation (1,6 millions de tonnes de granulats)
- et 9% à de l'exportation à l'extérieur de la région (3,7 millions de tonnes de granulats).

Parmi les flux, le **mode de transport routier est le plus utilisé** (avec notamment 93% des flux entre départements qui ont recours à la route contre 7 % de ces flux qui sont ferroviaires) et représente donc un enjeu climatique. Toutefois, le diagnostic initial identifie que le **mode ferroviaire n'est pertinent qu'à partir de distance supérieure à 100km (voire 200km)**, et ce de préférence entre deux installations terminales embranchées afin de limiter les ruptures de charges.

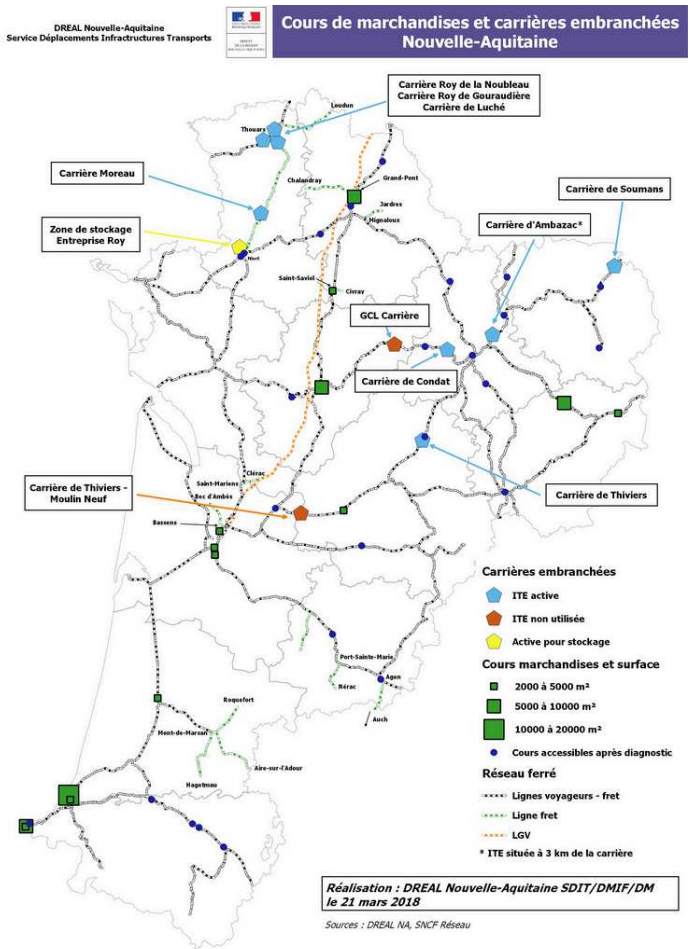


Figure 5 : Carte des cours de marchandises et des carrières embranchées de Nouvelle-Aquitaine

Extrait du diagnostic initial, p131/161

La logistique des autres matériaux de carrières (MIN et ROC) n'est pas décrite de manière précise dans le diagnostic initial. Dans la grande majorité des cas, les MIN sont consommés dans des usines de transformations situées à proximité immédiate des lieux d'extraction, qui répondent à des marchés régionaux, nationaux voir internationaux, permettant notamment à deux carrières de MIN d'être embranchées (parmi les **9 carrières embranchées de Nouvelle-Aquitaine**, Figure 5). Les ROC répondent à des marchés locaux (départements de production) mais également nationaux voire internationaux.

ESTIMER L'ÉVOLUTION POSSIBLE DES BESOINS EN RESSOURCES MINÉRALES

L'analyse prospective des besoins en matériaux à horizon 2035 se compose de deux parties : l'une porte sur les besoins en granulats tandis que l'autre porte sur les besoins en minéraux industriels et roches ornementales et de construction.

2.1 Evolution du besoin en granulats

Pour la première partie, réalisée par la Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) de Nouvelle-Aquitaine, différents critères ayant des effets sur la consommation en granulats sont considérés afin d'estimer l'évolution des besoins de ceux-ci.

Tout d'abord, l'**évolution démographique** (et de manière sous-jacente le niveau d'activité du Bâtiment et des Travaux Publics), est un critère impactant sur le besoin en granulats, avec notamment en Nouvelle-Aquitaine, **un million d'habitants supplémentaire en 2050 par rapport à 2013**, d'après le scénario central de Omphale 2017, réalisé par l'INSEE. Cette croissance démographique se traduirait, en Nouvelle-Aquitaine, par un gain moyen de population entre 2018 et 2035 de 33 200 habitants par an. Cela impliquerait une progression du besoin de 3,8 millions de tonnes en 2035 par rapport à l'année de référence 2015, en considérant des ratios de consommation en granulats par an et par habitant identiques à ceux constatés en 2015 pour chacun des **20 bassins de consommation considérés** (Figure 6 et 7) dans l'élaboration du SRC.

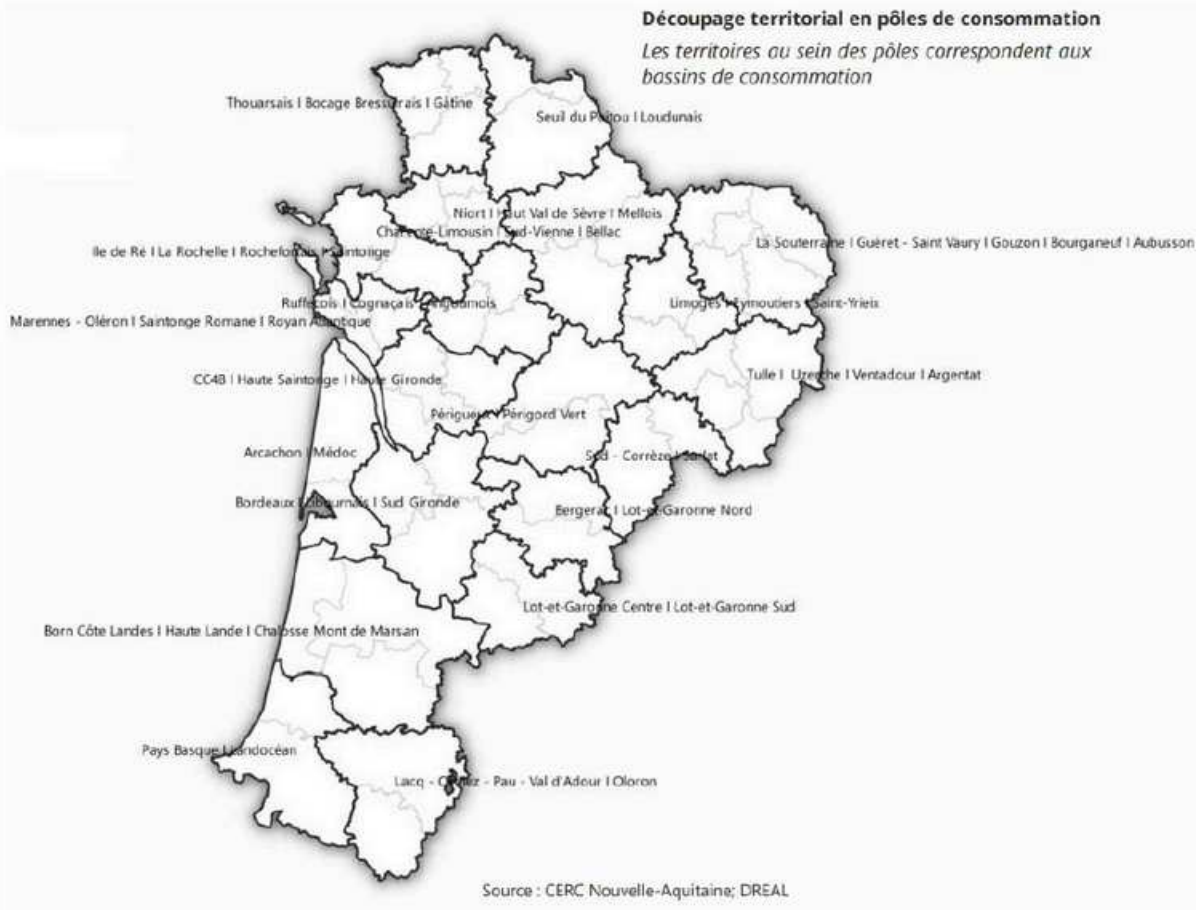


Figure 6 : Cartographie des 20 bassins consommation de la Nouvelle-Aquitaine
Les bassins de consommation sont des regroupements de SCoTs réalisés afin « d'homogénéiser » les territoires en termes de superficie, de population et de consommation
Extrait de l'analyse prospective, p7/38

ESTIMER L'ÉVOLUTION POSSIBLE DES BESOINS EN RESSOURCES MINÉRALES

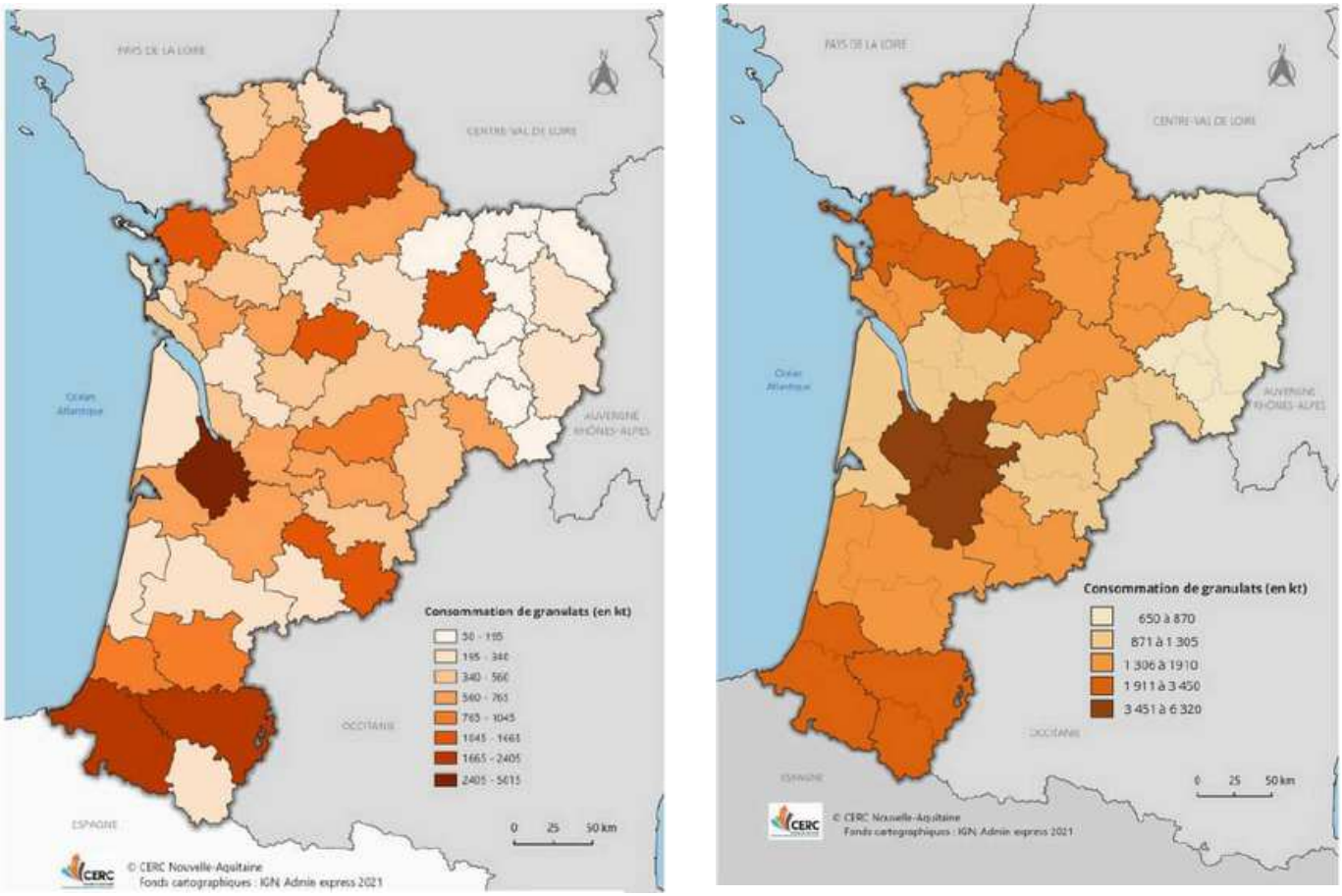


Figure 7 : Cartographies de la consommation en granulats en 2015 des 56 SCoTs et des 20 bassins de consommation
Extrait de l'analyse prospective, p8-9/38

Afin de tenir compte d'une économie de la ressource, sont ensuite considérées les évolutions techniques et plus particulièrement le développement de la filière de construction bois (associées à une évaluation des besoins en logements) ainsi que celui des granulats recyclés, le tout en substitution des granulats naturels.

Concernant, le **développement de la filière de construction bois**, ce critère influe sur la consommation de granulats par le secteur du bâtiment uniquement, qui compte pour 24% des granulats consommés (76% étant consommés par le secteur des Travaux Publics en Nouvelle-Aquitaine). L'hypothèse appliquée, concernant le développement de la filière de construction en bois, est que, parmi le besoin estimé de 37 000 à 40 000 nouveaux logements en Nouvelle-Aquitaine d'ici 2030, les parts de marché de la construction bois doubleraient (passant de 11% à 22%), et permettraient ainsi d'**éviter l'utilisation de près de 500 000 tonnes de granulats à horizon 2035, cette année-là.**

Concernant le critère du **développement du recyclage**, l'estimation de celui-ci repose sur les réponses à un appel à projet lancé en 2020-2021 par l'ADEME et la Région Nouvelle-Aquitaine, intitulé OPREVAL BTP. Les deux hypothèses appliquées au développement du recyclage sont :

- la réalisation des projets issus de l'appel à projet OPREVAL BTP
- la captation de 50% des tonnages actuellement « non tracés » par des installations de traitement, en dehors des installations issues du projet OPREVAL BTP

Avec ces hypothèses, le **potentiel de croissance du recyclage de granulats, par rapport à 2015, est de 2 millions de tonnes à l'horizon 2035, cette année-là**.

Enfin, le dernier critère considéré est celui de la mise en œuvre de **grands projets**, qui engendreraient des besoins exceptionnels en granulats. Ainsi, le projet de la **ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse** est pris en compte dans l'estimation des besoins en granulats, permettant d'identifier un pic dans la demande en granulats sur la période 2027-2030, en Nouvelle-Aquitaine.

En conclusion de cette partie, le besoin de la région en granulats à horizon 2035 s'établira à **40 millions de tonnes** (Figure 8) avec ces différents critères retenus et hypothèses appliquées.

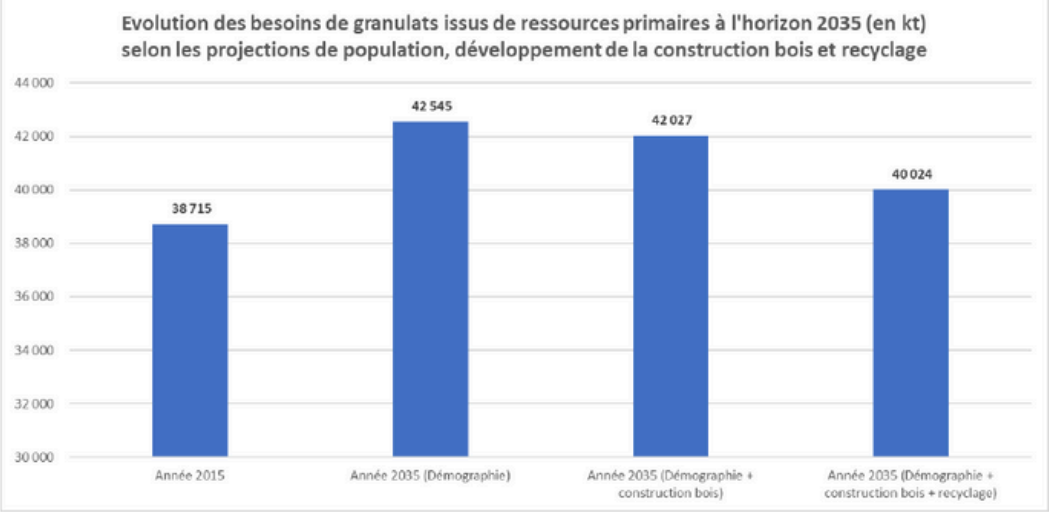


Figure 8 : Evolution des besoins en granulats en Nouvelle-Aquitaine à horizon 2035 au regard de l'évolution démographique, du développement de la construction bois et du développement du recyclage
Extrait de l'analyse prospective, p29/38

2.2 Evolution du besoin en minéraux industriels (MIN) et en roches ornementales et de construction (ROC)

Dans la deuxième partie de l'analyse prospective, l'évaluation des besoins en minéraux industriels (MIN) et roches ornementales et de construction (ROC) ne peut pas être établie de la même manière que l'estimation du besoin en granulats.

En effet, les **activités consommatrices de MIN et de ROC** sont **très diversifiées** (chaîne de valeur industrielle comme la métallurgie, l'agriculture, la chimie, la pharmacie pour les MIN ; aménagements du mobilier urbain, produits funéraires, rénovation de bâtiments anciens pour les ROC), contrairement aux granulats dont le besoin est corrélé à l'activité du secteur du BTP.

D'autre part, les filières des ROC et des MIN s'inscrivent dans des **marchés nationaux et internationaux**, qui sont difficilement prévisibles. De plus, le besoin en MIN est fortement lié aux **innovations technologiques** qui sont également difficilement prévisibles.

Enfin, parmi les facteurs déterminants de l'évolution du besoin en granulats, le recyclage ne peut pas non plus être retenu pour estimer l'évolution du besoin en MIN, notamment, car ceux-ci sont recyclés directement via les filières de recyclage des objets qu'ils composent (silice dans le recyclage du verre, carbonate de calcium dans le recyclage du papier, gypse dans le recyclage du plâtre, ...).

Ainsi, par rapport à ces différentes considérations, il a été estimé une **stabilisation du besoin en MIN et en ROC à horizon 2035** par rapport au besoin de 2016-2017, soit respectivement de 7 Mt et 117 kt.

LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE

Les **différents enjeux**, qu'ils soient **environnementaux**, **patrimoniaux**, **paysagers**, **agricoles** et **sylvicoles** sont présentés d'un point de vue général avec le contexte néo-aquitain mais aussi d'un point de vue plus spécifique concernant les **effets des carrières sur ces enjeux**, qu'ils soient positifs ou négatifs. Certains enjeux ont été identifiés, au nombre de 35 (Figure 9), et ont notamment servi à la construction des différentes mesures (document 5 du SRC).

Enjeux climatiques	**E1** - Le report modal, de la part des exploitants, vers les modes de transport les plus économes en énergie et les moins émetteurs en GES, avec le développement du fret ferroviaire, fluvial ou maritime et à plus long terme des véhicules électriques **E2 –** L'optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées **E3 –** Conservation et développement, de la part des collectivités compétentes et des opérateurs de fret, de lignes ferroviaires, sur le réseau national et capillaire, adaptées au trafic de marchandises **E3 bis –** Accès aux sillons ferroviaires pour les trains de transport de matériaux de carrières **E3 ter –** Le maintien et le développement des capacités de déchargements des trains de transport de matériaux de carrières dans les agglomérations les plus importantes de la région et le long des grands axes **E4 –** La disponibilité du foncier pour le stockage des matériaux de carrières au plus proche des lieux de consommation **E5 -** L'acceptabilité sociale et politique des plateformes de stockage de matériaux de carrières **E11** – Le recours à des engins et processus peu émetteurs de poussières et de polluants atmosphériques, conformes à la réglementation en vigueur **E13** – L'accueil sur carrières des déchets issus de la déconstruction et de la construction, en produisant des granulats de recyclage et/ou en valorisant ces matériaux par du remblaiement **E14** – La valorisation des déchets du BTP afin d'adopter une utilisation sobre et rationnelle des ressources primaires **E15** – La considération dans les documents d'urbanisme de l'évolution possible de la remise en état des carrières comme pouvant accueillir dans certains cas des projets de développement d'énergies renouvelables
Enjeux d'approvisionnement	**E7** – La substitution aux granulats alluvionnaires en Loire-Bretagne **E7 bis** – L'étude de voies alternatives aux granulats alluvionnaires **E8** – L'utilisation des granulats alluvionnaires limitée à des usages nobles afin d'éviter la « surqualité », notamment dans les appels à projet **E9** – La sécurisation de l'approvisionnement en minéraux pour les industries **E10** – La sécurisation de l'approvisionnement en roches ornementales et construction
Enjeux liés aux milieux	**E12** – L'occupation et la restitution d'espaces naturels, agricoles et forestiers due aux activités d'extraction de matériaux de carrières **E16** – La maîtrise des impacts des activités extractives sur les espaces à valeur environnementale **E17** – Une bonne anticipation et mise en oeuvre de la séquence ERC **E18** – La prévention de l'apparition et du développement d'espèces exotiques envahissantes sur les sites en activité et lors de la remise en état **E19** – Le suivi et la gestion de l'installation d'espèces protégées, d'espèces patrimoniales et de végétations associées durant et après l'exploitation **E20** – L'atteinte d'un bilan écologique neutre, voire positif des carrières en suivant la séquence ERC **E21** – Le développement de projets de remise en état permettant d'assurer les continuités écologiques et d'améliorer la qualité environnementale et la biodiversité en fonction du projet et du territoire
Enjeux liés à l'eau	**E22 –** La préservation des aires d'alimentation des captages et des têtes de bassin versants **E23** – La suppression des pollutions chroniques ou accidentelles des eaux de surface ou souterraines **E24** – La préservation des ressources souterraines en milieu karstique **E25 –** La poursuite du suivi et de la réduction de la consommation d'eau utilisée sur site d'exploitation de carrières **E26 –** L'application des objectifs des SDAGE et les règles de SAGE qui peuvent prévoir de : - Limiter et réduire les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur pour le SDAGE Loire-Bretagne - Préserver et restaurer les zones humides - Préserver la ressource en eau - Limiter la création de nouveaux plans d'eau - Protéger les zones d'expansion des crues
Enjeux liés aux risques	**E27 –** L'analyse des risques liés aux aléas dans les études d'impacts des projets de carrières **E28 –** L'adaptation des modalités d'exploitation lors d'épisodes de crise (incendie, inondation), dès lors que l'activité est susceptible d'augmenter le risque **E29** – La prévention des risques naturels et technologiques sur site
Enjeux liés aux paysages et au patrimoine	**E30 –** La facilitation de l'accès au patrimoine géologique de site, lorsque ceci est réglementairement et techniquement possible **E31** – La préservation et la mise en valeur le patrimoine géologique recensé lors de la remise en état des carrières. **E32 –** La facilitation de l'intégration à l'inventaire du patrimoine géologique des carrières nouvellement créées ou existantes (si cela se justifie) **E33 –** La limitation des impacts directs sur le paysage induits par les activités extractives
Enjeux agricoles, sylvicoles et forestiers	**E12 –** L'occupation et de la restitution d'espaces naturels, agricoles et forestiers due aux activités d'extraction de matériaux de carrières **E34** – La qualité agronomique suffisante pour les sols restitués après remblaiement à vocation agricole **E35 –** La prise en compte dans les études d'impacts des identifications géographiques (AOP, IGP)

Figure 9 : Synthèse des enjeux identifiés
Extrait de l'analyse des enjeux, p84/86

En termes d'enjeu climatique, le maintien d'un **approvisionnement local** et le **report modal** vers des modes de transport moins émetteurs de GES sont identifiés comme nécessaires au regard du poids prépondérant du transport des matériaux dans les émissions de GES liés à l'activité extractive. Le **développement des ressources minérales secondaires** est également identifié comme un enjeu climatique.

LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE

L'analyse des enjeux permet d'identifier des enjeux socio-économiques, et précise notamment que la structuration de la filière d'extraction des granulats est conditionnée localement par la géologie, par la proximité de bassins de consommation de matériaux, par l'environnement local et par les infrastructures de transport disponibles. Le type de granulat consommé majoritairement au sein d'un territoire est principalement **dépendant des ressources géologiques locales**, induisant un **rapport de proximité**.

Au vu des marchés approvisionnés par les minéraux industriels et par les roches ornementales et de construction, la sécurisation de l'approvisionnement en matières premières a notamment justifié le classement de certaines de ces substances dans le SRC Nouvelle-Aquitaine en tant que **Gisements d'Intérêt Régional et/ou National (GIR/N)**. Concernant la filière des granulats, seuls les gisements à usage de ballast ont été classés en gisement d'intérêt. Comme précisé dans l'article L.515-3 du code de l'environnement et la circulaire du 4 août 2017, ces gisements d'intérêt sont classés en tant que tel dans les SRC.

Les cartographies de ces gisements d'intérêt figurent ainsi dans l'analyse des enjeux du SRC, pour des usages bien spécifiques, dont à titre d'exemple les feldspaths (pour l'industrie céramique et l'industrie verrière), le gypse (fabrication de plâtre), les argiles (pour tuiles et briques), des calcaires (pour les roches ornementales),le schiste (pour les ardoises), les silices (pour l'industrie verrière), etc.

Bien que les **cartographies** réalisées dans le SRC permettent de donner un aperçu de la répartition des gisements, elles sont à considérer **à titre indicatif uniquement** : tout nouveau projet nécessitera donc un examen à une échelle plus fine du gisement considéré. D'autre part, **le schéma ne dispense pas de l'application de la réglementation générale en matière d'autorisation environnementale dans le cas d'un projet d'ouverture de carrière dans des gisements identifiés d'intérêt national ou régional**.

Extrait de la circulaire du 4 août 2017 :

« Un gisement d'intérêt national (GIN) présente un intérêt particulier au regard des substances ou matériaux qui le compose à la fois du fait :

- de leur faible disponibilité nationale ;
- de la dépendance forte à ceux-ci d'une activité répondant aux besoins peu évitables des consommateurs ;
- et de la difficulté à leur substituer d'autres sources naturelles ou de synthèse produites en France dans des conditions soutenables.

À titre d'exemple sont cités les gisements de talc, de mica, de kaolin, de sables extra-siliceux, d'andalousite, d'argiles nobles, de diatomite, de feldspaths, de gypse, de quartz, de dolomies, de barytine ou encore de calcaires riches en carbonate de calcium (dont ceux > 85 %) ;

Un gisement d'intérêt régional (GIR) est un gisement présentant à l'échelle régionale un intérêt particulier du fait de la faible disponibilité régionale d'une substance qu'il contient ou de sa proximité par rapport aux bassins de consommation. Il doit correspondre à au moins un des critères suivants :

- forte dépendance, aux substances ou matériaux du gisement, d'une activité répondant aux besoins peu évitables des consommateurs ;
- intérêt patrimonial, qui se justifie par l'importance de la transformation ou de la mise en œuvre d'une substance ou d'un matériau du gisement pour la restauration du patrimoine architectural, culturel ou historique de la région."

Bien que classés dans le SRC, pour des usages bien spécifiques, l'enjeu de ces gisements d'intérêt est de préserver leur accès et donc d'intégrer leur préservation dans les documents d'urbanisme, selon l'étendue des gisements.

LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE

D'autres enjeux, qui sont spatialisés, ont été hiérarchisés (Figure 11) dans 5 catégories définies comme suit :

- **Zone de vigilance :** Espaces couvrant de larges périmètres dans lesquels le niveau d'intérêt varie fortement, nécessitant donc une certaine vigilance mais où la conciliation des enjeux environnementaux et économiques y est plus aisée que dans les autres catégories susvisées.
- **Zone de vigilance moyenne :** Espaces pour lesquels une vigilance particulière est requise dans la conception du projet.
- **Zone de vigilance forte :** Espaces présentant une sensibilité forte. La réglementation n'y interdit pas l'implantation ou l'extension de carrières. Toutefois, en raison de la sensibilité de ces zones, les carrières n'y seront autorisées que sous réserve de prescriptions réglementaires spécifiques les rendant compatibles avec les enjeux identifiés.
- **Zone de vigilance majeure selon l'acte constitutif du zonage** : Il conviendra de réaliser pour chaque projet une analyse selon le zonage permettant de déterminer si l'enjeu considéré relève ou non d'une interdiction au vu des dispositions réglementaires le régissant spécifiquement.
- **Zone d'interdiction stricte** : espaces bénéficiant d'une protection réglementaire qui, sous réserve des exceptions prévues par cette protection, a pour objet ou pour effet d'interdire l'exploitation de carrières.

Parmi ces enjeux, ceux qui sont cartographiables ont donc été cartographiés (Figure 10).

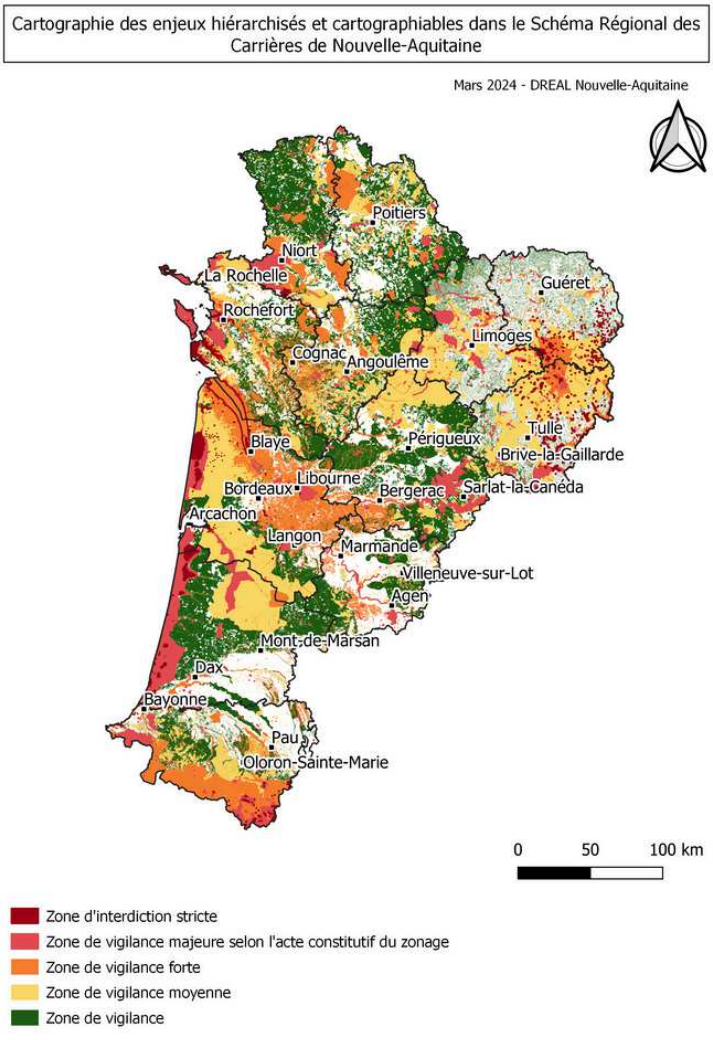


Figure 10 : Cartographie des enjeux hiérarchisés
Extrait de l'analyse des enjeux, p58/86

Chacun des enjeux hiérarchisés disposent d'une portée réglementaire ou d'une sensibilité spécifique induisant une prise en compte adaptée dans les projets de carrières (précisée dans le document 5).

LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE

Hiérarchisation des enjeux

	Zone de vigilance	Zone de vigilance moyenne	Zone de vigilance forte	Zone de vigilance majeure selon l'acte constitutif du zonage	Zone d'interdiction stricte
Milieux naturels et biodiversité	- Réservoirs de biodiversité du SRCE (hors zonages d'interdiction et de Vigilance forte) - Corridors écologiques du SRCE	- Réserve de chasse et de la faune sauvage - ZNIEFF de type 2 - Parc naturel régional - Parc naturel National (zone d'adhésion)	- Réserve nationale de la chasse et de la faune sauvage - ZNIEFF de type 1 - Sites Natura 2000 ZSC (Directive Habitats) - Sites Natura 2000 ZPS (Directive Oiseaux) - sites RAMSAR - Espèces de faune et flore protégées - Zones humides (hors zonages d'interdiction et de Vigilance renforcée)	- Arrêtés préfectoraux de protection biotope - Arrêtés préfectoraux de protection d'habitat naturel - Arrêtés préfectoraux de protection de sites géologiques - Réserve Naturelle Nationale - Réserve Naturelle Régionale - Sites du conservatoires des espaces naturels (propriétaire et gestionnaire) (inventaire des Milieux naturels et sites gérés) - Parc naturel National (zone cœur) - Sites du conservatoires du littoral - Sites compensatoires (dont les SNC)	- Réserve biologique (intégrale ou dirigée) - Espaces Naturels Sensibles (ENS) L.142-1 à 13 du Code de l'Urbanisme (sites acquis et préemptés) - Loi littoral (loi n°86-2 du 3 janvier 1986) (bande de 100 m du rivage des communes soumises et espaces remarquables du littoral) - Loi Montagne (bande de 300 m du rivage des plans d'eau des communes soumises)
Paysages et patrimoine		- Monuments Historiques inscrits (rayons de 500 m ou périmètre « modifiés ») - Site patrimonial remarquable (ex secteur sauvegardé, dont AVAP) - Secteur à sensibilité paysagère identifié dans les atlas départementaux des paysages - Zone de présomption de prescription archéologique - Sites de l'inventaire national du patrimoine géologique (INPG)	- Monuments Historiques classés (rayons de 500 m ou périmètre « modifiés »)	- Sites classés - Sites inscrits - Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	
EAU	- Bassins sans potentiel d'augmentation de prélèvement en eau pour usage industriel (ZRE, SDAGE AG+LB ou SAGE)	- Environs d'un captage AEP non protégée (procédure DUP non aboutie) - Captage (périmètre de protection éloignée) - Bassin (ou aire) d'alimentation d'un captage AEP "prioritaire" - Lit majeur d'un cours du bassin Loire-Bretagne (SDAGE LB) - Zonages réglementaires des PPRI	- Zones humides (hors zonages d'interdiction et de Vigilance renforcée)	- Captage (périmètre de protection rapprochée) - SAGE (règlement et PAGD) avec interdiction ou restriction de carrière	- Captage (périmètre de protection immédiate) - Zones de vallées du bassin Loire-Bretagne ayant subi de très forte extraction (SDAGE LB) - Espace de mobilité des cours d'eau - Lit mineur des cours d'eau et abords (50 m pour un lit mineur de 7,5 m de largeur ou plus, 10 m sinon), pour les extractions en nappes alluviales
Agriculture-sylviculture	- Forêts domaniales (régime forestier) - Forêts des collectivités (qui relèvent du régime forestier)	- AOP sans délimitation parcellaire et IGP	- AOP avec identification parcellaire - Protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels périurbains (PAEN) (existence à examiner) - Zone Agricole Protégée - AOC viticoles avec délimitation parcellaire		- Forêts de protection
Risques		- Plan de prévention des risques technologiques (zone d'autorisation) ou périmètre éloignement ICPE - Plan de prévention des risques miniers - Plan de prévention des risques mouvements de terrain (PPRMT) - Zonages réglementaires des PPRI		- Plan de prévention des risques technologiques (zone d'interdiction) ou périmètre éloignement ICPE	
Autres		- Camps militaire - Aérodromes			

Figure 11 : Hiérarchisation des enjeux dans le SRC de Nouvelle-Aquitaine

LES PRINCIPAUX ENJEUX EN NOUVELLE-AQUITAINE

L'analyse des enjeux est complétée par un **atlas concernant les bassins de production et les bassins de consommation**, afin d'apporter des éléments de connaissance et de répondre aux objectifs suivants :

- Objectif n°1 : Traduire à l'échelle régionale la structuration de la filière des granulats des bassins de production aux bassins de consommation (origine géographique, dépendance d'approvisionnement, niveau de consommation par type de granulats, etc.) ;
- Objectif n°2 : Objectiver le rapport de proximité qui lie les bassins de production aux bassins de consommation par type de granulats (alluvionnaire, calcaire, éruptif) ;
- Objectif n°3 : Anticiper en l'absence de renouvellement ou de nouvelles autorisations d'exploitation de carrières, les tensions pour l'approvisionnement des bassins de consommation au regard du besoin projeté issu de l'analyse prospective ;
- Objectif n°4 : Cartographier à l'échelle des territoires quels sont les enjeux environnementaux, patrimoniaux, paysagers, agricoles et sylvicoles (hiérarchisés en niveaux d'enjeux) ;
- Objectif n°5 : Croiser au plan spatial les gisements de granulats avec les enjeux environnementaux, patrimoniaux, paysagers, agricoles et sylvicoles (hiérarchisés en niveaux d'enjeux) ;
- Objectif n°6 : Croiser les baisses de volume de production inhérentes aux fins d'autorisation de carrières avec les enjeux environnementaux, patrimoniaux, paysagers, agricoles et sylvicoles (hiérarchisés en niveaux d'enjeux).

CROISER LES RESSOURCES, LES BESOINS ET LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Les éléments du diagnostic initial, de l'analyse prospective et de l'analyse des enjeux du SRC de Nouvelle-Aquitaine permettent d'élaborer les potentiels scénarios d'approvisionnement. Tout comme pour l'analyse prospective, l'élaboration des scénarios traite à part la question des granulats, qui est plus détaillée de par les hypothèses pouvant être appliquées, que pour les MIN et les ROC.

4.1 Le scénario d'approvisionnement en granulats

Ainsi, les scénarios d'approvisionnement en granulats sont élaborés avec des hypothèses portant sur trois facteurs :

- le **besoin en granulats** (besoin haut ne considérant que l'évolution démographique ou un besoin bas en considérant le développement de la filière bois, de la filière du recyclage et les grands projets)
- la **logistique** (flux de 2015 ou bien des flux plus rapprochés)
- l'**accès à la ressource** (cas 1 : pas de renouvellement, ni d'approfondissement, ni d'extension, ni de création d'exploitation de carrières ; cas 2 : uniquement des renouvellements et approfondissements selon les niveaux d'enjeux ; cas 3 : des renouvellements, approfondissements, extensions et créations possibles selon les niveaux d'enjeux).

Ces trois facteurs permettent d'élaborer 6 scénarios d'approvisionnement en granulats (Figure 12).

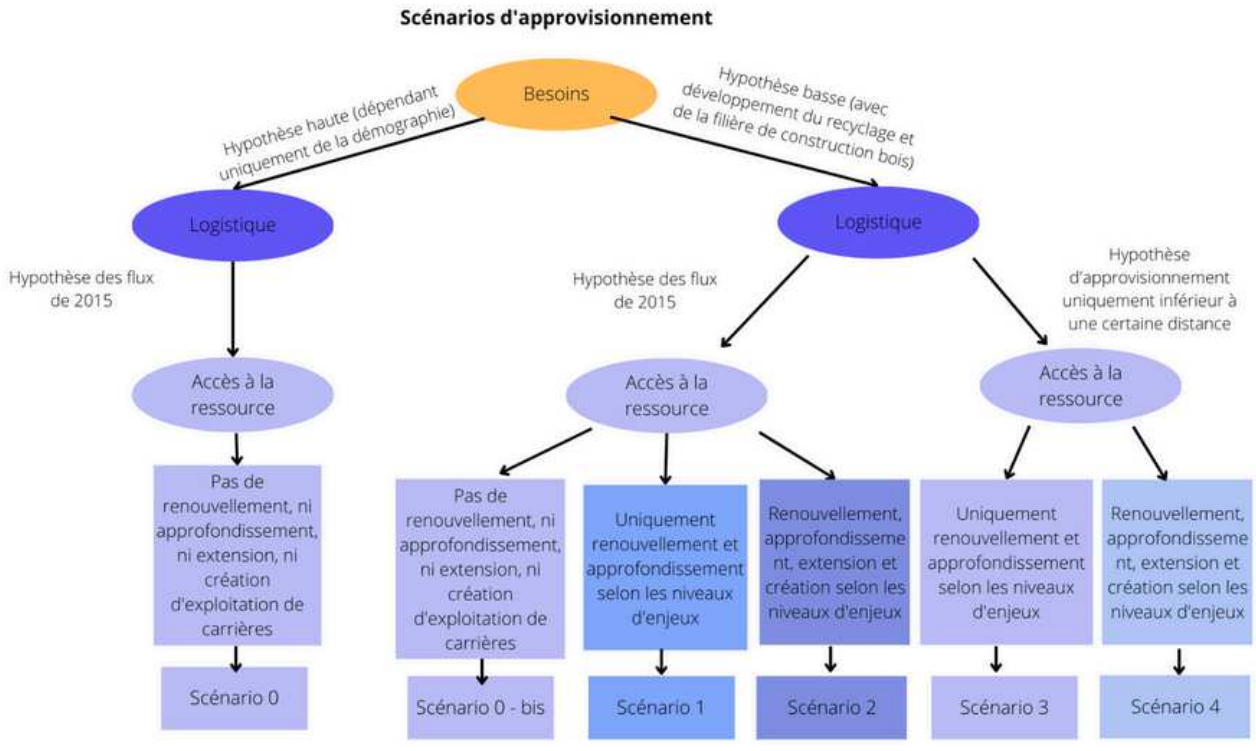


Figure 12 : Logigramme des hypothèses pour l'élaboration des scénarios d'approvisionnement des territoires en granulats
Extrait du rapport des scénarios d'approvisionnement, p6/158

L'analyse des scénarios permet de mettre en évidence que les **scénarios 0 et 0-bis** conduisent à une **érosion des capacités de production**, tandis que les **scénarios 1 et 3** sont des scénarios **limitants** (l'accès à la ressource y serait restreint aux renouvellements et approfondissements des carrières existantes, et donc limité en quantité par les réserves disponibles) et que, seuls les **scénarios 2 et 4 permettent de garantir**, au regard des différents enjeux, un **approvisionnement durable des territoires en ressources minérales**. Toutefois, le scénario 2 est plus réaliste et réalisable que le scénario 4.

Ainsi, le **scénario retenu à l'échelle régionale** dans le SRC de Nouvelle-Aquitaine correspond au **scénario 2**, qui permet de garantir un approvisionnement durable des territoires :

- il évite une érosion des capacités de production,
- répond aux enjeux sociaux en satisfaisant les besoins courants et en anticipant les besoins exceptionnels,
- permet de repenser les impacts et de prendre en compte l'ensemble des enjeux (environnementaux, paysagers, patrimoniaux, agricoles et sylvicoles),
- répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets en réduisant le besoin en ressources primaires,
- répond aux enjeux économiques en maintenant le maillage actuel de la filière, et donc un approvisionnement de proximité.

Toutefois, ce scénario n'exonère pas la nécessité de prévoir des mesures dans le sens préconisé par la réglementation afin de réduire les émissions de GES (diminution des distances d'approvisionnement, transition vers des motorisations alternatives, recours à des modes de transport alternatifs).

Enfin, **ce scénario 2 retenu offre une palette de solutions d'approvisionnement adaptable aux différents territoires, et à leurs contraintes.**

La déclinaison des 6 scénarios à l'échelle des 20 bassins de consommation permet d'apporter des éléments éclairants concernant les conséquences des hypothèses des différents scénarios, d'apporter des éléments de connaissances et de compréhension des territoires (flux, gisements, dépendance, consommation, etc.) et des tensions qui pourraient advenir (dans quels territoires, pour quels types de matériaux, etc.) et de mettre en évidence la nécessité d'**anticiper les échéances des autorisations.**

4.2 Le scénario d'approvisionnement en MIN et en ROC

Les MIN et les ROC répondant à des marchés nationaux voire internationaux, les hypothèses appliquées aux granulats concernant la logistique ne peuvent pas leur être appliquées.

Ainsi, seules les hypothèses portant sur l'accès à la ressource sont appliquées aux MIN et aux ROC, avec les mêmes conclusions concernant les comparaisons de ces différents accès hypothétiques, permettant d'identifier la nécessité d'avoir des renouvellements ou approfondissements des carrières autorisées lorsque cela est possible et justifié mais également des extensions et/ou nouvelles autorisations d'exploitation de carrières afin de garantir une production de ressources minérales primaires suffisante pour répondre aux besoins estimés dans l'analyse prospective.

Le scénario d'approvisionnement retenu pour les MIN et les ROC est un scénario où le besoin est stabilisé à horizon 2035 par rapport au besoin de 2015-2017 (cf. analyse prospective), où la logistique correspond à celle de 2015 et où les renouvellements, approfondissements, extensions et créations de carrières sont possibles selon les niveaux d'enjeux.

5. OBJECTIFS, ORIENTATIONS ET MESURES

VOLET OPÉRATIONNEL POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINÉRALES

Le dernier document constitutif du SRC de Nouvelle-Aquitaine est celui comportant les mesures opérationnelles pour proposer un **cadrage régional** permettant d'**atteindre les objectifs du schéma** et donc de garantir un approvisionnement durable du territoire et des filières industrielles, articulé avec les différents enjeux.

Pour que la gestion et l'approvisionnement des ressources minérales soient durables, différents volets sont donc traités dans ce document des Objectifs, Orientations et Mesures (OOM) afin de :

- Réutiliser et recycler les matériaux déjà extraits et utilisés
- Extraire uniquement le nécessaire pour répondre aux besoins
- Garantir une adéquation entre la qualité des matériaux et leurs usages
- Sécuriser l'accès aux gisements pour les générations futures
- Garantir une gestion équilibrée de l'ensemble des enjeux (environnementaux, socio-économiques, paysagers, agricoles, patrimoniaux, climatiques)

Ainsi, le document des OOM se structure autour de trois objectifs que sont :

- **Objectif 1 : Assurer un approvisionnement durable du territoire et des filières industrielles**
- **Objectif 2 : Suivre et limiter les impacts des carrières**
- **Objectif 3 : Suivre la mise en œuvre du SRC et créer un dispositif régional d'observation et de suivi des matériaux de carrières**

Ces trois objectifs sont ensuite déclinés en **8 orientations**, elles-mêmes traduites en **49 mesures**, qui sont les actions à conduire pour permettre d'atteindre les objectifs du SRC, sur la base de l'ensemble des enjeux identifiés et dans le but notamment de concrétiser les hypothèses qui conduisent au scénario d'approvisionnement retenu.

Les mesures s'adressent ainsi à une diversité d'acteurs : exploitants de carrières, fédérations des professionnels, inspecteurs ICPE, collectivités, etc.

Au sein du premier objectif :

- La première orientation (1.1 Subvenir aux besoins du territoire et des filières industrielles) permet de **connaître les besoins et la production afin d'articuler l'estimation du besoin et les ressources disponibles**
- La seconde orientation (1.2 Optimiser l'utilisation des ressources primaires) guide les différents acteurs dans leur choix d'utilisation des ressources minérales et notamment afin d'en avoir une **utilisation raisonnée tant sur la qualité, la quantité, l'usage et le type de matériaux**
- La troisième et dernière orientation (1.3 Intégrer l'approvisionnement durable en matériaux dans la planification territoriale) de cet objectif guide notamment les collectivités dans l'aménagement et l'**intégration de l'approvisionnement durable en ressources minérales dans la planification territoriale.**

VOLET OPÉRATIONNEL POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINÉRALES

Le second objectif du SRC, qui est de suivre et de limiter les impacts des carrières, porte sur la pérennité de la filière extractive au regard des différents enjeux et pour les différentes étapes de la durée de vie d'une carrière. Au sein de ce second objectif :

- La première orientation (2.1 Ajuster l'implantation des carrières avec les enjeux des territoires) permet de **définir les conditions générales d'implantation des carrières en région Nouvelle-Aquitaine**.
- La seconde orientation (2.2 Préserver et valoriser la biodiversité au cours de toutes les étapes d'une carrière) **guide l'activité extractive dans la préservation et valorisation de la biodiversité sur l'ensemble de la durée de vie d'une carrière.**
- La troisième orientation (2.3 Favoriser une filière extractive de moindre impact sur le grand cycle de l'eau) **guide l'activité extractive dans la préservation de l'eau** sur l'ensemble de la durée de vie d'une carrière.
- La quatrième orientation (2.4 Favoriser une offre logistique et industrielle à moindre impact climatique) porte sur la **logistique** nécessaire à la gestion durable des granulats, afin de **réduire les émissions de gaz à effet de serre** (GES) liées au transport des matériaux de carrières, qui constitue l'étape la plus émettrice de GES.
- La dernière orientation (2.5 Favoriser un réaménagement des carrières vertueux en regard de l'aménagement du territoire) **oriente les réaménagements des carrières** en vue d'élaborer des projets de réaménagement concertés, qui apportent une plus-value, qui soient anticipés et qui répondent à certaines exigences (environnementales et paysagères, par exemple).

Le troisième objectif, quant à lui, permet de :

- **Suivre la mise en œuvre du SRC** (à travers notamment la mise en place d'un **comité de suivi du SRC**, en charge du suivi des différents indicateurs accompagnant les mesures)
- Alimenter un **socle commun de connaissances de la filière extractive** (avec notamment la mise en place d'un **observatoire des matériaux**).

L'ensemble des 49 mesures sont précisées dans le tableau de la figure 13 ci-dessous.

VOLET OPÉRATIONNEL POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINÉRALES

Objectif	Orientation	N° Mesure	Mesure
1. Assurer un approvisionnement durable du territoire et des filières industrielles	1.1 Subvenir aux besoins du territoire et des filières industrielles	1	Mettre en place un suivi de la production de ressources minérales primaires permettant de répondre aux besoins incompressibles du territoire et des filières industrielles, et des réserves disponibles
		2	Mettre en place un suivi de la production des ressources secondaires
		3	Expliciter dans les demandes d'autorisation les raisons du projet d'exploitation au regard des marchés
	1.2 Optimiser l'utilisation des ressources primaires	4	Suivre la diminution de la production de granulats alluvionnaires en lit majeur dans le bassin Loire-Bretagne afin de respecter les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne en vigueur
		5	Etudier la substitution des granulats alluvionnaires de lit majeur
		6	Assurer une adéquation entre la qualité du matériau et l'usage de celui-ci afin de maîtriser la surqualité
		7	Valoriser au mieux l'exploitation d'un gisement en optimisant l'épaisseur exploitée de celui-ci
		8	Poursuivre la recherche et la facilitation de la valorisation des co-produits de carrières
		9	Favoriser et encourager par ordre de priorité le réemploi, la réutilisation, le recyclage et la valorisation
		10	Favoriser le recours aux matériaux recyclés sur les chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique
		11	Suivre l'usage des matériaux biosourcés
	1.3 Intégrer l'approvisionnement durable en matériaux dans la planification territoriale	12	Sécuriser l'accès aux GIR/N dans les documents d'urbanisme
		13	Intégrer les informations liées à l'activité extractive dans les porter à connaissance de l'Etat
		14	Intégrer, dans les documents d'urbanisme, les besoins et la production du territoire des SCoT ou des PLU(i), en ressources minérales en tenant compte de l'interdépendance avec les territoires voisins
		15	Intégrer les enjeux de proximité entre les zones d'urbanisation et les exploitations de carrières
2. Suivre et limiter les impacts des carrières	2.1 Ajuster l'implantation des carrières avec les enjeux des territoires	16	Prendre en compte la hiérarchisation des enjeux établie dans le SRC
		17	Permettre l'accès aux gisements en limitant l'emprise foncière des exploitations de carrières ; sous réserve de la mesure 16
		18	Suivre l'évolution des espaces naturels, agricoles, forestiers et délimités en AOC en intégrant les emprises exploitées en carrières comme les remises en état naturel à l'issue de leur exploitation
		19	Si nécessaire, les services de l'INAO et des ODG pourront être sollicités afin d'évaluer de la sensibilité d'un projet d'exploitation de carrière situé dans l'aire géographique d'une AOP ou d'une IGP avec ou sans délimitation parcellaire
		20	Veiller à protéger les ressources pour l'alimentation en eau potable des pollutions chroniques et/ou accidentelles en réalisant des études hydrogéologiques adaptées aux contextes locaux dans le cas d'extension ou de création de carrières
		21	Poursuivre la prise en compte de la qualité de vie dans la gestion des flux et du transport
		22	Poursuivre les bonnes pratiques d'analyse et de prise en compte des aléas et de prévention des risques dans les études d'impacts et de danger
	2.2 Préserver et valoriser la biodiversité au cours de toutes les étapes d'une carrière	23	Veiller à une bonne anticipation et mise en œuvre de la séquence ERC
		24	Suivre et gérer l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation, et veiller à l'état de conservation des espèces protégées présentes
		25	Prévenir l'apparition et la propagation d'espèces exotiques envahissantes sur les sites en activité
		26	Favoriser une remise en état préférentiellement avec des semences de végétaux sauvages et locaux prélevés durablement dans la région biogéographique
	2.3 Favoriser une filière extractive de moindre impact sur le grand cycle de l'eau	27	Poursuivre le suivi et la réduction de la consommation d'eau utilisée dans les processus de production de ressources minérales
		28	Garantir la préservation des zones d'expansion des crues et favoriser le rôle de bassins écrêteur de crues
		29	Favoriser la préservation des zones humides et de leurs fonctionnalités sur l'ensemble de la durée de vie d'une carrière
		30	Assurer un remblaiement des carrières en eau en adéquation avec les enjeux quantitatifs et qualitatifs de préservation de la ressource en eau
	2.4 Favoriser une offre logistique et industrielle à moindre impact climatique	31	Favoriser autant que possible un approvisionnement local avec une implantation des carrières au plus proche des bassins de consommation
		32	Favoriser les modes de transports moins émetteurs de GES pour les nouvelles carrières (transport ferroviaire, maritime, fluvial ou véhicules moins émetteurs)
		33	Maintenir les infrastructures ferroviaires, maritimes et fluviales existantes permettant le transport des ressources minérales
		34	Poursuivre l'optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de doubles flux
		35	En fonction du besoin, identifier dans les documents d'urbanisme le foncier disponible pour les plateformes de transit, de stockage et de recyclage des matériaux
		36	Identifier les gisements de ressources primaires, d'argiles ou de pouzzolanes notamment, permettant de réaliser des ciments faiblement carbonés et donc de diminuer les émissions de GES de la filière ciment
	2.5 Favoriser un réaménagement des carrières vertueux en regard de l'aménagement du territoire	37	Définir des projets concertés de réaménagement des carrières, en lien avec les enjeux du territoire, coordonnée avec l'avancement de l'exploitation
		38	Favoriser des projets de réaménagement permettant de maintenir voire d'améliorer les continuités écologiques et la qualité environnementale, la géodiversité et la biodiversité lorsque la vocation initiale était naturelle avant la création de la carrière, et en mettant en place un réaménagement coordonné à l'avancement de l'exploitation
		39	Favoriser et encourager le maintien d'un bilan écologique neutre voire positif post-exploitation
		40	Favoriser une qualité agronomique des sols adapté à l'usage futur du sol après remblaiement à vocation agricole
		41	Anticiper et adapter l'intégration paysagère aux enjeux paysagers locaux sur l'ensemble de la durée de vie de la carrière
		42	Préserver et mettre en valeur le patrimoine géologique recensé durant l'exploitation et lors de la remise en état des carrières
		43	Anticiper dans les documents d'urbanisme la vocation ultérieure des sites industriels (carrières et installations) et leur possible évolution
		44	Limiter le remblaiement des carrières aux seuls matériaux inertes (extérieurs ou propres au site) ne pouvant être techniquement et économiquement réutilisés ou recyclés
		45	Etudier la possibilité d'accueil de matériaux inertes extérieurs et d'intégration de plateformes de tri ou de recyclage en carrières
		46	Suivre les plans d'eau créés
3. Suivre la mise en œuvre du SRC et créer un dispositif régional d'observation et de suivi des matériaux de carrières		47	Mettre en place un comité de suivi du SRC représentatif des acteurs concernés
		48	Mettre en place un observatoire des matériaux représentatif des acteurs concernés
		49	Assurer un suivi du SRC par le comité de suivi du SRC

Figure 13 : Synthèse des 49 mesures présentes dans le document des Objectifs, Orientations et Mesures

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/302

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°74 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

RAPPORT

Une convention cadre visant aux transferts de routes départementales a été conclue, en date du 25 septembre 2024, avec la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE. Cette convention prévoit une délibération de transfert dans un délai de 6 mois après l'achèvement des travaux de remise en état.

Les travaux de la RD74 (rue Daniel de Cosnac), d'une longueur d'environ 1 734 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe 1 (sections n°24 et 25 en référence à la convention cadre susvisée) ont été achevés le 31 octobre 2024.

Cette section, qui ne représente pas d'intérêt pour la voirie départementale, peut ainsi faire l'objet d'un transfert de domanialité.

Les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, modifié par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Aussi, en application de l'article L 131.4 du Code de la Voirie Routière, j'ai l'honneur de demander à la Commission Permanente de bien vouloir accepter ce déclassement, en vue de son reclassement dans la voirie communale de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/302

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°74 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la convention-cadre passée entre la Ville de Brive-La-Gaillarde et le Département pour le transfert de certaines voiries départementales, en date du 25 septembre 2024,

VU le procès-verbal d'achèvement et d'acceptation des travaux en date du 8 novembre 2024,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé le déclassement de la section suivante en vue de son classement dans le domaine routier de la Commune de Brive-La-Gaillarde :

- RD 74 nommée rue Daniel de Cosnac, entre le PR 0+000 et le PR 1+695 (du carrefour avec l'Avenue Georges Pompidou jusqu'à la sortie de l'agglomération de Brive-la-Gaillarde), d'une longueur d'environ 1 734 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe 1 (sections n°24 et 25 en référence à la convention cadre susvisée).

Article 2 : le transfert de domanialité visé à l'article 1 deviendra effectif à la date de

prise d'effet de la délibération la plus tardive des deux collectivités concernées.

Article 3 : en tant que de besoin, le Département communiquera à la ville de Brive-La-Gaillarde les éléments en sa possession relatifs au domaine public transféré.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14428-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

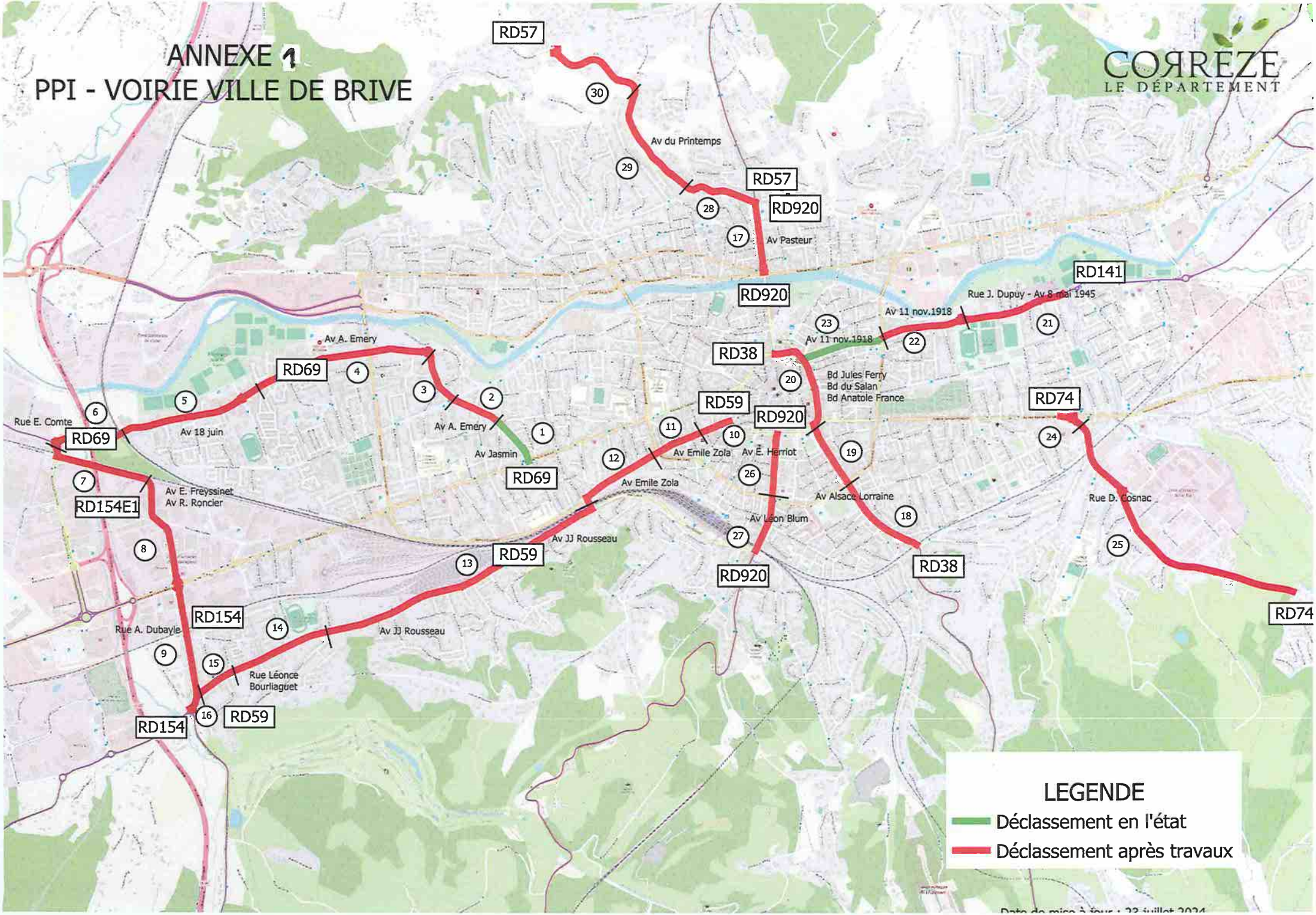
Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE 1
PPI - VOIRIE VILLE DE BRIVE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT



LEGENDE

Déclassement en l'état

Déclassement après travaux

Date de mise à jour : 23 juillet 2024

www.correze.fr
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION DES ROUTES

PROCES-VERBAL D'ACHÈVEMENT ET D'ACCEPTATION DE TRAVAUX

OBJET DES TRAVAUX

Réfection de la chaussée de la route départementale n° 74
entre les PR 0+000 et 1+695
(Rue Daniel de COSNAC)

CONFORMITE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Les travaux de remise en état décrits ci-après sont achevés :

- Renforcement de la structure de chaussée (Réalisation de purges)
- Réfection de la couche de roulement

Ces travaux n'appellent aucune remarque quant à leur bonne et correcte réalisation.
Leur acceptation est donc prononcée sans réserve par les signataires.

APTITUDE AU TRANSFERT DANS LA VOIRIE COMMUNALE

La convention signée le 20 septembre 2024 entre le Département de la Corrèze et la Commune de Brive-la-Gaillarde prévoit que le transfert de domanialité de cette section de route départementale peut être engagé après réalisation et réception des travaux. Le présent procès-verbal atteste de l'aptitude de la section de route concernée à être transféré dans le domaine public communal.

Fait en deux exemplaires

À Brive-la-Gaillarde, le 08/11/2024

Pour la Commune,
M. VEYSSIERE

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques VEYSSIERE

Pour le Département,
M. Monteil (directeur des Routes)

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/303

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°1089E2 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

RAPPORT

Par délibération du 25 septembre 2024, le Conseil Municipal de BRIVE-LA-GAILLARDE s'est prononcé en faveur du déclassement dans le domaine public communal d'une section de la RD 1089E2. Cette section est localisée entre le PR 0+000 et le PR 0+255, représente une longueur d'environ 255 mètres et se matérialise conformément au tracé représenté en rouge sur le plan joint en annexe.

Cette section ne représente pas d'intérêt particulier pour la voirie départementale.

Les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, modifié par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Aussi, en application de l'article L 131.4 du Code de la Voirie Routière, j'ai l'honneur de demander à la Commission Permanente de bien vouloir accepter ce déclassement, en vue de son reclassement dans la voirie communale de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/303

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°1089E2 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération n° 2024-209 du Conseil Municipal de Brive-la-Gaillarde, publiée le 25/09/2024 approuvant l'intégration dans le domaine public routier communal de la RD 1089E2,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé le déclassement de la section suivante en vue de son classement dans le domaine routier de la Commune de BRIVE-LA-GAILLARDE :

- RD 1089E2 nommée Avenue Cyprien Faurie, entre le PR 0+000 et le PR 0+255 (du rond-point avec la rue Lucien Nouet et l'accès à l'autoroute A20 jusqu'au rond-point avec l'avenue Jean-Charles Rivet), d'une longueur d'environ 255 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe.

Article 2 : le transfert de domanialité visé à l'article 1er deviendra effectif à la date de prise d'effet de la délibération la plus tardive des deux collectivités concernées.

Article 3 : en tant que de besoin, le Département communiquera à la ville de BRIVE-LA-GAILLARDE les éléments en sa possession relatifs au domaine public transféré.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14434-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

VILLE DE BRIVE

Cité gaillarde

2024 - 209

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE
du Mercredi 25 septembre 2024
à 09h00

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-quatre, le mercredi vingt-cinq septembre à 09h00, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni Salle du Conseil Municipal - Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric SOULIER, Maire.

La convocation a été établie et affichée le jeudi 19 septembre 2024.

PRESENTS :
Monsieur Frédéric SOULIER, Madame Valérie TAURISSON, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Philippe DELARUE, Madame Dominique EYSSARTIER, Madame Marie-Christine LACOMBE, Monsieur Michel DA CUNHA, Monsieur Jacques VEYSSIERE, Monsieur Jean-Daniel VILATTE, Monsieur Jean-Claude DESCHAMPS, Madame Anne COLASSON, Monsieur Christian PRADAYROL, Monsieur Philippe CLEMENT, Madame Sabine DELORD, Monsieur Jean PONCHARAL, Madame Hélène COURTARIE, Madame Fatima JACINTO, Madame Marie FINDELING, Monsieur Franck PEYRET, Madame Najat DELDOULI, Madame Sandrine MARTIN, Madame Sylvie BOEL, Madame Carine VOISIN-TRENY, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Séverine ROSE-BROUSSEAUD, Madame Audrey BARTOUT, Madame Marine COURNIL-CORCORAL, Monsieur Ali GUVEN, Monsieur Jean-Yves SOULIER, Madame Catherine GABRIEL, Monsieur Paul ROCHE, Madame Shamira KASRI.

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE MANDAT DE VOTE :

Mandants	Mandataires	Date Procuration
Monsieur Philippe LESCURE	Madame Anne COLASSON	23/09/2024
Madame Martine JOUVE	Madame Marie-Christine LACOMBE	25/09/2024
Monsieur Pierre MONTEIL	Monsieur Philippe DELARUE	04/09/2024
Madame Anne CLERGERIE	Monsieur Michel DA CUNHA	23/09/2024
Monsieur Jean-Luc SOUQUIERES	Madame Carine VOISIN-TRENY	18/09/2024
Monsieur Steve CLOG DACHARRY	Monsieur Franck PEYRET	23/09/2024
Monsieur Alexandre BONNIE	Madame Valérie TAURISSON	17/09/2024
Madame Martine CONTIE	Madame Catherine GABRIEL	20/09/2024
Monsieur Emilio CAMPOS	Madame Shamira KASRI	25/09/2024
Madame Chloé HERZHAFT	Monsieur Paul ROCHE	23/09/2024
Monsieur Florian HURARD	Monsieur Jean-Yves SOULIER	23/09/2024

Le conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres en exercice a désigné conformément aux dispositions de l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marine COURNIL CORCORAL, Conseiller Municipal pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET DE LA DELIBERATION : CLASSEMENT DE VOIRIE DEPARTEMENTALE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques VEYSSIERE, Maire-Adjoint



Signé numériquement
A : BRIVE (19100) Fr
Le : 2024.09.27 09:14:30 +0200
Ville de Brive La Gaillarde
10ème adjoint
Jacques VEYSSIERE

Date de publication : 30/09/2024

L'évolution du réseau routier, a modifié profondément l'usage de certaines voiries départementales, qui, aujourd'hui, n'ont plus qu'un usage de voie de desserte. Par conséquent, l'intérêt pour le département de garder la gestion de ces voiries a disparu.

Pour rappel, les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Le conseil municipal en date du 14 décembre 2022 a voté le conventionnement avec le conseil départemental pour le transfert de certaines sections de voiries départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la ville de Brive.

Dans cette convention, il était prévu le transfert de certaines sections de voies départementales, après travaux, conformément au tableau ci-dessous :

Date de publication : 30/09/2024

Identification route départementale	Repérage en point de repère et abscisse				Linéaire	NOM DE RUE	Origine	Extrémité
	PRD	ABD	PRF	ABF				
19 D0069	0	285	0	575	290	Avenue André Emery	Carrefour rue César Geoffray	Carrefour rue de Verdun
19 D0154	0	0	0	700	700	Rue Antoine Dubayle	Rond-point André Monteil (carrefour avenue Roger Roncier/Avenue Jean-Charles Rivet)	Rond-point avec la rue Léonce Bourliaguet (RD 59)
19 D0059	0	0	0	250	250	Avenue Émile Zola	Place de la République	Av Joffre
19 D0059	0	250	0	450	200	Avenue Émile Zola	Av Joffre	Boulevard Colonel Germain
19 D0059	0	450	0	940	490	Avenue Émile Zola	Boulevard Colonel Germain	Passage sous les voies SNCF
19 D0059	0	940	2	700	1760	Avenue Jean-Jacques Rousseau	Passage sous les voies SNCF	Carrefour rue Roger Pecheyrand
19 D0059	2	700	3	317	617	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue Roger Pecheyrand	60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi
							60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi	Carrefour rue du Québec
19 D0059	3	317	3	563	246	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue du Quebec	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)
19 D0059	3	563	3	670	107	Rue Meyjonade	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)	Rond-point avec la rue Jacques Chaminade et la route Roland Meyjonade
19 D1089E2	16	0	0	280	280	Avenue Cyprien Faurie (allée du Teinchurier)	Rond-point avec la rue Lucien Nouet et l'accès à l'autoroute A 20	Rond-point avec l'avenue Jean-Charles Rivet (RD 1089)

Date de publication : 30/09/2024

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'intégration dans le domaine public routier communal, des sections des voies départementales : RD69, RD154, RD 59,

- d'autoriser le Maire à signer tout document y afférent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

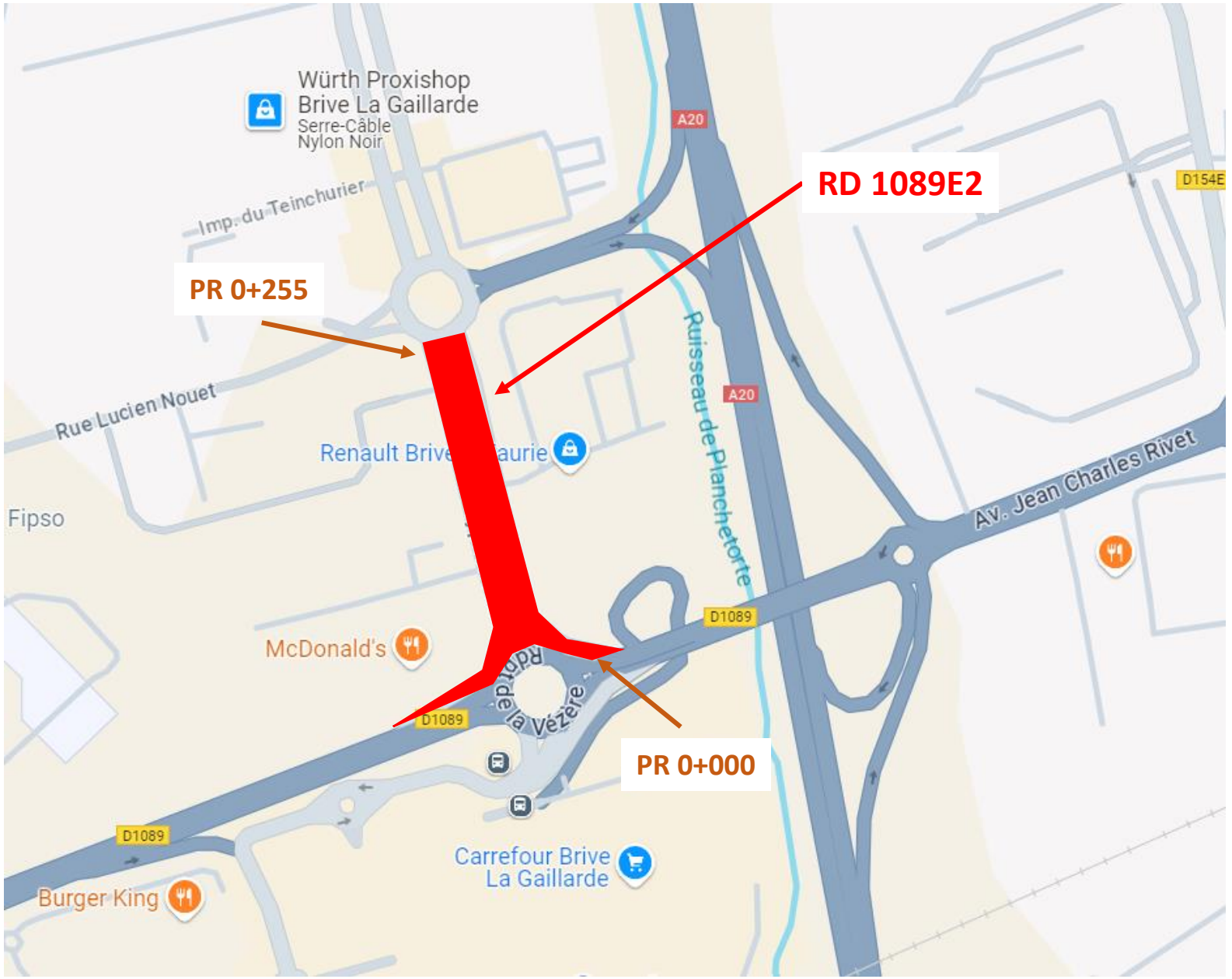
Pour extrait certifié conforme

Le Maire

Date de publication : 30/09/2024

Accusé de réception en préfecture
019-211903109-20240930-209-25092024-DE
Date de télétransmission : 30/09/2024
Date de réception préfecture : 30/09/2024

Annexe : plan de localisation RD 1089E2, commune de BRIVE-LA-GAILLARDE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/304

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DES ROUTES DÉPARTEMENTALES N°59, N°69 ET N°154 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

RAPPORT

Dans le cadre de la convention cadre entre le Département et la Commune de BRIVE-LA-GAILLARDE, en date du 20 septembre 2024, le Conseil Municipal, par délibération du 25/09/2024, s'est prononcé en faveur du déclassement et de l'incorporation dans le domaine public communal de certaines sections.

Ces dernières concernent :

- la RD 59 (Avenue Emile Zola, Avenue Jean-Jacques Rousseau et rue Léonce Bourliaguet), d'une longueur de 3 670 mètres correspondant aux sections n°10 à 16 de la convention cadre,
- la RD 69 (Avenue André Emery), d'une longueur de 290 mètres correspondant aux sections n°2 de la convention cadre,
- la RD 154 (rue Antoine Dubayle), d'une longueur de 700 mètres correspondant à la section n°9 de la convention cadre.

Ces sections, matérialisées en rouge sur le plan en annexe au présent rapport, ne représentent pas d'intérêt pour la voirie départementale.

Les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, modifié par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Aussi, en application de l'article L 131.4 du Code de la Voirie Routière, j'ai l'honneur de demander à la Commission Permanente de bien vouloir accepter ce déclassement, en vue de son reclassement dans la voirie communale de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/304

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DES ROUTES DÉPARTEMENTALES N°59, N°69 ET N°154 AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la convention-cadre passée entre la Ville de Brive-La-Gaillarde et le Département pour le transfert de certaines voiries départementales, en date du 20 septembre 2024,

VU la délibération n° 2024-209 du Conseil Municipal de Brive-la-Gaillarde, publiée le 25/09/2024 approuvant l'intégration dans le domaine public routier communal de certaines sections des RD 59, RD 69 et RD 154,

VU le procès-verbal d'achèvement et d'acceptation des travaux en date du 8 novembre 2024,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont approuvés les déclassements des sections suivantes en vue de leurs classements dans le domaine routier de la Commune de BRIVE-LA-GAILLARDE :

- RD 59 nommée successivement Avenue Emile Zola, Avenue Jean-Jacques Rousseau, rue Léonce Bourliaguet et rue Meyjonade, entre le PR 0+000 et le PR 3+670 (du carrefour avec la Place de la République jusqu'au rond-point avec la rue Jacques

Chaminade et la route Roland Meyjonade), d'une longueur d'environ 3 670 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe (sections n°10 à 16 en référence à la convention cadre susvisée).

- RD 69 nommée Avenue André Emery entre le PR 0+285 et le PR 0+575 (du carrefour avec la rue César Geoffray jusqu'au carrefour avec la rue de Verdun), d'une longueur d'environ 290 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe (section n°2 en référence à la convention cadre susvisée).

- RD 154 nommée rue Antoine Dubayle entre le PR 0+000 et le PR 0+700 (du rond-point André Monteil jusqu'au rond-point avec la rue Léonce Bourliaguet), d'une longueur d'environ 700 mètres, telle que matérialisée en rouge sur le plan joint en annexe (section n°9 en référence à la convention cadre susvisée).

Article 2 : les transferts de domanialité visés à l'article 1 deviendront effectifs à la date de prise d'effet de la délibération la plus tardive des deux collectivités concernées.

Article 3 : en tant que de besoin, le Département communiquera à la ville de BRIVE-LA-GAILLARDE les éléments en sa possession relatifs au domaine public transféré.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14322-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

VILLE DE BRIVE

Cité gaillarde

2024 - 209

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE
du Mercredi 25 septembre 2024
à 09h00

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-quatre, le mercredi vingt-cinq septembre à 09h00, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni Salle du Conseil Municipal - Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric SOULIER, Maire.

La convocation a été établie et affichée le jeudi 19 septembre 2024.

PRESENTS :
Monsieur Frédéric SOULIER, Madame Valérie TAURISSON, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Philippe DELARUE, Madame Dominique EYSSARTIER, Madame Marie-Christine LACOMBE, Monsieur Michel DA CUNHA, Monsieur Jacques VEYSSIERE, Monsieur Jean-Daniel VILATTE, Monsieur Jean-Claude DESCHAMPS, Madame Anne COLASSON, Monsieur Christian PRADAYROL, Monsieur Philippe CLEMENT, Madame Sabine DELORD, Monsieur Jean PONCHARAL, Madame Hélène COURTARIE, Madame Fatima JACINTO, Madame Marie FINDELING, Monsieur Franck PEYRET, Madame Najat DELDOULI, Madame Sandrine MARTIN, Madame Sylvie BOEL, Madame Carine VOISIN-TRENY, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Séverine ROSE-BROUSSEAUD, Madame Audrey BARTOUT, Madame Marine COURNIL-CORCORAL, Monsieur Ali GUVEN, Monsieur Jean-Yves SOULIER, Madame Catherine GABRIEL, Monsieur Paul ROCHE, Madame Shamira KASRI.

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE MANDAT DE VOTE :

Mandants	Mandataires	Date Procuration
Monsieur Philippe LESCURE	Madame Anne COLASSON	23/09/2024
Madame Martine JOUVE	Madame Marie-Christine LACOMBE	25/09/2024
Monsieur Pierre MONTEIL	Monsieur Philippe DELARUE	04/09/2024
Madame Anne CLERGERIE	Monsieur Michel DA CUNHA	23/09/2024
Monsieur Jean-Luc SOUQUIERES	Madame Carine VOISIN-TRENY	18/09/2024
Monsieur Steve CLOG DACHARRY	Monsieur Franck PEYRET	23/09/2024
Monsieur Alexandre BONNIE	Madame Valérie TAURISSON	17/09/2024
Madame Martine CONTIE	Madame Catherine GABRIEL	20/09/2024
Monsieur Emilio CAMPOS	Madame Shamira KASRI	25/09/2024
Madame Chloé HERZHAFT	Monsieur Paul ROCHE	23/09/2024
Monsieur Florian HURARD	Monsieur Jean-Yves SOULIER	23/09/2024

Le conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres en exercice a désigné conformément aux dispositions de l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marine COURNIL CORCORAL, Conseiller Municipal pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET DE LA DELIBERATION : CLASSEMENT DE VOIRIE DEPARTEMENTALE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques VEYSSIERE, Maire-Adjoint



Signé numériquement
A : BRIVE (19100) Fr
Le : 2024.09.27 09:14:30 +0200
Ville de Brive La Gaillarde
10ème adjoint
Jacques VEYSSIERE

Date de publication : 30/09/2024

L'évolution du réseau routier, a modifié profondément l'usage de certaines voiries départementales, qui, aujourd'hui, n'ont plus qu'un usage de voie de desserte. Par conséquent, l'intérêt pour le département de garder la gestion de ces voiries a disparu.

Pour rappel, les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Le conseil municipal en date du 14 décembre 2022 a voté le conventionnement avec le conseil départemental pour le transfert de certaines sections de voiries départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la ville de Brive.

Dans cette convention, il était prévu le transfert de certaines sections de voies départementales, après travaux, conformément au tableau ci-dessous :

Date de publication : 30/09/2024

Identification route départementale	Repérage en point de repère et abscisse				Linéaire	NOM DE RUE	Origine	Extrémité
	PRD	ABD	PRF	ABF				
19 D0069	0	285	0	575	290	Avenue André Emery	Carrefour rue César Geoffray	Carrefour rue de Verdun
19 D0154	0	0	0	700	700	Rue Antoine Dubayle	Rond-point André Monteil (carrefour avenue Roger Roncier/Avenue Jean-Charles Rivet)	Rond-point avec la rue Léonce Bourliaguet (RD 59)
19 D0059	0	0	0	250	250	Avenue Émile Zola	Place de la République	Av Joffre
19 D0059	0	250	0	450	200	Avenue Émile Zola	Av Joffre	Boulevard Colonel Germain
19 D0059	0	450	0	940	490	Avenue Émile Zola	Boulevard Colonel Germain	Passage sous les voies SNCF
19 D0059	0	940	2	700	1760	Avenue Jean-Jacques Rousseau	Passage sous les voies SNCF	Carrefour rue Roger Pecheyrand
19 D0059	2	700	3	317	617	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue Roger Pecheyrand	60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi
							60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi	Carrefour rue du Québec
19 D0059	3	317	3	563	246	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue du Quebec	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)
19 D0059	3	563	3	670	107	Rue Meyjonade	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)	Rond-point avec la rue Jacques Chaminade et la route Roland Meyjonade
19 D1089E2	16	0	0	280	280	Avenue Cyprien Faurie (allée du Teinchurier)	Rond-point avec la rue Lucien Nouet et l'accès à l'autoroute A 20	Rond-point avec l'avenue Jean-Charles Rivet (RD 1089)

Date de publication : 30/09/2024

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'intégration dans le domaine public routier communal, des sections des voies départementales : RD69, RD154, RD 59,

- d'autoriser le Maire à signer tout document y afférent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Pour extrait certifié conforme

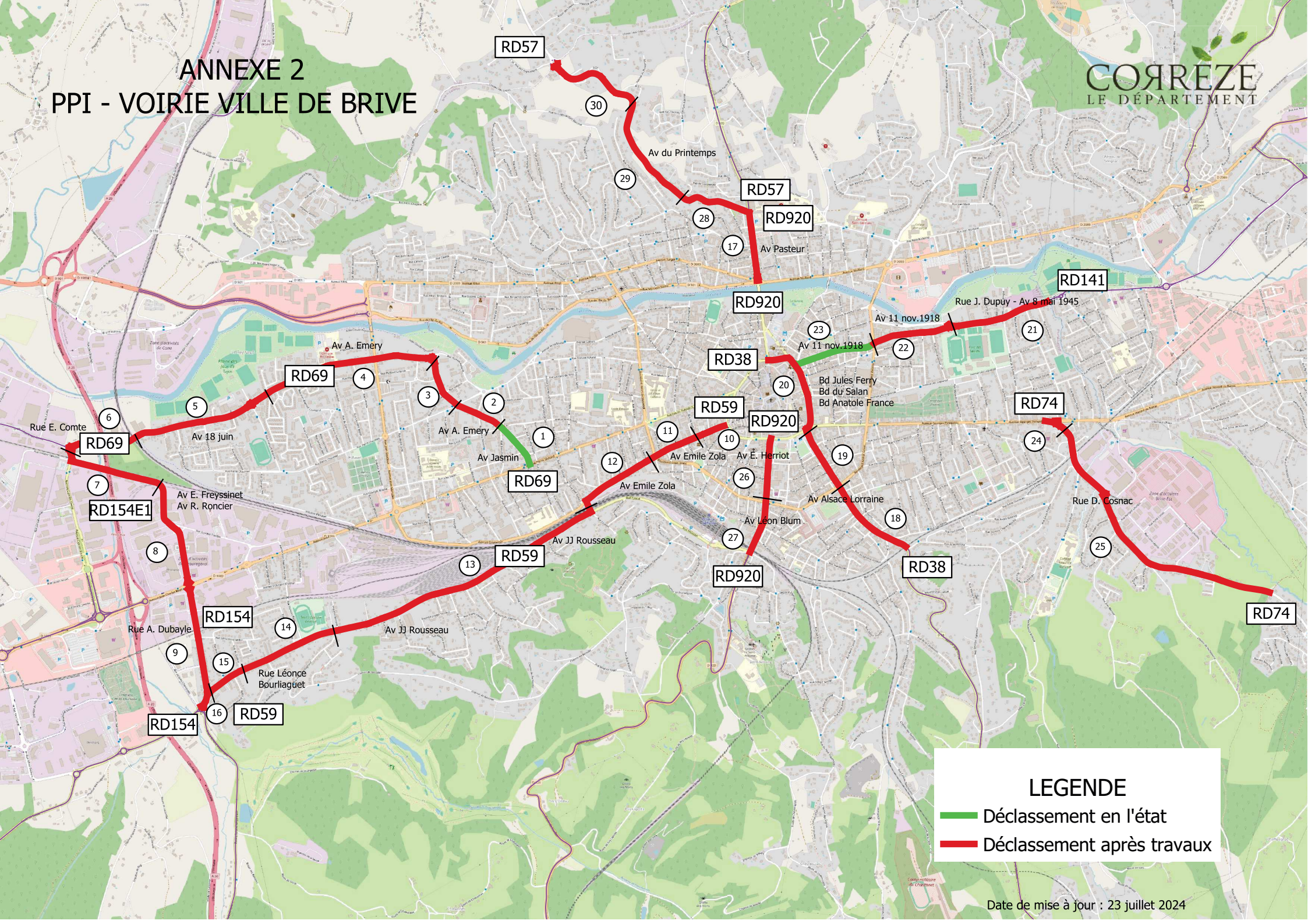
Le Maire

Date de publication : 30/09/2024

Accusé de réception en préfecture
019-211903109-20240930-209-25092024-DE
Date de télétransmission : 30/09/2024
Date de réception préfecture : 30/09/2024

ANNEXE 2
PPI - VOIRIE VILLE DE BRIVE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT



LEGENDE

- Déclassement en l'état
- Déclassement après travaux

Date de mise à jour : 23 juillet 2024

ANNEXE 1

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION DES ROUTES
Cellule Planification et Programmation

CONVENTION EN VUE DU TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES DÉPARTEMENTALES AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

ENTRE

d'une part, le Département de la Corrèze représenté par son Président, ci-après désigné sous le vocable « le Département »,

ET

d'autre part, la Commune de BRIVE-LA-GAILLARDE représentée par son Maire, ci-après désignée sous le vocable "la Commune",

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1- PRÉAMBULE - OBJET DE LA CONVENTION

Le Département est gestionnaire de voies départementales à l'intérieur de la zone agglomérée de la Commune de BRIVE-LA-GAILLARDE. À ce titre il assure les travaux d'entretien des chaussées de ces voies, ainsi que la police de conservation du domaine public départemental routier correspondant.

La commune de BRIVE-LA-GAILLARDE assure, sur ces mêmes sections de routes départementales en agglomération, la police de la circulation ainsi que la maîtrise d'ouvrage de tous les aménagements de surface y ayant trait. Elle réalise également toutes les prestations d'entretien relatives à la commodité et à la sûreté de la circulation (propreté, mobilier urbain, etc.).

Or, l'évolution du réseau routier ces dernières années, avec notamment la réalisation de voies de contournement d'intérêt départemental ou national, a entraîné de fait une modification profonde de l'usage de ces sections de routes en agglomération, dont la fonction initiale de transit extra communal a disparu au profit de la desserte locale.

De ce fait, l'intérêt pour le Département de conserver la gestion de ces sections de routes a également disparu, alors que celui pour la Commune d'en maîtriser l'intégralité de la gestion, de l'entretien et des aménagements est par contraste devenu prégnant.

Aussi, il est apparu nécessaire aux deux parties d'organiser le transfert de domanialité de ces sections de routes qui, ayant perdu leur intérêt départemental, ont vocation à être reclassée dans la voirie communale.

La présente convention a donc pour objet de préciser l'étendue de ces transferts, de sections de routes, de définir les modalités techniques et financières, et de valider un calendrier de principe.

Article 2 - DESCRIPTION DES SECTIONS DE ROUTES À TRANSFÉRER

Les sections à transférer sont décrites dans le tableau joint en annexe 1 à la présente convention, et représentées sur le plan en annexe 2.

Article 3 - CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES DE TRANSFERT

Les transferts seront réalisés soit en l'état si celui-ci est jugé satisfaisant par les parties, soit après exécution des travaux de réfection de chaussée qui seraient nécessaires.

Les travaux de remise en état avant transfert, lorsqu'ils auront été jugés nécessaires, seront financés exclusivement par le Département. Il en assurera la maitrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, et procédera à leur réception dans le cadre du marché le liant à son prestataire.

Dès cette réception prononcée, un procès-verbal contradictoire sera établi par les représentants des services techniques du Département et de la Commune désignés à cet effet, attestant du bon achèvement des travaux et de l'aptitude de la section de route concernée à pouvoir être transférée dans la voirie communale. Un modèle de procès verbal est joint en annexe 3 à la présente convention.

Article 4 - ORGANISATION DES TRANSFERTS

Les transferts de domanialité à intervenir seront actés par une double délibération concordante des deux collectivités, dont un modèle est proposé en annexe 4 à la présente convention.
Ils prendront effet à la date de signature la plus tardive des deux délibérations.

4.1 Sections pouvant être transférées en l'état :

À la date de signature de la présente convention, les sections suivantes peuvent faire dès à présent l'objet d'un transfert en l'état :

Identification route départementale	Repère carte	PRD	ABD	PRF	ABF	Linéaire	Nom de rue	Origine	Extrémité

VOIR TABLEAU CI-JOINT EN ANNEXE 1

Concernant ces sections, les deux parties s'engagent à proposer la délibération correspondante à leurs assemblées respectives dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention.

4.2 Sections nécessitant des travaux avant transfert :

Concernant ces sections, les dispositions suivantes seront appliquées :

Pour une même voie départementale, lorsque l'ensemble des sections la composant ne pourra pas être transféré simultanément du fait de travaux de réfection de chaussée à réaliser sur plusieurs années, l'ordre de transfert des sections se fera en allant du centre-ville vers la périphérie.

Les sections ne seront transférées que lorsqu'au moins une de leur extrémité jouxtera une voie communale, en continuité d'itinéraire.

Lorsque le Département aura réalisé des travaux sur une section dont aucune des extrémités ne jouxte une voie communale, après établissement du procès-verbal évoqué à l'article 3, la Commune s'engage ensuite à prendre à sa charge les travaux de chaussées dont la nécessité pourrait apparaître, dans le délai intervenant entre l'établissement du procès-verbal et la double délibération actant le transfert. Cet engagement exclut les éventuelles reprises de désordres dus à l'exécution des travaux, et qui pourraient apparaître après la réception de ceux-ci ; ces reprises seront prises en charge par le Département en application de l'accord-cadre et des clauses de garanties le liant au prestataire qui aura réalisé les travaux.

Le cadencement des transferts suivra celui de la programmation pluriannuelle des travaux figurant à titre indicatif dans le tableau en annexe 1 ; cette programmation sera actualisée d'un commun accord entre les parties afin de tenir compte des contraintes particulières à chaque section (par exemple annonce de réfection de réseaux, établissement d'un projet d'aménagement de surface, etc.).

Lorsque le transfert d'une section de route devient possible, les deux parties s'engagent à proposer la délibération correspondante à leurs assemblées respectives dans un délai de six mois à compter de la date de signature du procès-verbal mentionné à l'article 3.

Article 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à la date de la signature la plus tardive des parties. Elle prendra fin lorsque toutes les sections de route telles que définies à l'article 2 auront été transférées.

A Brive-la-Gaillarde, le
Le Maire de Brive-la-Gaillarde,

Frédéric SOULIER

A Tulle le
Le Président du Conseil départemental,

Pascal COSTE

Annexe 1 : Tableau des sections de routes à transférer
Annexe 2 : carte des sections de routes à transférer
Annexe 3 : modèle de procès-verbal d'achèvement de travaux
Annexe 4 : modèle de délibération de transfert

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

ANNEXE 1 : CONVENTION EN VUE DU TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES DÉPARTEMENTALES AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

		Repérage en point de repère et abscisse												
Repère carte	**Identification route départementale**	**PRD**	**ABD**	**PRF**	**ABF**	**Linéaire**	**NOM DE RUE**	**Origine**	**Extrémité**	**Année dernier revêtement**	**Date travaux Ville de Brive (PRÉVISION)**	**Date travaux Département (PROGRAMMATION)**	**Proposition de calendrier de transfert (À PRÉCISER)**	**Date de délibération Ville de Brive**	**Date de délibération Département**
1	19 D0069	0	0	0	285	285	Avenue Jasmin	Carrefour avenue Pierre Semard	Carrefour rue César Geoffray	2019			Déclassement en l'état	01/02/2023	
2	19 D0069	0	285	0	575	290	Avenue André Emery	Carrefour rue César Geoffray	Carrefour rue de Verdun	2018			Déclassement en l'état	à programmer septembre 2024	
3	19 D0069	0	575	0	900	325	Avenue André Emery	Carrefour rue de Verdun	Rond-point Jeanne Villepreux-Power (carrefour rue Romain Rolland)	2014			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement Avis Commune Brive : Giratoire + carrefour Fenelon - Pierre Chaumeil		
4	19 D0069	0	900	1	565	665	Avenue André Emery	Rond-point Jeanne Villepreux-Power (carrefour rue Romain Rolland)	Entrée de la clinique des Cèdres	2014			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement Avis Commune Brive : section faïencée		
5	19 D0069	1	565	2	760	1195	Avenue du 18 Juin	Entrée de la clinique des Cèdres	Voie SNCF	2010			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement Avis Commune Brive : section faïencée		
6	19 D0069	2	760	3	165	405	Rue Ernest Comte	Voie SNCF	Rond-point Ernest Comte (carrefour RD 69/RD 154E1)	1997			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		
7	19 D0154E1	0	0	0	600	600	Avenue Eugène Freyssinet	Rond-point Ernest Comte (carrefour RD 69/RD 154E1)	Avenue Eugène Freyssinet : ancienne voie ferrée avant Butagaz	2004			Travaux nécessaires avant déclassement (hors stationnements)		
8	19 D0154E1	0	600	1	220	620	Avenue Eugène Freyssinet et Avenue Roger Roncier	Avenue Eugène Freyssinet : ancienne voie ferrée avant Butagaz	Rond-point André Monteil (carrefour avenue Roger Roncier/Avenue Jean-Charles Rivet)	inconnue			Travaux nécessaires avant déclassement (hors piste cyclable)		
9	19 D0154	0	0	0	700	700	Rue Antoine Dubayle	Rond-point André Monteil (carrefour avenue Roger Roncier/Avenue Jean-Charles Rivet)	Rond-point avec la rue Léonce Bourliaguet (RD 59)	2022			Déclassement en l'état	à programmer septembre 2024	
10	19 D0059	0	0	0	250	250	Avenue Émile Zola	Place de la République	Av Joffre	2022	2022	2022	Déclassement en l'état	à programmer septembre 2024	
11	19 D0059	0	250	0	450	200	Avenue Émile Zola	Av Joffre	Boulevard Colonel Germain	2023	2023	2023	Déclassement en l'état	à programmer septembre 2024	
12	19 D0059	0	450	0	940	490	Avenue Émile Zola	Boulevard Colonel Germain	Passage sous les voies SNCF	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer septembre 2024	
13	19 D0059	0	940	2	700	1760	Avenue Jean-Jacques Rousseau	Passage sous les voies SNCF	Carrefour rue Roger Pecheyrand	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer septembre 2024	
14	19 D0059	2	700	3	317	617	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue Roger Pecheyrand	60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer septembre 2024	
								60 m après le carrefour avec la rue Auguste Bartholdi	Carrefour rue du Quebec	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer septembre 2024	
15	19 D0059	3	317	3	563	246	Rue Léonce Bourliaguet	Carrefour rue du Quebec	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer septembre 2024	
16	19 D0059	3	563	3	670	107	Rue Meyjonade	Rond-point avec la rue Antoine Dubayle (RD 154)	Rond-point avec la rue Jacques Chaminade et la route Roland Meyjonade	2016			Déclassement en l'état	à programmer septembre 2024	
24	19 D0074	0	0	0	170	170	Rue Daniel de Cosnac	Avenue Georges Pompidou	Impasse Daniel de Cosnac	2019		2024	Déclassement après travaux	à programmer novembre 2024	
25	19 D0074	0	170	1	695	1666	Rue Daniel de Cosnac	Impasse Daniel de Cosnac	Jusqu'à la sortie de l'agglomération de Brive	2024		2024	Déclassement après travaux	à programmer novembre 2024	

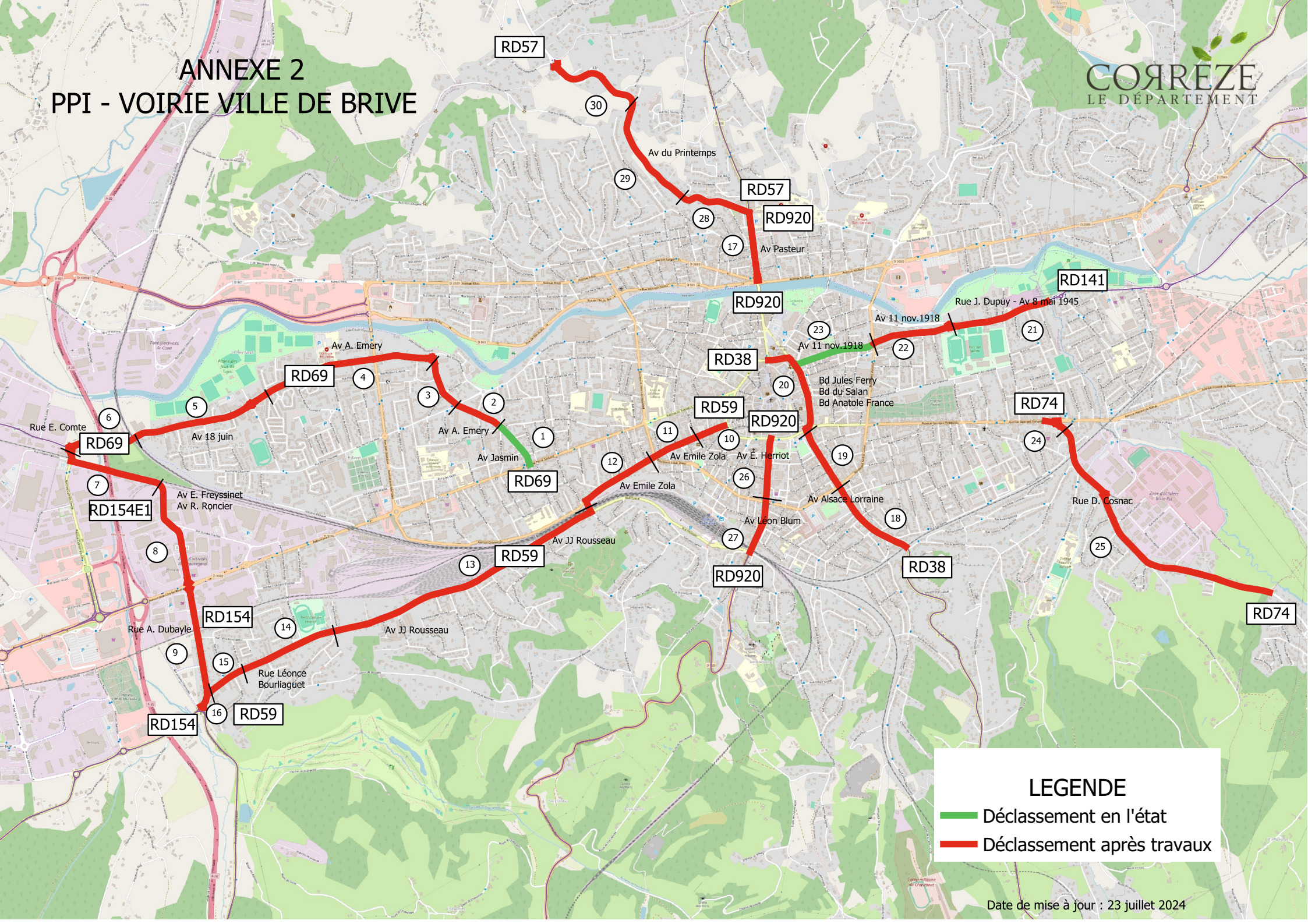
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

ANNEXE 1 : CONVENTION EN VUE DU TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES DÉPARTEMENTALES AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

		Repérage en point de repère et abscisse													
Repère carte	**Identification route départementale**	**PRD**	**ABD**	**PRF**	**ABF**	**Linéaire**	**NOM DE RUE**	**Origine**	**Extrémité**	**Année dernier revêtement**	**Date travaux Ville de Brive (PRÉVISION)**	**Date travaux Département (PROGRAMMATION)**	**Proposition de calendrier de transfert (À PRÉCISER)**	**Date de délibération Ville de Brive**	**Date de délibération Département**
17	19 D0920	51	97	51	491	395	Avenue Pasteur	Carrefour avec l'avenue du Printemps (RD 57)	Carrefour Carriven avec l'avenue Maillard et l'avenue Turgot (rond-point du pont Cardinal)	inconnue		2025	Proposition de déclassement après travaux		
18	19 D0038	34	23	34	570	547	Avenue d'Alsace Lorraine	Pont sur voies ferrées	Carrefour avec boulevard Brune et boulevard Amiral Grivel	inconnue			Proposition de déclassement après travaux		
19	19 D0038	34	570	34	962	398	Avenue d'Alsace Lorraine	Carrefour avec boulevard Brune et boulevard Amiral Grivel	Carrefour avec le boulevard Jules Ferry	inconnue			Proposition de déclassement après travaux		
20	19 D0038	34	962	33	1538	576	Boulevard Jules Ferry - Boulevard du Salan - Boulevard Anatole France	Carrefour avec boulevard d'Alsace Lorraine	Carrefour avec l'avenue de Paris	inconnue		2025	Proposition de déclassement après travaux		
21	19 D0141	22	115	22	620	619	Avenue du 8 mai 1945 - Rue Jean Dupuy	Limite de la commune (ruisseau Le Pian)	Rond-point avec l'avenue André Jalinat (Stadium)	2010			Proposition de déclassement après travaux à programmer		
22	19 D0141	22	620	23	175	555	Avenue du 11 novembre 1918	Rond-point avec l'Av A. Jalinat (stadium)	Carrefour avec le boulevard Cardinal Dubois et le boulevard Voltaire	2010			Proposition de déclassement après travaux à programmer		
23	19 D0141	23	175	23	660	485	Avenue du 11 novembre 1918	Carrefour avec le boulevard Cardinal Dubois et le boulevard Voltaire	Carrefour avec boulevard du Salan et boulevard Anatole France (RD 38)	2019			Déclassement en l'état	01/02/2023	
26	19 D0920	51	500	51	866	370	Avenue Edouard Herriot	Place du Maréchal de lattre de Tassigny	Boulevard Clémenceau	2019			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		
27	19 D0920	51	866	51	1164	298	Avenue Léon Blum	Boulevard Clémenceau	Rue Ingénieur Brassaud (après passage sous voies SNCF)	inconnue			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		
28	19 D0057	0	0	0	420	420	Avenue du Printemps	Avenue Président Henri Queuille	Impasse du Printemps	2004-2005			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		
29	19 D0057	0	420	1	125	671	Avenue du Printemps	Impasse du Printemps	Avenue du Printemps (voie communale)	2011			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		
30	19 D0057	1	125	2	27	550	Avenue du Printemps	Avenue du Printemps (voie communale)	Chemin des Crêtes	1994			Vérification si travaux nécessaires avant déclassement		

ANNEXE 2
PPI - VOIRIE VILLE DE BRIVE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT



LEGENDE

- Déclassement en l'état
- Déclassement après travaux

Date de mise à jour : 23 juillet 2024

www.correze.fr
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION DES ROUTES

PROCES-VERBAL D'ACHÈVEMENT ET D'ACCEPTATION DE TRAVAUX

OBJET DES TRAVAUX

Réfection de la chaussée de la Route Départementale n° 59
entre les PR 0+000 et 3+670
Avenue Emile Zola / Avenue Jean Jacques Rousseau / Rue Léonce Bourliaguet

CONFORMITE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Les travaux de remise en état décrits ci-après sont achevés :

- Renforcement de la structure de chaussée (Réalisation de purges)
- Réfection de la couche de roulement

Ces travaux n'appellent aucune remarque quant à leur bonne et correcte réalisation.
Leur acceptation est donc prononcée sans réserve par les signataires.

APTITUDE AU TRANSFERT DANS LA VOIRIE COMMUNALE

La convention signée le 20 septembre 2024 entre le Département de la Corrèze et la Commune de Brive-la-Gaillarde prévoit que le transfert de domanialité de cette section de route départementale peut être engagé après réalisation et réception des travaux. Le présent procès-verbal atteste de l'aptitude de la section de route concernée à être transféré dans le domaine public communal.

Fait en deux exemplaires

À Brive-la-Gaillarde, le 08/11/2024

Pour la Commune,
M. VEYSSIERE

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué

Jacques VEYSSIERE

Pour le Département,
M. Monteil (directeur des Routes)

MODELE DE DELIBERATION - COMMUNE

OBJET - Classement de voirie

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil départemental est favorable :

* au transfert dans le domaine public communal de la RD .... entre les PR ...+... et PR ...+... d'une longueur d'environ mètres, telle que matérialisée sur le plan joint.

Il rappelle que les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, modifiés par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Il présente au Conseil le plan de la section de route départementale n° ... à classer dans le domaine communal (en bleu sur le plan joint).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- donne son accord au classement et à l'incorporation dans le domaine public communal :

de la section de la RD ... entre les PR ...+... et PR ...+... (préciser les détails de localisation : nom de rue, carrefour ou points particuliers d'extrémités) d'une longueur d'environ ... mètres, telle que matérialisée sur le plan joint, après son déclassement par le Conseil départemental,

- mandate Monsieur le Maire pour mener à bien la procédure en liaison avec les services du Conseil départemental.

L'incorporation de cette portion de voie et de ses dépendances dans le domaine public communal deviendra effectif à la date de prise d'effet de la délibération la plus tardive des deux collectivités concernées.

A compter de cette date, la Commune se substituera au Conseil départemental dans l'ensemble de ses droits et obligations liés à cette section de route (accès riverains, permissions de voirie, etc).

MODELE DE DELIBERATION - DÉPARTEMENT

COMMISSION PERMANENTE
EXTRAIT DE DÉCISION
OBJET
ECHANGE DE VOIRIE ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET LA COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE
LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,
VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,
DÉCIDE
Article 1 er : Est approuvé le déclassement de la section suivante en vue de son classement dans le domaine routier de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE :
de la section de la RD … entre les PR …+… et PR …+… (préciser les détails de localisation : nom de rue, carrefour ou points particuliers d'extrémités) d'une longueur d'environ … mètres, telle que matérialisée sur le plan joint
Article 2 : Le transfert de domanialité visé à l'article 1deviendra effectif à la date de prise d'effet de la délibération la plus tardive des deux collectivités concernées.
Article 3 : En tant que de besoin, le Département communiquera à la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE les éléments en sa possession relatifs au domaine public transféré.
Adopté, à main levée, à l'unanimité.
Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental
Transmis au représentant
de L'État le :

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/305

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 991 - COMMUNE DE MOUSTIER-VENTADOUR

RAPPORT

Par délibération du 6 juillet 2023, le Conseil Municipal de MOUSTIER-VENTADOUR s'est prononcé en faveur du déclassement dans le domaine public communal d'un délaissé de la RD 991. Cette section est localisée entre le PR 38+321 et le PR 38+564, représente une surface d'environ 2 553 m² et se matérialise conformément au tracé figurant sur le plan joint en annexe.

Ce délaissé ne présente pas d'intérêt particulier pour la voirie départementale.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/305

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 991 - COMMUNE DE MOUSTIER-VENTADOUR

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération de la commune de MOUSTIER-VENTADOUR, en date du 6 juillet 2023, se prononçant pour l'incorporation du délaissé de la RD991 dans son domaine public,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé le déclassement du domaine public départemental d'un délaissé sur la commune de MOUSTIER-VENTADOUR, en vue de son classement dans le domaine public de la commune de MOUSTIER-VENTADOUR. Ce délaissé, situé sur la RD 991, entre les PR 38+321 et 38+564, représente une surface d'environ 2 553 m² et se matérialise conformément au tracé figurant sur le plan joint en annexe.

Article 2 : le transfert de domanialité visé à l'article 1er sera effectif à compter de la date à laquelle la présente décision deviendra exécutoire.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14200-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Mairie de
MOUSTIER-VENTADOUR

Envoyé en préfecture le 10/07/2023
Reçu en préfecture le 10/07/2023
Publié le 10/07/2023
ID : 019-211914502-20230706-2023_31-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL 2023-31

Nombre de membres en exercice : **10**
Présents : 10
Absents : 01
Votants : 09
Objet : classement – déclassement de voirie (RD 991 à route des Farges)

L'an deux mille vingt et trois, le 06 juillet, le Conseil Municipal de la commune de Moustier-Ventadour dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à 20h30, à la mairie sous la présidence de M. Christophe PETIT, Maire.
Date de la convocation : 30 juin 2023
Est nommée secrétaire de séance Caroline CLEMENT

PRESENTS : PETIT Christophe, MOREL Serge, CLEMENT Caroline, BOUYGES Lucien, BARATAULT Coralie, FLAPPER Jacqueline, MAS Bernard, PEYRICHOUX Thierry, SZNAJDER Fabrice
ABSENTE EXCUSEE : BERNOLIN Martine
PROCURATIONS :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Départemental est favorable :

Au transfert dans le domaine public communal du délaissée, d'une surface d'environ 2 553m2, situé sur la RD 991 entre le PR 38+321 et le PR 38+564, telle que matérialisée sur la plan joint en annexe.

Il rappelle que les articles L 141.3 et L 131.4 du Code de la Voirie Routière, modifiés par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Il présente au Conseil Municipal le plan du délaissé à classer dans le domaine communal (en bleu sur le plan joint).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- se prononce pour le déclassement par le Conseil Départemental de son domaine public départemental de la surface constituant la délaissé de la RD 991 cité ci-dessus,
- donne son accord au classement et à l'incorporation dans le domaine public communal du délaissé, d'une surface d'environ 2 553m2, situé sur la Rd 991 entre le PR 38+321 et le PR 38+564, tel que matérialisé sur le plan joint, après son déclassement par le Conseil Départemental,
- mandate M. le Maire pour mener à bien la procédure en liaison avec les services du Conseil Départemental.

L'incorporation de cette portion de voie et de ses dépendances dans le domaine public communal sera effective à compter de la date exécutoire de la décision de la Commission Permanente entérinant ce déclassement.

Envoyé en préfecture le 10/07/2023
Reçu en préfecture le 10/07/2023
Publié le 10/07/2023
ID : 019-211914502-20230706-2023_31-DE

A compter de dette date, la commune se substituera au Conseil Départemental dans l'ensemble de ses droits et obligations liés à ce délaissé (accès riverains, permissions de voirie, etc).

Vote :
Pour : 08 Contre : 00 Abstention : 01

Pour extrait conforme
Le Maire
Christophe PETIT

MAIRIE DE MOUSTIER-VENTADOUR
19 (Corrèze)

La secrétaire de séance
Caroline CLEMENT

ANNEXE : PLAN TRANSFERT DELAISSE RD 991, DU PR 38+321 AU PR 38+564



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/306

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 9 - COMMUNE DE CHAMEYRAT

RAPPORT

Par délibération du 15 avril 2024, le Conseil Municipal de CHAMEYRAT s'est prononcé en faveur du déclassement dans le domaine public communal d'un délaissé de la RD 9.

Cette section est localisée entre le PR 38+355 et le PR 38+400, représente une surface d'environ 496 m² et se matérialise conformément au tracé figurant sur le plan joint en annexe.

Ce délaissé ne présente pas d'intérêt particulier pour la voirie départementale.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/306

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ SUR LA RD 9 - COMMUNE DE CHAMEYRAT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération de la commune de CHAMEYRAT, en date du 15 avril 2024, se prononçant en faveur du transfert dans son domaine public,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé le déclassement du domaine public départemental d'un délaissé sur la commune de CHAMEYRAT, en vue de son classement dans le domaine public de la commune de CHAMEYRAT. Ce délaissé, situé sur la RD 9, entre les PR 38+355 et 38+400, représente une surface d'environ 496 m^2 et se matérialise conformément au tracé figurant sur le plan joint en annexe.

Article 2 : le transfert de domanialité visé à l'article 1er sera effectif à compter de la date à laquelle la présente décision deviendra exécutoire.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14206-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de la CORRÈZE
Arrondissement de TULLE

COMMUNE DE CHAMEYRAT

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 15 avril à 19h30, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Mme BOUCHETEIL Emilie, Maire, sur convocation en date du 8 avril 2024.

Présents : Mesdames Messieurs BOUCHETEIL Emilie, AUGÉ Alain, BRINDEL Evelyne, VIALLE Marcel, BOUCHAREL Joëlle, BRINDEL Marie-Claude, CHARDONNET Pierre, LAVAUD Annette, MAGNAUD Franck, BRUNER Christine, ROUGERIE Marc, RENOU Julien, CARVALHO Virginie, MIRAT Daniel, LEYGNAC Monique, VIALATTE Patrick.

Absents excusés ayant donné pouvoir :
M. CHARBONNEL Daniel, *pouvoir à M. MAGNAUD Franck*
Mme COMBY Adeline, *pouvoir à Mme BOUCHAREL Joëlle*
Absent excusé :
BOTELHO Florian

Secrétaire de séance : Mme BOUCHAREL Joëlle

Délibération n° 2024-04-15-014		
	Membres	19
	Présents	16
Déclassement par le Département de la Corrèze et classement par la Commune : délaissé RD9	Représentés	2
	Votants	18
	Exprimés	18
	Pour	18
	Contre	0

Nomenclature Actes : 3.5.1

Madame le Maire informe le Conseil municipal que le Conseil départemental de la Corrèze est favorable :

- Au transfert dans le domaine public communal du délaissé, d'une surface d'environ 496 m², situé au droit de la route départementale n° 9 (RD 9) entre le RD38+355 et le PR38+400, tel que matérialisé sur le plan ci-annexé ;
- A sa réfection préalablement à ce transfert.

Elle rappelle que les articles L141.3 et L131.4 du Code de la voirie routière, modifiés par la loi du 9 décembre 2004, dispensent d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales ou départementales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Elle présente au Conseil le plan du délaissé à classer dans le domaine communal (en bleu sur le plan ci-annexé).

Envoyé en préfecture le 23/04/2024
Reçu en préfecture le 23/04/2024
Publié le
ID : 019-211903802-20240415-D2024_04_15_014-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Se prononce pour le déclassement par le Conseil départemental de son domaine public départemental de la surface constituant la partie du délaissé de la RD 9 cité ci-dessus ;
- Donne son accord au classement et à l'incorporation dans le domaine public communal du délaissé, d'une surface d'environ 496 m², situé au droit de la RD 9 entre le PR+335 et le PR 38 +395, tel que matérialisé sur le plan ci-annexé, après sa réfection et son déclassement par le Conseil départemental ;
- Mandate le Maire pour mener à bien la procédure en liaison avec les services du Conseil départemental et l'autorise à signer tout document à intervenir pour l'exécution de la présente délibération.

L'incorporation de cette portion de voie et de ses dépendances dans le domaine public communal sera effective à compter de la date exécutoire de la décision de la Commission permanente du Conseil départemental entérinant ce déclassement.

A compter de cette date, la Commune se substituera au Conseil départemental dans l'ensemble de ses droits et obligations liés à ce délaissé (accès riverains, permissions de voirie, etc.).

Chameyrat, le 22 avril 2024

La Secrétaire de séance
Joëlle BOUCHAREL

Madame le Maire,
Emilie BOUCHETEIL

MAIRIE DE CHAMEYRAT (Corrèze)

Le Maire,

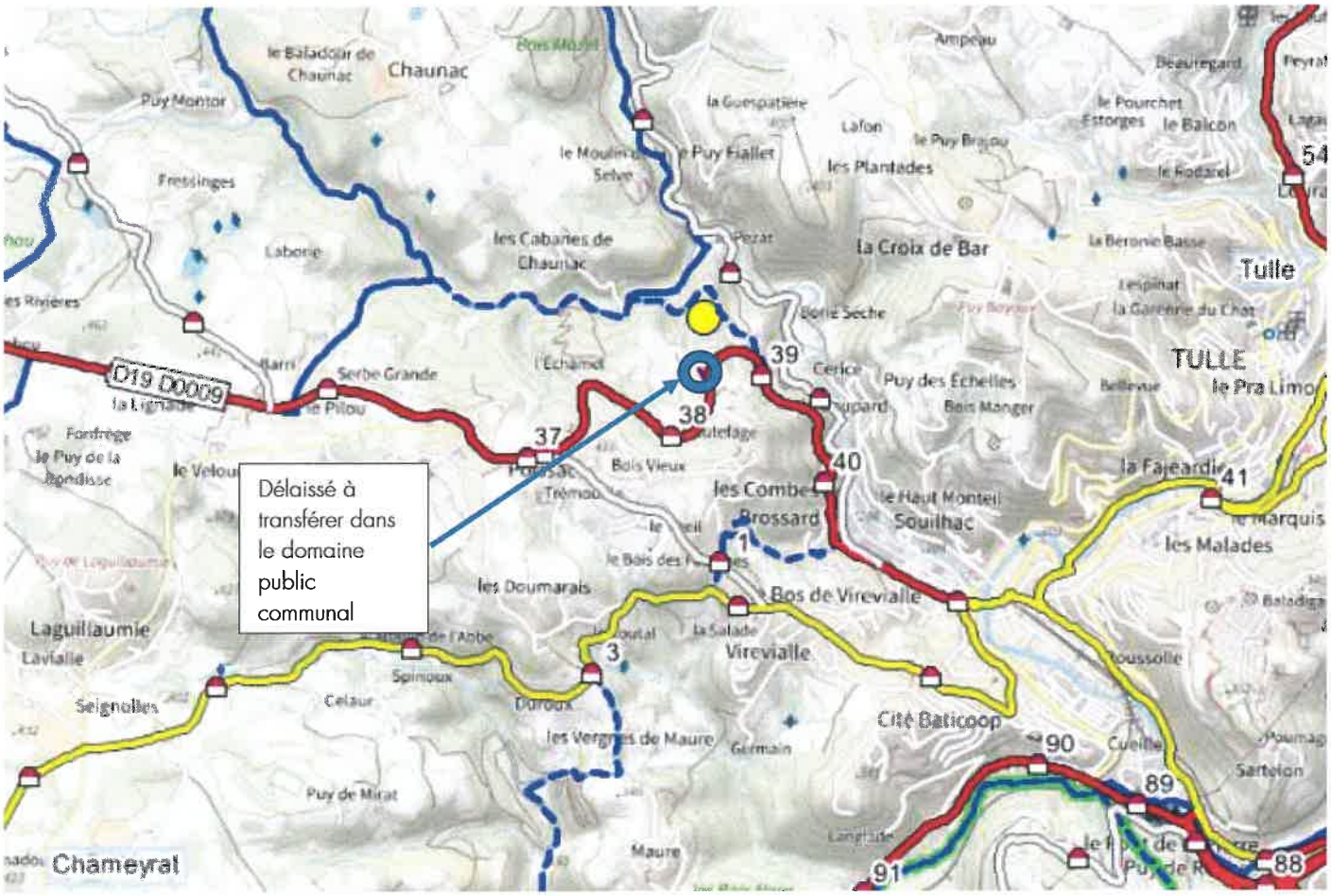
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges (Haute-Vienne) dans le délai de deux mois à compter de sa publication :
  - soit par voie postale : Tribunal administratif - 2 cours Bugeaud, CS 40410 - 87000 LIMOGES CEDEX
  - soit sur le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 23/04/2024
Reçu en préfecture le 23/04/2024
Publié le
ID : 019-211903802-20240415-D2024_04_15_014-DE

Commune de CHAMEYRAT - Annexe à la délibération du 15 AVR. 2024

Partie du délaissé de la route départementale n° 9 à transférer dans la voirie communale

MAIRIE DE CHAMEYRAT 19 (Corrèze)



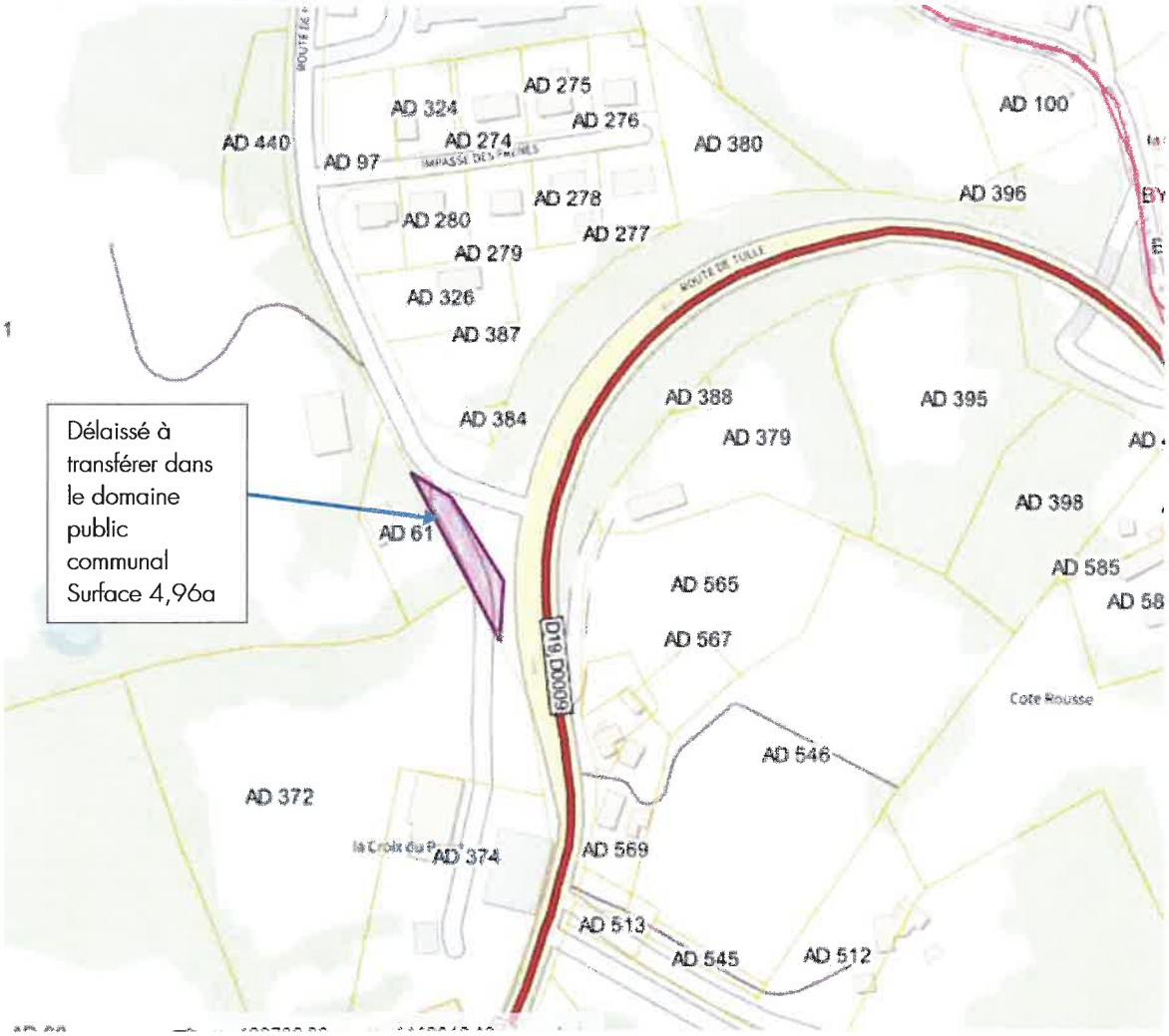
Plan de situation

Envoyé en préfecture le 23/04/2024

Reçu en préfecture le 23/04/2024

Publié le

ID : 019-211903802-20240415-D2024_04_15_014-DE



Plan masse



Vue de détail

MAIRIE DE CHAMEYRAT
19 (Corrèze)

Envoyé en préfecture le 23/04/2024
Reçu en préfecture le 23/04/2024
Publié le
ID : 019-211903802-20240415-D2024_04_15_014-DE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/307

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

SERVICE APPUI LOGISTIQUE - PROGRAMME DE CESSION DU MATERIEL ANNEE 2024

RAPPORT

Le Service Appui Logistique a défini, en vue de la vente, les véhicules, engins et matériels ne présentant plus d'intérêt pour la Direction des Routes.

Tous ces matériels, engins et véhicules sont amortis.

La liste des véhicules, engins et matériels concernés est jointe en annexe au présent rapport.

Ce matériel sera vendu sur la plateforme de vente aux enchères en ligne, AGORASTORE.

La recette prévisionnelle totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 32 700 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/307

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

SERVICE APPUI LOGISTIQUE - PROGRAMME DE CESSION DU MATERIEL ANNEE 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : est approuvée la vente de matériels, véhicules et engins réformés du Service Appui Logistique dont la liste est récapitulée dans le tableau joint à la présente décision.

Imputation budgétaire :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.43.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14329-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

MATERIEL DEPARTEMENT
VEHICULES ENGINS OU MATERIELS PROPOSES A LA VENTE - NOVEMBRE 2024-

Les véhicules ou engins proposés à la cession sont des matériels vétustes qui ont été remplacés ou obsolètes et plus utilisés

Inventaire	Désignation	Immat	Mise en Sesrvice	Compteur	Observations	Matériel remplacé	Valeur Acquisition	Valeur nette Comptable (VNC)	Estimation de vente
1999M08004	CAMION REN.BENNE 4x4	CC-062-CV	29/11/1999	218784	Vétuste-corrosion perforante	oui	108 473,57 €	0	5 000 €
1990M08002	Camion UNIMOG 4x4	CB-159-KS	15/03/1991	133457	Vétuste	Non	75 937,90 €	0	6 000 €
1994M10020	BALAYEUSE SCHMIDT WKS 24 AZ	95CC	24/03/1994	Néant	Vétuste	Non	10 479,43 €	0	
2008M08003	FOURG.RENAULT MASTER DCI 7pl	CC-171-QP	12/02/2008	284508	Vétuste	oui	20 916,64 €	0	1 500 €
2005M10002	PMV MERCURA sur fourgon	1255E	03/10/2005	Néant	Vétuste	oui	5 865,06 €	0	
2005M08005	RENAULT KANGOO DCI	CB-213-LG	10/08/2005	270197	vétuste	oui	11 189,82 €	0	1 000 €
2002M10006	PELLE FIAT KOBELCO	1112E	23/10/2002	11485	Vétuste	oui	130 121,21 €	0	5 000 €
2013M10056	PELLE CASE WX145	1391D	12/02/2010	7700	Vétuste	non	96 737,68 €	0	5 000 €
1993M10029	GRAVILLONNEUR MARREL 62 CC	62CC	07/06/1993	Néant	Vétuste -plus utilisé	non	11 390,69 €	0	500 €
1998M10037	GRAVILLONNEUR SECMAIR 21603 918E	918E	30/11/1998	Néant	Plus utilisé	non	13 270,55 €	0	500 €
2000M10017	GRAVILLONNEUR MAUGUIN 979E du	979E	06/12/2000	Néant	Plus utilisé	non	13 289,96 €	0	500 €
1989M10023	TRACTEUR RENAULT R782	CA-117-ZR	15/03/1989	16479	vétuste	oui	19 326,86 €	0	3 000 €
1989M10013	CHARGEUR FAUCHEUX	1066D	15/03/1998	Néant	vétuste	oui	8 113,97 €	0	
1990M10013	TRACTEUR RENAULT MI750	CB-405-BN	19/12/1990	14777	vétuste	oui	28 210,00 €	0	4 500 €
1991M10017	CHARGEUR MAILLEUX	1142D	19/12/1990	Néant	vétuste	oui	6 147,35 €	0	
1998M10044	REMORQUE SIGNAL.ADEM 750 kg	CA-534-VN	30/12/1998	Néant	vétuste	oui	5 502,94 €	0	200 €
2004M10006	POSTE A SOUDER TOLE FINE KEMPOMAT	591CC	16/06/2004	Néant	Vétuste-hors service	oui	1 308,45 €	0	0 €
								Total	**32 700 €**

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/308

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

SERVICE APPUI LOGISTIQUE - REGULARISATION DES SORTIES D'ACTIF - ANNEE 2024

RAPPORT

Le rapprochement entre l'inventaire physique et comptable du Service Appui Logistique a fait ressortir des discordances dont l'origine s'explique par des sorties d'actif partiellement comptabilisées au cours des exercices antérieurs ainsi que des matériels identifiés en doublon.

Les immobilisations concernées sont annexées en pièce jointe.

Cette régularisation s'effectue par des opérations non budgétaires effectuées par le comptable au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/308

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

SERVICE APPUI LOGISTIQUE - REGULARISATION DES SORTIES D'ACTIF - ANNEE 2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article unique : il convient donc, conformément aux préconisations du Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNoCP) dans son avis 2012-05 du 18 octobre 2012 repris par la note DGCL/DGFIP du 12 juin 2014, de régulariser les sorties d'actif constatées en situation nette par des opérations non budgétaires effectuées par la Paierie Départementale :

- Débit du compte 28 (cumul des amortissements) pour un montant total de 80 848,44 € ;
- Crédit du compte 21 (valeur d'acquisition) pour un montant total de 104 374,76 € ;
- Débit du compte 1068 pour 23 526,32 €.

Aucun crédit à ouvrir au budget, ni de titre et mandat à émettre.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14306-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Numéro d'inventaire Grand Angle	Description de l'immobilisation	Imputation comptable	Valeur d'acquisition	Valeur nette comptable (VNC)	Montant amorti au 31/12/2024
1980M10001-D0263O	DEGAU RABOT KITY-263D	215738-Mat. & outil. voirie(5)	462,77	0	462,77
1992M10014-E6020	LAME DIC RAB3-645E	215738-Mat. &outil. voirie(10)	5 924,06	0	5 924,06
2001M10062-C7808	FEUX TRICOLORES BAT.ELSI-507CC	215738-Mat. & outil. voirie(5)	2 862,57	0	2 862,57
2004M08001-E0791	VLU KANGOO- CC-041-BJ	21828-Véhicules légers (7)	11 603,89	0	11 603,89
2005M08003-E0784	VLU KANGOO- CC-857-BH	21828-Véhicules légers (7)	11 189,81	0	11 189,81
2006M08002-C2062	VLU KANGOO- CC-132-BL	99-21828-Véhicules légers (5)	11 233,46	0	11 233,46
2006M08005-C2065	VLU KANGOO- CC-184-BL	99-21828-Véhicules légers (5)	11 233,46	0	11 233,46
2014M10057-D7851	PANNEAU TRITON 200L MONTAGE-1411D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	356,41	36,93	319,48
2014M10058-D7851	MONTAGE FLU-1411D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	963,22	96,98	866,24
2015M10050-D7853	MONTAGE PMV AXIMUM HERMES 250L-1458D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	1 311,34	262,56	1 048,78
2016M10025-D7854	PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION-1490D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	883,04	265,54	617,5
2016M10026-D7855	PMV TRITON MONTAGE EGLETONS-1491D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	883,04	265,54	617,5
2016M10029-D7856	PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION-1492D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	883,04	265,54	617,5
2016M10030-D7857	PMV TRITON MONTAGE USSEL-1493D	215738-Mat. &outil. voirie(10)	883,04	265,54	617,5
2017M10114-D9202	REMORQUE PTAC 750KG- EP-447-TE	215731-Mat. roulant voirie (5)	1 062,00	0,00	1 062,00
2017M10115-D9203	REMORQUE PTAC 750KG- EP-441-TE	215731-Mat. roulant voirie (5)	1 062,00	0,00	1 062,00
2017M10116-D9204	REMORQUE PTAC 750KG- EP-436-TE	215731-Mat. roulant voirie (5)	1 062,00	0,00	1 062,00
2017M10117-D9205	REMORQUE PTAC 750KG- EP-442-TE	215731-Mat. roulant voirie (5)	1 062,00	0,00	1 062,00
2020M10070-PMAT029	SECATEUR ELECTROCOUP F3015M-1611D	215738-Mat. & outil. voirie(5)	1 624,50	651,60	972,90
2020M10125-514D	ARMOIRE ATELIER 9 TIROIRS-514D	215738-Mat. & outil. voirie(5)	1 170,00	468,00	702,00
2020M10136-D1802	REMORQUE PORTE ENGIN LOUAULT 26T- FX-815-JS	99-215731-Mat.roulantvoirie(7)	36 659,11	20 948,09	15 711,02
			104 374,76	**23 526,32**	**80 848,44**

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/309

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONTRAT DE PARTENARIAT - SOCIETE OBJECTIF ECOENERGIE - EFFICACITE ENERGETIQUE ET MODERNISATION DU COLLEGE LAKANAL DE TREIGNAC

RAPPORT

Le Département de la Corrèze, au titre de sa dotation pluriannuelle d'investissement, s'est engagé à réaliser des travaux donnant droit à l'obtention de Certificats d'Economie d'Energie.

Pour ces dépenses, la société Objectif EcoEnergie, structure délégataire "obligée", dont le siège est à USSEL (19200), s'est engagée à verser au Département une participation financière en contrepartie de laquelle le Département lui octroie le bénéfice des Certificats d'Economie d'Energie correspondants.

Les travaux concernés, ainsi que les recettes correspondantes sont les suivants :

Modernisation du collège Lakanal de TREIGNAC (19260)

Descriptif des travaux	Volume CEE estimé en kWhCumac
Isolation de combles ou de toitures	1 690 743,60
Isolation des murs	2 630 534,40
Isolation des planchers	1 957 581,60
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	44 990,64
Luminaire à modules LED	338 582,70
Rénovation d'éclairage extérieur	115 200,00
Réglage des organes d'équilibrage d'une installation de chauffage à eau chaude	421 320,00
Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé	41 992,00

La recette correspondant à l'incitation financière versée par Objectif EcoEnergie pour l'ensemble du chantier s'élève à 50 686,61 €.

Je propose à la Commission Permanente d'approuver le contrat de partenariat à intervenir avec la société Objectif EcoEnergie joint en annexe, et de m'autoriser à le signer.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/309

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONTRAT DE PARTENARIAT - SOCIETE OBJECTIF ECOENERGIE - EFFICACITE ENERGETIQUE ET MODERNISATION DU COLLEGE LAKANAL DE TREIGNAC

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé le contrat de partenariat avec la société Objectif EcoEnergie, dont le siège est à USSEL (19200), prévoyant le versement par la société susnommée d'une participation en contrepartie de l'appropriation des Certificats d'Économie d'Énergie correspondants. Monsieur le Président est autorisé à signer ledit contrat de partenariat.

Les travaux concernés, ainsi que les recettes correspondantes sont les suivants :

Modernisation du Collège Lakanal de TREIGNAC (19260)

Descriptif des travaux	Volume CEE estimé en kWhCumac
Isolation de combles ou de toitures	1 690 743,60
Isolation des murs	2 630 534,40
Isolation des planchers	1 957 581,60
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	44 990,64
Luminaire à modules LED	338 582,70
Rénovation d'éclairage extérieur	115 200,00

Réglage des organes d'équilibrage d'une installation de chauffage à eau chaude	421 320,00
Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé	41 992,00

Le montant total de l'incitation financière versée par Objectif EcoEnergie pour l'ensemble du chantier s'élève à 50 686,61 €.

Article 2 : est approuvée l'attribution à la Société Objectif EcoEnergie, pour les travaux visés à l'article 1er, de l'intégralité des Certificats d'Économie d'Énergie.

Imputation budgétaire :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 902 21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14113-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE LA PROMOTION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

2024-10-15

Encouragez les économies d'énergie, réduisez les émissions de CO2.
Nous vous soutenons financièrement à travers le dispositif CEE.



Chargé de clientèle : GUIOT Yann

Objectif EcoEnergie / SIRET 523 814 358/ 3bis av. de la Résistance -BP 19 - 19201 19201 Ussel Cedex
Tél : 05 55 46 25 79

CONVENTION DE PARTENARIAT PERSONNES MORALES
CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE

ENTRE

Raison sociale : Conseil Départemental de la CORREZE
Représenté par : COSTE Pascal - Président
Adresse : 9 rue René et Emile Fage
Code Postal : 19000 **Ville : TULLE**
Siret : 221927205000197

Ci-après désigné par « Le partenaire»
D'une part,

ET

Objectif EcoEnergie, Société par Action Simplifiée au capital de 500 000 €, dont le siège est à 19200 Ussel (Corrèze) 3 bis, avenue de la Résistance BP 19, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brive la Gaillarde (Corrèze) et identifiée au Répertoire national des Entreprises sous le numéro SIREN : 523 814 358 ;

Représentée par Monsieur Jean-Louis PRADOUX, Président de la Société agissant dans le cadre de son objet social et ayant tous pouvoirs aux termes des statuts ;

Ci-après désignée par " Objectif EcoEnergie ",

D'autre part,

CONTEXTE

La loi n°2005-78 1 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, modifiée par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant sur l'engagement national pour l'environnement, oblige les personnes morales qui mettent à la consommation des carburants automobiles ainsi que les distributeurs de gaz de pétrole liquéfié, de gaz naturel et de fioul domestique à faire des économies d'énergie. L'article 14 de cette loi, modifié par l'article 78 de la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, offre la possibilité aux distributeurs de se libérer de leurs obligations en se regroupant au sein d'une structure (structure collective délégataire) assurant la mise en place d'actions visant à atteindre ces objectifs d'économies d'énergie.

Objectif EcoEnergie est à ce titre un « obligé » en délégation d'obligation au sens de cette réglementation relative aux Certificats d'Economies d'Energie (ci-après « CEE »). Le Partenaire veut valoriser les CEE de son futur chantier auprès d'Objectif EcoEnergie.

Les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) sont des outils d'incitation à la réalisation de travaux concourant à faire des économies d'énergie.

Si le Partenaire possède des filiales, il s'engage à les informer du rôle actif et incitatif d'Objectif EcoEnergie, information formalisée par la mise en place d'une attestation entre le Partenaire et ses Filiales faisant référence à la Convention, et à les faire ainsi bénéficier des incitations. La liste des filiales concernées sera rajoutée en annexe.

L'accès à cette offre est entièrement gratuit. L'adhésion est obligatoire pour avoir accès au service de valorisation des CEE. Cette adhésion doit être préalable aux actions d'économies d'énergie.

La convention représente l'intégralité de l'accord. Elle remplace et annule tous les pourparlers, accords verbaux ou écrits entre les Parties préalables à sa signature.

Les parties se sont rapprochées afin de déterminer les modalités de coopération dans la promotion d'opérations d'économies d'énergie en vue de l'obtention de CEE, et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention d'Application a pour objet d'une part, de déterminer le programme d'opérations éligible aux Certificats d'Economies d'Energie que le partenaire s'engage à réaliser ou faire réaliser et d'autre part, de déterminer le montant de la participation financière qu'Objectif EcoEnergie s'engage à verser au partenaire sous réserve de la délivrance des CEE demandés par **Objectif EcoEnergie**.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES OPERATIONS

D'un commun accord, les Parties retiennent le programme d'opérations, préalablement défini par le partenaire, suivant :

Descriptif des opérations **: Collège LAKANAL**
Adresse travaux : Avenue du Général De Gaulle 19260 TREIGNAC
Zone climatique : H1
Secteur : Tertiaire - Enseignement

Isolation de combles ou de toitures (BAT-EN-101)
Facteur correctif : 0.6
Surface d'isolant : 1083,81m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 1 690 743,60 kWhCumac

Isolation des murs (BAT-EN-102)
Energie de chauffage : Combustible
Facteur correctif : 0.6
Surface d'isolant : 913,38m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 2 630 534,40 kWhCumac

Isolation des plancher (BAT-EN-103)
Facteur correctif : 0.6
Surface d'isolant : 627,43m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 1 957 581,60 kWhCumac

Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant (BAT-EN-104)
Facteur correctif : 0.6
Surface totale des fenêtres, doubles fenêtres ou portes-fenêtres : 14,148m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 44 990 ,64 kWhCumac

Luminaire à modules LED (BAT-EQ-127)
IRC inférieur à 90
Efficacité lumineuse entre 120 et 139 lm/W
Secteur : enseignement
Puissance totale des luminaires à modules LED installés : 12 540.1 W
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 338 582,70 kWhCumac

Rénovation d'éclairage extérieur (RES-EC-104)
Cas N°2
Nombre de luminaire installé : 16
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 115 200 kWhCumac

Réglage des organes d'équilibrage d'une installation de chauffage à eau chaude (BAT-SE-103)
Surface chauffée : 3511m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 421 320 kWhCumac

Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé (BAT-TH-125)
Installation d'une ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant
Facteur correctif : 0.58
Surface ventilée : 181m²
Volume CEE estimé selon les critères mentionnés ci-dessus : 41 992 kWhCumac

Descriptif sous réserve des éléments transmis en conformité avec les exigences des opérations standardisées donnant lieu à des CEE. En cas de non-transmission d'une pièce ou d'un ensemble de pièces de type documents techniques, financiers ou comptables relatifs à la réalisation de chaque action listée ci-dessus pendant la période de délivrance des CEE, fixée à un an après réception des ouvrages, un avenant sera appliqué sur le(s) poste(s) concerné(s). Le montant de l'avenant sera calculé en fonction des postes rajoutés ou supprimés selon le détail de la prime définies par postes, en article 2 sans aucune pénalité.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE d'Objectif EcoEnergie

Il est entendu qu'Objectif EcoEnergie versera une incitation financière pour les opérations citées dans l'article 2 :

Ensemble du chantier : 50 686,61 € Cinquante mille six cent quatre vingt six euros et soixante et un centimes

Objectif EcoEnergie s'engage à participer financièrement aux opérations susvisées selon les modalités suivantes : la Participation financière d'Objectif EcoEnergie sera versée au plus tard le 30 du mois M+1 à compter de la date de notification de la délivrance de l'Administration relative aux opérations concernées et dont le dossier de demande aura été déposé par **Objectif EcoEnergie**.

La description des travaux mentionnée à l'article 2 sera confirmée comme éligible au dispositif des CEE par le service exploitation d'Objectif Ecoenergie après validation des documents d'engagement. En cas de démarrage des travaux avant la déclaration d'éligibilité par le service Exploitation d'Objectif EcoEnergie, Objectif Ecoenergie se dégage de toute responsabilité en cas de non-éligibilité de l'opération.

Si des différences apparaissent entre le descriptif de cette convention et la réalité en fin de chantier, seules les preuves de l'opération feront foi (facture, Attestation sur l'Honneur…). Le montant de l'incitation sera donc définitif après transmission des justificatifs.

ARTICLE 4. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF :

Le dispositif détermine l'ensemble des actions, présentées ci-dessous, dont le respect permet le dépôt et l'obtention des CEE par Objectif EcoEnergie.

Ainsi, les parties s'engagent à respecter le processus défini ci-dessous :

Etape 1

Objectif EcoEnergie édite le présent contrat en fonction du descriptif fourni par le Partenaire, avant l'engagement des premières opérations qui entrent dans le champ de ce contrat.

Etape 2

Le Partenaire signe et date la convention en s'engageant sur l'horodatage fait avant l'engagement des premières opérations.

Etape 3

Le Partenaire réalise les opérations d'économies d'énergie.
Puis, il rassemble l'ensemble de ces pièces justificatives et les transmet à Objectif EcoEnergie pour déposer les dossiers de demande de CEE.

Etape 4

Objectif EcoEnergie réalise un dossier consolidé regroupant l'ensemble des documents requis par l'arrêté du 04 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie.

Etape 5

Dès la validation obtenue (enregistrement des CEE sur le compte d'Objectif EcoEnergie sur le registre par l'autorité compétente), Objectif EcoEnergie verse au Partenaire une contribution financière correspondant à l'(aux) opération(s) d'économies d'énergie validée(s).

Modalités particulières, Contrôles :

A condition d'en prévenir le Partenaire dix (10) jours calendaires à l'avance, Objectif EcoEnergie aura la possibilité d'effectuer des vérifications sur le site du bénéficiaire concernant le respect de l'ensemble des obligations au titre de la convention et du cadre légal de celle-ci, notamment à la suite d'une demande d'information formulée par l'autorité compétente.

L'incitation d'Objectif EcoEnergie et le mode de preuves est résumé dans le tableau suivant :

INCITATION	MODE DE PREUVES	BENEFICIAIRES
Prime Energie	Facture des travaux Attestation sur l'Honneur (AH)	Personnes morales

Les conditions d'éligibilité sont données en début de contrat puis disponibles sur demande auprès d'Objectif EcoEnergie ou de ses partenaires commerciaux. Le contenu et les règles de recevabilité des « dossiers CEE » correspondants sont fixés par Objectif EcoEnergie dans le cadre des règles en vigueur, définies par l'Administration.
Les motifs de non-recevabilité d'un dossier sont notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- Le dépôt d'un « dossier CEE » similaire à un dossier déjà validé par Objectif EcoEnergie ou qui a déjà fait l'objet d'une demande de certificat d'économies d'énergie auprès de l'Administration,
- Le non-respect des conditions de reconnaissance de l'opération par l'Administration,
- La réception du dossier par Objectif EcoEnergie plus de dix mois après l'achèvement des travaux ou la date de facture.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

5.1. Communication d'Objectif EcoEnergie

Le Partenaire autorise Objectif EcoEnergie à faire état des prestations visées à la présente convention par tous moyens de communication. Entendu par « prestations visées », pour la durée de la présente convention :

- Montant de la prime perçue,
- Actions, opérations ou investissements valorisés dans le cadre du dispositif des CEE.

De plus, le Partenaire autorise Objectif EcoEnergie à le citer au titre de « Référence Partenaire » et à utiliser son logo dans le cadre de sa communication.
En contrepartie, Objectif EcoEnergie s'engage à respecter la charte graphique du Partenaire et à faire relire tout communiquer de presse le concernant, avant sa diffusion.

5.2. Communication du Partenaire

L'utilisation de la marque Objectif EcoEnergie est autorisée sous réserve de l'autorisation préalable du service communication et dans le respect de la charte graphique prédéfinie. La reproduction du logo est interdite sans son accord, conformément aux dispositions de l'article L 713-2 du Code de la propriété intellectuelle.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel de la présente Convention.
En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers des informations relatives au contenu de la Convention, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable.
L'engagement de confidentialité pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention et pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date d'échéance de son terme.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par les Parties. Elle est conclue jusqu'au **30 Avril 2025.**
Chaque Partie aura toutefois la faculté de mettre fin à la présente convention moyennant un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec avis de réception, pour les motifs suivants :

1. Fin du dispositif des certificats d'économies d'énergie avant la fin de la présente convention,
2. Abandon de travaux,
3. Cas de force majeur.

Sans aucun préjudice financier, pour les deux parties.

ARTICLE 8 : LITIGES

Pour tout litige qui pourrait surgir entre les Parties relativement à l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention et qui ne serait réglé à l'amiable, le litige sera soumis à la juridiction compétente.

Fait à ……, en deux exemplaires originaux, le ……

Signature et tampon :

Objectif EcoEnergie **Le Maître d'ouvrage**

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/310

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONVENTION CADRE SAFER NOUVELLE AQUITAINE / CONSEIL DÉPARTEMENTAL RELATIVE À LA SURVEILLANCE ET À LA MAÎTRISE FONCIÈRE - AVENANT DE PROLONGATION

RAPPORT

Le Département de la Corrèze s'inscrit dans une démarche de développement et d'accompagnement de son territoire.

Ainsi, d'une part, de nombreux projets sont portés par le Département de la Corrèze pour améliorer ses infrastructures (routières notamment) tout en préservant l'environnement (compensations environnementales liées à l'impact écologique provoqué par ces projets), accélérer la transition écologique sur son territoire en conduisant des projets innovants en matière de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques (notamment par le développement du photovoltaïque au sol et par une meilleure valorisation de la ressource en eau superficielle à des fins d'irrigation agricole).

Le Département de la Corrèze souhaite limiter au maximum l'impact de ces projets sur les exploitations agricoles concernées et ce, en s'inscrivant au sein d'une démarche d'anticipation foncière. Ces projets nécessitent également une connaissance précise et actualisées des données foncières et/ou la constitution d'emprises foncières au sein de l'espace agricole ce qui est susceptible d'engendrer des incidences sur les exploitations agricoles locales.

D'autre part, le Département de la Corrèze est un département solidaire, tournée vers ses collectivités. Dans ce cadre, le Conseil Départemental, lors de sa séance du 22 juin 2020, a décidé de mettre à disposition des Communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) une offre d'ingénierie territoriale. Il souhaite notamment accompagner les Communes et EPCI en matière d'ingénierie foncière (veille foncière, appréhension des biens sans maître).

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental a signé le 14 août 2020 avec la SAFER Nouvelle Aquitaine une convention cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière (convention jointe en annexe au présent rapport) dont le terme a été fixé au 31

décembre 2024.

Ce partenariat conclut avec la SAFER s'articule autour de six actions :

- La veille et l'observation foncière avec notamment pour le Département, les Communes et EPCI du territoire l'accès à l'outil VIGIFONCIER qui permet d'être informé en temps réel des projets de vente de biens sur le département, de connaître leur nature, d'anticiper les projets d'aménagement et de contacter la SAFER pour mettre en œuvre une action opérationnelle.
- L'outil VIGIFONCIER est en cours de déploiement, étant précisé qu'il a, à ce jour, été déployé sur 6 EPCI (soit 16 utilisateurs) et 120 Communes (soit 160 utilisateurs). 24 accès ont par ailleurs été ouverts pour le Département.
- La réalisation d'études foncières et de diagnostics de territoire spécifiques,
- L'accompagnement des communes et EPCI du département dans l'appréhension des biens sans maître de leur territoire,
- L'usage du droit de préemption de la SAFER que le Département a mobilisé pour acquérir des terrains nécessaires aux compensations environnementales dans le cadre de ses projets routiers,
- La prestation de négociation foncière et de recueil de promesses de vente pour le compte du Département de la Corrèze,
- L'acquisition et le portage par la SAFER de réserves foncières compensatoires agricoles et/ou environnementales pour le compte du Département de la Corrèze. La SAFER est notamment intervenue dans le cadre des projets de construction des déviations de Malemort et de Lubersac et devrait intervenir sur les projets routiers futurs.
- La mise en gestion de biens agricoles portés par Le Département de la Corrèze.

Concernant les conditions financières, l'accès à VIGIFONCIER est facturé annuellement sur la base de 15 000 € HT, soit 18 000 € TTC (accès Département + Communes + EPCI).
Les autres prestations, si elles sont utilisées, font l'objet d'une tarification spécifique prévue à la convention.

La convention cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière arrivant à son terme le 31 décembre 2024, il est proposé, eu égard à son utilité, tant pour le Département, que pour les Communes et EPCI du territoire, de la prolonger par avenant (cf. pièce jointe en annexe) pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028. Toutes les autres conditions de la convention initiale (notamment financières) demeurent inchangées.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 18 000 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/310

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONVENTION CADRE SAFER NOUVELLE AQUITAINE / CONSEIL DÉPARTEMENTAL RELATIVE À LA SURVEILLANCE ET À LA MAÎTRISE FONCIÈRE - AVENANT DE PROLONGATION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont approuvés les termes et la passation de l'avenant n°1 à la convention cadre (convention jointe en annexe) relative à la surveillance et à la maîtrise foncière conclue entre la SAFER Nouvelle Aquitaine et le Conseil départemental le 14 août 2020.
Cet avenant a pour objet de proroger la convention initiale pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2025, soit jusqu'au 31 décembre 2028.
Toutes les autres conditions de la convention initiale (notamment financières) demeurent inchangées.

Article 2 : le Président du Conseil départemental est autorisé à signer l'avenant n°1 (cf. pièce jointe en annexe) à la convention cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière conclue entre la SAFER Nouvelle Aquitaine et le Conseil départemental le 14 août 2020.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930-020.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14238-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/311

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 38 - COMMUNES DE BRIVE-LA-GAILLARDE ET DE COSNAC

RAPPORT

Dans le cadre de la rectification des virages de la Route Départementale 38 effectuée il y a plusieurs années, trois parcelles de terrains non bâties, cadastrées section CR n° 257, 258 et section CM n°10, sises respectivement sur les communes de BRIVE-LA-GAILLARDE et par extension de COSNAC, ont été nécessaires à notre Collectivité.

Ces parcelles appartenaient initialement à une personne physique. Cependant, les promesses de vente qui lui avaient alors été proposées à la signature par le Centre Technique Départemental de Brive, n'avaient pu aboutir.

Cette personne étant depuis décédée, sa légataire sollicite le Département afin que notre Collectivité puisse se porter acquéreur desdites parcelles et régulariser cette situation foncière.

Les parcelles concernées sont matérialisées sur le plan joint en annexe et sont cadastrées comme suit :

Communes	Section/Numéros	Contenances	Prix	Estimation des frais notariés
BRIVE LA GAILLARDE	CR n° 257	11a 74ca	6 000 €	400 €
	CR n° 258	02a 16ca		
COSNAC	CM n° 10	03a 37ca		
Total		17a 27ca		

Il est ici précisé que par suite d'un captage de source, il est nécessaire de créer une servitude de tréfonds sur la parcelle sise commune de BRIVE LA GAILLARDE, cadastrée section CR n° 257 (fonds servant) au profit de la parcelle sise commune de COSNAC, cadastrée section CM n° 9 (fonds dominant) propriété de la venderesse, afin d'acheminer l'eau sur cette parcelle.

L'ouvrage se situe dans le talus de déblai de la Route Départementale 38, traversant ladite RD et le délaissé pour acheminer l'eau sur la parcelle cadastrée section CM n° 9. Cet ouvrage restera la propriété du Département qui en assurera l'entretien.

Les négociations amiables ont permis d'aboutir aux conditions suivantes :

- l'acquisition des parcelles susvisées moyennant le prix sus-indiqué,

- la création d'une servitude de tréfonds comme sus-indiqué,

- les frais de rédaction et de publication de cet acte authentique de vente contenant constitution de servitude sont à la charge du Département et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 400 €.

En conséquence, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de m'autoriser :

- à procéder à cette acquisition et à la constitution de servitude aux conditions susvisées,

- à accomplir les formalités nécessaires,

- à signer au nom du Département les documents afférents à cette acquisition et à la constitution de servitude.

Le montant total des dépenses ci-après est indiqué à titre estimatif. Cette somme sera à parfaire ou à diminuer après signature de l'acte authentique de vente et publication de cet acte auprès du Service de Publicité Foncière.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 6 400 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/311

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 38 - COMMUNES DE BRIVE-LA-GAILLARDE ET DE COSNAC

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvée l'acquisition par le Département de trois parcelles de terrains non bâties sises commune de BRIVE-LA-GAILLARDE et de COSNAC, cadastrées comme suit :

Communes	Section/Numéros	Contenances	Prix	Estimation des frais notariés
BRIVE LA GAILLARDE	CR n° 257	11a 74ca	6 000 €	400 €
	CR n° 258	02a 16ca		
COSNAC	CM n° 10	03a 37ca		
Total		17a 27ca		

Moyennant la somme de 6 000 € payable selon les modalités applicables aux Collectivités publiques.

Les frais de rédaction et de publication de cet acte authentique correspondant sont à la charge du Département, acquéreur, et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 400 €.

Article 2 : est approuvée la création d'une servitude de tréfonds sur la parcelle sise commune de BRIVE LA GAILLARDE, cadastrée section CR n° 257 (fonds servant) au profit de la parcelle sise commune de COSNAC, cadastrée section CM n° 9 (fonds dominant) propriété de la venderesse, afin d'acheminer l'eau sur cette parcelle par suite de captage de source.

Article 3 : le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les documents nécessaires à la réalisation de cette acquisition et à la constitution de servitude.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.43.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14338-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/312

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 133 - COMMUNE DE VARETZ

RAPPORT

Suite à un éboulement au lieudit "La Chapelle", sur la commune de VARETZ (19240), aux abords de la Route Départementale 133, notre Collectivité a dû procéder à des travaux de consolidation et de remise en état (renforcement du talus par enrochement).

Pour ce faire, le Département a utilisé une emprise foncière appartenant à des particuliers et doit donc s'en porter acquéreur.

Après intervention du géomètre-expert, cette parcelle, matérialisée sur le plan joint en annexe, est cadastrée comme suit :

Section/Numéro	Contenance	Prix	Estimation des frais notariés
E n° 1789	02a 20ca	300 €	100 €

Les négociations amiables ont permis d'aboutir aux conditions suivantes :

- l'acquisition de la parcelle susvisée moyennant le prix sus-indiqué.

- les frais de rédaction et de publication de cet acte authentique de vente sont à la charge du Département et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 100 €.

En conséquence, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de m'autoriser :

- à procéder à cette acquisition aux conditions susvisées,

- à accomplir les formalités nécessaires,

- à signer au nom du Département les documents afférents à cette acquisition.

Le montant total des dépenses ci-après est indiqué à titre estimatif.

Cette somme sera à parfaire ou à diminuer après signature de l'acte authentique de vente et publication de cet acte auprès du Service de Publicité Foncière.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 400 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/312

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 133 - COMMUNE DE VARETZ

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvée l'acquisition par le Département d'une parcelle de terrain non bâtie sise commune de VARETZ, cadastrée comme suit :

Section/Numéro	Contenance	Prix	Estimation des frais notariés
E n° 1789	02a 20ca	300 €	100 €

Moyennant la somme de 300 € payable selon les modalités applicables aux Collectivités publiques.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte authentique correspondant sont à la charge du Département, acquéreur, et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 100 €.

Article 2 : le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les

documents nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.43.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14317-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/313

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 150 - COMMUNE DE LANTEUIL

RAPPORT

Suite à un glissement de terrain au lieudit "Les Fourches" sur la commune de LANTEUIL, aux abords de la Route Départementale 150, notre Collectivité a dû procéder à des travaux de consolidation et de remise en état.

Pour ce faire, le Département a utilisé une emprise foncière appartenant à un particulier et doit donc s'en porter acquéreur.

Après intervention du géomètre-expert, cette parcelle, matérialisée sur le plan joint en annexe, est cadastrée comme suit :

Section/Numéro	Contenance	Prix	Estimation des frais notariés
AT n° 229	03a 46ca	500 €	300 €

Les négociations amiables ont permis d'aboutir aux conditions suivantes :

- l'acquisition de la parcelle susvisée moyennant le prix sus-indiqué.

- les frais de rédaction et de publication de l'acte authentique de vente sont à la charge du Département et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 300 €.

En conséquence, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de m'autoriser :

- à procéder à cette acquisition aux conditions susvisées,

- à accomplir les formalités nécessaires,

- à signer au nom du Département les documents afférents à cette acquisition.

Le montant total des dépenses ci-après est indiqué à titre estimatif.

Cette somme sera à parfaire ou à diminuer après signature de l'acte authentique de vente et publication de cet acte auprès du Service de Publicité Foncière.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 800 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/313

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

ACQUISITION FONCIÈRE - ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 150 - COMMUNE DE LANTEUIL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er est approuvée l'acquisition par le Département d'une parcelle de terrain non bâtie sise commune de LANTEUIL, cadastrée comme suit :

Section/Numéro	Contenance	Prix	Estimation des frais notariés
AT n° 229	03a 46ca	500 €	300 €

Moyennant la somme de 500 € payable selon les modalités applicables aux Collectivités publiques.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte authentique correspondant sont à la charge du Département, acquéreur, et sont estimés à la somme à parfaire ou à diminuer de 300 €.

Article 2 : le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature les documents nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.43.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14163-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/314

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

FONDS SOCIAL EUROPÉEN PLUS - COMITE DE PROGRAMMATION DES OPERATIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE N° 2022054

RAPPORT

Le Département, organisme intermédiaire de gestion du FSE depuis 2018 et du FSE+ depuis 2021, assure par délégation la gestion de l'enveloppe de subvention globale FSE+ dédiée au territoire corrézien pour la période 2021-2027.

Le Comité régional de programmation du PON FSE+ réuni le 31 mai 2023 a approuvé la demande de subvention globale FSE+ couvrant, dans un premier temps, la période 2021-2025 pour le Département de la Corrèze.

La convention de subvention globale afférente a été validée lors de la séance de la Commission Permanente du 21 juillet 2023 et signée le 31 août 2023.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions fixant l'organisation et le fonctionnement de l'organisme intermédiaire de gestion, le Département examine et valide dans le cadre de sa Commission Permanente la programmation des opérations FSE+ pour lesquelles un cofinancement du FSE+ est sollicité.

Ainsi, le présent rapport a pour finalité :

- d'une part de décider la programmation de cinq opérations ci-après présentées.

Les cinq opérations s'inscrivent dans le cadre de l'Appel à Projets NAQUOI 853 intitulé "Favoriser l'insertion professionnelle : levée des freins, accompagnement adapté, coordination des acteurs" publié du 01/02/2024 au 15/05/2024 ;
Ces 5 opérations ont fait l'objet d'une présentation pour avis à l'Instance Technique de sélection des opérations, réunie le 7 octobre 2024.

- et d'autre part de prendre acte de l'abandon par les porteurs de projets pour deux opérations ci-après présentées.

Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre de l'Appel à Projets NAQUOI 961 intitulé "Favoriser l'insertion professionnelle par la Mobilité" publié du 20/05/2024 au 19/07/2024.

PRESENTATION DES CINQ OPERATIONS S'INSCRIVANT DANS LA CADRE DE L'APPEL À PROJETS NAQUOI 853 INTITULÉ "FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE : LEVÉE DES FREINS, ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ, COORDINATION DES ACTEURS"

Objectif Spécifique de l'Appel à Projet : H (insertion professionnelle)

Montant de l'enveloppe prévue dans l'Appel à projet : 600 000 €

Taux FSE+ maximum prévu dans l'Appel à Projets : 50 %

Opération N°202401165 " Animation du Pacte Territorial d'Insertion "

Le Conseil Départemental de la Corrèze porte cette opération.

La finalité de l'opération est la mise en œuvre coordonnée ainsi que le pilotage d'une animation et d'un développement stratégique des politiques d'insertion sur le territoire corrézien afin d'apporter des réponses au plus près des besoins des publics et des territoires dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle des BRSA (Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active).

Les principales actions sont :

- piloter et animer la mise en œuvre des actions déployées dans le PTI (Pacte Territorial d'Insertion),
- rédiger des documents stratégiques de la politique d'insertion,
- coordonner les acteurs, travailler en partenariat.

L'opération se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025.

1 animatrice est mobilisée à hauteur de 0,7 ETP (Équivalent Temps Plein) sur cette opération.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 2 comités de pilotage,
- 8 groupes de travail,
- 40 réunions,
- 2 actions à réaliser, à ce jour 34 actions déjà engagées.

Le coût total prévisionnel éligible de la présente opération est de 68 344,50 €.

La subvention FSE+ sollicitée s'élève à 34 138,98 € soit un taux FSE+ de 49,95 % (la part restante du projet étant financée par de l'autofinancement).

L'Instance Technique de sélection des opérations du 7 octobre 2024 a émis un avis favorable à la programmation de cette opération.

Opération N°202401096 "Agir sur les résistances et les freins des bénéficiaires du RSA et développer leurs capacités aux changements"

Le Conseil Départemental de la Corrèze porte cette opération.

La finalité de l'opération est d'apporter une expertise, évaluer la capacité du bénéficiaire du RSA au changement et à la réorientation de son projet professionnel et repérer avec lui ses potentialités et ses leviers motivationnels.

Les principales actions sont :
- apporter une expertise afin d'envisager les conditions et moyens à la levée des freins et identifier les leviers émotionnels, évaluer ce qui fait obstacle à la déclinaison du parcours professionnel,
    - permettre à la personne de mieux se connaître,
    - induire un changement de posture afin de permettre aux référents professionnels d'actionner de nouveaux leviers.

L'opération se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025.

Sur cette opération, 0,5 ETP de psychologue est mobilisé.

Les résultats attendus sont les suivants : 30 synthèses.

Le coût total prévisionnel éligible de la présente opération est de 48 337,26 €.

La subvention FSE+ sollicitée s'élève à 24 168,63 € soit un taux FSE+ de 50 % (la part restante du projet étant financée par de l'autofinancement).

L'Instance Technique de sélection des opérations du 7 octobre 2024 a émis un avis favorable à la programmation de cette opération.

Opération N°202401142 "Inclusion numérique"

Le Conseil Départemental de la Corrèze porte cette opération.

La finalité de l'opération est de lutter contre la fracture numérique des bénéficiaires du RSA en facilitant les démarches d'insertion sociale et professionnelle.

Les principales actions sont :
- identifier des freins à l'autonomie numérique,
- élaborer des actions d'animation,
- développer des méthodes pédagogiques adaptées,
- dispenser des temps formation/sensibilisation,
- mettre en place des permanences numériques.

L'opération se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025.

Sur cette opération, 1 ETP d'animatrice est mobilisé.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 240 permanences,
- 130 ateliers,
- 1200 personnes,
- 10 actions collectives.

Le coût total prévisionnel éligible de la présente opération est de 92 526,24 €.

La subvention FSE+ sollicitée s'élève à 46 263,12 € soit un taux FSE+ de 50 % (la part restante du projet étant financée par de l'autofinancement).

L'Instance Technique de sélection des opérations du 7 octobre 2024 a émis un avis favorable à la programmation de cette opération.

Opération N°202401146 " Accompagnement du parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA par des coachs sociaux "

Le Conseil Départemental de la Corrèze porte cette opération.

La finalité de l'opération est l'accompagnement individualisé et intensif, un travail à la levée des freins avec une projection d'insertion professionnelle dans un temps restreint pour permettre une sortie plus rapide du dispositif RSA.

Les principales actions sont :

- établir un diagnostic socio professionnel,
- recentrer la personne sur l'élaboration et l'activation de son parcours professionnel,
- identifier les potentialités et les freins,
- prioriser les changements,
- engager les coordinations indispensables au déroulement du parcours avec les partenaires.

L'opération se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025.

3 ETP sont mobilisés sur cette opération.

Les résultats attendus sont les suivants : 300 participants.

Le coût total prévisionnel éligible de la présente opération est de 342 963,58 €.

La subvention FSE+ sollicitée s'élève à 171 481,80 € soit un taux FSE+ de 50 % (la part restante du projet étant financée par de l'autofinancement).

L'Instance Technique de sélection des opérations du 7 octobre 2024 a émis un avis favorable à la programmation de cette opération.

Opération N°202401156 " Accompagnement du parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA par des coachs professionnels"

Le Conseil Départemental de la Corrèze porte cette opération.

La finalité de l'opération est d'assurer sur une courte durée de 5 mois renouvelable une fois, une prise en charge très individualisée et de proximité, par la mise en œuvre d'un travail intensif de préparation à la recherche d'emploi et aux entretiens de recrutement.

Les principales actions sont :
- la prise en charge individualisée avec plusieurs rendez-vous et contacts par semaine,
- l'activation d'actions collectives,
- l'activation du dispositif "CLIS" (Contrat Local d'Innovation Sociale),
- le développement du réseau d'entreprises : participation aux forums emploi ; travail en transversalité avec le chargé de mission entreprises Boost Emploi,
- la participation aux RIM (Rencontres d'Information et de Mobilisation) afin de détecter le public,
-la sécurisation dans l'emploi ou la formation.

L'opération se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025.

2 ETP sont mobilisés sur cette opération.

Les résultats attendus sont les suivants : 225 participants.

Le coût total prévisionnel éligible de la présente opération est de 199 527,25 €.

La subvention FSE+ sollicitée s'élève à 99 763,63 € soit un taux FSE+ de 50 % (la part restante du projet étant financée par de l'autofinancement).

L'Instance Technique de sélection des opérations du 7 octobre 2024 a émis un avis favorable à la programmation de cette opération.

Pour l'Appel à Projets NAQUOI 853 intitulé "Favoriser l'insertion professionnelle : levée des freins, accompagnement adapté, coordination des acteurs"", cinq opérations ont reçu un avis favorable de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) à leur programmation pour un montant total FSE+ sollicité de 375 816,16 €. (Cf annexe 1)

PRESENTATION DES ABANDONS DES DEUX OPERATIONS S'INSCRIVANT DANS LA CADRE DE L'APPEL À PROJETS NAQUOI 961 INTITULÉ "FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE PAR LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE".

Objectif Spécifique de l'Appel à Projet : H (insertion professionnelle)

Montant de l'enveloppe prévue dans l'Appel à projet : 70 000 €

Taux FSE+ maximum prévu dans l'Appel à Projets : 60 %

Opération N°202401946 "Accompagnement à la levée des freins pour un retour à l'emploi" déposée par la Ligue de l'Enseignement Mouvement Laïque Éducation Populaire de Nouvelle Aquitaine.

La Ligue de l'Enseignement Mouvement Laïque Éducation Populaire de Nouvelle Aquitaine dont le siège social est dans la Vienne s'est trompée d'Appel à Projet (AAP) sous "Ma démarche FSE+" (plateforme dédiée pour déposer les demandes de FSE+). La structure a abandonné sa demande suite à cette erreur de saisie en date du 1er juillet 2024.

Opération N°202402575 "ADER Location" déposée par l'Association pour le Développement de l'Éducation Routière et de l'Aide à la Mobilité

Dans le cadre de l'instruction de la présente demande de subvention FSE+, des éléments complémentaires ont été demandés à l'Association pour le Développement de l'Éducation Routière et de l'Aide à la Mobilité (ADER). La structure n'étant pas en mesure de fournir les pièces nécessaires à l'instruction de leur dossier (pièces obligatoires et réglementaires dans le cadre de demande de fonds européens FSE+), l'Association ADER a fait le choix d'abandonner sa demande de subvention FSE+ en date du 24 octobre 2024.

Les membres de l'instance technique de sélection et la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) Nouvelle-Aquitaine - Autorité de Gestion Déléguée du programme FSE+, ont été informés de ces deux abandons en date du 29 octobre dernier.

L'appel à projet NAQUOI 961 "Favoriser l'insertion professionnelle par la mobilité professionnelle" est ainsi déclaré infructueux et ne donnera pas lieu à programmation d'opérations car les 2 dossiers déposés dans les délais par les porteurs de projet ont fait l'objet d'abandon.

Ainsi, conformément aux avis émis par l'Instance Technique de sélection des opérations FSE+ et aux avis consultatifs de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du

Travail et des Solidarités (DREETS) Nouvelle-Aquitaine (annexe n°1 du présent rapport), autorité de gestion déléguée qui a été sollicitée,

Et au vu des éléments présentés et figurant dans l'annexe n°2 du présent rapport qui reprend les principaux éléments de la convention bilatérale à venir entre le Conseil Départemental et les porteurs du projet,

Je propose à la Commission de bien vouloir :

- approuver la programmation dans le cadre de l'attribution d'une subvention FSE+ de cinq opérations présentées ci-dessus, à savoir :

  - ✓ Opération N°202401165 "Animateur PTI",
  - ✓ Opération N°202401096 " Agir sur les résistances et les freins des BRSA et développer leurs capacités aux changements",
  - ✓ Opération N°202401142 "Inclusion numérique",
  - ✓ Opération N°202401146 "Accompagnement du parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA par des coachs sociaux",
  - ✓ Opération N°202401156 "Accompagnement du parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA par des coachs professionnels";

- prendre acte de l'abandon par les porteurs de projets des demandes suivantes :
  - ✓ Opération N°202401946 "Accompagnement à la levée des freins pour retour à l'emploi" de la Ligue de l'Enseignement Mouvement Laïque Éducation Populaire de Nouvelle Aquitaine
  - ✓ Opération N°202402575 "ADER Location" de Association pour le Développement de l'Éducation Routière et de l'Aide à la Mobilité ;

- m'autoriser à signer les pièces et documents afférents.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 375 816,16 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 375 816,16 € en fonctionnement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/314

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

FONDS SOCIAL EUROPÉEN PLUS - COMITE DE PROGRAMMATION DES OPERATIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE N° 2022054

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'avis favorable du Comité régional de programmation du PON FSE+ réuni le 31 mai 2023 approuvant la demande de subvention globale FSE+ couvrant, dans un premier temps, la période 2021-2025 pour le département de la Corrèze,

VU la convention de subvention globale FSE+ validée par la Commission Permanente en date du 21 juillet 2023 et signée le 31 août 2023,

VU l'appel à projet NAQUOI 853 intitulé "Favoriser l'insertion professionnelle : levée des freins, accompagnement adapté, coordination des acteurs" publié du 01/02/2024 au 15/05/2024,

VU l'appel à projet NAQUOI 961 intitulé "Favoriser l'insertion professionnelle par la Mobilité" publié du 20/05/2024 au 19/07/2024,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont approuvés les éléments du rapport relatifs à la programmation de cinq opérations inscrites à la présente Commission Permanente valant Comité de Programmation FSE+ :

OPÉRATION 202401165 "ANIMATION DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION"
Porteur d'opération : Conseil Départemental de la Corrèze
Coût global prévisionnel d'opération : 68 344,50 €
Montant prévisionnel de la subvention FSE+ : 34 138,98 €
Taux d'intervention FSE+ : 49,95 %.

OPÉRATION 202401096 "AGIR SUR LES RESISTANCES ET LES FREINS DES BENEFICIAIRES DU RSA ET DEVELOPPER LEURS CAPACITES AUX CHANGEMENTS"
Porteur d'opération : Conseil Départemental de la Corrèze
Coût global prévisionnel d'opération : 48 337,26 €
Montant prévisionnel de la subvention FSE+ : 24 168,63 €
Taux d'intervention FSE+ : 50 %.

OPÉRATION 202401142 "INCLUSION NUMERIQUE"
Porteur d'opération : Conseil Départemental de la Corrèze
Coût global prévisionnel d'opération : 92 526,24 €
Montant prévisionnel de la subvention FSE+ : 46 263,12 €
Taux d'intervention FSE+ : 50 %.

OPÉRATION 202401146 "ACCOMPAGNEMENT DU PARCOURS D'INSERTION DES BENEFICIAIRES DU RSA PAR DES COACHS SOCIAUX "
Porteur d'opération : Conseil Départemental de la Corrèze
Coût global prévisionnel d'opération : 342 963,58 €
Montant prévisionnel de la subvention FSE+ : 171 481,80 €
Taux d'intervention FSE+ : 50 %.

OPÉRATION 202401146 "ACCOMPAGNEMENT DU PARCOURS D'INSERTION DES BENEFICIAIRES DU RSA PAR DES COACHS PROFESSIONNELS "
Porteur d'opération : Conseil Départemental de la Corrèze
Coût global prévisionnel d'opération : 199 527,25 €
Montant prévisionnel de la subvention FSE+ : 99 763,63 €
Taux d'intervention FSE+ : 50 %.

Article 2 : est pris acte de l'abandon par les porteurs de projets des opérations suivantes :

- OPÉRATION N°202401946 "ACCOMPAGNEMENT À LA LEVÉE DES FREINS POUR RETOUR À L'EMPLOI"

Porteur d'opération : Ligue de l'Enseignement Mouvement Laïque Éducation Populaire de Nouvelle Aquitaine.

- OPÉRATION N°202402575 "ADER LOCATION"

Porteur d'opération : Association pour le Développement de l'Éducation Routière et de l'Aide à la Mobilité

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les pièces et documents afférents au présent rapport et à l'opération programmée.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.41.

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.41.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14230-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

MODELE D'AVIS CONSULTATIF DE L'AUTORITE DE GESTION DELEGUEE SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE L'ORGANISME INTERMEDIAIRE

Conformément à l'article 8.2 de la convention de subvention globale, l'avis préalable que l'organisme intermédiaire sollicite auprès de l'autorité de gestion déléguée, pour les dossiers dont il a la délégation de gestion, est un avis consultatif.

L'objectif de cet avis est de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité du contenu de l'opération aux différents programmes nationaux et au regard du respect des lignes de partage.

Si un avis a été rendu, celui-ci doit nécessairement figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Identification de l'autorité de gestion déléguée :
Nom de la structure : **DREETS NA**
Agent en charge de l'avis (nom et qualité) : Anne-Laure LIARDOU, chargée de mission fonds européens

Identification de l'Organisme intermédiaire (OI) :
Nom de la structure : **Cellule FSE CD19**

N° de subvention globale :	2022054
Date du comité de programmation de l'OI :	6 décembre 2024
N° d'opération MDFSE+ :	202401165
Intitulé de l'opération :	Animation du PTI
Porteur de projet :	CD 19

Codification par rapport au PN FSE+/ FTJ :

Priorité :	1
Objectif spécifique :	H
Dispositif(s) le cas échéant :	/
Opération interne ou externe	Interne

Date de soumission pour avis : 8 octobre 2024

Portée de l'avis :

	REGULARITE		**OBSERVATIONS**
	Cocher la case correspondante		***Si « non » est coché motiver votre avis***
	OUI	*NON*	
Eligibilité de l'action au PN FSE+/FTJ	X		
Eligibilité du projet avec l'appel à projets de l'OI	X		
Respect des lignes de partage avec les différents programmes	X		
Respect des lignes de partage au regard des compétences entre l'AGD et l'OI	X		
Respect des lignes de partage entre les différents OI du territoire visé (si tel est le cas)	X		Sans objet

Respect des dispositifs conventionnés dans le cadre de la subvention globale (si subvention globale comprenant des dispositifs)	X		
Respect des critères de sélection définis par l'autorité de gestion et validés en Comité national de suivi et utilisation de la grille d'analyse	X		

Après examen des éléments ci-dessus, l'autorité de gestion déléguée prononce sur l'opération visée :

☑ **Un avis favorable à la programmation de l'opération**

☐ **Un avis défavorable à la programmation de l'opération**

A Limoges, le 31/10/2024

Signature Anne-Laure Liardou

L'avis rendu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du service dont il émane en cas de contrôle ultérieur qui amènerait à des constats d'inéligibilité relatifs à des éléments autres que ceux examinés à la rubrique « Portée de l'avis ».

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

MODELE D'AVIS CONSULTATIF DE L'AUTORITE DE GESTION DELEGUEE SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE L'ORGANISME INTERMEDIAIRE

Conformément à l'article 8.2 de la convention de subvention globale, l'avis préalable que l'organisme intermédiaire sollicite auprès de l'autorité de gestion déléguée, pour les dossiers dont il a la délégation de gestion, est un avis consultatif.

L'objectif de cet avis est de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité du contenu de l'opération aux différents programmes nationaux et au regard du respect des lignes de partage.

Si un avis a été rendu, celui-ci doit nécessairement figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Identification de l'autorité de gestion déléguée :
Nom de la structure : **DREETS Nouvelle-Aquitaine - Département Fonds Européens**
Agent en charge de l'avis (nom et qualité) : Anne-Laure LIARDOU, chargée de mission

Identification de l'Organisme intermédiaire (OI) :
Nom de la structure : **cellule FSE CD19**

N° de subvention globale :	2022054
Date du comité de programmation de l'OI :	06/12/2024
N° d'opération MDFSE+ :	202401096
Intitulé de l'opération :	Agir sur les résistances et les freins des BRSA
Porteur de projet :	CD19

Codification par rapport au PN FSE+/ FTJ :

Priorité :	1
Objectif spécifique :	H
Dispositif(s) le cas échéant :	
Opération interne ou externe	interne

Date de soumission pour avis : 8 octobre 2024

Portée de l'avis :

	REGULARITE		**OBSERVATIONS**
	Cocher la case correspondante		***Si « non » est coché motiver votre avis***
	OUI	*NON*	
Eligibilité de l'action au PN FSE+/FTJ	X		
Eligibilité du projet avec l'appel à projets de l'OI	X		
Respect des lignes de partage avec les différents programmes	X		
Respect des lignes de partage au regard des compétences entre l'AGD et l'OI	X		
Respect des lignes de partage entre les différents OI du territoire visé (si tel est le cas)	X		Sans objet

Respect des dispositifs conventionnés dans le cadre de la subvention globale (si subvention globale comprenant des dispositifs)	X		
Respect des critères de sélection définis par l'autorité de gestion et validés en Comité national de suivi et utilisation de la grille d'analyse	X		

Après examen des éléments ci-dessus, l'autorité de gestion déléguée prononce sur l'opération visée :

☑ **Un avis favorable à la programmation de l'opération**

☐ **Un avis défavorable à la programmation de l'opération**

A Limoges, le 31/10/2024

Signature Anne-Laure Liardou

L'avis rendu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du service dont il émane en cas de contrôle ultérieur qui amènerait à des constats d'inéligibilité relatifs à des éléments autres que ceux examinés à la rubrique « Portée de l'avis ».

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

MODELE D'AVIS CONSULTATIF DE L'AUTORITE DE GESTION DELEGUEE SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE L'ORGANISME INTERMEDIAIRE

Conformément à l'article 8.2 de la convention de subvention globale, l'avis préalable que l'organisme intermédiaire sollicite auprès de l'autorité de gestion déléguée, pour les dossiers dont il a la délégation de gestion, est un avis consultatif.

L'objectif de cet avis est de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité du contenu de l'opération aux différents programmes nationaux et au regard du respect des lignes de partage.

Si un avis a été rendu, celui-ci doit nécessairement figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Identification de l'autorité de gestion déléguée :
Nom de la structure : **DREETS Nouvelle-Aquitaine - Département Fonds Européens**
Agent en charge de l'avis (nom et qualité) : Anne-Laure LIARDOU, chargée de mission

Identification de l'Organisme intermédiaire (OI) :
Nom de la structure : **cellule FSE CD19**

N° de subvention globale :	2022054
Date du comité de programmation de l'OI :	6 décembre 2024
N° d'opération MDFSE+ :	202401142
Intitulé de l'opération :	Inclusion numérique
Porteur de projet :	CD19

Codification par rapport au PN FSE+/ FTJ :

Priorité :	1
Objectif spécifique :	H
Dispositif(s) le cas échéant :	
Opération interne ou externe	interne

Date de soumission pour avis : 8 octobre 2024

Portée de l'avis :

	REGULARITE		**OBSERVATIONS**
	Cocher la case correspondante		***Si « non » est coché motiver votre avis***
	OUI	*NON*	
Eligibilité de l'action au PN FSE+/FTJ	X		
Eligibilité du projet avec l'appel à projets de l'OI	X		
Respect des lignes de partage avec les différents programmes	X		
Respect des lignes de partage au regard des compétences entre l'AGD et l'OI	X		
Respect des lignes de partage entre les différents OI du territoire visé (si tel est le cas)	X		Sans objet

Respect des dispositifs conventionnés dans le cadre de la subvention globale (si subvention globale comprenant des dispositifs)	X		
Respect des critères de sélection définis par l'autorité de gestion et validés en Comité national de suivi et utilisation de la grille d'analyse	X		

Après examen des éléments ci-dessus, l'autorité de gestion déléguée prononce sur l'opération visée :

☑ **Un avis favorable à la programmation de l'opération**

☐ **Un avis défavorable à la programmation de l'opération**

A Limoges, le 31/10/2024

Signature Anne-Laure Liardou

L'avis rendu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du service dont il émane en cas de contrôle ultérieur qui amènerait à des constats d'inéligibilité relatifs à des éléments autres que ceux examinés à la rubrique « Portée de l'avis ».

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

MODELE D'AVIS CONSULTATIF DE L'AUTORITE DE GESTION DELEGUEE SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE L'ORGANISME INTERMEDIAIRE

Conformément à l'article 8.2 de la convention de subvention globale, l'avis préalable que l'organisme intermédiaire sollicite auprès de l'autorité de gestion déléguée, pour les dossiers dont il a la délégation de gestion, est un avis consultatif.

L'objectif de cet avis est de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité du contenu de l'opération aux différents programmes nationaux et au regard du respect des lignes de partage.

Si un avis a été rendu, celui-ci doit nécessairement figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Identification de l'autorité de gestion déléguée :
Nom de la structure : **DREETS Nouvelle-Aquitaine - Département Fonds Européens**
Agent en charge de l'avis (nom et qualité) : Anne-Laure LIARDOU, chargée de mission

Identification de l'Organisme intermédiaire (OI) :
Nom de la structure : **cellule FSE CD19**

N° de subvention globale :	2022054
Date du comité de programmation de l'OI :	6 décembre 2024
N° d'opération MDFSE+ :	202401146
Intitulé de l'opération :	ACCOMPAGNEMENT DU PARCOURS D'INSERTION DES BENEFICIAIRES DU RSA PAR DES COACHS SOCIAUX
Porteur de projet :	CD19

Codification par rapport au PN FSE+/ FTJ :

Priorité :	1
Objectif spécifique :	H
Dispositif(s) le cas échéant :	
Opération interne ou externe	interne

Date de soumission pour avis : 8 octobre 2024

Portée de l'avis :

	REGULARITE		**OBSERVATIONS**
	Cocher la case correspondante		***Si « non » est coché motiver votre avis***
	OUI	*NON*	
Eligibilité de l'action au PN FSE+/FTJ	X		
Eligibilité du projet avec l'appel à projets de l'OI	X		
Respect des lignes de partage avec les différents programmes	X		
Respect des lignes de partage au regard des compétences entre l'AGD et l'OI	X		

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

Respect des lignes de partage entre les différents OI du territoire visé (si tel est le cas)	X		Sans objet
Respect des dispositifs conventionnés dans le cadre de la subvention globale (si subvention globale comprenant des dispositifs)	X		
Respect des critères de sélection définis par l'autorité de gestion et validés en Comité national de suivi et utilisation de la grille d'analyse	X		

Après examen des éléments ci-dessus, l'autorité de gestion déléguée prononce sur l'opération visée :

☑ **Un avis favorable à la programmation de l'opération**

☐ **Un avis défavorable à la programmation de l'opération**

A Limoges, le 31/10/2024

Signature Anne-Laure Liardou

L'avis rendu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du service dont il émane en cas de contrôle ultérieur qui amènerait à des constats d'inéligibilité relatifs à des éléments autres que ceux examinés à la rubrique « Portée de l'avis ».

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

l'Europe s'engage en France
Union européenne

MODELE D'AVIS CONSULTATIF DE L'AUTORITE DE GESTION DELEGUEE SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE L'ORGANISME INTERMEDIAIRE

Conformément à l'article 8.2 de la convention de subvention globale, l'avis préalable que l'organisme intermédiaire sollicite auprès de l'autorité de gestion déléguée, pour les dossiers dont il a la délégation de gestion, est un avis consultatif.

L'objectif de cet avis est de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité du contenu de l'opération aux différents programmes nationaux et au regard du respect des lignes de partage.

Si un avis a été rendu, celui-ci doit nécessairement figurer au PV du comité de programmation de l'organisme intermédiaire.

Identification de l'autorité de gestion déléguée :
Nom de la structure : **DREETS Nouvelle-Aquitaine - Département Fonds Européens**
Agent en charge de l'avis (nom et qualité) : Anne-Laure LIARDOU, chargée de mission

Identification de l'Organisme intermédiaire (OI) :
Nom de la structure : **Conseil Départemental de la Corrèze - cellule FSE**

N° de subvention globale :	2022054
Date du comité de programmation de l'OI :	6 décembre 2024
N° d'opération MDFSE+ :	202401156
Intitulé de l'opération :	Accompagnement des parcours d'insertion des bénéficiaires du rSa par des coachs professionnels
Porteur de projet :	Conseil Départemental de la Corrèze

Codification par rapport au PN FSE+/ FTJ :

Priorité :	1
Objectif spécifique :	1.H
Dispositif(s) le cas échéant :	
Opération interne ou externe	interne

Date de soumission pour avis : 8 octobre 2024

Portée de l'avis :

	REGULARITE		**OBSERVATIONS**
	Cocher la case correspondante		***Si « non » est coché motiver votre avis***
	OUI	*NON*	
Eligibilité de l'action au PN FSE+/FTJ	X		
Eligibilité du projet avec l'appel à projets de l'OI	X		
Respect des lignes de partage avec les différents programmes	X		
Respect des lignes de partage au regard des compétences entre l'AGD et l'OI	X		

Respect des lignes de partage entre les différents OI du territoire visé (si tel est le cas)	X		Sans objet
Respect des dispositifs conventionnés dans le cadre de la subvention globale (si subvention globale comprenant des dispositifs)	X		
Respect des critères de sélection définis par l'autorité de gestion et validés en Comité national de suivi et utilisation de la grille d'analyse	X		

Après examen des éléments ci-dessus, l'autorité de gestion déléguée prononce sur l'opération visée :

☑ **Un avis favorable à la programmation de l'opération**

☐ **Un avis défavorable à la programmation de l'opération**

A Limoges, le 31/10/2024

Signature Anne-Laure Liardou

L'avis rendu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du service dont il émane en cas de contrôle ultérieur qui amènerait à des constats d'inéligibilité relatifs à des éléments autres que ceux examinés à la rubrique « Portée de l'avis ».

Eléments des conventions bilatérales à venir

Organisme Intermédiaire	Structure bénéficiaire	Objet de la convention
CD19 n° SIRET : 221 927 205 00197 Convention Subvention Globale validée en Commission Permanente du 21 juillet 2023 et signée le 31 août 2023	CD19 n° SIRET : 22192720500197	Opération n°202401165 Finalité de l'opération : Mise en œuvre coordonnée et pilotage d'une animation et d'un développement stratégique des politiques d'insertion sur le territoire corrézien Période de l'opération : du 01/01/2024 au 31/12/2025 Montant de la subvention : 34 138,98 € Modalités de versements : accomptes après contrôles de service fait (bilans intermédiaires) et solde après contrôle de service fait (bilan final) Nature de la subvention : FSE+
	CD19 n° SIRET : 22192720500197	Opération n° 202401096 Finalité de l'opération : Apporter une expertise, évaluer la capacité du BRSA au changement et à la réorientation de son projet professionnel et repérer avec lui ses potentialités et ses leviers motivationnels Période de l'opération : du 01/01/2024 au 31/12/2025 Montant de la subvention : 24 168,63 € Modalités de versements : accomptes après contrôles de service fait (bilans intermédiaires) et solde après contrôle de service fait (bilan final) Nature de la subvention : FSE+
	CD19 n° SIRET : 22192720500197	Opération n° 202401142 Finalité de l'opération : Lutter contre la fracture numérique des BRSA en facilitant les démarches d'insertion sociale et professionnelle Période de l'opération : du 01/01/2024 au 31/12/2025 Montant de la subvention : 46 263,12 € Modalités de versements : accomptes après contrôles de service fait (bilans intermédiaires) et solde après contrôle de service fait (bilan final) Nature de la subvention : FSE+
	CD19 n° SIRET : 22192720500197	Opération n° 202401146 Finalité de l'opération : Accompagnement individualisé et un travail à la levée des freins avec une projection d'insertion professionnelle dans un temps restreint pour permettre une sortie plus rapide du dispositif RSA Période de l'opération : du 01/01/2024 au 31/12/2025 Montant de la subvention : 171 481,80 € Modalités de versements : accomptes après contrôles de service fait (bilans intermédiaires) et solde après contrôle de service fait (bilan final) Nature de la subvention : FSE+
	CD19 n° SIRET : 22192720500197	Opération n° 202401156 Finalité de l'opération : Assurer sur une courte durée de 5 mois renouvelable une fois, une prise en charge très individualisée et de proximité, par la mise en œuvre d'un travail intensif de préparation à la recherche d'emploi et aux entretiens de Période de l'opération : du 01/01/2024 au 31/12/2025 Montant de la subvention : 99 763,63 € Modalités de versements : accomptes après contrôles de service fait (bilans intermédiaires) et solde après contrôle de service fait (bilan final) Nature de la subvention : FSE+

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/315

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONTRAT DE COHÉSION DES TERRITOIRES 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS

RAPPORT

Le Conseil Départemental, par délibérations :

- ✓ n°301, lors de sa session du 24 février 2023, a approuvé la politique des aides aux collectivités - contractualisation 2023-2025,
- ✓ n°303, lors de sa session du 7 avril 2023, a fixé les Autorisations de Programme pluriannuelles 2023/2025 pour la contractualisation 2023-2025,
- ✓ n°305, lors de sa session du 12 avril 2024, a fixé et modifié les Autorisations de Programme pluriannuelles 2023/2025 pour la contractualisation 2023-2025 comprenant :
  - Les Contrats de Solidarité Communale - CSC - 2023-2025 et les Contrats de Cohésion des Territoires - CCT - 2023-2025 (45 M€),

destinées à l'attribution des subventions exprimées au titre des opérations éligibles aux dispositifs des contrats 2023-2025 au fur et à mesure des engagements des aides en Commission Permanente.

- La dotation voirie y compris la Dotation de Solidarité Communale en direction des petites communes les plus fragiles (10,5 M€),
- La politique eau et assainissement, dont l'aide dédiée aux projets structurants en eau potable (10 M€),
- Le dispositif sobriété énergétique de l'éclairage public (2,3 M€),
- Le dispositif départemental de supervision (1 M€).

Fort du bilan des précédentes contractualisations, le Département, avec ce nouveau programme d'accompagnement triennal, s'affirme dans son rôle de premier financeur des collectivités en Corrèze, au service d'un aménagement équilibré et durable du territoire corrézien.

Il est donc indéniable que la politique des aides aux collectivités Corréziennes est devenue incontournable pour les territoires pour la réalisation de leurs projets. Elle est capitale pour accompagner les collectivités face aux enjeux de sobriété et de transition énergétiques et ceux liés à l'eau, de maintien et d'amélioration du cadre de vie et de l'attractivité, et de préservation du patrimoine. Ses moyens financiers très élevés, mais aussi ses principes de lisibilité et de simplicité, sa souplesse sont des atouts reconnus et plébiscités par tous.

Aussi, le Département s'engage dans un effort financier sans précédent de 69 millions d'euros, traduisant ainsi sa politique volontariste et de soutien en faveur de la sobriété énergétique, du maintien des investissements publics, de l'accompagnement des territoires en tension sur l'eau potable et des communes les plus fragiles.

Dans le cadre de ces dispositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- d'autoriser les modifications de subventions des opérations sollicitées par les communes en adaptant les financements au plus près des priorités locales identifiées par les élus,
- de décider, pour les collectivités qui nous ont transmis les dossiers relatifs aux opérations retenues, l'attribution des subventions correspondantes selon les catégories des taux et des plafonds d'aides présentés ci-dessous :

Catégorie d'aides	Typologie d'opérations	Taux et plafonds annuels d'aides
1	Équipements communaux Défense incendie, PLU Accessibilité et Travaux sans impact énergétique	Taux 25% - plafond de subvention 15 000 € ou 3 500 € pour les études (accessibilité et défense incendie)
2	Opérations de construction et de rénovation avec gain sur la sobriété énergétique	Dans le cadre de Corrèze Bouclier Énergétique * Taux de 30% pour bâtiment avec loyer (logement, plateforme, multiple…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 40% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 80% pour diagnostic énergétique Plafond d'assiette éligible de 6 000 € HT
3	Aménagements de Bourgs, Espaces Publics et opérations de désimperméabilisation des sols	Aménagements : taux de 25% - plafond de subvention 25 000 € Étude préalable : taux de 45% - plafond de subvention 9 000 €
4	Équipements sportifs	Taux 30% - construction : plafond d'assiette éligible de 400 000 € HT - rénovation : plafond d'assiette éligible de 300 000 € HT
5	Équipements et projets divers	Taux variable selon aide départementale Taux de 30% pour les ré-aménagements des étangs des communes
6	Édifices patrimoniaux	Taux 10% - plafond de subvention 60 000 € (classés MH) Taux 25% - plafond de subvention 40 000 € (inscrits MH) Taux 60% - plafond de subvention 60 000 € (non protégés MH)
7	Patrimoine mobilier	Taux 10% (classé MH) Taux 40% (inscrit MH) Taux 60% (non protégé MH)
8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé (PPRNP)	Taux 45% - plafond de subvention 20 000 €
9	Équipements de voirie (hors véhicule motorisé)	Taux 40% - plafond de subvention 5 000 €
10	Dotations voirie 2023-2025	Mobilisation de chaque dotation à hauteur du taux notifié à la commune sur le montant des factures et dans la limite du montant de la dotation allouée
11	Réseaux d'eaux pluviales sur Route Départementale en Traverse (RDT)	Taux 30% - plafond de subvention 30 000 €
12	Maison Médicale et MSP	Taux 20% - plafond de subvention 100 000 €

I CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES 2023-2025

Suite au vote de l'Assemblée Plénière du 7 avril 2023, approuvant l'ensemble des dispositions au titre de la politique des aides aux collectivités 2023-2025, ci-dessous le tableau fixant, par opération contractualisée, l'engagement financier du Département pour la période 2023-2025 pour l'association dont le contrat est annexé au présent rapport :

- COMITE DES FETES DE MALEMORT

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT TTC DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE
COMITE DES FETES DE MALEMORT	Acquisition d'un bungalow	5 388 €	1 347 €	5	Projets structurants	2024	1

II AJUSTEMENTS D'OPERATIONS

➢ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE"

La Communauté d'Agglomération du "BASSIN DE BRIVE" vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025.

La Communauté d'Agglomération du "BASSIN DE BRIVE" souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- ❖ Passerelle du Prieur
  - Montant H.T. des travaux : ..... 545 340 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 236 200 €
- ❖ Voie verte Avenue Maillard
  - Montant H.T. des travaux : ..... 1 379 037 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 863 800 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 de la Communauté d'Agglomération du "BASSIN DE BRIVE",
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"

La Communauté de Communes "MIDI CORREZIEN" vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025.

La Communauté de Communes "MIDI CORREZIEN" souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Aménagement du Pôle Néandertal - Complément
  - Montant H.T. des travaux : ..... 1 856 359 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 400 000 €
- Rénovation locaux communautaires Meyssac avec amélioration de la performance énergétique - T1 Clos-jolis.
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 40 000 €
- Réhabilitation piscine de Collonges-la-Rouge. Rénovation énergétique - T1
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 40 000 €
- Réhabilitation piscine de Collonges-la-Rouge. Rénovation énergétique - T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 72 500 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 29 000 €
- Réhabilitation Village vacances à Altillac
  - Montant H.T. des travaux : ..... 60 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 12 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 de la Communauté de Communes "MIDI CORREZIEN" de m'autoriser à le signer.

III CAS PARTICULIER

➢ COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN

Au titre du programme "CONTRAT 2018-2020", la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 29 mars 2019, a décidé au profit de la Communauté de Communes MIDI CORREZIEN l'attribution de la subvention suivante :

❖ *Élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.I.)*
- Montant H.T. de l'étude : 389 145 €
- Subvention départementale : 45 000 € (plafond)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2019 ne fera pas l'objet de demande de versement de solde avant le 31 décembre 2024 et sera donc caduque de plein droit.

Or, en raison notamment de la mise en conformité avec la loi Climat et Résilience et afin de prendre en compte des préconisations de documents supra-communaux (SRADDET, SCoT), la Communauté de Communes nous a informé que l'étude a pris du retard et n'a pu être finalisée dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 29 mars 2019.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 30 juin 2026.

IV OPERATIONS

➢ Territoire BRIVE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense	Subvention départementale	Dispositif
COMITE DES FETES DE MALEMORT	Acquisition d'un bungalow	5 388 € TTC	1 347 €	5
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	Voie verte Avenue Maillard	1 379 037 € HT	863 800 €	5
TOTAL		1 384 425 €	865 147 €	

➢ Territoire VALLEE DE LA DORDOGNE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense T.T.C.	Subvention départementale	Dispositif
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION CULTURE BILHAC	Restauration du pigeonnier de la Caminade - T1	44 444 €	20 000 €	8
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION CULTURE BILHAC	Restauration du pigeonnier de la Caminade - T2	10 486 €	4 719 €	8
TOTAL		54 930 €	24 719 €	

➢ Territoire VEZERE-AUVEZERE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
COMMUNAUTE DE COMMUNES "PAYS D'UZERCHE"	Rénovation énergétique des bureaux - T1	100 000 €	40 000 €	2
COMMUNAUTE DE COMMUNES "PAYS D'UZERCHE"	Rénovation énergétique des bureaux - T2	100 000 €	40 000 €	2
COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE-MONEDIERES-MILLESOURCES"	Acquisition de composteurs individuels	4 765 €	953 €	5
COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE-MONEDIERES-MILLESOURCES"	PLU de Treignac - Modification n°4	6 501 €	1 625 €	1
TOTAL		211 266 €	82 578 €	

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 972 444 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/315

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONTRAT DE COHÉSION DES TERRITOIRES 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est approuvé, tel qu'il figure en annexe à la présente décision, le Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 du Comité des fêtes de Malemort.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer le Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 visé à l'article 1er.

Article 3 : sont approuvés, tels qu'ils figurent en annexe à la présente décision, les avenants aux Contrats de Cohésion des Territoires 2023-2025.

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer les avenants aux Contrats de Cohésion des Territoires 2023-2025 visés à l'article 3.

Article 5 : sont décidées, sur l'Autorisation de Programme "Contrat de Cohésion des Territoires - CCT - 2023-2025", les affectations correspondant aux subventions attribuées aux collectivités ci-dessous, pour la réalisation des opérations suivantes au titre de l'année 2024 pour un montant total de 972 444 € :

➢ Territoire BRIVE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense	Subvention départementale	Dispositif
COMITE DES FETES DE MALEMORT	Acquisition d'un bungalow	5 388 € TTC	1 347 €	5
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	Voie verte Avenue Maillard	1 379 037 € HT	863 800 €	5
TOTAL		1 384 425 €	865 147 €	

➢ Territoire VALLEE DE LA DORDOGNE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense T.T.C.	Subvention départementale	Dispositif
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION CULTURE BILHAC	Restauration du pigeonnier de la Caminade - T1	44 444 €	20 000 €	8
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION CULTURE BILHAC	Restauration du pigeonnier de la Caminade - T2	10 486 €	4 719 €	8
TOTAL		54 930 €	24 719 €	

➢ Territoire VEZERE-AUVEZERE

Collectivité bénéficiaire	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
COMMUNAUTE DE COMMUNES "PAYS D'UZERCHE"	Rénovation énergétique des bureaux - T1	100 000 €	40 000 €	2
COMMUNAUTE DE COMMUNES "PAYS D'UZERCHE"	Rénovation énergétique des bureaux - T2	100 000 €	40 000 €	2
COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE-MONEDIERES-MILLESOURCES"	Acquisition de composteurs individuels	4 765 €	953 €	5
COMMUNAUTE DE COMMUNES "VEZERE-MONEDIERES-MILLESOURCES"	PLU de Treignac - Modification n°4	6 501 €	1 625 €	1
TOTAL		211 266 €	82 578 €	

Article 6 : est décidée, pour la Communauté de Communes "MIDI CORREZIEN", la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 29 mars 2019 au 30 juin 2026.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14260-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES

COMITE DES FETES DE MALEMORT

2023 - 2025



PREAMBULE

LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DES AIDES AUX COLLECTIVITES : UN VERITABLE LEVIER POUR RENFORCER L'INVESTISSEMENT EN CORREZE

Le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, s'est donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un véritable levier dans ce domaine.

FACE A UNE INFLATION QUI S'INSCRIT DANS LA DUREE, LE DEPARTEMENT ACCOMPAGNE LES COLLECTIVITES LOCALES ENCORE PLUS FORTEMENT DANS LA CONCRETISATION DE LEUR PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Le Département a souhaité maintenir, pour une nouvelle période 2023-2025, les principes de lisibilité et de simplicité de sa politique d'aides, plébiscités par les collectivités locales.

Dans le cadre d'un contexte économique incertain et de perspectives financières fragilisées pour les collectivités, le Département souhaite participer à la sécurisation de l'investissement local en augmentant ses efforts aux côtés des collectivités, des entreprises et des citoyens.

Ainsi l'aide globale apportée aux communes sur 2023-2025 sera augmentée de 30%. Elle comprend les aides pré-existantes (contrats, dotation voirie, Dotation de Solidarité Communale, politique de l'eau) ainsi que de nouveaux dispositifs (hypervision et sobriété dans l'éclairage public).

UN TRIPLE ENJEU POUR LA POLITIQUE D'AIDES AUX COLLECTIVITES 2023-2025 : ACCOMPAGNER LES COMMUNES LES PLUS FRAGILES, LA SOBRIETE ENERGETIQUE ET LE MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Fort du bilan des précédentes contractualisations, le Département, 1er financeur des collectivités corréziennes, a donc souhaité poursuivre dans la continuité sa politique contractuelle et conforter financièrement l'investissement en Corrèze.

Il va maintenir et amplifier son accompagnement des collectivités pour leurs investissements sur la voirie et les chemins ruraux.

Au regard de la crise énergétique actuelle, et dans la suite du dispositif Corrèze Bouclier Énergétique adopté par l'Assemblée départementale le 2 décembre 2022, le Département souhaite accompagner la sobriété énergétique dans le cadre des différents dispositifs des aides aux communes à hauteur de 5 millions d'euros sur trois ans.

Le premier élément concerne l'augmentation des taux d'aide des projets contractualisés des collectivités qui visent la rénovation énergétique. Les taux sur les bâtiments avec loyer augmentent de 25% à 30% et sur les bâtiments sans loyer de 30 à 40%. Ceci représente un effort financier complémentaire de 2,7 millions d'euros dans le cadre des contrats départementaux avec les communes et EPCI. Le taux de 80% est maintenu pour la réalisation des diagnostics énergétiques, dans la limite d'un plafond de dépenses de 6 000 € H.T.

Le deuxième élément concerne la modernisation de plus de 20 000 points lumineux afin que les communes ne subissent pas de manière trop forte l'augmentation des prix de l'énergie en ce qui concerne leur éclairage public. Cette optimisation de l'éclairage public sera accompagnée à hauteur de 2,3 millions d'euros sur la période 2023-2024, soit sur deux ans, afin de démarrer ce programme très rapidement. L'aide départementale est versée aux deux structures qui mettent en place ces travaux, notamment de relamping, pour les communes. Cette aide, attribuée dans le cadre de deux Contrats de Sobriété Énergétique, sera déduite du reste à charge des collectivités demandé par les deux structures.

LE DEPARTEMENT S'ENGAGE DANS UN EFFORT FINANCIER SANS PRECEDENT DE PLUS DE 62 MILLIONS D'EUROS EN DIRECTION DE SA POLITIQUE D'AIDES AUX COLLECTIVITES 2023-2025

Le Département, conscient de l'enjeu de maintien de l'investissement public et de sobriété énergétique en Corrèze, a fait le choix de conforter financièrement sa politique d'aides et de retenir l'ensemble des projets priorisés 1 et 2.

Cela se traduit par un effort financier supplémentaire de presque 40% par rapport à la période précédente, portant l'enveloppe globale dédiée aux aides aux collectivités 2023-2025 à plus de 62 millions d'euros, répartie en 5 enveloppes :

- les dotations voirie pour 10,5 millions d'euros,
- la politique eau et assainissement pour 5 millions d'euros,
- la contractualisation départementale pour 43,5 millions d'euros,
- le dispositif sobriété énergétique de l'éclairage public pour 2,3 millions d'euros,
- le dispositif hypervision pour 1 million d'euros.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par décision de l'Assemblée Plénière en date du 7 avril 2023,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- Le Comité des Fêtes de Malemort, représenté par Monsieur Gaston FLAUDER en sa qualité de Président,

Ci-après dénommé "le maître d'ouvrage"

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat constitue le cadre général d'intervention du Département sur les actions inscrites dans le Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025, à savoir :

- OPERATIONS CONTRACTUALISEES :

Le tableau, tel que présenté en annexe du présent contrat, a pour objectif de récapituler les opérations éligibles contractualisées accompagnées des engagements contractuels du Département pour le maître d'ouvrage pour la période 2023-2025.

Le présent contrat, permet de :

- présenter, en son annexe, les financements valant engagements contractuels de programmation du Département au bénéfice des opérations retenues comme éligibles. Ces financements, en toute transparence et équité, ont été déterminés pour chaque opération contractualisée sur la base du tableau de catégorie d'aides,
- identifier chaque opération en son annexe,
- définir les conditions et les modalités d'attribution et de versement de l'aide départementale,
- présenter les engagements des parties signataires.

ARTICLE 2 : CONDITIONS ET MODALITES D'APPORT DE L'INTERVENTION DEPARTEMENTALE POUR LES OPERATIONS CONTRACTUALISEES

2.1 La mobilisation des crédits départementaux prévus dans le tableau présenté en annexe du présent contrat ne pourra se faire que sur dépôt d'un dossier de demande de subvention et après son instruction, dans le strict respect des règlements spécifiques en vigueur au moment de ce dépôt.

2.2 Chaque dossier fera l'objet d'un examen par la Commission Permanente ou lors d'une réunion de l'Assemblée Plénière du Département, dans la limite des enveloppes votées.

2.3 Pour mobiliser ces crédits, le maître d'ouvrage devra déposer auprès du Département un dossier de demande de subvention constitué de :

- la délibération du maître d'ouvrage :
  - décidant la réalisation de l'opération contractualisée,
  - désignant l'entreprise/prestataire dont l'offre technique et financière, à l'issue des consultations d'entreprises, a été retenue pour la réalisation de l'opération contractualisée,
  - arrêtant le plan de financement,
  - sollicitant l'attribution de la subvention départementale.

- le dossier technique et financier de l'opération contractualisée :
  - une notice explicative et justificative de l'opération à réaliser,
  - le dossier technique comportant :
    - le plan de masse,
    - le plan de situation,
- l'acte d'engagement et le bordereau de prix ou les devis signés par l'entreprise et le maître d'ouvrage.
- l'annexe relative à la réalisation technique et financière permettant d'indiquer les dates prévisionnelles de réalisation du projet et des demandes de versement de l'aide départementale.

2.4 Chaque opération retenue comme éligible bénéficie d'une autorisation anticipée d'engagement au 1er janvier 2023.

2.5 Chaque décision de la Commission Permanente ou de l'Assemblée Plénière du Département fera l'objet d'un arrêté attributif de subvention qui sera notifié au maître d'ouvrage bénéficiaire. Cet arrêté détaillera les modalités de réalisation et de versement de la subvention.

2.6 Le versement de chaque subvention attribuée sera conditionné :

- à l'intervention de l'arrêté ou de la décision attributifs de subvention,
- à l'engagement de l'opération subventionnée dans la limite du délai fixé par cet arrêté,
- à la réalisation de l'opération dans la limite du délai fixé par cet arrêté.

2.7 Chaque subvention sera versée au bénéficiaire à sa demande en une ou 2 fois sur présentation :

- du récapitulatif des factures (dates, entreprises, montants H.T. et T.T.C.), visé par le maître d'ouvrage et le comptable public,
- des factures afférentes aux dépenses réalisées.

2.8 Le montant de la subvention versée, dans la limite du montant de subvention contractualisée, sera déterminé en appliquant au coût global H.T. ou T.T.C. des dépenses réalisées éligibles le taux fixé par l'arrêté attributif. Ce taux est issu des éléments du tableau présenté à l'article 1 (montant aide départementale/coût H.T. ou T.T.C. opération).

2.9 En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde de la subvention attribuée dans les quatre ans à compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis par la notification de l'acte portant attribution de la subvention, la subvention non versée sera caduque.

ARTICLE 3 - INGENIERIE DEPARTEMENTALE

Pour l'accompagnement au montage et à la réalisation des projets, le Département propose une ingénierie globale au service du maître d'ouvrage :

- une ingénierie technique avec l'agence départementale Corrèze Ingénierie,
- une ingénierie de projets avec 4 chefs de projets de développement référents sur chaque grand territoire corrézien,
- une ingénierie administrative et financière avec le service des Aides aux Communes,
- une ingénierie transversale dans les autres domaines de compétences du Département en mettant l'expertise des services à disposition du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 Le maître d'ouvrage s'engage :

- au strict respect de l'ensemble des dispositions du présent contrat,
- à communiquer l'identification du soutien financier du Département, dans les conditions prévues par la charte graphique du Département, sur tous les documents d'information liés à son activité ainsi que sur la signalétique des chantiers,
- à implanter sur le chantier, dès la mise en œuvre de l'opération, un panneau signalant le concours financier apporté par le Département pour la réalisation des opérations éligibles,
- à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- à ne pas mobiliser d'autre dispositif départemental sur les opérations objets du présent contrat, le Département se réservant la possibilité de revoir sa participation en cas de double financement.

4.2 En contrepartie du respect des engagements précités, le Département s'engage à contribuer financièrement à la réalisation des opérations éligibles :

- selon les montants et les conditions définis dans le présent contrat,
- sous réserve des enveloppes destinées à assurer la couverture budgétaire pluriannuelle des opérations inscrites au présent contrat.

ARTICLE 5 - CLAUSES PARTICULIERES

A la demande expresse du Maître d'Ouvrage, justifiant de circonstances exceptionnelles et dérogatoires, et après décision de la Commission Permanente du Département, le délai de mise en chantier de la subvention départementale annuelle précisé dans l'arrêté attributif de la subvention pourra être prorogé d'un an.

ARTICLE 6 - RESTITUTIONS DES SUBVENTIONS

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée annuellement au Maître d'Ouvrage qui s'engage à restituer les sommes versées dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée pour une (des) opération(s) non conforme(s) à celle(s) définie(s) dans le présent contrat,
- si les parties ne respectent pas les engagements souscrits au titre du présent contrat.

ARTICLE 7 - DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de sa date de signature par les parties et portera sur la période allant jusqu'au 31 décembre 2025. Il pourra être prorogé d'un an, par tacite reconduction, sans que sa durée globale ne puisse excéder le 31 décembre 2026.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CONTRAT

8.1 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'une demande écrite du Maître d'Ouvrage.

8.2 L'avenant ou modification ne sera possible que dans la limite de l'enveloppe globale d'aides départementales contractualisées au bénéfice du maître d'ouvrage.

8.3 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'un avenant signé.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties au présent contrat s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE 10 - ANNEXE

- Annexe : Tableau des financements valant engagement contractuel de la programmation départementale 2023-2025.

Fait à Tulle,
Le 6 décembre 2024

Le Président du Comité des Fêtes de Malemort	Le Président du Département de la Corrèze
Gaston FLAUDER	Pascal COSTE

Catégorie d'aides	Typologie d'opérations	Taux et plafonds annuels d'aides
1	Équipements communaux Défense incendie, PLU Accessibilité et Travaux sans impact énergétique	Taux 25% - plafond de subvention 15 000 € ou 3 500 € pour les études (accessibilité et défense incendie)
2	Opérations de construction et de rénovation avec gain sur la sobriété énergétique	Dans le cadre de Corrèze Bouclier Énergétique * Taux de 30% pour bâtiment avec loyer (logement, plateforme, multiple…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 40% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 80% pour diagnostic énergétique Plafond d'assiette éligible de 6 000 € HT
3	Aménagements de Bourgs, Espaces Publics et opérations de désimperméabilisation des sols	Aménagements : taux de 25% - plafond de subvention 25 000 € Étude préalable : taux de 45% - plafond de subvention 9 000 €
4	Équipements sportifs	Taux 30% - construction : plafond d'assiette éligible de 400 000 € HT - rénovation : plafond d'assiette éligible de 300 000 € HT
5	Équipements et projets divers	Taux variable selon aide départementale Taux de 30% pour les ré-aménagements des étangs des communes
6	Édifices patrimoniaux	Taux 10% - plafond de subvention 60 000 € (classés MH) Taux 25% - plafond de subvention 40 000 € (inscrits MH) Taux 60% - plafond de subvention 60 000 € (non protégés MH)
7	Patrimoine mobilier	Taux 10% (classé MH) Taux 40% (inscrit MH) Taux 60% (non protégé MH)
8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé (PPRNP)	Taux 45% - plafond de subvention 20 000 €
9	Équipements de voirie (hors véhicule motorisé)	Taux 40% - plafond de subvention 5 000 €
10	Dotations voirie 2023-2025	Mobilisation de chaque dotation à hauteur du taux notifié à la commune sur le montant des factures et dans la limite du montant de la dotation allouée
11	Réseaux d'eaux pluviales sur Route Départementale en Traverse (RDT)	Taux 30% - plafond de subvention 30 000 €
12	Maison Médicale et MSP	Taux 20% - plafond de subvention 100 000 €

CONTRACTUALISATION 2023/2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT TTC DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
COMITE DES FETES DE MALEMORT	**Acquisition d'un bungalow**	5 388 €	**1 347 €**	5	Projets structurants	2024	1	

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE" 2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE" représentée par Monsieur Frédéric SOULIER en sa qualité de Président, dûment habilité par son Conseil Communautaire,

Ci-après dénommé "le maître d'ouvrage"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Cohésion des Territoire 2023-2025 avec la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE",

VU la demande de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE",

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 avec la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE",

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU "BASSIN DE BRIVE", demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Président de la Communauté d'Agglomération du "Bassin de Brive"	Le Président du Département de la Corrèze
Frédéric SOULIER	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	**Passerelle du Prieur**	545 340 €	**236 200 €**	5	Projets structurants	2025	1	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	**Rénovation colline de Sainte-Féréole**	900 000 €	**450 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	**Voie verte Avenue Maillard**	1 379 037 €	**863 800 €**	5	Projets structurants	2024	1	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "BASSIN DE BRIVE"	**Espace des congrès - T2**	1 500 000 €	**500 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES
COMMUNAUTE DE COMMUNES
"MIDI CORREZIEN"
2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN" représentée par Monsieur Alain SIMONET en sa qualité de Président, dûment habilité par son Conseil Communautaire,

Ci-après dénommé "le maître d'ouvrage"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Cohésion des Territoire 2023-2025 avec la COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN",

VU la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN",

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 avec la COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN",

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Cohésion des Territoires 2023-2025 de la COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN", demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Président de la Communauté de Communes "Midi Corrézien"	Le Président du Département de la Corrèze
Alain SIMONET	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Aménagement du Pôle Néandertal - Complément	1 856 359 €	400 000 €	5	Projets structurants	2024	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Rénovation locaux communautaires Meyssac avec amélioration de la performance énergétique - T1 Clos-joli A minima rénovation énergétique du bâtiment (isolation combles, chaufferie, menuiseries...)	100 000 €	40 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Réhabilitation piscine de Collonges la rouge Rénovation énergétique - T1	100 000 €	40 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Réhabilitation piscine de Collonges la rouge Rénovation énergétique - T2	72 500 €	29 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Amélioration de la performance énergétique de la piscine d'Altillac	40 000 €	16 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	2	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Réhabilitation Village vacances à Altillac	60 000 €	12 000 €	5	Projets structurants	2024	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Réhabilitation de la bascule et du pèse-bétail du Chauze à Meyssac	30 000 €	7 500 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Aménagement terrasse piscine Collonges	45 000 €	13 500 €	4	Equipements sportifs - Rénovation	2023	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"	Elaboration d'un pacte fiscal et financier et la structuration juridique de la gestion d'ensemble des équipements touristiques et culturels en vue de la constitution d'une SEM	35 180 €	7 036 €	5	Projets structurants	2023	1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "MIDI CORREZIEN"			77 401 €		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/316

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

CONTRATS DE SOLIDARITÉ COMMUNALE 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS

RAPPORT

Le Conseil Départemental, par délibérations :

- ✓ n°301, lors de sa session du 24 février 2023, a approuvé la politique des aides aux collectivités - contractualisation 2023-2025,
- ✓ n°303, lors de sa session du 7 avril 2023, a fixé les Autorisations de Programme pluriannuelles 2023/2025 pour la contractualisation 2023-2025,
- ✓ n°305, lors de sa session du 12 avril 2024, a fixé et modifié les Autorisations de Programme pluriannuelles 2023/2025 pour la contractualisation 2023-2025 comprenant :
  - Les Contrats de Solidarité Communale - CSC - 2023-2025 et les Contrats de Cohésion des Territoires - CCT - 2023-2025 (45 M€),

destinées à l'attribution des subventions exprimées au titre des opérations éligibles aux dispositifs des contrats 2023-2025 au fur et à mesure des engagements des aides en Commission Permanente.

- La dotation voirie y compris la Dotation de Solidarité Communale en direction des petites communes les plus fragiles (10,5 M€),
- La politique eau et assainissement, dont l'aide dédiée aux projets structurants en eau potable (10 M€),
- Le dispositif sobriété énergétique de l'éclairage public (2,3 M€),
- Le dispositif départemental de supervision (1 M€).

Fort du bilan des précédentes contractualisations, le Département, avec ce nouveau programme d'accompagnement triennal, s'affirme dans son rôle de premier financeur des collectivités en Corrèze, au service d'un aménagement équilibré et durable du territoire corrézien.

La politique des aides aux collectivités Corréziennes est aujourd'hui devenue incontournable pour les territoires pour la réalisation de leurs projets. Elle est capitale pour accompagner les collectivités face aux enjeux de sobriété et de transition énergétiques et ceux liés à l'eau, de maintien et d'amélioration du cadre de vie et de l'attractivité, et de préservation du patrimoine. Ses moyens financiers très élevés, et augmentés en 2024, mais aussi ses principes de lisibilité et de simplicité, sa souplesse sont des atouts reconnus et plébiscités par tous.

Aussi, le Département s'engage dans un effort financier sans précédent de 69 millions d'euros, traduisant ainsi sa politique volontariste de soutien et de sauvegarde des équilibres territoriaux au moment où les désengagements progressifs de l'État sont d'ores et déjà mesurables sur des opérations vitales pour les communes.

D'ailleurs, en sus des augmentations substantielles des enveloppes décidées lors de l'Assemblée Plénière du 12 avril dernier (pour rappel, les enveloppes pluriannuelles ont été augmentées de 63 à 69 millions d'euros), il est proposé d'ajuster dès à présent nos taux d'aide sur la préservation et le réaménagement des étangs sans différenciation selon la nature du bénéficiaire de la subvention.

Dans le cadre de l'ensemble de ces dispositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- d'autoriser les modifications de subventions des opérations sollicitées par les communes en adaptant les financements au plus près des priorités locales identifiées par les élus,
- de décider, pour les collectivités qui nous ont transmis les dossiers relatifs aux opérations retenues, l'attribution des subventions correspondantes selon les catégories des taux et des plafonds d'aides présentés ci-dessous en y intégrant la modification du taux pour les ré-aménagements des étangs appartenant aux communes :

Catégorie d'aides	Typologie d'opérations	Taux et plafonds annuels d'aides
1	Équipements communaux Défense incendie, PLU Accessibilité et Travaux sans impact énergétique	Taux 25% - plafond de subvention 15 000 € ou 3 500 € pour les études (accessibilité et défense incendie)
2	Opérations de construction et de rénovation avec gain sur la sobriété énergétique	Dans le cadre de Corrèze Bouclier Énergétique * Taux de 30% pour bâtiment avec loyer (logement, plateforme, multiple…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 40% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques…) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT * Taux de 80% pour diagnostic énergétique Plafond d'assiette éligible de 6 000 € HT
3	Aménagements de Bourgs, Espaces Publics et opérations de désimperméabilisation des sols	Aménagements : taux de 25% - plafond de subvention 25 000 € Étude préalable : taux de 45% - plafond de subvention 9 000 €
4	Équipements sportifs	Taux 30% - construction : plafond d'assiette éligible de 400 000 € HT - rénovation : plafond d'assiette éligible de 300 000 € HT
5	Équipements et projets divers	Taux variable selon aide départementale Taux de 30% pour les ré-aménagements des étangs des communes
6	Édifices patrimoniaux	Taux 10% - plafond de subvention 60 000 € (classés MH) Taux 25% - plafond de subvention 40 000 € (inscrits MH) Taux 60% - plafond de subvention 60 000 € (non protégés MH)
7	Patrimoine mobilier	Taux 10% (classé MH) Taux 40% (inscrit MH) Taux 60% (non protégé MH)
8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé (PPRNP)	Taux 45% - plafond de subvention 20 000 €
9	Équipements de voirie (hors véhicule motorisé)	Taux 40% - plafond de subvention 5 000 €
10	Dotations voirie 2023-2025	Mobilisation de chaque dotation à hauteur du taux notifié à la commune sur le montant des factures et dans la limite du montant de la dotation allouée
11	Réseaux d'eaux pluviales sur Route Départementale en Traverse (RDT)	Taux 30% - plafond de subvention 30 000 €
12	Maison Médicale et MSP	Taux 20% - plafond de subvention 100 000 €

I AJUSTEMENTS D'OPERATIONS

➢ COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

La commune de BRIVE-LA-GAILLARDE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de BRIVE-LA-GAILLARDE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Eclairage public - Smart City 2024
  - Montant H.T. des travaux : ..... 3 045 491 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 500 000 €
- Restauration de la Collégiale Saint-Martin
  - Montant H.T. des travaux : ..... 242 117 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 90 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE CHAMEYRAT

La commune de CHAMEYRAT vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de CHAMEYRAT souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Création d'un parking à l'école
  - Montant H.T. des travaux : ..... 2 080 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 520 €
- Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac - Tranche ferme traversée de Poissac sur 350 m - Complément
  - Montant H.T. des travaux : ..... 16 800 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 4 200 €
- Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac - Tranche Optionnelle 1 - Complément Rue de l'école + entrée agglomération ouest + carrefour
  - Montant H.T. des travaux : ..... 38 121 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 9 530 €
- Acquisition d'un VPI pour l'école
  - Montant H.T. des travaux : ..... 3 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 750 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CHAMEYRAT,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE CHANAC-LES-MINES

La commune de CHANAC-LES-MINES vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de CHANAC-LES-MINES souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Réfection de la toiture de la salle polyvalente
  - Montant H.T. des travaux : ..... 8 305 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 2 076 €
- Audit énergétique et travaux de rénovation sur le bâtiment mairie : travaux sur la partie logement
  - Montant H.T. des travaux : ..... 47 080 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 14 124 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CHANAC-LES-MINES,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE COLLONGES-LA-ROUGE

La commune de COLLONGES-LA-ROUGE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de COLLONGES-LA-ROUGE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Travaux Eglise (MH) T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 50 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 5 000 €
- Création d'un nouveau quartier - Espaces publics (Ponchet/Monteil)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 149 907 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 25 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- Approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de COLLONGES-LA-ROUGE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE CORNIL

La commune de CORNIL vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de CORNIL souhaite que les opérations soient modifiées
comme suit :

- Programme d'aménagement de la vallée de la Corrèze : renaturalisation rive droite et aménagement pied de bourg
  - Montant H.T. des travaux : ..... 230 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 46 000 €
- Programme cœur de bourg : place Jean-Marie Dauzier
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 25 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CORNIL,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE DAVIGNAC

La commune de DAVIGNAC vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de DAVIGNAC souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T1
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 30 000 €
- Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 30 000 €
- Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T3
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 30 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de DAVIGNAC,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE D'EYREIN

La commune d'EYREIN vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune d'EYREIN souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie logement - T1
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 30 000 €
- Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie logement - T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 101 354 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 27 579 €
- Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie multiservices
  - Montant H.T. des travaux : ..... 192 310 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 28 673 €
- Couverture du préau et portail de l'école
  - Montant H.T. des travaux : ..... 5 990 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 1 498 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune d'EYREIN,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE LACELLE

La commune de LACELLE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de LACELLE souhaite que l'opération soit modifiée comme suit :

- Aide à l'adressage
  - Montant H.T. des travaux : ..... 4 277 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 1 711 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LACELLE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE LAFAGE-SUR-SOMBRE

La commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Réhabilitation ancienne gare type Tacot Transcorrézien en coordination avec le projet du Viaduc des Rochers Noirs
  - Montant H.T. des travaux : ..... 55 865 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 11 173 €
- Aménagements pour la zone de pique-nique dans le bourg
  - Montant H.T. des travaux : ..... 15 769 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 3 942 €
- Acquisition d'un matériel de projection
  - Montant H.T. des travaux : ..... 2 012 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 503 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE LAGLEYGEOLLE

La commune de LAGLEYGEOLLE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de LAGLEYGEOLLE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Réhabilitation et ouverture d'un restaurant communal
  - Montant H.T. des travaux : ..... 590 465 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 118 093 €
- Acquisition de matériels informatiques
  - Montant H.T. des travaux : ..... 2 500 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 625 €
- Divers mobiliers et équipements pour la mairie
  - Montant H.T. des travaux : ..... 4 125 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 1 031 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LAGLEYGEOLLE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE MARCILLAC-LA-CROISILLE

La commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Agrandissement cimetière
  - Montant H.T. des travaux : ..... 49 224 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 12 306 €
- Aménagement de la plage - acquisition de plateformes
  - Montant H.T. des travaux : ..... 8 089 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 2 022 €
- Réfection de la toiture du vestiaire du stade municipal
  - Montant H.T. des travaux : ..... 13 100 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 3 930 €
- Aménagement d'espaces publics (square et promenade du lac)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 10 264 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 2 566 €
- Réfection d'un logement communal
  - Montant H.T. des travaux : ..... 16 704 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 4 176 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE NESPOULS

La commune de NESPOULS vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de NESPOULS souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle polyvalente
  - Montant H.T. des travaux : ..... 31 983 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 12 793 €
- Divers travaux et équipements communaux (volets médiathèque, étanchéité escalier école et défibrillateurs)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 16 027 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 4 007 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de NESPOULS,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE NEUVIC

La commune de NEUVIC vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de NEUVIC souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Réhabilitation énergétique bâtiments communaux : bâtiments Restos du cœur
  - Montant H.T. des travaux : ..... 3 085 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 1 234 €
- Réhabilitation du club house
  - Montant H.T. des travaux : ..... 133 333 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 40 000 €
- Accessibilité de l'école maternelle
  - Montant H.T. des travaux : ..... 35 062 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 8 766 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de NEUVIC,
- de m'autoriser à le signer.

➢

➢ COMMUNE DE PEYRELEVADE

La commune de PEYRELEVADE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de PEYRELEVADE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Rénovation énergétique de la chaufferie : remplacement de la chaudière - T1
  - Montant H.T. des travaux : ..... 100 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 40 000 €
- Rénovation énergétique de la chaufferie - remplacement de la chaudière - T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 65 625 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 26 250 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de PEYRELEVADE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE QUEYSSAC-LES-VIGNES

La commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES souhaite que l'opération soit modifiée comme suit :

- Rénovation d'objets non protégés dans l'église (tableau et statues)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 44 904 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 26 942 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE SAINT-BONNET-ELVERT

La commune de SAINT-BONNET-ELVERT vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de SAINT-BONNET-ELVERT souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Aménagement Zone de la Verrière - Partie Cimetière
  - Montant H.T. des travaux : ..... 59 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 14 750 €
- Aménagement Zone de la Verrière - Partie Accès, voie de desserte et parking
  - Montant H.T. des travaux : ..... 114 704 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 18 500 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-BONNET-ELVERT
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX

La commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Restauration four à pain (PPRNP)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 5 513 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 2 481 €
- Construction d'un local technique
  - Montant H.T. des travaux : ..... 46 409 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 11 602 €
- Aménagement d'une ancienne salle de classe en accueil de la mairie et de l'agence postale communale
  - Montant H.T. des travaux : ..... 19 724 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 5 917 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT

La commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Gîte communal - Rénovation énergétique
  - Montant H.T. des travaux : ..... 65 043 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 19 513 €
- Réfection du lavoir municipal
  - Montant H.T. des travaux : ..... 9 971 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 4 487 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE SALON-LA-TOUR

La commune de SALON-LA-TOUR vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de SALON-LA-TOUR souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Création d'un WC PMR et divers branchements pour le local de l'épicerie
  - Montant H.T. des travaux : ..... 11 850 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 2 963 €
- Révision du PLU
  - Montant H.T. des travaux : ..... 7 600 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 1 900 €
- Rénovation énergétique de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes…)
  - Montant H.T. des travaux : ..... 87 843 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 35 137 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SALON-LA-TOUR,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE TARNAC

La commune de TARNAC vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de TARNAC souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Création d'un terrain multisports
  - Montant H.T. des travaux : ..... 74 896 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 22 469 €
- Création d'un espace cinéraire et paysager dans l'extension du nouveau cimetière - T3
  - Montant H.T. des travaux : ..... 43 871 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 10 968 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de TARNAC,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE TULLE

La commune de TULLE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de TULLE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément
  - Montant H.T. des travaux : ..... 540 458 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 108 092 €
- Programme de végétalisation
  - Montant H.T. des travaux : ..... 126 004 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 25 000 €
- Renaturation d'un îlot au 16 rue de l'Alverge
  - Montant H.T. des travaux : ..... 204 800 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 25 000 €
- Réfection escaliers 2025
  - Montant H.T. des travaux : ..... 41 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 10 250€
- Réfection complète du sol multisports de la salle de compétition du Centre Culturel et Sportif
  - Montant H.T. des travaux : ..... 150 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 37 500 €
- Aménagement du quartier de Souilhac
  - Montant H.T. des travaux : ..... 1 018 730 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 203 746 €
- Réaménagement des abords de la nouvelle CPAM
  - Montant H.T. des travaux : ..... 102 200 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 25 000 €
- Création d'un skatepark sur le site de l'Auzelou
  - Montant H.T. des travaux : ..... 26 120 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 7 836 €

- Travaux dans les écoles 2025 : Groupe scolaire Clément Chausson - Travaux d'étanchéité et de réfection des tympans à ossature bois T2
  - Montant H.T. des travaux : ..... 60 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 15 000 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de TULLE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE D'UZERCHE

La commune d'UZERCHE vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune d'UZERCHE souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Aménagement de la Cartonnerie - Sécurisation du bâtiment, création boulodrome et skatepark
  - Montant H.T. des travaux : ..... 158 905 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 31 781 €
- Réfection du grillage des courts de tennis de la Peyre
  - Montant H.T. des travaux : ..... 19 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 5 700 €
- Réfection de la toiture du presbytère
  - Montant H.T. des travaux : ..... 70 430 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 42 258 €
- Etude de faisabilité et bilan énergétique patrimonial
  - Montant H.T. des travaux : ..... 6 000 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 4 800 €
- Réaménagement de la cour de l'école - Complément
  - Montant H.T. des travaux : ..... 86 642 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 21 661 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune d'UZERCHE,
- de m'autoriser à le signer.

➢ COMMUNE DE VOUTEZAC

La commune de VOUTEZAC vient de nous informer de son souhait de changer la liste des opérations contractualisées au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025.

La commune de VOUTEZAC souhaite que les opérations soient modifiées comme suit :

- Rénovation thermique de l'école avec amélioration de la performance énergétique
  - Montant H.T. des travaux : ..... 75 033 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 30 013 €
- Construction d'un terrain multisports
  - Montant H.T. des travaux : ..... 122 593 €
  - Subvention départementale plafonnée à : 36 778 €

Dans le cadre de ces propositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir :

- approuver tel qu'il figure en annexe au présent rapport l'avenant n°4 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de VOUTEZAC,
- de m'autoriser à le signer.

II OPERATIONS

➢ Territoire BRIVE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
BRIGNAC-LA- PLAINE	Rénovation de l'Eglise (cloches)	4 845 €	2 907 €	7
BRIVE	Rénovation de l'éclairage public - Smart City 2024	3 045 491 €	500 000 €	5
	Rénovation de l'éclairage public - Smart City Complément	3 045 491 €	500 000 €	5
	Restauration de la Collégiale Saint-Martin	242 117 €	90 000 €	6
COSNAC	Remplacement de la porte du bâtiment des services techniques	1 204 €	482 €	2
LA-CHAPELLE-AUX-BROCS	Equipements divers : achat d'un panneau d'affichage municipal	581 €	145 €	1
MALEMORT	Marché couvert T2	750 000 €	300 000 €	5
	Agrandissement du cimetière La Font	100 000 €	25 000 €	3
NESPOULS	Salle polyvalente : changement système de chauffage et rénovation avec prise en compte de la performance énergétique - complément chauffage	36 414 €	14 566 €	2
SADROC	Travaux dans un logement locatif avec amélioration de la performance énergétique - T2 complément	6 096 €	1 829 €	2
SAINT-AULAIRE	Travaux de chauffage par PAC bâtiment communal et maison assistantes maternelles	11 846 €	4 738 €	2
VOUTEZAC	Construction d'un terrain multisports	122 593 €	36 778 €	4
YSSANDON	Rénovation énergétique Mairie Ecole	61 546 €	24 618 €	2
TOTAL		7 428 224 €	1 501 063 €	

➢ Territoire HAUTE-CORREZE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
DAVIGNAC	Réhabilitation d'une maison, construction de 3 logements pour des familles - T3	100 000 €	30 000 €	2
LA-CHAPELLE-SPINASSE	Réaménagement du cimetière	34 442 €	8 611 €	3
LAFAGE-SUR-SOMBRE	Acquisition matériel de projection	2 012 €	503 €	1
	Aménagements pour la zone pique-nique dans le bourg	15 769 €	3 942 €	3
LAMAZIERE-HAUTE	Travaux sur le mur du cimetière	3 600 €	900 €	3
MARCILLAC-LA-CROISILLE	Aménagement de la plage - acquisition de plateformes	8 089 €	2 022 €	1
	Aménagement d'espaces publics (square et promenade du lac)	10 264 €	2 566 €	3
	Réfection d'un logement communal	16 704 €	4 176 €	1
	Réfection de la toiture du vestiaire du stade municipal	13 100 €	3 930 €	4
NEUVIC	Réhabilitation du club house	133 333 €	40 000 €	4
	Accessibilité de l'école maternelle	35 062 €	8 766 €	1
PEYRELEVADE	Rénovation énergétique de la chaufferie - Remplacement de la chaudière T1	100 000 €	40 000 €	2
	Rénovation énergétique de la chaufferie - Remplacement de la chaudière T2	65 625 €	26 250 €	2
ROSIERS-D'ÉGLETONS	Aménagement accès bourg et RD 142E - T3	6 560 €	1 640 €	3
SAINT-BONNET PRES BORT	Géothermie sur ensemble des bâtiments communaux (Ecole, Mairie et Cantine) Tranche 1	100 000 €	40 000 €	2
	Géothermie sur ensemble des bâtiments communaux (Ecole, Mairie et Cantine) Tranche 2	50 000 €	20 000 €	2

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
SAINT-HILAIRE-LUC	Travaux d'accès au grenier de la mairie	1 629 €	407 €	1
	Appartement mairie T2 Porte, électricité, VMC	1 427 €	357 €	1
	Travaux appartement Marguerite - Tranche 1 - Complément	2 238 €	671 €	1
	Changement de la porte de la Maison des Ganes	1 601 €	480 €	1
SAINT-PANTALÉON-DE-LAPLEAU	Camping - Hébergement (Roulotte-gîtes)	7 250 €	1 450 €	5
SOURSAC	Réaménagement de la plage du Pont-Aubert	350 000 €	70 000 €	5
TOTAL		1 058 705 €	306 671 €	

➢ Territoire TULLE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
CHAMEYRAT	Acquisition d'un vidéo projecteur intéractif pour l'école	3 000 €	750 €	1
	Réaménagement traversée de Poissac, rue de l'école, entrée Ouest, carrefour et virage - Complément	38 121 €	9 530 €	3
	Réaménagement de la traversée de Poissac - Tranche Ferme - Complément	16 800 €	4 200 €	3
CHANAC-LES-MINES	Réfection de la toiture de la salle polyvalente - complément	1 813 €	453 €	1
	Travaux de rénovation sur le bâtiment mairie et sur la partie logement	20 047 €	6 014 €	2
CORNIL	Aménagement de la place Jean-Marie Dauzier	100 000 €	25 000 €	3
EYREIN	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie logement - T1	100 000 €	30 000 €	2
	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie logement - T2	101 354 €	27 579 €	2
	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie multiservices	192 310 €	28 673 €	2
LAGARDE-MARC-LA-TOUR	Agrandissement du chalet de l'étang	24 233 €	6 058 €	1
SAINTE-FORTUNADE	Travaux de rénovation énergétique à l'école primaire (isolation thermique)	96 800 €	38 720 €	2
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	Travaux d'éclairage du stade de Chadebec	21 010 €	6 303 €	4
	Rénovation globale de l'ancienne Poste	8 695 €	2 609 €	2
SEILHAC	Club House du stade de football	68 000 €	20 400 €	4
	Vestiaires du stade de football	166 000 €	49 800 €	4
TULLE	Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément	540 458 €	108 092 €	5
TOTAL		1 498 641 €	364 181 €	

➢ Territoire VALLEE DE LA DORDOGNE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
ASTAILLAC	Rénovation salle des associations avec amélioration de la performance énergétique	100 000 €	35 000 €	2
AUBAZINE	Etude de faisabilité pour l'aménagement d'un parking dans le bourg	5 900 €	1 475 €	3
COLLONGES-LA-ROUGE	Création d'un nouveau quartier - Espaces Publics (Ponchet/Monteil)	100 000 €	25 000 €	3
DARAZAC	Rénovation énergétique logements Presbytère	16 000 €	4 800 €	2
LAGLEYGEOLLE	Acquisition de matériels informatiques	2 500 €	625 €	1
	Acquisition de mobiliers et équipements pour la mairie	4 125 €	1 031 €	1
LE PESCHER	Pose d'une ombrière photovoltaïque sur la terrasse du restaurant	49 927 €	14 978 €	2
PUY D'ARNAC	Renouvellement poteau défense incendie (Complément)	5 830 €	1 458 €	1
QUEYSSAC-LES-VIGNES	Rénovation d'objets non protégés dans l'église (tableau et statues)	44 904 €	26 942 €	7
SAINT-BONNET-ELVERT	Aménagement zone de la Verrière - Partie cimetière	59 000 €	14 750 €	3
	Aménagement zone de la Verrière - Partie accès voie desserte et parking	74 000 €	18 500 €	3
SÉRILHAC	Travaux à l'église - Tranche 2	3 998 €	2 399 €	6
TOTAL		466 184 €	146 958 €	

➢ Territoire VEZERE-AUVEZERE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
LACELLE	Aide à l'adressage	4 277 €	1 711 €	5
LAMONGERIE	Rénovation énergétique de la salle polyvalente	44 300 €	17 720 €	2
	Mise aux normes de la cuisine de la salle polyvalente	30 000 €	7 500 €	1
LUBERSAC	Création de 2 terrains de Padel	152 232 €	45 670 €	4
SALON-LA-TOUR	Rénovation énergétique de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes,…)	13 475 €	5 390 €	2
	Création d'un WC PMR et divers branchements pour le local de l'épicerie	11 850 €	2 963 €	1
	Révision du PLU	7 600 €	1 900 €	1
TARNAC	Création d'un terrain multisports	74 896 €	22 469 €	4
	Agrandissement du cimetière - Tranche 3	43 871 €	10 968 €	3
TROCHE	Réfection de la couverture de la salle des associations	18 156 €	4 539 €	1
UZERCHE	Réaménagement des cours de l'école des Buges - Complément	86 642 €	21 661 €	3
	Aménagement de la Cartonnerie - Sécurisation du bâtiment (réfection des verrières)	14 953 €	2 991 €	5
	Réfection de la toiture du Presbytère	70 430 €	42 258 €	6
	Réfection du grillage des courts de tennis de la Peyre	19 000 €	5 700 €	4
	Etude de faisabilité et bilan énergétique patrimonial	6 000 €	4 800 €	2
TOTAL		597 682 €	198 240 €	

III CAS PARTICULIERS :

➢ COMMUNE DE BEYSSAC

Au titre du programme "Etudes d'urbanisme - 2017", la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 5 mai 2017, a décidé au profit de la commune de BEYSSAC l'attribution de la subvention suivante :

- *Élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme*
  - Montant H.T. de l'étude : 27 682 €
  - Subvention départementale : 6 456 € (droit de tirage atteint : limite des 80% d'aides publiques)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2017 n'a pas fait l'objet de demande de versement de solde avant le 1er janvier 2024 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique) et est donc devenue caduque de plein droit.

Or, en raison de divers problèmes administratifs, la commune nous a informé que l'étude a pris du retard et n'a pu être finalisée dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 10 mai 2017.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ COMMUNE DE BRIVE

Au titre du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025, la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 21 juillet 2023, a décidé au profit de la commune de BRIVE l'attribution de la subvention suivante :

- *Rénovation de l'éclairage public - Smart City*
  - Montant H.T. des travaux : 7 400 000 €
  - Subvention départementale : 500 000 € (plafond)

Or, le montant H.T. des travaux éligibles à l'aide départementale doit être ajusté.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir modifier l'arrêté d'attribution de la subvention comme suit :

- *Rénovation de l'éclairage public - Smart City T1*
  - Montant H.T. des travaux : 3 045 491 €
  - Subvention départementale : 500 000 € (plafond)

➢ Commune de COMBRESSOL

Au titre du programme "Contrat 2018-2020" la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 20 septembre 2019, a décidé au profit de la commune de Combressol, l'attribution de la subvention suivante :

- *Travaux de réseaux d'eau*
  - Montant H.T. des travaux : ..... 49 965 €
  - Subvention départementale : ..... 14 990 € (plafond)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2019 n'a pu faire l'objet de demande de versement avant le 1er janvier 2024 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique), la subvention susvisée est caduque de plein droit.

Or, les travaux ayant pris du retard, la commune n'a pas pu terminer l'opération dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 20 septembre 2019.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental, de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ COMMUNE D'OBJAT

Au titre du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025, la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 26 janvier 2024, a décidé au profit de la commune d'OBJAT l'attribution des subventions suivantes :

- *Aménagement structurant entrée de ville RD 148E1 - Tranche 1*
  - Montant H.T. des travaux : 1 500 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €
- *Aménagement structurant entrée de ville RD 148E1 - Tranche 2*
  - Montant H.T. des travaux : 1 500 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €

Or, les montants H.T. des travaux éligibles aux aides départementales doivent être ajustés.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir modifier les arrêtés d'attributions des subventions comme suit :

- *Aménagement structurant entrée de ville RD 148E1 - Tranche 1*
  - Montant H.T. des travaux : 1 000 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €
- *Aménagement structurant entrée de ville RD 148E1 - Tranche 2*
  - Montant H.T. des travaux : 1 000 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €

➢ COMMUNE DE SAINT-JAL

Au titre du programme "Études d'Urbanisme", la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du 8 juillet 2016, a décidé au profit de la commune de SAINT-JAL l'attribution de la subvention suivante :

- *Élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme*
  - Montant H.T. de l'étude : 22 609 €
  - Subvention départementale : 3 087 € (droit de tirage atteint)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2016 n'a pas fait l'objet de demande de versement de solde avant le 1er janvier 2021 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique), et est donc devenue caduque de plein droit.

Or, en raison de divers problèmes administratifs, la commune m'a informé que l'étude a pris du retard et ne pourra être finalisée dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 12 juillet 2016.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental, de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ COMMUNE DE SAINT-REMY

Au titre du programme "CONTRAT 2018-2020", la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 19 juillet 2019, a décidé au profit de la commune de SAINT-REMY, l'attribution de la subvention suivante :

- *Mise aux normes étang déclaré réserve incendie*
  - Montant H.T. des travaux : ..... 3 500 €
  - Subvention départementale : ..... 875 € (plafond)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2019 n'a pas fait l'objet de demande de versement avant le 1er janvier 2024 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique) et est donc devenue caduque de plein droit.

Or, la commune m'a informé qu'en raison de problèmes administratifs, la clôture du dossier n'a pu être finalisée dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 19 juillet 2019.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ <u>COMMUNE DE VOUTEZAC</u>

Au titre du programme "CONTRAT 2018-2020", la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 29 mars 2019, a décidé au profit de la commune de VOUTEZAC l'attribution de la subvention suivante :

- *Élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme*
  - Montant H.T. de l'étude : 22 666 €
  - Subvention départementale : 5 667 € (plafond)

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2019 n'a pas fait l'objet de demande de versement de solde avant le 1er janvier 2024 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique) et est donc devenue caduque de plein droit.

Or, en raison de divers problèmes administratifs, la commune nous a informé que l'étude a pris du retard et n'a pu être finalisée dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 29 mars 2019.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2026.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 517 113 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/316

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

CONTRATS DE SOLIDARITÉ COMMUNALE 2023-2025 - AJUSTEMENTS D'OPÉRATIONS - OPÉRATIONS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont approuvés, tels qu'ils figurent en annexe à la présente décision, les avenants aux Contrats de Solidarité Communale 2023-2025.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer les avenants aux Contrats de Solidarité Communale 2023-2025 visés à l'article 1er.

Article 3 : sont décidées, sur l'Autorisation de Programme "Contrat de Solidarité Communale - CSC - 2023-2025", les affectations correspondant aux subventions attribuées aux collectivités ci-dessous, pour la réalisation des opérations suivantes au titre de l'année 2024 pour un montant total de 2 517 113 € :

➢ Territoire BRIVE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
BRIGNAC-LA- PLAINE	Rénovation de l'Eglise (cloches)	4 845 €	2 907 €	7
BRIVE	Rénovation de l'éclairage public - Smart City 2024	3 045 491 €	500 000 €	5
	Rénovation de l'éclairage public - Smart City Complément	3 045 491 €	500 000 €	5
	Restauration de la Collégiale Saint-Martin	242 117 €	90 000 €	6
COSNAC	Remplacement de la porte du bâtiment des services techniques	1 204 €	482 €	2
LA-CHAPELLE-AUX-BROCS	Equipements divers : achat d'un panneau d'affichage municipal	581 €	145 €	1
MALEMORT	Marché couvert T2	750 000 €	300 000 €	5
	Agrandissement du cimetière La Font	100 000 €	25 000 €	3
NESPOULS	Salle polyvalente : changement système de chauffage et rénovation avec prise en compte de la performance énergétique - complément chauffage	36 414 €	14 566 €	2
SADROC	Travaux dans un logement locatif avec amélioration de la performance énergétique - T2 complément	6 096 €	1 829 €	2
SAINT-AULAIRE	Travaux de chauffage par PAC bâtiment communal et maison assistantes maternelles	11 846 €	4 738 €	2
VOUTEZAC	Construction d'un terrain multisports	122 593 €	36 778 €	4
YSSANDON	Rénovation énergétique Mairie Ecole	61 546 €	24 618 €	2
TOTAL		7 428 224 €	1 501 063 €	

➢ Territoire HAUTE-CORREZE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
DAVIGNAC	Réhabilitation d'une maison, construction de 3 logements pour des familles - T3	100 000 €	30 000 €	2
LA-CHAPELLE-SPINASSE	Réaménagement du cimetière	34 442 €	8 611 €	3
LAFAGE-SUR-SOMBRE	Acquisition matériel de projection	2 012 €	503 €	1
	Aménagements pour la zone pique-nique dans le bourg	15 769 €	3 942 €	3
LAMAZIERE-HAUTE	Travaux sur le mur du cimetière	3 600 €	900 €	3
MARCILLAC-LA-CROISILLE	Aménagement de la plage - acquisition de plateformes	8 089 €	2 022 €	1
	Aménagement d'espaces publics (square et promenade du lac)	10 264 €	2 566 €	3
	Réfection d'un logement communal	16 704 €	4 176 €	1
	Réfection de la toiture du vestiaire du stade municipal	13 100 €	3 930 €	4
NEUVIC	Réhabilitation du club house	133 333 €	40 000 €	4
	Accessibilité de l'école maternelle	35 062 €	8 766 €	1
PEYRELEVADE	Rénovation énergétique de la chaufferie - Remplacement de la chaudière T1	100 000 €	40 000 €	2
	Rénovation énergétique de la chaufferie - Remplacement de la chaudière T2	65 625 €	26 250 €	2
ROSIERS-D'ÉGLETONS	Aménagement accès bourg et RD 142E - T3	6 560 €	1 640 €	3
SAINT-BONNET PRES BORT	Géothermie sur ensemble des bâtiments communaux (Ecole, Mairie et Cantine) Tranche 1	100 000 €	40 000 €	2
	Géothermie sur ensemble des bâtiments communaux (Ecole, Mairie et Cantine) Tranche 2	50 000 €	20 000 €	2

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
SAINT-HILAIRE-LUC	Travaux d'accès au grenier de la mairie	1 629 €	407 €	1
	Appartement mairie T2 Porte, électricité, VMC	1 427 €	357 €	1
	Travaux appartement Marguerite - Tranche 1 - Complément	2 238 €	671 €	1
	Changement de la porte de la Maison des Ganes	1 601 €	480 €	1
SAINT-PANTALÉON-DE-LAPLEAU	Camping - Hébergement (Roulotte-gîtes)	7 250 €	1 450 €	5
SOURSAC	Réaménagement de la plage du Pont-Aubert	350 000 €	70 000 €	5
TOTAL		1 058 705 €	306 671 €	

➢ Territoire TULLE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
CHAMEYRAT	Acquisition d'un vidéo projecteur intéractif pour l'école	3 000 €	750 €	1
	Réaménagement traversée de Poissac, rue de l'école, entrée Ouest, carrefour et virage - Complément	38 121 €	9 530 €	3
	Réaménagement de la traversée de Poissac - Tranche Ferme - Complément	16 800 €	4 200 €	3
CHANAC-LES-MINES	Réfection de la toiture de la salle polyvalente - complément	1 813 €	453 €	1
	Travaux de rénovation sur le bâtiment mairie et sur la partie logement	20 047 €	6 014 €	2
CORNIL	Aménagement de la place Jean-Marie Dauzier	100 000 €	25 000 €	3
EYREIN	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie logement - T1	100 000 €	30 000 €	2
	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie logement - T2	101 354 €	27 579 €	2
	Aménagement d'un mulltiservices et d'un logement - Partie multiservices	192 310 €	28 673 €	2
LAGARDE-MARC-LA-TOUR	Agrandissement du chalet de l'étang	24 233 €	6 058 €	1
SAINTE-FORTUNADE	Travaux de rénovation énergétique à l'école primaire (isolation thermique)	96 800 €	38 720 €	2
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	Travaux d'éclairage du stade de Chadebec	21 010 €	6 303 €	4
	Rénovation globale de l'ancienne Poste	8 695 €	2 609 €	2
SEILHAC	Club House du stade de football	68 000 €	20 400 €	4
	Vestiaires du stade de football	166 000 €	49 800 €	4
TULLE	Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément	540 458 €	108 092 €	5
TOTAL		1 498 641 €	364 181 €	

➢ Territoire VALLEE DE LA DORDOGNE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
ASTAILLAC	Rénovation salle des associations avec amélioration de la performance énergétique	100 000 €	35 000 €	2
AUBAZINE	Etude de faisabilité pour l'aménagement d'un parking dans le bourg	5 900 €	1 475 €	3
COLLONGES-LA-ROUGE	Création d'un nouveau quartier - Espaces Publics (Ponchet/Monteil)	100 000 €	25 000 €	3
DARAZAC	Rénovation énergétique logements Presbytère	16 000 €	4 800 €	2
LAGLEYGEOLLE	Acquisition de matériels informatiques	2 500 €	625 €	1
	Acquisition de mobiliers et équipements pour la mairie	4 125 €	1 031 €	1
LE PESCHER	Pose d'une ombrière photovoltaïque sur la terrasse du restaurant	49 927 €	14 978 €	2
PUY D'ARNAC	Renouvellement poteau défense incendie (Complément)	5 830 €	1 458 €	1
QUEYSSAC-LES-VIGNES	Rénovation d'objets non protégés dans l'église (tableau et statues)	44 904 €	26 942 €	7
SAINT-BONNET-ELVERT	Aménagement zone de la Verrière - Partie cimetière	59 000 €	14 750 €	3
	Aménagement zone de la Verrière - Partie accès voie desserte et parking	74 000 €	18 500 €	3
SÉRILHAC	Travaux à l'église - Tranche 2	3 998 €	2 399 €	6
TOTAL		466 184 €	146 958 €	

➢ Territoire VEZERE-AUVEZERE

Collectivités bénéficiaires	Libellé de l'opération	Dépense H.T.	Subvention départementale	Dispositif
LACELLE	Aide à l'adressage	4 277 €	1 711 €	5
LAMONGERIE	Rénovation énergétique de la salle polyvalente	44 300 €	17 720 €	2
	Mise aux normes de la cuisine de la salle polyvalente	30 000 €	7 500 €	1
LUBERSAC	Création de 2 terrains de Padel	152 232 €	45 670 €	4
SALON-LA-TOUR	Rénovation énergétique de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes,…)	13 475 €	5 390 €	2
	Création d'un WC PMR et divers branchements pour le local de l'épicerie	11 850 €	2 963 €	1
	Révision du PLU	7 600 €	1 900 €	1
TARNAC	Création d'un terrain multisports	74 896 €	22 469 €	4
	Agrandissement du cimetière - Tranche 3	43 871 €	10 968 €	3
TROCHE	Réfection de la couverture de la salle des associations	18 156 €	4 539 €	1
UZERCHE	Réaménagement des cours de l'école des Buges - Complément	86 642 €	21 661 €	3
	Aménagement de la Cartonnerie - Sécurisation du bâtiment (réfection des verrières)	14 953 €	2 991 €	5
	Réfection de la toiture du Presbytère	70 430 €	42 258 €	6
	Réfection du grillage des courts de tennis de la Peyre	19 000 €	5 700 €	4
	Etude de faisabilité et bilan énergétique patrimonial	6 000 €	4 800 €	2
TOTAL		597 682 €	198 240 €	

Article 4 : est décidée, pour la commune de BEYSSAC, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 10 mai 2017 au 31 décembre 2025.

Article 5 : est décidée, pour la commune de BRIVE, la modification de l'arrêté d'attribution de subvention du 21 juillet 2023 pour l'opération suivante :

- Rénovation de l'éclairage public - Smart City - Tranche 1
  - Montant H.T. des travaux : 3 045 491 €
  - Subvention départementale : 500 000 €

Article 6 : est décidée, pour la commune de COMBRESSOL, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 20 septembre 2019 au 31 décembre 2025.

Article 7 : est décidée, pour la commune d'OBJAT, la modification des arrêtés d'attribution de subvention du 26 janvier 2024 pour les opérations suivantes :

- Aménagement structurant entrée de ville RD 148^{E}1 - Tranche 1
  - Montant H.T. des travaux : 1 000 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €

- Aménagement structurant entrée de ville RD 148^{E}1 - Tranche 2
  - Montant H.T. des travaux : 1 000 000 €
  - Subvention départementale : 300 000 €

Article 8 : est décidée, pour la commune de SAINT-JAL, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 12 juillet 2016 au 31 décembre 2025.

Article 9 : est décidée, pour la commune de SAINT-REMY, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 19 juillet 2019 au 31 décembre 2025.

Article 10 : est décidée, pour la commune de VOUTEZAC, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 29 mars 2019 au 31 décembre 2026.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 901.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.25
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.228
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.32.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14268-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de BRIVE-LA-GAILLARDE représentée par Monsieur Frédéric SOULIER en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE,

VU la demande de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de BRIVE-LA-GAILLARDE	Le Président du Département de la Corrèze
Frédéric SOULIER	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
BRIVE-LA-GAILARDE	**Création pôle culturel**	9 200 000 €	**2 300 000 €**	5	Projets structurants	2025	1	
BRIVE-LA-GAILARDE	**Eclairage public - Smart City T1**	3 045 491 €	**500 000 €**	5	Projets structurants	2024	1	
BRIVE-LA-GAILARDE	**Eclairage public - Smart City 2024**	3 045 491 €	**500 000 €**	5	Projets structurants	2024	1	
BRIVE-LA-GAILARDE	**Restauration de la Collégiale Saint-Martin**	242 117 €	**90 000 €**	6	Edifices - Classés	2024	1	
BRIVE-LA-GAILARDE	**Théâtre l'Empreinte Scène Nationale**	300 000 €	**60 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
BRIVE-LA-GAILARDE			**79 057 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE CHAMEYRAT

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de CHAMEYRAT représentée par Madame Émilie BOUCHETEIL en sa qualité de Maire, dûment habilitée par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHAMEYRAT,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 26 janvier 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHAMEYRAT,

VU la demande de la commune de CHAMEYRAT,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHAMEYRAT.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CHAMEYRAT demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de CHAMEYRAT	Le Président du Département de la Corrèze
Émilie BOUCHETEIL	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
CHAMEYRAT	Rénovation et aménagement du complexe sportif du Puy de Mirat T1	300 000 €	90 000 €	4	Equipements sportifs - Rénovation	2023	1	
CHAMEYRAT	Rénovation et aménagement du complexe sportif du Puy de Mirat T2	300 000 €	90 000 €	4	Equipements sportifs - Rénovation	2024	1	
CHAMEYRAT	Rénovation et aménagement du complexe sportif du Puy de Mirat T3	23 203 €	6 961 €	4	Equipements sportifs - Rénovation	2025	1	
CHAMEYRAT	Création d'un parking à l'école	2 080 €	520 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
CHAMEYRAT	Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche ferme Traversée de Poissac sur 350m	133 000 €	25 000 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
CHAMEYRAT	Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche ferme Traversée de Poissac sur 350m - Complément	16 800 €	4 200 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Accessibilité RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Ferme Création Arrêt de bus	100 000 €	25 000 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
CHAMEYRAT	Accessibilité RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Ferme Création Arrêt de bus - Complément	5 000 €	1 250 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
CHAMEYRAT	Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Optionnelle 1 Rue de l'école + entrée agglomération ouest + carrefour	77 000 €	19 250 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Optionnelle 1 - Complément Rue de l'école + entrée agglomération ouest + carrefour	38 121 €	9 530 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Sécurité RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Optionnelle 1 Sécurité virage Echamel	122 000 €	25 000 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Réaménagement RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Optionnelle 1 Entrée agglomération Est + 150m	71 000 €	17 750 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Sécurité RD9/RD9E5 traverse Poissac Tranche Optionnelle 1 Sécurité cheminement piéton + écluses RD9E5	58 000 €	14 500 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CHAMEYRAT	Acquisition d'un VPI pour l'école	3 000 €	750 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
CHAMEYRAT	Aménagement terrain pour future maison d'accueil personnes âgées	35 000 €	8 750 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
CHAMEYRAT	Aménagement et desimperméabilisation du parvis de la salle polyvalente	50 000 €	12 500 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
CHAMEYRAT	Aménagement extension du cimetière de Poissac	75 000 €	18 750 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	2	
CHAMEYRAT	Sécurité informatique et téléphonie mairie	1 564 €	391 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
CHAMEYRAT	Resuivi toiture église inscrite	1 590 €	398 €	6	Edifices - Inscrits	2024	1	
CHAMEYRAT	Rénovation énergétique : Réfection du chauffage et de l'isolation de la mairie	100 000 €	40 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	1	
CHAMEYRAT	Rénovation de la salle des associations	40 000 €	12 000 €	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2023	1	
CHAMEYRAT			6 000 €		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°3

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE CHANAC-LES-MINES

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de CHANAC-LES-MINES représentée par Monsieur Bernard SALLES en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHANAC-LES-MINES,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 20 octobre 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHANAC-LES-MINES.

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 7 juin 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHANAC-LES-MINES.

VU la demande de la commune de CHANAC-LES-MINES,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CHANAC-LES-MINES.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CHANAC-LES-MINES demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de CHANAC-LES-MINES	Le Président du Département de la Corrèze
Bernard SALLES	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
CHANAC-LES-MINES	**Eglise : restauration de vitraux/ huile sur toile /Statue Saint Jean-Baptiste (NP)**	14 339 €	**8 603 €**	7	Objets - Non protégés	2023	1	
CHANAC-LES-MINES	**Eglise : restauration de deux bustes reliquaires (classés MH)**	1 896 €	**190 €**	7	Objets - Classés	2023	1	
CHANAC-LES-MINES	**Restauration de la Croix de l'Oreiller (inscrite MH)**	4 800 €	**1 920 €**	7	Objets - Inscrits	2023	1	
CHANAC-LES-MINES	**Changement de trois portes et chauffe-eau pour la salle polyvalente**	30 893 €	**7 723 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
CHANAC-LES-MINES	**Changement de la chaudière à la salle polyvalente**	4 701 €	**1 175 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
CHANAC-LES-MINES	**Création et aménagement de deux espaces de jeux pour enfants**	30 000 €	**7 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
CHANAC-LES-MINES	**Réfection de la toiture de la salle polyvalente**	8 305 €	**2 076 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
CHANAC-LES-MINES	**Audit énergétique et travaux de rénovation sur le batiment mairie : travaux sur la partie logement**	47 080 €	**14 124 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2023	1	
CHANAC-LES-MINES			**6 000 €**		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE COLLONGES-LA-ROUGE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de COLLONGES-LA-ROUGE représentée par Monsieur Michel CHARLOT en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de COLLONGES-LA-ROUGE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 8 décembre 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de COLLONGES-LA-ROUGE.

VU la demande de la commune de COLLONGES-LA-ROUGE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de COLLONGES-LA-ROUGE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de COLLONGES-LA-ROUGE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de COLLONGES-LA-ROUGE	Le Président du Département de la Corrèze
Michel CHARLOT	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
COLLONGES-LA-ROUGE	**Travaux Eglise (MH) T1**	130 000 €	**13 000 €**	6	Edifices - Classés	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Travaux Eglise (MH) T2**	50 000 €	**5 000 €**	6	Edifices - Classés	2024	2	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Création d'un nouveau quartier - Espaces publics (Ponchet / Monteil)**	149 907 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Restauration du tableau "Calvaire avec une sainte femme et Sainte-Madeleine"**	13 455 €	**5 382 €**	7	Objets - Inscrits	2024	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Bâche incendie - route des crêtes Charlat**	20 000 €	**5 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Espace collectif chronotopique**	1 100 000 €	**220 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Rénovation énergétique bâtiments communaux**	110 760 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Création de toilettes - Chaulet**	140 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Sécurisation du pont Beauregard**	20 000 €	**5 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Matériel de voirie**	28 900 €	**5 000 €**	9	Matériel voirie non tracté	2025	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Sécurisation voirie**	21 200 €	**5 300 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Aménagement aire camping-car Le Marchadial - Complément bornes électriques**	20 000 €	**5 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Aménagement Chaulet - Création de voies de circulation - aménagements paysagers**	35 000 €	**8 750 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
COLLONGES-LA-ROUGE	**Bâtiment mairie - sécurisation électrique**	10 000 €	**2 500 €**	1	Autres équipements communaux	2023	1	
COLLONGES-LA-ROUGE			**13 050 €**		**Dotation voirie annuelle**			**40%**

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°3

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE CORNIL

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de CORNIL représentée par Monsieur Pascal FOUCHÉ en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CORNIL,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 21 juillet 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CORNIL,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 8 décembre 2023, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CORNIL.

VU la demande de la commune de CORNIL,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de CORNIL.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de CORNIL demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de CORNIL	Le Président du Département de la Corrèze
Pascal FOUCHÉ	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
CORNIL	**Programme d'aménagement de la vallée de la Corrèze : renaturalisation rive droite et aménagement pied de bourg**	230 000 €	**46 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
CORNIL	**Rénovation énergétique de la salle polyvalente + système de chauffage**	114 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
CORNIL	**Terrain de foot five**	137 431 €	**41 229 €**	4	Equipements sportifs - Construction	2023	1	
CORNIL	**Programme cœur de bourg : place Jean-Marie Dauzier**	100 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
CORNIL	**Système de chauffage du stade de football**	18 554 €	**4 639 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
CORNIL	**Rénovation ancienne habitation en lieu de rencontre**	2 528 €	**632 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	2	
CORNIL	**Réaménagement allées du cimetière (suite)**	10 000 €	**2 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
CORNIL	**Matériel de voirie**	10 000 €	**4 000 €**	9	Matériel voirie non tracté	2024	1	
CORNIL			**6 000 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE DAVIGNAC

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de DAVIGNAC représentée par Monsieur Patrice BARBE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de DAVIGNAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 7 juin 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de DAVIGNAC.

VU la demande de la commune de DAVIGNAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de DAVIGNAC.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de DAVIGNAC demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de DAVIGNAC	Le Président du Département de la Corrèze
Patrice BARBE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
DAVIGNAC	**Réhabilitation / Création multiservices Résidence intergénérationnelle**	428 000 €	**85 600 €**	5	Projets structurants	2023	1	
DAVIGNAC	**Construction d'une chaufferie**	215 500 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
DAVIGNAC	**Aménagement espace entre les maisons - T1**	131 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
DAVIGNAC	**Aménagement espace entre les maisons - T2**	61 204 €	**15 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
DAVIGNAC	**Réhabilitation des locaux de la mairie et de la salle des mariages**	7 281 €	**1 820 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
DAVIGNAC	**Création d'une réserve incendie**	14 589 €	**3 647 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
DAVIGNAC	**Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T1**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	2	
DAVIGNAC	**Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T2**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	2	
DAVIGNAC	**Réhabilitation maison - Construction de 3 logements pour des familles - T3**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	2	
DAVIGNAC			**10 000 €**		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE D'EYREIN

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune d'EYREIN représentée par Madame Marie-Pierre LE MIGNON en sa qualité de Maire, dûment habilitée par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune d'EYREIN,

VU la demande de la commune d'EYREIN,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune d'EYREIN.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune d'EYREIN demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune d'EYREIN	Le Président du Département de la Corrèze
Marie-Pierre LE MIGNON	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
EYREIN	**Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie logement - T1**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
EYREIN	**Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie logement - T2**	101 354 €	**27 579 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
EYREIN	**Aménagement d'un multiservices et d'un logement - Partie multiservices**	192 310 €	**28 673 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
EYREIN	**Couverture du préau et portail de l'école**	5 990 €	**1 498 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
EYREIN			**10 000 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE LACELLE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de LACELLE représentée par Madame Véronique BONNET-TENEZE en sa qualité de Maire, dûment habilitée par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LACELLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 3 mai 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LACELLE.

VU la demande de la commune de LACELLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LACELLE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LACELLE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de LACELLE	Le Président du Département de la Corrèze
Véronique BONNET-TENEZE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
LACELLE	**Achat aire de jeux + mobilier**	10 000 €	**2 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
LACELLE	**Achat équipement de voirie**	7 500 €	**3 000 €**	9	Matériel voirie non tracté	2025	2	
LACELLE	**Aide à l'adressage**	4 277 €	**1 711 €**	5	Projets structurants	2024	1	
LACELLE	**Aménagement d'un espace de biodiversité + créations de trois mares pédagogiques + passerelles**	96 304 €	**19 261 €**	5	Projets structurants	2023	1	
LACELLE	**Diagnostic énergétique salle polyvalente + gîte**	800 €	**640 €**	2	Rénovation énergétique - Diagnostic énergétique	2023	1	
LACELLE	**Réhabilitation bâtiments communaux**	12 000 €	**3 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
LACELLE	**Rénovation logement communal (logement gare)**	50 000 €	**15 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2023	1	
LACELLE	**Travaux rénovation énergétique salle polyvalente**	2 882 €	**1 153 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
LACELLE			**10 000 €**		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°3

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE LAFAGE-SUR-SOMBRE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE représentée par Monsieur Dominique VERBRUGGE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 3 mai 2024 approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 19 juillet 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE.

VU la demande de la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de LAFAGE-SUR-SOMBRE	Le Président du Département de la Corrèze
Dominique VERBRUGGE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Réhabilitation ancienne gare type Tacot Transcorrézien en coordination avec le projet du Viaduc des Rochers Noirs**	55 865 €	**11 173 €**	5	Projets structurants	2023	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Rénovation de l'appartement communal situé au-dessus de la mairie**	18 000 €	**7 200 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Aménagements pour la zone de pique-nique dans le bourg**	15 769 €	**3 942 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Acquisition d'un matériel de projection**	2 012 €	**503 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Parking et aménagements extérieurs salle polyvalente - T1**	50 000 €	**12 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Parking et aménagements extérieurs salle polyvalente - T2**	100 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Parking et aménagements extérieurs salle polyvalente - T2 Complément**	20 727 €	**5 182 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	**Schéma Directeur Défense Incendie de la commune**	22 000 €	**3 500 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Etudes préalables	2025	2	
LAFAGE-SUR-SOMBRE			**13 107 €**		Dotation voirie annuelle			80%
LAFAGE-SUR-SOMBRE			**4 000 €**		Dotation de Solidarité Communale - Annuelle			80%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE LAGLEYGEOLLE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de LAGLEYGEOLLE représentée par Monsieur Laurent BRESSY en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAGLEYGEOLLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 21 juillet 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAGLEYGEOLLE.

VU la demande de la commune de LAGLEYGEOLLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de LAGLEYGEOLLE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de LAGLEYGEOLLE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de LAGLEYGEOLLE	Le Président du Département de la Corrèze
Laurent BRESSY	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
LAGLEYGEOLLE	Acquisition d'une épareuse	21 000 €	5 000 €	9	Matériel voirie non tracté	2025	2	
LAGLEYGEOLLE	Sécurisation accès cimetière	2 650 €	663 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
LAGLEYGEOLLE	Réhabilitation et ouverture d'un restaurant communal	590 465 €	118 093 €	5	Projets structurants	2024	1	
LAGLEYGEOLLE	Acquisition de matériels pour l'entretien de la voirie	1 325 €	530 €	9	Matériel voirie non tracté	2023	1	
LAGLEYGEOLLE	Acquisition de matériels informatiques	2 500 €	625 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
LAGLEYGEOLLE	Divers mobiliers et équipements pour la mairie	4 125 €	1 031 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
LAGLEYGEOLLE			10 000 €		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE MARCILLAC-LA-CROISILLE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE représentée par Monsieur Jean-Louis BACHELLERIE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE,

VU la demande de la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de MARCILLAC-LA-CROISILLE	Le Président du Département de la Corrèze
Jean-Louis BACHELLERIE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Achat matériels**	8 000 €	**3 200 €**	9	Matériel voirie non tracté	2023	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Installation de bornes électriques sur le marché communal**	3 586 €	**897 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Agrandissement cimetière**	49 224 €	**12 306 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	2	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Aménagement de la plage - acquisition de plateformes**	8 089 €	**2 022 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Réfection de la toiture du vestiaire du stade municipal**	13 100 €	**3 930 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2024	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Aménagement d'espaces publics (square et promenade du lac)**	10 264 €	**2 566 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Réfection d'un logement communal**	16 704 €	**4 176 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	**Réfection barrières**	11 061 €	**2 765 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	2	
MARCILLAC-LA-CROISILLE			**20 953 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE NESPOULS

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de NESPOULS représentée par Monsieur François PATIER en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NESPOULS,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 26 janvier 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NESPOULS.

VU la demande de la commune de NESPOULS,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NESPOULS.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de NESPOULS demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de NESPOULS	Le Président du Département de la Corrèze
François PATIER	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
NESPOULS	**Salle Polyvalente : changement de système de chauffage et rénovation avec prise en compte de la performance énergétique**	78 100 €	**31 240 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
NESPOULS	**Diagnostic énergétique**	1 515 €	**1 212 €**	2	Rénovation énergétique - Diagnostic énergétique	2024	1	
NESPOULS	**Achat de cavurne pour le cimetière**	4 751 €	**1 188 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
NESPOULS	**Ecole : travaux de rénovation avec prise en compte de la performance énergétique du bâtiment**	32 000 €	**12 800 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	2	
NESPOULS	**Rénovation de la toiture du Presbytère (logement locatif) et isolation avec amélioration de la performance énergétique**	81 800 €	**24 540 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2025	2	
NESPOULS	**Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle polyvalente**	31 983 €	**12 793 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	2	
NESPOULS	**Divers travaux et équipements communaux (volets médiathèque, étanchéité escalier école et défibrillateurs)**	16 027 €	**4 007 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
NESPOULS	**Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école**	21 000 €	**8 400 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	1	
NESPOULS			**10 000 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°3

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE NEUVIC

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de NEUVIC représentée par Madame Dominique MERMONT en sa qualité de Maire, dûment habilitée par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NEUVIC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 21 juillet 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NEUVIC.

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 26 janvier 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NEUVIC.

VU la demande de la commune de NEUVIC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de NEUVIC.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de NEUVIC demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de NEUVIC	Le Président du Département de la Corrèze
Dominique MIERMONT	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
NEUVIC	**Réhabilitation du centre équestre**	20 000 €	**6 000 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2023	1	
NEUVIC	**Aménagement de l'aire de camping-cars**	220 000 €	**44 000 €**	5	Projets structurants	2024	1	
NEUVIC	**Audit énergétique ensemble patrimoine immobiler de la commune**	7 500 €	**4 800 €**	2	Rénovation énergétique - Diagnostic énergétique	2024	1	
NEUVIC	**Réhabilitation énergétique logements mairie**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
NEUVIC	**Réhabilitation énergétique bâtiments communaux : écoles**	100 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
NEUVIC	**Réhabilitation énergétique bâtiments communaux : salle omnisports**	200 000 €	**60 000 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2023	1	
NEUVIC	**Réhabilitation énergétique bâtiments communaux : bâtiments Restos du cœur**	3 085 €	**1 234 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
NEUVIC	**Réhabilitation du club house**	133 333 €	**40 000 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2024	1	
NEUVIC	**Accessibilité de l'école maternelle**	35 062 €	**8 766 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
NEUVIC	**Réhabilitation énergétique bâtiments communaux : maison des associations**	100 000 €	**30 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2024	1	
NEUVIC			**45 683 €**		Dotation voirie annuelle			

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE PEYRELEVADE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de PEYRELEVADE représentée par Monsieur Pierre COUTAUD en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de PEYRELEVADE,

VU la demande de la commune de PEYRELEVADE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de PEYRELEVADE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de PEYRELEVADE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de PEYRELEVADE	Le Président du Département de la Corrèze
Pierre COUTAUD	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
PEYRELEVADE	**Reprise station service Aménagements et mise aux normes**	120 000 €	**24 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
PEYRELEVADE	**MAM**	300 000 €	**60 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
PEYRELEVADE	**Aménagements salle communale : activités extension et création de sanitaires**	50 000 €	**12 500 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	2	
PEYRELEVADE	**Rénovation énergétique de la chaufferie : remplacement de la chaudière - T1**	100 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
PEYRELEVADE	**Rénovation énergétique de la chaufferie : remplacement de la chaudière - T2**	65 625 €	**26 250 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
PEYRELEVADE			**22 624 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE QUEYSSAC-LES-VIGNES

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES représentée par Monsieur Jean-Louis ROCHE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 20 septembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES.

VU la demande de la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de QUEYSSAC-LES-VIGNES	Le Président du Département de la Corrèze
Jean-Louis ROCHE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Abords du cimetière**	24 000 €	**6 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Aménagement espace de loisirs**	5 873 €	**1 468 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Rénovation cantine**	1 257 €	**314 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Rénovation énergétique école**	1 918 €	**767 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Travaux église NP - T2**	35 000 €	**21 000 €**	6	Edifices - Non protégés	2023	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Travaux église NP - T3**	21 000 €	**12 600 €**	6	Edifices - Non protégés	2024	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Rénovation d'objets non protégés dans l' église (tableau et statues)**	44 904 €	**26 942 €**	7	Objets - Non protégés	2024	1	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	**Travaux église NP - T3 Complément**	9 502 €	**5 701 €**	6	Edifices - Non protégés	2024	1	

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE SAINT-BONNET-ELVERT

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de SAINT-BONNET-ELVERT représentée par Monsieur Antony FAURIE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-BONNET-ELVERT,

VU la demande de la commune de SAINT-BONNET-ELVERT,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-BONNET-ELVERT.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-BONNET-ELVERT demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de SAINT-BONNET-ELVERT	Le Président du Département de la Corrèze
Antony FAURIE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
SAINT-BONNET-ELVERT	Défense incendie - T1	60 000 €	15 000 €	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
SAINT-BONNET-ELVERT	Aménagement Zone de la Verrière - Partie Cimetière	59 000 €	14 750 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
SAINT-BONNET-ELVERT	Aménagement Zone de la Verrière - Partie Accès, voie de desserte et parking	114 704 €	18 500 €	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
SAINT-BONNET-ELVERT			12 206 €		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX représentée par Monsieur Philippe ROCHE en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX,

VU la demande de la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	Le Président du Département de la Corrèze
Philippe ROCHE	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Travaux de restauration extérieure église NP**	35 000 €	**21 000 €**	6	Edifices - Non protégés	2024	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Restauration four à pain (PPRNP)**	5 513 €	**2 481 €**	8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé	2025	2	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Construction d'un local technique**	46 409 €	**11 602 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Aménagement d'une ancienne salle de classe en accueil de la mairie et de l'agence postale communale**	19 724 €	**5 917 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Acquisition de matériel informatique école**	5 000 €	**1 250 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Travaux de rénovation énergétique bâtiment école mairie - T1**	100 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	**Travaux de rénovation énergétique bâtiment école mairie - T2**	40 000 €	**16 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX			**6 000 €**		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT représentée par Monsieur Romain CHAUMEIL en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT,

VU la demande de la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	Le Président du Département de la Corrèze
Romain CHAUMEIL	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Gîte communal Rénovation énergétique**	65 043 €	**19 513 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2023	1	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Réfection du lavoir municipal**	9 971 €	**4 487 €**	8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé	2024	1	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Foyer Rural Changement fenêtres**	15 000 €	**6 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Foyer Rural Travaux sur la couverture**	61 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Aire de Jeux**	21 000 €	**5 250 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT	**Bâtiment Mairie/Ecole Rénovation énergétique - chauffage**	80 000 €	**32 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2025	2	
SAINT-YRIEIX-LE-DÉJALAT			**27 830 €**		Dotation voirie annuelle			50%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE SALON-LA-TOUR

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de SALON-LA-TOUR représentée par Monsieur Jean-Claude CHAUFFOUR en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SALON-LA-TOUR,

VU la demande de la commune de SALON-LA-TOUR,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de SALON-LA-TOUR.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de SALON-LA-TOUR demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de SALON-LA-TOUR	Le Président du Département de la Corrèze
Jean-Claude CHAUFFOUR	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
SALON-LA-TOUR	**Aménagement de la place de mairie T1**	100 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
SALON-LA-TOUR	**Aménagement de la place de mairie T2**	50 000 €	**12 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
SALON-LA-TOUR	**Création d'un WC PMR et divers branchements pour le local de l'épicerie**	11 850 €	**2 963 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
SALON-LA-TOUR	**Révision du PLU**	7 600 €	**1 900 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Etudes préalables	2024	1	
SALON-LA-TOUR	**Rénovation énergétique de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes…)**	87 843 €	**35 137 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
SALON-LA-TOUR	**Réhabilitation local Poste pour location commerciale**	30 000 €	**7 500 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
SALON-LA-TOUR	**Diagnostic énergétique**	3 000 €	**2 400 €**	2	Rénovation énergétique - Diagnostic énergétique	2024	1	
SALON-LA-TOUR			**23 069 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE TARNAC

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de TARNAC représentée par Monsieur François BOURROUX en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de TARNAC,

VU la demande de la commune de TARNAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de TARNAC.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de TARNAC demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de TARNAC	Le Président du Département de la Corrèze
François BOURROUX	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
TARNAC	**Aménagement des espaces publics et des places de parking**	21 400 €	**5 350 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	2	
TARNAC	**Création d'un terrain multisports**	74 896 €	**22 469 €**	4	Equipements sportifs - Construction	2024	1	
TARNAC	**Signalétique du bourg**	10 700 €	**2 675 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
TARNAC	**Création d'un espace cinéraire et paysager dans l'extension du nouveau cimetière - T2**	44 000 €	**11 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TARNAC	**Création d'un espace cinéraire et paysager dans l'extension du nouveau cimetière - T3**	43 871 €	**10 968 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TARNAC	**Création d'un appartement T2**	20 000 €	**6 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment avec loyer	2023	1	
TARNAC			**15 293 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°2

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE TULLE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de TULLE représentée par Monsieur Bernard COMBES en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de TULLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 21 juillet 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de TULLE.

VU la demande de la commune de TULLE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de TULLE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de TULLE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de TULLE	Le Président du Département de la Corrèze
Bernard COMBES	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
TULLE	Centre technique municipal : Réhabilitation des bureaux et travaux d'amélioration thermique - T2	208 333 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
TULLE	Aménagement des places Maschat et Roosevelt	2 683 020 €	**300 000 €**	5	Projets structurants	2023	1	
TULLE	Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément	540 458 €	**108 092 €**	5	Projets structurants	2024	1	
TULLE	Programme de végétalisation	126 004 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TULLE	Renaturation d'un îlot au 16 rue de l'Alverge	204 800 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TULLE	Réfection escaliers 2025	41 000 €	**10 250 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	1	
TULLE	Réfection complète du sol multisports de la salle de compétition du Centre Culturel et Sportif	150 000 €	**37 500 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2024	1	
TULLE	Aménagement du quartier de Souilhac	1 018 730 €	**203 746 €**	5	Projets structurants	2024	1	
TULLE	Réaménagement des abords de la nouvelle CPAM	102 200 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TULLE	Travaux au théâtre visant à renforcer la sécurité des personnels techniques	100 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
TULLE	Réhabilitation des escaliers	75 000 €	**18 750 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
TULLE	Réaménagement du 2ème étage de l'Hôtel de ville et réhabilitation de l'escalier de secours - T1	100 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
TULLE	Réaménagement du 2ème étage de l'Hôtel de ville et réhabilitation de l'escalier de secours - T2	41 694 €	**16 678 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
TULLE	Aménagement du Musée "Cité de l'Accordéon et des patrimoines de Tulle" - Complément	998 035 €	**150 000 €**	FORFAIT	Projets structurants	2023	1	
TULLE	Création d'un skatepark sur le site de l'Auzelou	26 120 €	**7 836 €**	4	Equipements sportifs - Construction	2023	1	
TULLE	Travaux dans les écoles 2023 - Ecole Turgot maternelle : Menuiseries, acoustique et amélioration thermique	58 333 €	**23 333 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2023	1	
TULLE	Travaux dans les écoles 2023 - Ecole Turgot primaire : réhabilitation des sanitaires garçons	56 667 €	**14 167 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
TULLE	Défense incendie 2023-2025	250 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
TULLE	Modernisation et mise en sécurité des postes électriques	31 858 €	**6 372 €**	5	Projets structurants	2023	1	
TULLE	Parvis de la Cité, Ponts du Tribunal et celui de la Barrière	225 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
TULLE	Abords tour de Souilhac	194 608 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
TULLE	Rénovation Salle Latreille	255 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	2	
TULLE	Rénovation de la toiture terrasse de l'école Joliot Curie	183 333 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	2	
TULLE	Travaux dans les écoles 2024	100 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
TULLE	Travaux dans les écoles 2025 Groupe scolaire Clément Chausson - Travaux d'étanchéité et de réfection des tympans à ossature bois T2	60 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	1	
TULLE			**10 000 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE D'UZERCHE

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune d'UZERCHE représentée par Monsieur Jean-Paul GRADOR en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune d'UZERCHE,

VU la demande de la commune d'UZERCHE,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune d'UZERCHE.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune d'UZERCHE demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune d'Uzerche	Le Président du Département de la Corrèze
Jean-Paul GRADOR	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
UZERCHE	**Rénovation du gymnase Micheline Buisson**	490 000 €	**90 000 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2025	1	
UZERCHE	**Réfection des vestiaires du stade Nelson Mandela**	90 000 €	**27 000 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2025	2	
UZERCHE	**Aménagement de la Cartonnerie Sécurisation du bâtiment, création boulodrome et skatepark**	158 905 €	**31 781 €**	5	Projets structurants	2024	2	
UZERCHE	**Réfection du grillage des courts de tennis de la Peyre**	19 000 €	**5 700 €**	4	Equipements sportifs - Rénovation	2024	1	
UZERCHE	**Réfection de la toiture du presbytère**	70 430 €	**42 258 €**	6	Edifices - Non protégés	2024	1	
UZERCHE	**Etude de faisabilité et bilan énergétique patrimonial**	6 000 €	**4 800 €**	2	Rénovation énergétique - Diagnostic énergétique	2024	1	
UZERCHE	**Réaménagement de la cour de l'école**	70 000 €	**17 500 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
UZERCHE	**Réaménagement de la cour de l'école - Complément**	86 642 €	**21 661 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	1	
UZERCHE	**Restauration de l'église Saint-Pierre (classée)**	983 374 €	**60 000 €**	6	Edifices - Classés	2024	1	
UZERCHE	**Travaux d'accessibilité**	110 768 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
UZERCHE	**Aménagement de l'entrée de ville (RD920) Sud - T1**	100 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	2	
UZERCHE	**Aménagement de l'entrée de ville (RD920) Sud - T2**	220 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	2	
UZERCHE	**Aménagement de l'entrée de ville (RD920) Nord**	256 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2025	2	
UZERCHE	**Rénovation de la digue de la Papeterie**	234 000 €	**46 800 €**	5	Projets structurants	2025	1	
UZERCHE			**13 418 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N°4

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE DE VOUTEZAC

2023 - 2025



- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La commune de VOUTEZAC représentée par Monsieur Jean-Claude REYNAUD en sa qualité de Maire, dûment habilité par son Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "la commune"

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental en date du 7 avril 2023 approuvant le Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de VOUTEZAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 22 septembre 2023, approuvant l'avenant au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de VOUTEZAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 8 mars 2024, approuvant l'avenant n°2 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de VOUTEZAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 3 mai 2024, approuvant l'avenant n°3 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de VOUTEZAC.

VU la demande de la commune de VOUTEZAC,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 décembre 2024, approuvant l'avenant n°4 au Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 avec la commune de VOUTEZAC.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent avenant a pour objet de redéfinir les opérations éligibles contractualisées, au titre de la période 2023-2025, en intégrant de nouvelles opérations, telles qu'elles sont présentées en annexe au présent rapport.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions du Contrat de Solidarité Communale 2023-2025 de la commune de VOUTEZAC demeurent inchangées.

Fait à Tulle
Le 6 décembre 2024

Le Maire de la commune de VOUTEZAC	Le Président du Département de la Corrèze
Jean-Claude REYNAUD	Pascal COSTE

CONTRACTUALISATION 2023-2025

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE PROJET	MONTANT HT DU PROJET	AIDE DU CD	CATEGORIE D'AIDE	LIBELLE CATEGORIE D'AIDE	ANNEE	PRIORITE	TAUX DOTATION
VOUTEZAC	**Aménagement d'espaces publics (village du Saillant et place du château) classés MH**	200 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2023	1	
VOUTEZAC	**RDT coordination AB (Saillant et château)**	50 000 €	**15 000 €**	11	Eaux pluviales sur RDT	2024	1	
VOUTEZAC	**Réhabilitation de l'ancienne mairie en mairie annexe ou maison des associations avec amélioration de la performance énergétique - T1**	100 000 €	**40 000 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
VOUTEZAC	**Rénovation du retable classé de l'église**	290 000 €	**29 000 €**	7	Objets - Classés	2024	1	
VOUTEZAC	**Divers équipements communaux (installation téléphonie...)**	8 525 €	**2 131 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2023	1	
VOUTEZAC	**Réhabilitation du cimetière du bourg**	100 000 €	**25 000 €**	3	AB espaces publics - Aménagements	2024	2	
VOUTEZAC	**Rénovation thermique de l'école avec amélioration de la performance énergétique**	75 033 €	**30 013 €**	2	Rénovation énergétique - Bâtiment sans loyer	2024	1	
VOUTEZAC	**Divers travaux à l'école**	23 357 €	**5 839 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
VOUTEZAC	**Remplacement du système de portique suspendu de la salle des Rosiers**	4 956 €	**1 239 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2024	1	
VOUTEZAC	**Rénovation/agrandissement de la halle**	150 000 €	**15 000 €**	1	Autres équipements communaux incendie accessibilité - Travaux	2025	2	
VOUTEZAC	**Construction d'un terrain multisports**	122 593 €	**36 778 €**	4	Equipements sportifs - Construction	2024	1	
VOUTEZAC			**40 000 €**		Dotation voirie annuelle			40%

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/317

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE HABITAT

RAPPORT

La politique de l'Habitat et du Logement est un engagement fort de la collectivité, depuis 2015, dans le cadre d'un développement durable et équilibré du département de la Corrèze.

Afin d'accompagner les Corréziens vers plus de sobriété énergétique dans leurs logements, le Département a décidé, en 2023, le déploiement d'aides très concrètes dans le cadre du programme "Corrèze Bouclier Énergétique" : rénovation thermique, production d'énergie décarbonée, matériel de régulation, chauffe-eau thermodynamique.

Pour 2024, le Conseil Départemental a amplifié son action auprès des Corréziens. Lors de sa séance plénière du 12 avril dernier, il a adapté et développé de nouvelles aides. Il a souhaité, d'une part, accompagner encore plus efficacement les séniors et les plus vulnérables en situation de handicap, en résonnance de Corrèze Autonomie. Il a également mis en place deux nouvelles aides : équipements urgents pour le retour à domicile et confort d'été des séniors.
D'autre part, il a étendu son action en faveur de l'attractivité des bourgs ruraux en créant une nouvelle aide aux travaux de rénovation des logements vacants pour conforter le développement local et les actions de revitalisation des centralités.

Quant au soutien apporté aux bailleurs sociaux, il reste un engagement important de la collectivité.

Pour sa mise en œuvre, le Conseil Départemental a arrêté les conditions et modalités d'octroi des subventions attribuables par le Département et fixé les autorisations de programme suivantes :

- "Aide à la Pierre" d'un montant de 2 500 000 € votée par délibération n° 103 lors de sa réunion du 1er décembre 2023 ;
- "Maintien à domicile des séniors" d'un montant de 180 000 € votée par délibération n° 103 lors de sa réunion du 1er décembre 2023 ;
- "Parc Locatif Social" d'un montant de 3 000 000 € votée par délibération n° 104 lors de sa réunion du 26 novembre 2021, abondée d'un montant de 2 000 000 € votée par délibération n° 302 lors de sa réunion du 7 avril 2023 portant ainsi l'AP à 5 000 000 €.

Conformément à ces engagements, vous trouverez ci-dessous et en annexe 1, les propositions d'attribution de subventions à la Commission Permanente, pour un montant global de 1 271 630 € ainsi répartis :

	Nombre de dossiers	Montant
- Aide au maintien à domicile	15	28 670 €
- Aide adaptation du logement à la perte d'autonomie	2	8 000 €
- Aide équipements urgents pour le retour à domicile	1	200 €
- Aide à la rénovation énergétique des logements	46	172 460 €
- Aide à la valorisation du vacant dans les communes rurales	1	8 000 €
- Aide production d'énergie et décarbonation	2	3 000 €
- Aide "chauffe-eau thermodynamique"	9	2 700 €
- Aide "matériel de régulation"	8	1 600 €
- Parc locatif social	28	1 047 000 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 271 630 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/317

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE HABITAT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : est attribuée, dans le cadre de l'aide au maintien à domicile des séniors par l'adaptation du logement, la somme de 28 670 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : est attribuée, dans le cadre de l'aide à l'adaptation du logement à la perte d'autonomie, la somme de 8 000 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 3 : est attribuée, dans le cadre de l'aide aux équipements urgents pour le retour à domicile, la somme de 200 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 4 : est attribuée, dans le cadre de l'aide à la rénovation énergétique des logements, la somme de 172 460 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 5 : est attribuée, dans le cadre de l'aide à la valorisation du vacant dans les communes rurales, la somme de 8 000 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 6 : est attribuée, dans le cadre de l'aide à la production d'énergie et à la décarbonation, la somme de 3 000 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 7 : est attribuée, dans le cadre de l'aide au chauffe-eau thermodynamique, la somme de 2 700 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 8 : est attribuée, dans le cadre de l'aide au matériel de régulation, la somme de 1 600 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Article 9 : est attribuée, dans le cadre de l'aide au Parc locatif social - Corrèze Habitat, la somme de 1 047 000 € énumérée dans le tableau ci-annexé.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.88.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14334-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CP.2024.12.06/318

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

OBJET

POLITIQUE DE L'EAU 2022-2024

RAPPORT

Le Conseil Départemental, par délibérations :

- ✓ n°105, lors de sa session du 8 juillet 2022, a adopté le deuxième Contrat de Progrès avec l'Agence de l'eau Adour-Garonne qui guide l'aide financière apportée aux collectivités compétentes en matière d'eau potable, d'assainissement et de gestion des milieux aquatiques,
- ✓ n°103, lors de sa session du 1er décembre 2023, a abondé l'Autorisation de Programme Pluriannuelle destinée à l'attribution des subventions pour sa politique de l'eau,
- ✓ n°302, lors de sa session du 23 février 2024, a approuvé les dispositions de mise en œuvre des projets structurants AEP - sécurisation et interconnexion 2022-2024 et les modalités de mobilisation d'aides financières proposées aux maîtres d'ouvrage,
- ✓ n°305, lors de sa session du 12 avril 2024, a fixé et créé les Autorisations de Programme 2024 pour les projets structurants AEP - sécurisation et interconnexion.

Soucieux de la ressource en eau, au niveau de sa qualité et de sa quantité, le Département renforce son accompagnement des collectivités compétentes en termes d'ingénierie et de financement sur les projets qui permettent une protection de la ressource en eau et des investissements structurants et pérennes pour la distribution de l'eau potable, le traitement des eaux usées et la gestion des milieux aquatiques.

Ainsi, le Département apporte son soutien financier à hauteur de 10 %, en complément de celui de l'Agence de l'Eau pour les opérations suivantes :

- les schémas directeurs et leurs révision et études,
- les travaux structurants visant à résoudre des problématiques d'alimentation en eau potable,
- les travaux d'installations de dispositifs de désinfection visant à assurer la mise en conformité de la qualité des eaux distribuées,
- les interconnexions (hors restructurations majeures),
- les travaux de restauration de cours d'eau ou de la continuité écologique (hors effacements d'ouvrages) concourant à la préservation de la biodiversité aquatique et des milieux humides.

À noter que, concernant les projets majeurs de sécurisation de l'alimentation en eau potable et d'interconnexion sur les territoires en tension, le Département a décidé d'une aide exceptionnelle majorée à hauteur de 15 % pour les projets structurants afin de sécuriser la ressource.

Cette disposition a été validée lors de l'Assemblée Plénière du 23 février 2024.

Ce soutien sans précédent se fait conjointement avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne qui augmente également son soutien financier de 50 % à 65 % sur ces opérations. En contrepartie de ce financement unique, qui atteint le montant maximal d'aide publique possible, des exigences sont posées par les deux financeurs afin de s'assurer d'une mise en œuvre rapide et cohérente des projets structurants en question.

Dans le cadre de l'ensemble de ces dispositions, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir examiner les dossiers suivants :

I - PROPOSITIONS DE SUBVENTIONS dans le cadre du Contrat de Progrès

Collectivités bénéficiaires	Libellé des opérations	Montant des travaux HT	Taux	Subvention départementale	Agence de l'Eau Adour Garonne
COMMUNAUTE DE COMMUNES "XAINTRIE VAL'DORDOGNE"	Renaturation des cours d'eau - Actions PPG Doustre	12 527 €	10 %	1 253 €	6 263 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES "XAINTRIE VAL'DORDOGNE"	Renaturation des écoulements de la rivière Le Doustre - Actions PPG Doustre	30 600 €	10 %	3 060 €	15 300 €
TOTAL		43 127 €		4 313 €	

II - CAS PARTICULIERS

- Commune de COMBRESSOL

Au titre du programme "Alimentation en Eau Potable 2017" la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 10 mars 2017, a décidé au profit de la commune de Combressol, l'attribution de la subvention suivante :

- *Mise en place des périmètres de protection autour des captages du Fleuret et de Feix (pose de compteurs PA - indemnités travaux)*
  - Montant H.T. des travaux : ..... 97 614 €
  - Subvention départementale : ..... 24 013 €

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2017 n'a pu faire l'objet de demande de versement de solde avant le 1er janvier 2022 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique), la subvention susvisée est caduque de plein droit.

Or, la réalisation des travaux ayant pris du retard, la commune n'a pas pu terminer l'opération dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du15 mars 2017.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental, de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE

Au titre du programme "Politique de l'Eau 2019/2021", la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 27 mars 2020, a décidé au profit du Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère, l'attribution de la subvention suivante :

❖ *Programme 2019 - alimentation en eau potable - 59ème tranche*
- Montant H.T. des travaux : ..... 257 000 €
- Subvention départementale : ..... 25 700 €

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2020 ne pourra faire l'objet d'une demande de versement avant le 1er janvier 2025 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique), la subvention susvisée sera caduque de plein droit.

Or, le Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère ne pourra pas terminer l'opération dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 27 mars 2020.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental, de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

➢ SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE

Au titre du programme "Politique de l'Eau 2019/2021" la Commission Permanente du Conseil Départemental, lors de sa réunion du 15 mai 2020, a décidé au profit du Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère, l'attribution de la subvention suivante :

- *Etude diagnostic de réseaux et schéma directeur d'alimentation en eau potable et mise en œuvre des équipements complémentaires de sectorisation*
  - Montant H.T. des travaux : ..... 460 073 €
  - Subvention départementale : ..... 46 007 €

Je rappelle que la subvention allouée au titre de l'année 2020 ne pourra faire l'objet d'une demande de versement avant le 1er janvier 2025 (date de déchéance quadriennale - Cf. loi du 31 décembre 1968 relative aux créances que peut détenir toute personne publique), la subvention susvisée sera caduque de plein droit.

Or, l'étude ayant pris du retard, le Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère ne pourra pas terminer l'opération dans les délais impartis par l'arrêté de subvention du 15 mai 2020.

Aussi, au vu de ces éléments, je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental, de bien vouloir proroger, à titre exceptionnel, le délai de caducité de l'arrêté d'attribution de la subvention suscité jusqu'au 31 décembre 2025.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 4 313 € en investissement.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CP.2024.12.06/318

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 6 décembre 2024

COMMISSION PERMANENTE

EXTRAIT DE DÉCISION

OBJET

POLITIQUE DE L'EAU 2022-2024

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport de M. le Président du Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1er : sont décidées, sur les Autorisations de Programmes "AEP ET ASSAINISSEMENT", les affectations correspondant aux subventions attribuées aux collectivités ci-dessous, pour la réalisation des opérations suivantes pour un montant total de 4 313 € :

Collectivités bénéficiaires	Libellé des opérations	Montant des travaux HT	Taux	Subvention départementale	Agence de l'Eau Adour Garonne
COMMUNAUTE DE COMMUNES "XAINTRIE VAL'DORDOGNE"	Renaturation des cours d'eau - Actions PPG Doustre	12 527 €	10 %	1 253 €	
COMMUNAUTE DE COMMUNES "XAINTRIE VAL'DORDOGNE"	Renaturation des écoulements de la rivière Le Doustre - Actions PPG Doustre	30 600 €	10 %	3 060 €	
TOTAL		43 127 €		4 313 €	

Article 2 : est décidée, pour la commune de COMBRESSOL, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 15 mars 2017 au 31 décembre 2025.

Article 3 : est décidée, pour le Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 27 mars 2020 au 31 décembre 2025.

Article 4 : est décidée, pour le Syndicat Mixte des Eaux de l'Auvézère, la prorogation à titre exceptionnel du délai de caducité de l'arrêté du 15 mai 2020, au 31 décembre 2025.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.6.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241206-14243-DE-1-1
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente décision, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉCISION
DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le six décembre, à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze s'est réunie à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Bernard COMBES, Madame Pascale BOISSIERAS, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Rosine ROBINET, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Julien BOUNIE, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Sonia TROYA, Monsieur Didier MARSALEIX, Monsieur Jean-François LABBAT, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Patricia BUISSON, Madame Jacqueline CORNELISSEN.

Pouvoirs :

Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Emilie BOUCHETEIL	à	Monsieur Jean-François LABBAT
Madame Annick TAYSSE	à	Monsieur Bernard COMBES
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Monsieur Eric ZIOLO	à	Monsieur Jean-Marie TAGUET
Madame Claude CHIRAC	à	Monsieur Julien BOUNIE
Madame Frédérique MEUNIER	à	Monsieur Laurent DARTHOU
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Monsieur Sébastien DUCHAMP	à	Madame Sonia TROYA

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des décisions, la Commission Permanente du Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.